

Gérard RINGON

**UNE COMMUNE DE TAHITI
A L'HEURE DU CENTRE D'EXPÉRIMENTATION
DU PACIFIQUE :**

FAAA

- une sociologie du présent -



OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ET TECHNIQUE OUTRE-MER



UNE COMMUNE DE TAHITI A L'HEURE DU CENTRE
D'EXPERIMENTATION DU PACIFIQUE : FAAA

- une sociologie du présent -

Gérard RINGON

O.R.S.T.O.M.

PARIS

-I97I-

TABLE

	Pages
Remerciements	3
Petit lexique de quelques mots tahitiens utilisés	4
Divers sigles utilisés et notes préliminaires	5
Cartes (hors texte) - Polynésie Française - Tahiti	
Introduction	6
Chapitre I : Les premières apparences	16
Chapitre 2 : Brève rétrospective historique	25
Chapitre 3 : La métamorphose de Faaa au cours des années 60	41
Chapitre 4 : Les classes moyennes : une nouvelle bourgeoisie ?	66
Chapitre 5 : Vers la formation d'un prolétariat	96
Chapitre 6 : Artisanat, petits entrepreneurs, et commerçants	110
Chapitre 7 : La consommation, réalité et illusions	123
Chapitre 8 : Popaa Farani et Taata Tahiti	167
Chapitre 9 : L'impossible intégration urbaine	191
Chapitre 10 : Une double contradiction	207
Conclusion : Les incertitudes de l'avenir	215
 Bibliographie générale des livres et textes cités	 223
Carte de Faaa	

REMERCIEMENTS

Je les adresse tout d'abord à la municipalité de la Commune de Faaa, et en particulier à Monsieur Francis Sanford, député de la Polynésie Française, à Monsieur Aubry, premier adjoint, dont le nom reste lié à l'histoire passée du district de Faaa, et aussi à Pierrot Juventin, chef des travaux municipaux, qui au début de mon enquête m'a guidé à travers la commune et m'a informé des problèmes qui s'y posent.

Mes remerciements vont aussi à toutes les familles de Faaa que je suis allé voir et qui ont accepté de parler avec moi ; parmi elles j'en nommerai une à qui me lie une grande amitié, la famille Samuela, Lucien, Ina et tous leurs enfants surtout Tahurai-Ernest qui a travaillé avec moi durant plusieurs mois.

Merci aux jeunes lycéens qui ont mené avec moi l'enquête sur le lotissement SOCREDO.

Je voudrais aussi remercier Monsieur Vernaudon, directeur de la SOCREDO et Monsieur Shigetomy qui m'ont fourni d'utiles renseignements sur la cité SOCREDO de Faaa, et Monsieur Guiraud, de la SETIL, qui lui m'a apporté des données sur la cité SETIL de Faaa ; j'ai eu la chance de bénéficier des conseils et de l'amitié de J.P. Lauwereins, détaché de la SCET-COOP à la SETIL, qui étudiait la mise sur pied d'un programme de rénovation des quartiers insalubres de la zone urbaine.

Je mentionnerai le nom de Henri Bouvier, conseiller à l'Assemblée Territoriale de la Polynésie Française ; il a toujours porté beaucoup d'intérêt à mon travail et il m'a fait partager sa grande connaissance de la Polynésie et l'amour qu'il porte à ce pays.

Auprès de mes collègues du Centre ORSTOM de Papeete, H. Lavondès, directeur du Centre, Cl. Robineau, J. Fages et Y. Lemaitre, j'ai trouvé des possibilités d'échanges qui m'ont aidé dans mon travail de réflexion.

Merci enfin à Messieurs les Professeurs Mercier et Guiart qui m'ont apporté leurs conseils dans le travail final de rédaction.

Paris, Mai 1971.

Petit lexique de mots tahitiens utilisés dans le texte

- Afa - Tahiti : Demi-Tahitien (on dit plus souvent Demi)
- Faaapu ou Faapu : terre cultivée, champ avec culture
- Fare : maison
- " tamaaraa : salle à manger
- " tutu : cuisine
- " pape : douche
- " iti : W.C.
- " taoto : chambre à coucher
- " tima : maison en dur (lit. maison en ciment)
- Fetii : mot qui désigne d'une façon générale les personnes avec lesquelles on est parent, sans autre précision
- Pareu : pièce de tissu décorée de motifs polynésiens aux couleurs vives fabriquée localement... ou en France pour Tahiti.
- Paumotu : Habitant de l'archipel des Tuamotu
- Popaa : mot qui désigne le Blanc
- Popaa Farani : Français
- Puaatoro : vache, boeuf, mais aussi corned-beef
- Taata Paari : adulte, homme mûr
- Taata Tahiti : Tahitien (lit. l'homme de Tahiti)
- Tamaaraa : repas tahitien, mais plus particulièrement le festin tahitien composé de mets tahitiens
- Taurearea : jeune
- Taro : tubercule alimentaire de la famille des aracées
- Tarua : " " " "
- Tara : pièce de 5 Francs CFP
- Tavana : chef de district, élu par le conseil du district
- Tiare Tahiti : lit. la fleur de Tahiti (gardenia tahitensis)
- Tifaifai : couvre-lit fait suivant des techniques locales
- Tinito : Chinois
- Tipanie : fleur du frangipanier ; l'arbre lui-même
- Umara : patate douce
- Vahine : femme
- Vahine Tahiti : Tahitienne

(Dans la transcription de mots tahitiens, l'occlusion glottale n'a pas été indiquée.)

Divers sigles utilisés

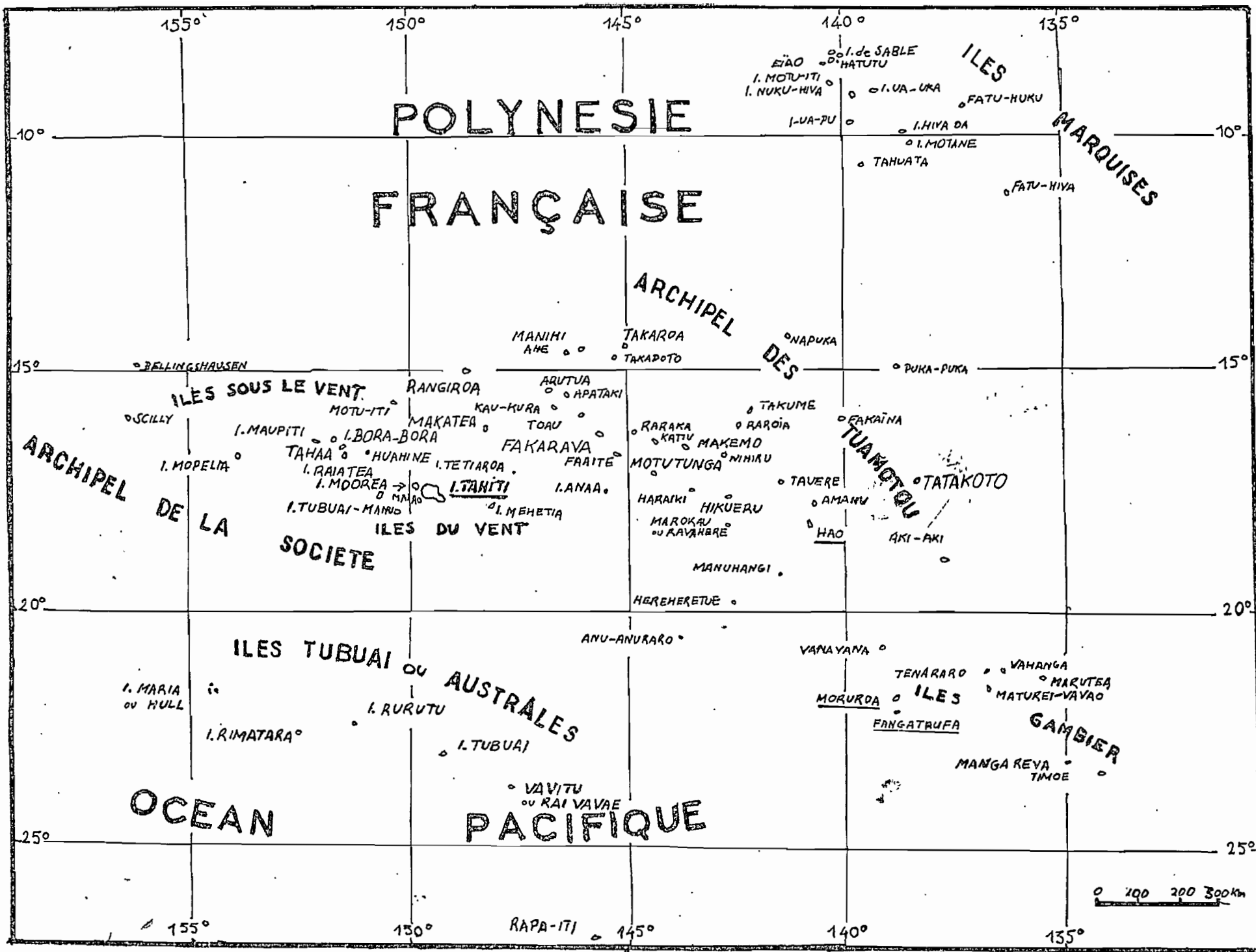
- C.E.P. : Centre d'Expérimentation du Pacifique
ou Certificat d'Etudes Primaires (suivant le contexte)
- C.E.A. : Commissariat à l'Energie Atomique
- C.F.P.O. : Compagnie Française des Phosphates d'Océanie
- B.E. : Brevet Elémentaire
- B.E.P.C. : Brevet d'Etudes du Premier Cycle
- R.D.P.T. : Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes
- P.F. : Polynésie Française
- SOCREDO : Société de Crédit et de Développement de l'Océanie
- SETIL : Société d'Equipement de Tahiti et des Iles (dépend conjointement du Territoire et de la SCET-Coopération)
- P.K. : Point Kilométrique, indique les distances à partir de Papeete.
- C.F.P. : Francs C.F.P. ou Francs Pacifique : les Francs indiqués dans le texte sont tous en C.F.P. 1 franc CFP : 5,5 anciens Francs 0,055 Francs actuels.

Diverses notes préliminaires

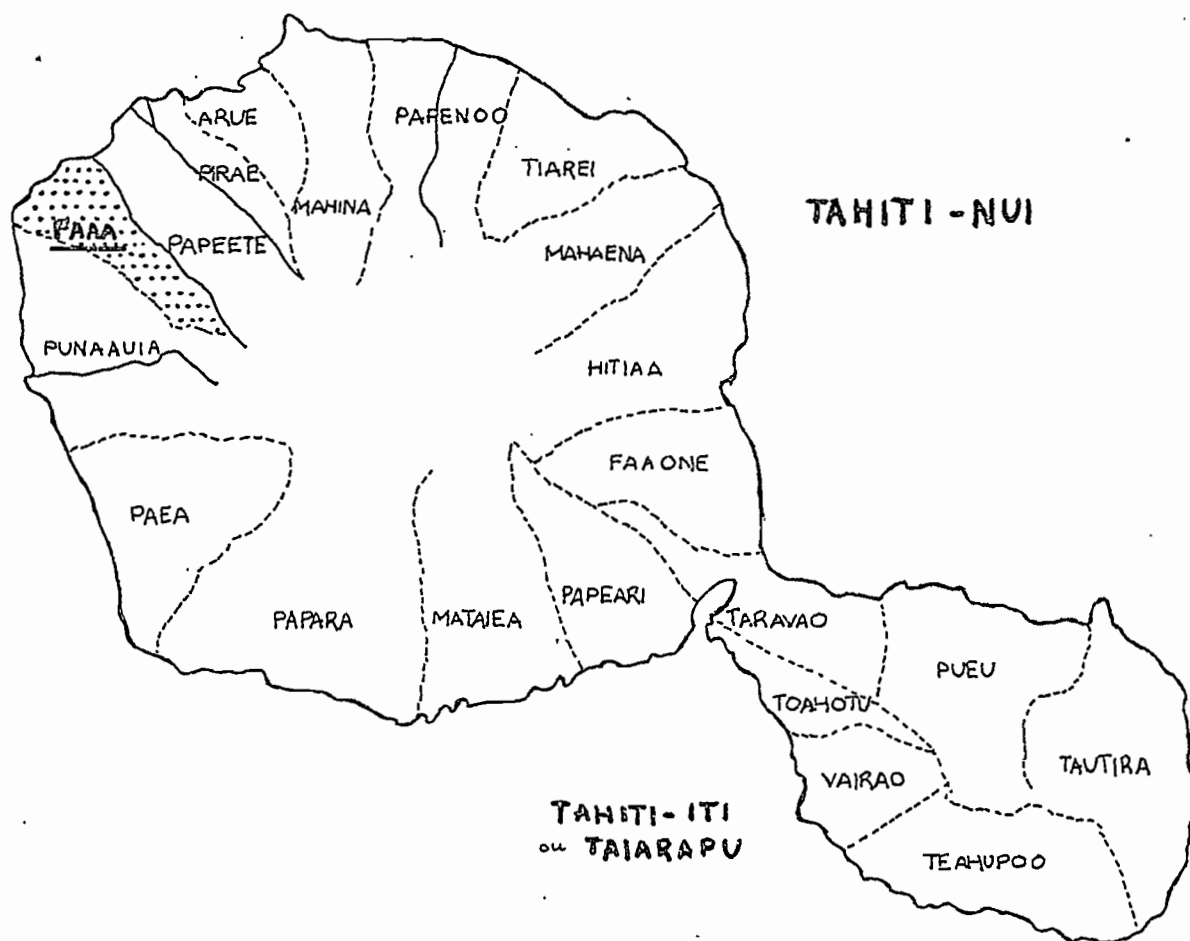
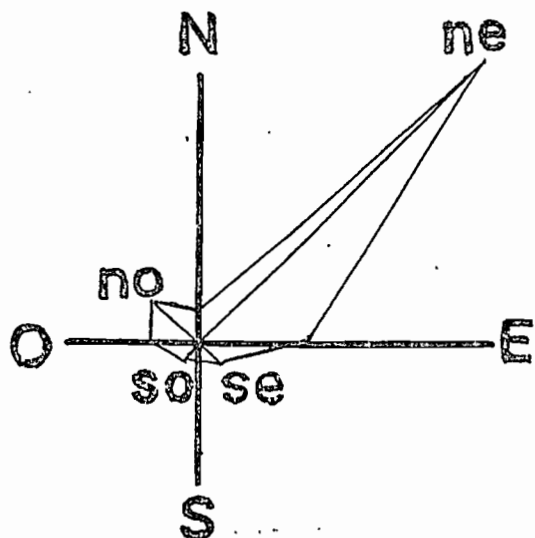
- Les mots Tahitien et Polynésien sont employés indifféramment dans le texte. Il peut arriver que soit précisée l'origine géographique.
- le mot Demi (Demi-Tahitien) que l'on trouvera soit comme substantif ou adjectif a été repris étant donné qu'il est d'usage courant à Tahiti ; il désigne moins une caractéristique raciale de métissage qu'une couche sociale qui se différencie de la population polynésienne par des comportements, etc...
- J'ai distingué les Français de Polynésiens et des Demis, mais il va de soi qu'il ne s'agit pas d'une différence de nationalité étant donné que la Polynésie est un Territoire d'Outre-Mer et que les Polynésiens sont donc citoyens Français ; il s'agit d'une différence d'origine géographique qui se recoupe avec une différence d'origines raciales.

Bibliographie : je n'ai donné en note infra-paginale que des indications sommaires qui renvoient à la bibliographie générale située en fin de volume.

- Afin de préserver l'anonymat des personnes qui sont concernées dans ce texte, j'ai modifié les noms et prénoms ou n'ai donné que des initiales ; j'ai cependant conservé les noms des personnes qui appartiennent à l'histoire passée ou présente de Tahiti.



TAHITI



TAHITI-ITI
ou TAIARAPU

TAHITI - NUI

PUEU

TAUTIRA

TEAHUPOO

"Pleurez, malheureux Taïtiens ! pleurez ; mais que ce soit de l'arrivée et non du départ de ces hommes ambitieux et méchants : un jour, vous les connaîtrez mieux. Un jour, ils reviendront..."

(Diderot-Les adieux du vieillard, Supplément au voyage de Bougainville)

INTRODUCTION

A la fin de la guerre d'Algérie le Sahara ayant été considéré comme partie intégrante du Territoire Algérien, le Gouvernement Français doit rechercher un nouveau terrain d'expérimentation pour la continuation du programme militaire atomique, qui comprend la mise au point de la bombe A et de la bombe H. Après avis favorable de différentes missions envoyées en Polynésie Française le Gouvernement Français décide de créer le Centre d'Expérimentation du Pacifique (C.E.P.). Au préalable le projet a été soumis à l'Assemblée Territoriale de la Polynésie Française : le Territoire a cédé à la France les deux atolls de Moruroa et Fangataufa situés dans l'archipel des Tuamotu, sur lesquels doivent se dérouler les tirs atomiques. Quelques années plus tard certains leaders politiques contesteront la validité de cette décision qui aurait été prise par la commission permanente de l'Assemblée Territoriale en l'absence de plusieurs membres de cette commission.

Imprévision ou indifférence, en tout cas il ne semble pas que furent envisagées à cette époque les conséquences qui allaient s'en suivre pour ce petit territoire de 4000 km² avec ses quelques 100 000 habitants répartis dans cinq archipels regroupant plus de 100 îles (1), l'un des plus éloignés de la métropole et l'un des derniers de l'ancien Empire colonial Français. Les effets de la création du C.E.P. en Polynésie peuvent sans doute être comparés à ceux que produirait la création d'une base militaire dans une quelconque région, avec

cette différence que la faible dimension du territoire rend les effets plus sensibles et plus spectaculaires. Autre différence notable : si la création du C.E.P. semble inaugurer de nouveaux rapports entre cette colonie et la France, en fait ce phénomène se greffe sur une histoire plus ancienne, celle des relations qui ont uni Tahiti à la France depuis plus de cent ans, et il infléchit la dynamique de ces rapports dans un sens nouveau, sans pour autant nier un passé trop vite oublié mais prêt à refaire surface.

Malgré les déclarations rassurantes que font périodiquement les responsables de l'administration ou les ministres de passage à Tahiti, et qui affirment que le C.E.P. a été la grande chance de la Polynésie Française, la possibilité pour ce petit pays si éloigné de mieux s'intégrer à la communauté nationale et d'accéder au monde moderne, de nombreux Polynésiens sont plutôt tentés de voir dans ces faits un nouvel avatar dans leurs rapports avec une mère-patrie si éloignée.

La création du C.E.P. se manifeste dès 1963-64 par une arrivée importante de civils et de militaires français, surtout légionnaires et marins. Les Polynésiens sont très sensibles à ces arrivées ; jusque là la colonie française était réduite, composée principalement de fonctionnaires que chacun connaissait. Si l'on veut que le programme d'essais atomiques ne souffre pas de retard et reprenne, il faut mettre en place rapidement toute une importante infrastructure humaine, matérielle et technique. De grands chantiers s'ouvrent à Tahiti et sur les atolls où doivent se dérouler les expériences : construction de casernes, de bureaux, d'équipements collectifs et de logements destinés aux métropolitains qui vont arriver. Le port de Papeete doit s'agrandir, et la longueur des quais et la capacité des hangars triplent ; une digue artificielle est construite. Aux Tuamotu sur les atolls, construction de trois pistes d'aviation, de locaux d'installation ; une passe artificielle est taillée dans le récif de l'atoll de Moruroa.

Si tous ces importants chantiers sont la plupart du temps confiés à de grandes entreprises métropolitaines (Grands Travaux de l'Est, Dumez-Citra...)

(1) Les cinq archipels sont les Iles-du-Vent (Tahiti et Moorea principalement-) les Iles-sous-le-Vent (ces deux archipels constituent aussi ce qu'on appelle parfois l'archipel de la Société), les Australes, les Tuamotu-Gambier, et les Marquises.

les entreprises locales en profitent aussi et un effet d'entraînement se fait ressentir sur tout le secteur local. La demande en logement par les familles métropolitaines en séjour à Tahiti donne un coup de fouet à la construction, et active aussi en même temps la spéculation foncière. La demande en services s'accroît ; le commerce et l'artisanat doivent se transformer et se moderniser pour faire place à ces nouvelles exigences. L'administration ne peut plus rester dans la vieille routine coloniale, elle doit transformer ses services, renforcer et multiplier ses effectifs. L'équipement de l'île doit se poursuivre rapidement aménagement de la ville de Papeete, amélioration du service routier, de la distribution d'eau, etc...

Les bases de l'ancienne économie se trouvent bouleversées ; elle reposait-séquelle d'une économie coloniale - sur l'exportation de produits primaires essentiellement coprah, café et vanille. "La ruine de l'ancienne économie d'exportation est complète - actuelle ou à terme. Tandis que les principaux produits d'exportation paraissent à présent compromis en Polynésie Française, surtout la détérioration mondiale des "termes de l'échange" au détriment des produits primaires, également du fait que les produits polynésiens sont parmi ceux qui suscitent le moins d'intérêt sur le marché mondial sont des facteurs qui condamnent cette économie". (2)

Le C.E.P. va donc jouer sur un terrain favorable, d'autant plus que les tendances profondes de l'économie polynésienne sont à une dégradation progressive et il ne fait qu'accélérer ce processus et masquer ces tendances. En 1965 les exportations traditionnelles ne représentaient plus que la moitié de celles de 1959 ; en 1967, plus que le quart (3). Entretemps, l'extraction de phosphates dans l'île de Makatea avait cessé. Par contre le déficit du commerce extérieur va croissant et les importations passent de 1,6 milliard de Francs C.F.P. en 1960 à 10,3 en 1967 (4). Dans le même temps l'inflation va grandissante et l'accroissement des prix et du coût de la vie est de 58 % entre 1960 et 1967 (5).

(2) Cl. Robineau (ouvrage collectif) - Livre II page 19

(3) Cl. Robineau, ibidem, page 20.

(4) Cl. Robineau, ibidem, page 19.

(5) Cl. Robineau, ibidem, page 15

Claude Robineau résumait ainsi la situation économique actuelle du territoire, celle-ci est devenue une "économie de services". Le niveau de la consommation en général, la variété des services offerts, un certain confort domestique, les importants investissements immobiliers urbains et semi-urbains, certaines consommations exceptionnellement élevées (l'eau d'adduction par exemple), le haut degré de mécanisation sont autant d'indicateurs qui justifient l'expression. Les conséquences en sont l'exceptionnel développement du commerce, le poids des importations, le rôle du salariat et la demande de travail, l'importance des charges publiques. Economie de services, l'économie actuelle de la Polynésie Française est aussi une économie de salaires. Le C.E.P. et les effets qu'il a induits ont créé une demande de travail que l'économie locale devra satisfaire dans les années à venir. Comment le pourra-t-elle ?" (6). Cette interrogation traduit bien l'incertitude quant à l'avenir du territoire. En cas de cessation des activités du C.E.P. on songe à une économie de remplacement ; depuis quelques années le tourisme est à l'ordre du jour : c'est le nouvel Eldorado ; les prévisions sont optimistes, trop peut-être ; mais n'anticipons pas !

Dès 1963 Papeete se transforme en un gigantesque marché de travail. Les migrations des ruraux vers Tahiti s'accroissent d'autant plus que la demande de main-d'oeuvre est forte, que les salaires promis semblent - relativement - plus élevés que les ressources que procurent des activités agricoles sur le déclin. La distorsion s'accroît entre un secteur rural dont les revenus stagnent et vont même décroissant, et les salaires du secteur urbain. Des bureaux d'embauche sont créés temporairement dans plusieurs archipels, et des contrats de travail signés avec des travailleurs qui partent pour un temps plus ou moins long sur les chantiers des atolls des Tuamotu. Les travailleurs qui partent dans ces conditions, laissant leur famille dans leur île d'origine, reviennent une fois le contrat terminé, avec en poche une somme d'argent affectée d'avance à une dépense précise, construction d'une maison, achat d'un moteur hors-bord, etc... Dans certains villages c'est sous la conduite du pasteur, du tavana ou d'un autre notable que les hommes partent (7). Ces départs ne semblent pas amor-

(6) Cl. Robineau (ouvrage collectif) Livre II, page 28

(7) L'un des cas les plus connus est celui du village de Fitii à Huahine, où sous la conduite du pasteur les hommes partirent travailler plusieurs mois à Hao afin d'amasser l'argent nécessaire à la construction du temple.

cer une migration définitive puisque les hommes ont l'intention de revenir et de reprendre leurs anciennes activités. Le salaire est considéré comme une "aubaine" ; ces départs rappellent ceux qui se produisaient auparavant pour Makatea à la Compagnie Française des Phosphates d'Océanie, et qui n'impliquaient pas une intégration définitive des travailleurs au monde du salariat.

Mais parallèlement à ces déplacements temporaires, des migrations vers Tahiti s'amorcent et s'amplifient, et elles touchent tous les archipels, même les plus éloignés. Les hommes rarement seuls, le plus souvent accompagnés de toute leur famille, viennent s'installer à Tahiti ; ils abandonnent maison et terre, partent avec quelques bagages, l'adresse d'un parent ou d'un ami en poche. "Entre 1962 et 1967, le déficit net de population est de 20 % pour l'archipel des Iles-sous-le-Vent, 17 % pour les Tuamotu, 17 % pour les Marquises et 0,4 % pour les Australes" (8).

Les archipels périphériques connaissent une hémorragie démographique au profit de Tahiti, et une nouvelle répartition géographique de la population se fait :

	1962	1967
Iles-sous-le-Vent	19,2 %	15,7 %
Iles-du-Vent	61,6 %	67,3 % (de la population totale de la P.F.)
Tuamotu-Gambier	8,3 %	6,7 %
Australes	5,2 %	5,1 %
Marquises	5,7 %	5,2 % (9)

Au sein même de Tahiti une disparité de la répartition se fait entre les districts ruraux et la zone urbaine. Ce sont surtout Papeete, et les communes et les districts qui lui sont adjacents qui bénéficient de cette arrivée de population.

(8) Cl. Robineau (ouvrage collectif) Livre II, page 15

(9) J. Fages (ouvrage collectif) Livre I, page 3, d'après le recensement 1962 et dénombrement de 1967.

	1962	1967	% D'accroissement
Commune de Papeete	27 786	37 486	35 %
" de Pirae	4 202	8 429	100 %
" de Faaa	3 700	6 800	84 %
District d'Arue	2 000	3 800	90 %
" de Punaauia	2 400	3 500	46 % (10)

Les bouleversements semblent gigantesques vus à l'échelle polynésienne, Papeete qui n'était jusque là qu'une petite ville coloniale assurant des fonctions administratives et commerciales, ville où l'on venait plus qu'on y demeurait, se transforme ; sa population se diversifie par l'arrivée des migrants, et aussi des Français métropolitains. Le passage du rural à l'urbain modifie l'univers social des individus, provoque l'éclatement et la dispersion des anciennes communautés rurales, transforme les comportements et la forme des relations sociales, mais s'accompagne aussi d'adaptations difficiles et de phénomènes pathologiques. La métamorphose qui se produit sous nos yeux semble tout balayer tant notre regard risque de ne retenir que les aspects les plus évidents de ces changements. La consommation se développe d'une façon effrénée et sous les formes les plus diverses.

Mais tout semble d'une extrême fragilité ; derrière l'euphorie qui semble marquer cette période pointe l'inquiétude face à un avenir imprécis, fait d'interrogations auxquelles nul ne peut apporter de réponses. Les changements auxquels nous assistons sont-ils épidermiques ou concernent-ils la structure totale de cette société ? Certains pensent, sans doute, que l'histoire est un éternel recommencement, font confiance à la "nature" du Polynésien que l'on dit être instable mais doué aussi de grandes capacités d'adaptation, peu sensible aux revers qui peuvent survenir dans sa vie. Bora-Bora, cette petite île de l'archipel des Iles-sous-le-Vent est bien retournée à sa vie et à ses activités d'antan après avoir connu pendant la dernière guerre mondiale les fastes de l'occupation militaire américaine - plus de 10 000 soldats séjournèrent dans cette île qui ne comptait guère plus de 1000 habitants ; - les Polynésiens sont retournés à leur pirogue, à leur coprah et à leur faapu sans regrets apparents. Seuls souvenirs de cette occupation : quelques enfants au teint et aux cheveux plus clairs, qui font la fierté de leurs parents ; et une escale obligatoire pour les touristes américains en transit à Tahiti, qui, outre le fait que Bora-

(10) Tableau extrait du Rapport Rénovation Urbaine, SCT-COOP - SETIL élaboré à partir du recensement de 1962 et du dénombrement 1967, pages 20 et 21.

Bora soit une des îles les plus belles, savent que là fut une des bases les plus importantes de leur armée dans le Pacifique-Sud.

Les interrogations en face de l'avenir sont d'autant plus pressantes que resurgit un vieux problème que l'on croyait lié à une autre époque et à un Tahiti révolu, celui de l'"autonomie interne". Au moment où Tahiti semble sortir de son sous-développement et accéder au monde moderne, les partis autonomistes reviennent en force sur le devant de la scène politique, obtiennent en 1967 la majorité à l'Assemblée Territoriale, et se réclament du vieux Pouvaana, le leader autonomiste qui avait fondé en 1947 le Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes (R.D.P.T.), et qui avait été arrêté en 1958, condamné et exilé en France.

L'arrivée massive de Français, militaires et autres, au cours des dernières années est ressentie par beaucoup de Polynésiens comme une intrusion d'étrangers ; le fossé se creuse entre la population polynésienne et cette colonie française qui a tendance à vivre en cercle fermé, étrangère et insouciante aux problèmes du territoire ; les différences de revenus et de niveaux de vie ne font qu'aggraver ces clivages.

En dépit des apparences l'histoire actuelle de Tahiti renoue avec tout un passé colonial, celui des rapports avec la France. Le C.E.P., phénomène imprévisible, plaqué et implanté artificiellement dans ce territoire et cette société perd son caractère d'"exogénéité", il s'inscrit dans toute une histoire la modèle et l'infléchit dans un sens nouveau et sans doute irréversible.

Faaa, pourquoi et comment ?

C'est dans ce décor et ces circonstances que se situe en 1969 mon étude sur Faaa, commune qui participe à tous ces bouleversements. Commune adjacente à Papeete, elle double de population en 5 ans passant de 3 700 à près de 7 000 habitants (11) ; on peut penser que la progression démographique a continué depuis cette date, avec cependant un ralentissement. Est-ce une ville qui a son existence propre ou n'est-ce qu'une banlieue de Papeete ? L'étude de Faaa devait être orientée vers une compréhension des changements récents qui se produisent en milieu urbain, ceci en relation avec la création du C.E.P. La commune de Faaa a-t-elle réellement un visage ? N'est-ce pas plutôt une "annexe" de Papeete ? Faaa ne peut pas être considéré indépendamment de cet ensemble urbain dans le-

(11) Recensement 1962 et dénombrement 1967. Les premiers résultats du recensement effectué en février 1971 confirment cette croissance rapide, puisque à cette date la commune dépassait le chiffre de 11 000 habitants.

quel cette commune s'inscrit non pas seulement géographiquement mais par le tissu des relations qui mettent en rapport entre eux les hommes dans le travail, les échanges commerciaux, les loisirs, les relations sociales. La compréhension de la structure de Faaa ne pouvait se dégager qu'à partir de cet ensemble et prendre forme en lui. L'étude de Faaa ne pouvait être une étude de sociologie urbaine au sens restrictif que l'on donne habituellement à ce terme ; elle débouchait fatalement sur une tentative de compréhension totale de ce qu'est la société polynésienne actuelle, sous peine de laisser échapper l'essentiel. Cette démarche qui allait du particulier au général, du partiel au global était hasardeuse et pleine de risques : il fallait échafauder des hypothèses sans être certain d'aller jusqu'à une vérification. Il me fallait aussi relier mon "expérience" de Faaa à une connaissance plus générale de la société tahitienne. Ce n'est pas pour autant que je considérais Faaa comme un simple échantillon représentatif d'une Polynésie réduite à une série d'éléments juxtaposés. Au-delà des apparences actuelles subsistent dans la commune, de façon originale, de grandes permanences héritées de l'histoire du district et de Tahiti. Il s'agissait de ne pas noyer le concret de la réalité de Faaa dans une masse de généralités ou d'essayer d'en tirer des conclusions allant au-delà de la réalité singulière de cette commune, mais plutôt de rendre intelligible cette réalité.

En commençant mon étude j'ai choisi de centrer mon attention sur quelques quartiers, non parce qu'ils me semblaient représentatifs de la population totale, mais en pensant qu'à travers eux il serait possible de saisir les grandes lignes des processus de transformation. Je me suis moins attaché à élaborer une batterie de questionnaires, toujours desséchant et trahissant la réalité, qu'à établir une certaine qualité de contact ; j'ai fait une sociologie très "artisanale", très intuitive, me laissant guider par ce que je ressentais. Si j'ai pris soin cependant d'apporter au cours de ma démonstration quelques précisions chiffrées, des tableaux, je ne pense pas que ce travail puisse remplacer un effort de compréhension globale, et une tentative de restitution de cette réalité concrète et vivante.

Mon étude a donc porté plus particulièrement sur trois quartiers de Faaa - l'un qui correspond au centre de l'ancien district de Faaa, là où l'on trouve les noyaux de population les plus anciens, auxquels sont venus se joindre au cours des dernières années des migrants arrivant des autres îles.

- Vaitupa, un petit quartier situé à l'ouest de la commune, presque à la limite du district de Punaauia. Ce quartier est composé presque exclusivement de

migrants ruraux ; j'ai pu retracer l'histoire de sa formation, aborder le problème des migrants ruraux dans sa dynamique, en essayant d'éviter un fonctionnalisme banal : trop souvent le problème des migrants est envisagé sous le seul angle de l'adaptation ou de la non-adaptation au milieu urbain, lequel est entièrement nouveau pour eux. En réalité les choses sont moins simples et si les "expériences" sociales anciennes et nouvelles des migrants se mêlent et se confondent, la notion d'adaptation ne suffit pas à rendre compte de cette réalité originale. (12)

- un lotissement de logements semi-économiques situé sur la colline de Pamatai, construit par la SOCREDO en 1963-64. Cet ensemble de logements créé artificiellement, regroupe une couche sociale homogène ; c'est ce que l'on peut appeler les classes moyennes, sans que l'emploi de ce terme laisse préjuger qu'il s'agisse d'une couche sociale comparable à celle à laquelle on attribue généralement ce terme dans les sociétés occidentales industrielles. Cette Cité regroupe surtout des cadres moyens des secteurs privé et public.

"Le dialogue entre les hommes est toujours un dialogue de groupe, quelque soit le nombre des interlocuteurs..." (13). Ce problème a été constamment présent au coeur de ma recherche ; il ne m'était pas possible de l'éluder, ni de le surmonter ; le moindre dialogue était d'abord une mise en relation entre des Polynésiens et le Popaa que j'étais, le Farani que je restais. Les attitudes agressives, les refus de parler et parfois même les injures étaient là pour me rappeler que j'appartenais à un groupe, et l'impossibilité de m'en exclure et d'être objectif. Même lorsqu'à travers mon travail s'élaboraient des relations d'amitié, de confiance, d'ouverture mutuelle, je me demande après mûre réflexion si elles ne portaient pas en elles une tromperie, et étaient en un sens complémentaires et concomitantes de l'agressivité que je pouvais rencontrer par ailleurs. Cyniquement mais inconsciemment j'introduisais chez mes interlocuteurs une contradiction insurmontable : concilier leurs sentiments d'agressivité à l'égard des Popaa en général, et l'amitié qu'ils éprouvaient pour moi, Popaa particulier n'était possible qu'en se jouant une dérisoire comédie, sans pour autant en être conscient ou être de mauvaise foi ; car m'accepter c'était en quelque sorte accepter tout ce que par ailleurs ils récusaient ; ils s'en tirai-

(12) L'étude de ce quartier a déjà fait l'objet d'une publication à Tahiti dans le cadre du Rapport Rénovation Urbaine, Papeete, SETIL 1969. Il doit également être repris et publié courant 1971 dans le Journal de la Société des Océanistes.

(13) R. Jaulin, Introduction.

ent par une pirouette en distinguant des autres Popaa, en me qualifiant de "bon Popaa" et en me détachant de tout ce contexte et du groupe ethnique et social auquel j'appartenais pourtant. Mais au cours de ce travail nous reviendrons sur ce problème qui déborde mon expérience individuelle (14).

(14) Outre les enquêtes réalisées sur les trois quartiers, je me suis efforcé de tenir un journal où je notais mes observations, mes impressions et mes réactions personnelles en face de ce que je voyais. J'ai ainsi découvert l'importance du travail d'observation en sociologie, travail nécessaire et que ne peut nullement remplacer l'enquête proprement dite.

Chapitre I : LES PREMIERES APPARENCES (1)

La commune de Faaa est située à l'Ouest de Papeete ; elle ressemble à un vague triangle découpé dans la masse montagneuse de Tahiti-nui, qui descend jusqu'à l'océan pour former une plaine côtière assez étroite, parfois inexistante. Les lignes de crête forment une limite naturelle qui sépare le territoire communal de Papeete à l'est, et du district de Punaauia à l'ouest. Le relief est accidenté entaillé de vallées abruptes qui s'enfoncent dans le massif montagneux. Sur plus de cinq kilomètres, du P.K. 1,800 au P.K. 7,100, la route de ceinture court tout au long de la plaine côtière (2). Si l'on traverse la commune de part en part en parcourant cette route, qui est la voie de communication centrale de laquelle partent des tronçons de route en direction des vallées ou des collines, cette

(1) Pour faciliter la lecture de ce chapitre et avoir une image plus concrète de la réalité, on peut se reporter d'une part à la carte globale de Tahiti située en début de volume, et d'autre part à la carte détaillée de Faaa situé hors texte à la fin du volume.

(2) En raison de la configuration montagneuse de Tahiti, la plaine côtière est la voie de communication la plus facile ; c'est sur elle qu'a été tracée la route de ceinture. C'est sans doute aussi le résultat de la colonisation, qui en faisant de Papeete la capitale a contribué à centraliser toute l'île sur cette ville, alors qu'auparavant l'île était constituée d'unités territoriales et politiques autonomes. Le fait que l'habitat soit concentré sur la plaine côtière est aussi un résultat de la colonisation ; auparavant les vallées étaient habitées (cf. Journal de James Morrison, second maître à bord de la Bounty). La route de ceinture est bornée à partir de Papeete dans le sens Ouest et dans le sens Est jusqu'à Taravao : P.K.I. Ouest, 2 Ouest, 3 Ouest, etc... en direction de Faaa ; P.K.I. Est, 2 Est, 3 Est, etc... en direction de Pirae. Par rapport à la route, on distingue le côté mer a tai, et le côté montagne a uta.

promenade ne laisse que des impressions vagues et confuses : la route qui est la voie de communication obligatoire entre Papeete, les districts de la côte Ouest et la presqu'île de Taïarapu, est animée d'une circulation incessante, souvent dense et qui augmente chaque année ; le trafic quotidien des véhicules arrivant de la côte Ouest vers Papeete, et devant transiter par Faaa est estimé entre 15 et 20 000 (3). Faaa connaît les embouteillages matin et soir. En même temps que Papeete devenait au cours des dernières années un centre important de travail, la zone urbaine s'étendait jusqu'aux districts d'Arue et de Mahina à l'est de Papeete, jusqu'aux districts de Punaauia et de Pirae à l'ouest ; les migrations quotidiennes de travail ne concernent d'ailleurs pas seulement ces districts qui sont largement urbanisés, mais même les districts plus éloignés. Papeete draine chaque matin de nombreux ruraux qui repartent le soir ; en 1968, de la côte Ouest venaient quotidiennement à Papeete 850 personnes du district de Punaauia, 420 de Paea, 250 de Papara, 110 de Mataiea, 70 de Papeari, 30 de Toahotu, 50 de Vairao, 50 de Teahupoo (4).

Cette route dont tout le trafic se détermine à partir de Papeete, symbolise bien la situation de dépendance de plus en plus grande de tout l'île par rapport à la capitale ; l'espace total de Tahiti se structure en fonction de Papeete.

La présence de cette route coupe en deux la commune de Faaa et perturbe les relations internes de la commune. Réparti de part et d'autre de la route, l'habitat se disperse dans l'espace tout au long de ces cinq kilomètres. La commune ne parvient pas à avoir sa structure propre ; c'est la route qui la lui donne et tous les axes secondaires convergent vers elle, et non vers un centre propre à la commune (5). Aucun axe de communication interne ne relie entre eux les quartiers qui sont situés en retrait de la route, au fond des vallées ou sur les collines ; pour aller de l'un à l'autre il faut emprunter la route centrale.

(4) D'après carte n°3 du Rapport collectif ORSTOM, 1970.

(5) Le rôle que joue cette route est comparable à celui qu'ont certaines routes à grande circulation traversant certaines agglomérations françaises ; elles provoquent une importante perturbation dans la vie collective et la route perd son caractère de lieu de rencontre.

(3) d'après J. Fages (ouvrage collectif) - Livre I, figure 6.

Les édifices communaux, mairie, dispensaire, écoles, les lieux de culte, les magasins sont disséminés dans l'espace, généralement situés à proximité de la route.

Entre le P.K. 4 et le P.K. 5, se situe le centre de l'ancien district de Faaa ; s'y trouvent encore des reliquats des époques antérieures : le temple protestant aux allures désuètes avec son toit de tôle rouge et ses bois ouvragés ; en face de celui-ci, l'ancienne école-chefferie, vieille maison de style colonial qui a été modernisée et transformée en mairie depuis que le district est devenu commune de plein exercice ; une nouvelle école a été construite non loin de là, à proximité d'un lotissement de la SETIL.

En 1968 on a abattu l'ancienne église catholique datant de la fin du XIX^{ème} siècle ; elle menaçait de s'écrouler et était désaffectée depuis plusieurs années, remplacée par une église de style moderne ; mais on la conservait par égard pour les vieux qui l'avaient vue construire et pour qui elle symbolisait cette époque passée. A l'église s'adjoint l'école Notre-Dame-des-Anges, construite en 1950 par la mission catholique sur la demande de l'ancien tavana du district. Dans cette zone se regroupent quelques magasins d'alimentation, tous tenus par des Chinois, et une petite échoppe où un vieux Tahitien débite de la bière locale et du vin rouge importé d'Algérie.

Non loin de là, du côté mer est situé l'aéroport de Tahiti-Faaa ; c'est une réalisation technique impressionnante : la piste a été construite sur le lagon qui a été remblayé. Son ouverture au trafic en 1961 a marqué la fin d'une époque : Tahiti qui jusque là était relié au monde extérieur par bateau, s'ouvrait aux circuits aériens internationaux, commerciaux et touristiques ; les distances qui nécessitaient de longs jours de bateau se trouvaient abolies par le "jet". Mais il ne semble pas avoir modifié sensiblement la vie de la commune ; une fois le chantier de construction terminé, il en est resté quelques emplois pour les habitants de la commune : une équipe de porteurs de bagages, une trentaine de vendeuses de couronnes qui viennent au départ et à l'arrivée des avions pour vendre des colliers de fleurs ou de coquillages : l'ancienne coutume polynésienne de l'accueil et de l'adieu avec des colliers s'est maintenue ; à l'usage de ces vendeuses on a construit un grandfare en style néo-polynésien, qui jure avec l'ensemble des locaux de l'aéroport aux lignes architecturales modernes

et édifiés en béton. L'aéroport est un lieu relativement peu fréquenté par les Polynésiens de Faaa ; ils utilisent rarement l'avion.

En l'espace de quelques années, la population de la commune a doublé, L'extension de l'habitat et l'urbanisation se sont faites d'une façon anarchique sauvage, surtout au gré des initiatives privées et de la spéculation foncière. Le seul plan d'urbanisme qui fut réalisé n'était pas impératif et son but n'était pas d'assurer une maîtrise du développement urbain : il se bornait à définir différentes zones et à en déterminer l'utilisation : habitat, artisanat équipements collectifs, etc... il n'est jamais passé au stade de la réalisation pratique.

La transition entre Papeete et Faaa est brutale : au tissu urbain de Papeete relativement dense et où les immeubles de béton sans caractère, à plusieurs étages, remplacent de plus en plus les vieilles maisons coloniales en bois, succèdent les maisons individuelles largement espacées, noyées dans un flot de verdure, d'arbres et de fleurs. Le quartier de Auae qui se situe sur le prolongement de la plaine côtière de Papeete, a conservé quelques signes du passé : au temps où Papeete n'était qu'une petite ville coloniale, Auae était une banlieue résidentielle pour les administrateurs coloniaux, la haute bourgeoisie popaa et demie de Papeete, et on y trouve encore quelques vieilles maisons coloniales de cette époque, symboles d'un prestige et d'une gloire passés. Ces maisons, juchées sur de hauts pilotis de maçonnerie, étaient entièrement construites en bois importé et recouvertes de tôle peinte en rouge ; elles étaient flanquées d'une immense véranda entourée d'une balustrade en bois ouvragé, et munies de portes et de fenêtres vitrées - détail insolite compte tenu de la douceur du climat, mais signe sans doute d'"européanité" - elles étaient entourées d'un vaste parc parsemé d'arbres mais ne cherchaient pas à échapper au regard, ce qui aurait été contraire au but recherché par les propriétaires ; la véranda était orientée vers la route : de là on pouvait voir, et en même temps être vu de ceux qui passaient.

Les premiers bâtiments de l'Hôtel Tahiti, qui se trouve dans ce quartier, ont été édifiés dans ce style colonial avant 1960 ; ceux qui l'ont été après cette date sont en style néo-polynésien : de petits bungalows largement

espacés au milieu des arbres, construits en matériaux végétaux du pays, troncs de cocotiers, palme de cocotier, bambou, pandanus. Le bar et la salle de restaurant sont constitués par d'immenses fare très ouverts ; la charpente et la toiture, faite de feuilles de pandanus, reposent sur des montants constitués par des troncs de cocotier laissés volontairement dans leur état brut ou ornés de sculptures d'inspiration néo-polynésienne représentant des personnages stylisés. Autre époque, autre style, mais aussi autres signes de prestige : à Tahiti comme en Europe, le néo-archaïque fait fureur et il est signe de bon goût. L'objet fonctionnel côtoie l'objet ancien inutile-anachronisme voulu - et le bar de l'hôtel est orné de vieux objets, pirogue à balancier, épaves de bateau, ancre marine.

Entre les constructions anciennes, se sont implantées sous la poussée de l'urbanisation des maisons plus récentes dans un style différent : elles sont édifiées sur un socle de béton, dotées d'un bloc sanitaire, les murs sont en parpaings, le toit en tôle ; elles se veulent plus fonctionnelles qu'harmonieuses. Chacun cherche à se dissimuler des autres et de la route par des haies d'arbustes, hibiscus, bougainvillées, etc... Chacun entend être chez soi, à l'abri du regard des autres. Avec ces nouveaux arrivés, le quartier d'Auae a perdu son homogénéité d'autrefois ; aux vieilles familles demies, se sont ajoutés des Popaa, des cadres moyens polynésiens, mais le quartier garde malgré tout son allure bourgeoise.

Alors qu'auparavant les couches de la bourgeoisie demie et popaa cherchaient surtout à habiter en bordure du lagon, beaucoup s'installent maintenant sur les collines ; l'humidité y est moins grande que sur la plaine côtière, dit-on, l'air moins chaud, et le panorama avec vue sur l'île de Moorea et le port de Papeete est magnifique. L'urbanisation des collines est dûe aussi à la nécessité de viabiliser et d'occuper de nouveaux terrains pour faire face à la demande croissante. A Faaa, sur le haut des collines qui ont été rendues accessibles par la création ou l'amélioration des routes, se développe rapidement un habitat de très grand standing, dans les styles les plus variés - chacun recherchant sans doute l'originalité - allant du fare néo-polynésien à la villa californienne en passant par le chalet montagnard et la maison rustique. Les

hauts de Pamatai sont occupés par des bourgeois popaa et demis, qui souvent ne sont pas des originaires de la commune.

Depuis 1963, plusieurs ensembles de logements ont été construits à Faavae, financés par des organismes publics et para-publics. A Pamatai, la SOCREDO (Société de Crédit et de Développement de l'Océanie) a financé la construction et assure la gestion d'un lotissement de 170 logements individuels ou semi-individuels destinés aux classes moyennes ; une partie est en location simple, le reste étant en location-vente. Une autre cité de 72 logements en location-vente, dans le même style et pour les mêmes couches sociales, a été construite par la SETIL (Société d'Equipement de Tahiti et des Iles) en bordure de mer au P.K. 4, 200.

L'armée a financé la construction de deux cités pour loger les officiers et sous officiers Français ; l'une est attenante à la caserne de B I.M.A.T. (Bataillon d'Infanterie de Marine de Tahiti) ; la caserne forme une enclave dans la commune et n'en perturbe guère la vie. L'autre cité militaire a été construite par le C.E.P. et regroupe une cinquantaine de maisons individuelles ; elle se trouve à Ovini au P.K. 6,200, sur l'ancienne propriété Bopp du Pont.

A Toréa, sur les collines qui surplombent l'aéroport, l'aviation civile a édifié une cité destinée à loger les cadres de ce service.

Ces trois cités-militaires et aviation- sont des îlots au sein de la commune ; elles ont leur vie autonome et une forte tendance au gréganisme. Pour beaucoup de Popaa français, le séjour à Tahiti est l'occasion inespérée d'allier des avantages financiers appréciables à une vie quasi-vacancière.

La construction de ces différents lotissements répondait au souci précis de loger certaines catégories sociales, mais ne correspondait nullement au désir de maîtriser le développement urbain et d'en assurer une certaine cohérence.

Les conditions dans lesquelles se sont installés les migrants ruraux en sont bien la preuve ; cette installation s'est faite sur des terrains qui, dans la plupart des cas, n'étaient pas aptes à des opérations spéculatives

avantageuses. Les migrants habitent souvent dans des zones d'accès difficile qui n'ont subi aucun aménagement préalable ; ils sont aussi venus s'intercaler dans les anciens quartiers là où l'habitat n'était pas très dense. Sur le bord de mer, entre la pointe Hotuarea et l'aéroport, on trouve plusieurs quartiers de migrants qui viennent des différents archipels ; cette zone est marécageuse, et surtout très bruyante en raison de la proximité de la piste aérienne qui longe le bord de mer. Les migrants ont aussi colonisé les vallées, Papehaua, Tavararo, Piafau, et quelques collines. Pour aller dans ces quartiers il faut emprunter des chemins ou des petits sentiers de terre difficilement praticables en période de pluie. Les petits fare, montés sur pilotis pour s'isoler de l'humidité du sol, sont tous construits sur le même modèle : l'armature est en bois, les parois en "pinex", un aggloméré cartonné d'importation américaine, qui se gondole rapidement sous l'action conjuguée du soleil et de la pluie, le toit est en tôle. Pour égayer l'ensemble, on peint les parois extérieures de couleurs vives et on plante quelques fleurs aux alentours. Le fare principal se compose souvent d'une seule pièce qui sert de chambre à coucher pour toute la famille ; le mobilier est pauvre, quelques casiers où l'on range le linge, pas toujours des lits mais souvent des peue-nattes en pandanus - sur lesquelles on s'allonge pour dormir. Survivance de l'habitat ancien, un petit appentis accolé au fare principal et dont le sol est de terre battue, sert de fare-tutu - cuisine - et de fare-tamaraa - salle à manger- . Un peu à l'écart, le fare-pape - la douche - et le fare-iti - les W.C. - ; l'écoulement des eaux usées se fait suivant la ligne de pente. Les quartiers situés en retrait de la route de ceinture ont gardé ou plutôt perpétuent le caractère rural et font penser aux villages que l'on rencontre dans les districts de Tahiti et dans les autres îles : même dégradation de l'habitat traditionnel où les matériaux d'importation ont remplacé les matériaux végétaux locaux, bambou, pandanus et cocotier, il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'une dégradation mais c'est le signe d'un changement culturel et d'une recherche à travers ces objets d'un "modernisme" et d'une nouveauté : les Polynésiens sont étonnés de voir les Popaa et les Demis remettre

en valeur l'habitat traditionnel - seulement en apparence, alors que par ailleurs cet habitat est doté de tout le confort ménager et domestique - pendant qu'eux mêmes aspirent à se construire une maison en ciment recouverte de tôles. En contraste avec les quartiers bourgeois, les quartiers polynésiens restent un espace ouvert : pas de clôtures ni de haies pour se séparer des autres ; les sentiers courent librement d'un fare à l'autre. Chez elles les femmes portent toujours le pareu noué autour de la taille ; les enfants en bas-âge jouent nus autour de la maison. A proximité du fare, on entretient parfois une petite plantation de taro, on élève un petit cochon en prévision du prochain tamaaraa.

Les signes d'un monde marqué par ses origines rurales, on les découvre aussi le dimanche aux portes du temple et de l'église. Les vieux affluent serrés dans un vieux costume à la coupe démodée, coiffés de grands chapeaux blancs ; les femmes sont habillées de blanc ; le hiératisme qui marque l'attitude des adultes contraste avec l'allure plus dégagée des jeunes ; les garçons préfèrent la chemise fantaisie qu'ils portent sur le pantalon, et les jeunes filles la mini-jupe ; les couleurs sont chatoyantes, bigarrées, et jouent avec les peaux brunes.

Autre signe d'une époque où Faaa, encore district rural, vivait placé sous la tutelle morale des autorités religieuses, il n'y a pas de café ; les seuls lieux de réunion permis étaient les lieux de culte et les salles de réunion paroissiale. Il n'y a toujours aucun lieu public qui favorise les rencontres et les regroupements ; pas de cinéma, pas de place publique. Les magasins servent de lieu de rencontre.

Le soir très tôt, les environs de la route centrale sont déserts ; les jeunes qui veulent sortir ne restent pas dans la commune, mais s'en vont dans les bars, les salles de billard et les cinémas de Papeete. Le rythme de vie rurale se maintient dans les quartiers polynésiens : on se couche tôt mais au lever du soleil on est déjà debout.

En fin d'après-midi, avec le retour des travailleurs les quartiers s'animent ; on organise quelques jeux : pétanque, cartes, bingo (6) ; on regarde

(6) Bingo : sorte de jeu de loto, d'origine américaine.

aussi la télévision et ceux qui possèdent un récepteur invitent les voisins. De temps en temps, le samedi soir, on organise avec quelques amis et voisins une bringue autour d'une caisse de bière ; les chants au son des guitares ne se terminent que tard dans la nuit.

Faaa a aussi des allures de banlieue : le matin, les trucks (7) et les voitures particulières emmènent très tôt les travailleurs vers Papeete ; seules restent les femmes qui vaquent à leurs occupations ménagères. Les quartiers retrouvent leur animation le soir, vers cinq heures. Le dimanche matin, l'animation est grande aux abords des magasins, de l'église et du temple ; mais l'après-midi, la commune est quasi-déserte : ceux qui ont une voiture font le tour de l'île et s'arrêtent en cours de route pour saluer les fetii- parents - ; les autres restent chez eux ou vont de temps en temps assister à un match de foot-ball à Papeete.

C'est une tâche difficile de tenter de saisir Faaa comme une totalité, comme un ensemble cohérent, tant les contrastes sont violents entre un monde qui émerge du rural, et une ville qui n'existe pas encore ; Faaa ne semble avoir aucune épaisseur urbaine, mais ce n'est cependant plus un village ni un bourg. Les quartiers se succèdent dans l'espace et sont juxtaposés sans qu'aucun lien ne semble les relier et contribuer à donner un visage à cette réalité en changement. L'ensemble urbain, dont le centre et le point de départ est Papeete, étend de plus en plus son influence tentaculaire en provoquant une urbanisation accélérée qui a fait éclater l'ancienne collectivité rurale, et on discerne mal ce qui est en train de naître.

(7) truck : américanisme adopté par les Tahitiens pour désigner des camions carrossés localement en bois ; équipés de bancs disposés dans le sens de la longueur, ces trucks assurent le transport des passagers entre les districts et Papeete ; on y charge aussi les produits que l'on apporte au marché : fruits divers, cochons, poissons etc...

Chapitre 2 : BREVE RETROSPECTIVE HISTORIQUE

En 1865, un jeune soldat français âgé de 23 ans, Jean Aubry, débarque à Tahiti ; quatre années plus tard il est libéré et décide de s'installer dans ce pays et d'y tenter sa chance. Il épouse la fille d'un colon français, Vidal. Quelques années après, il s'est installé à Faaa, où il a acquis des terres dont il entreprend la mise en valeur (1).

C'est l'époque des grandes plantations ; la colonisation est en plein épanouissement et de nombreux étrangers, commerçants, voyageurs, aventuriers de toute sorte, s'installent à Tahiti. Quelques grands noms ont marqué cette époque, Brander, Coppenrath, Stewart, Godefroy - familles pour la plupart d'origine anglaise et allemande (2). La situation politique semble stabilisée. Après un

(1) O'Reilly et Teissier, page 19.

(2) O'Reilly et Teissier, pages 54 et 55, 100, 435 et 436, 183.

demi-siècle marqué par diverses tentatives de résistance à l'influence étrangère, d'abord missionnaire puis ensuite militaire et politique, la société tahitienne est en pleine décadence : décadence démographique provoquée par l'introduction de maladies auxquelles les Polynésiens se montrèrent particulièrement vulnérables : rougeole, grippe, mais aussi tuberculose et siphylis ; par l'introduction aussi des armes à feu qui rendirent les combats plus meurtriers. Cette hémorragie démographique qui fit un moment croire à une disparition de la race polynésienne, se prolongea jusqu'au début du vingtième siècle où le chiffre de population descendit jusqu'à 25 000 habitants pour l'ensemble de la Polynésie Française, avec seulement 10 000 pour l'île de Tahiti. Ce n'est que vers 1920 que la reprise s'amorça après une terrible épidémie de grippe espagnole.

Décadence aussi des anciennes structures sociales et politiques, et de la culture polynésienne. Pour les pasteurs anglais de la London Missionary Society qui débarquent à Tahiti au début du dix-neuvième siècle, Tahiti est une terre qu'il faut évangéliser, sortir de sa sauvagerie et de son paganisme. Investis d'une mission qu'ils considèrent comme quasi-divine, mais aussi porteurs du rigorisme et du puritanisme anglo-saxon, ils vont s'employer à cette tâche avec ardeur malgré tous les échecs qu'ils ne manqueront pas de subir. Ils apprennent la langue tahitienne, réalisent la première traduction tahitienne de la Bible ; mais ils intriguent aussi dans le jeu politique local, et aidés par les commerçants australiens de porc salé qui s'approvisionnent à Tahiti, ils appuient non seulement politiquement mais aussi militairement, en lui procurant des armes à feu, Pomare, chef de Pare, un petit district proche de Papeete. De cette façon Pomare étend rapidement son influence et son pouvoir sur une grande partie de l'île et sur Moorea, l'île voisine.

"Ces acheteurs de porc de Sydney alliés aux missionnaires avaient fondé une dynastie" (3). Rêvant d'instaurer une théocratie, ils couvrent et appuient les ambitions hégémoniques de Pomare, "nouveau Clovis", grâce auquel ils espèrent imposer la religion chrétienne. Les combats qui s'ensuivent entre les chefferies

(3) Panoff, I introduction.

tahitiennes sont d'autant plus meurtriers que des armes à feu ont été fournies à Pomare, ce qui ne manque pas non plus de lui assurer une supériorité sur ses adversaires.

Face à l'arrivée des Européens, les Polynésiens ont d'abord réagi plus par la curiosité et l'ironie ou encore l'indifférence que par l'agressivité, devant les moeurs bizarres, les coutumes et les comportements étranges des missionnaires. En 1802, Jefferson et Scoot qui font le tour de Tahiti "furent surpris et peînés de constater qu'on recevait leur enseignement avec indifférence et moquerie... Pendant de nombreuses années, les premiers missionnaires eurent des déceptions dans presque tous leurs efforts pour prêcher l'évangile. Les auditeurs se moquaient de leurs vêtements, complexions, visages, gesticulaient et plaisantaient bassement. A certaines occasions, tandis qu'ils prêchaient plusieurs Arioi qui, passaient par là, se sont mis à faire une pantomime ou une danse et ont entraîné leurs auditeurs" (4). Dans la foulée de l'expansion politique de Pomare, la religion chrétienne s'impose. En 1817, les missionnaires définissent un code, "le code Pomare", qui régleme la vie courante et la pratique religieuse : la persistance dans les anciennes coutumes est réprimée par des prestations de travail, des impôts en nature, et même par des punitions (5). Malgré ces mesures, se manifestent çà et là des mouvements de contestation sous formes de troubles et de retour aux pratiques et coutumes antérieures. En 1826, sous l'influence de "quelques diacres aigris" (6), se développe le mouvement Mamaia, mouvement qui n'est pas porteur d'une contestation strictement politique, mais plus globale et aux contours mal définis, qui retient certaines croyances chrétiennes en y réintroduisant des coutumes "paiennes", et qui se fonde surtout sur une opposition à la présence des missionnaires étrangers : "Laissez dans ses nuages le dieu Kerito (Christ), qui n'est pas bon pour nous. Laissez dans sa lune qui n'est pas notre Hina, l'autre déesse qu'on dit Maria ! Elle ne parle point notre langage ; comment nous entendrait-elle ! Mais nos montagnes et nos vents, jusqu'au firmament septième, et nos eaux jusque par-

(4) Ellis, Polynésian researches, tome II, page 61, d'après Segalen

(5) Orsmond ; d'après Segalen

(6) Panoff, I, page 22

dessous l'abîme sont pleins de grands dieux secourables qui savent nos parler, qui mangent nos offrandes, qui fécondent nos terres et nos femmes, qui prévoient tous nos désirs. Chassez tous les autres ! Brûlez leur fare de prière comme ils ont brûlé nos simulacres... Brûlez, ou bien ils vous dévoreront" ! (7).

C'est la volonté des pasteurs anglais de voir s'instaurer le protectorat de la Grande-Bretagne dans ce pays où ils devaient faire face à des troubles fréquents, et aussi d'empêcher l'installation des missionnaires catholiques à Tahiti, conjuguée aux intrigues et aux ambitions de quelques commerçants, colons et officiers de marine français qui, de leur côté désiraient étendre l'influence de la France dans le Pacifique-Sud, qui provoque en 1836 une intervention française (8)

Après divers incidents entre les deux puissances en présence, le protectorat français est finalement instauré en 1843 ; mais s'ensuivra une guerre meurtrière. Pendant près de trois ans les résistants sont pourchassés dans les vallées de Faaa, Papenoo, et Punaauia. Cette réaction fut au départ fortement suscitée par les pasteurs anglais, en particulier Pritchard qui était "l'émminence grise" (9) de la reine Pomare IV qui avait-elle-même succédé à son père mort d'hydropisie en 1821, mais la durée des combats et les difficultés de pacification que rencontra l'armée française témoignent d'une résistance farouche qui ne put se prolonger que grâce à l'aide de la population polynésienne. Les pasteurs anglais voyaient s'effondrer leur rêve d'instauration d'une théocratie, mais ce n'est pas pour autant que fut remise en cause leur prééminence sur le plan religieux et l'influence déterminante qu'ils avaient réussi à acquérir sur la population polynésienne de l'archipel de la Société. Ils avaient commencé à former un clergé autochtone et leur participation active à la lutte contre l'implantation française modifie leur situation qui, jusque là, était celle d'étrangers tentant de s'imposer. Ces faits sont importants, car ils permettent de comprendre l'évolution ultérieure de l'Eglise protestante ;

(7) Segalen, page 321

(8) Panoff, I, pages 23 et 24

(9) panoff, I, page 23

la marginalité qu'elle gardera longtemps à l'égard du pouvoir colonial, même lorsque la direction de la mission sera transféré de Londres à Paris, en fera par la suite un foyer de fermentation contestataire où prendra naissance, en particulier le mouvement nationaliste de Pouvanaa.

Mais n'anticipons pas. Le protectorat dura jusqu'en 1880, date à laquelle Pomare V, fils et successeur de Pomare IV, remit son territoire à la France, qui devint alors colonie française.

A la colonisation militaire et armée succède la colonisation pacifique marquée par l'arrivée et l'installation de colons européens, mouvement d'immigration que regarde d'un bon oeil et même encourage la puissance coloniale française, car les colons sont le moyen sûr de réaliser une implantation effective. Des commerçants, des aventuriers s'installent au gré de leurs pérégrinations dans le Pacifique-Sud ; ils échafaudent des projets grandioses de mise en valeur des terres, encouragés par la perspective de réaliser de bonnes affaires en un temps très court. C'est l'époque des grandes plantations à Tahiti, aux Iles-sous-le-Vent et aux Tuamotu. L'administration soutient ces colons dans leurs projets, car c'est aussi un moyen de mettre le territoire en valeur ; elle aide Stewart à constituer le domaine d'Atimaono, sur la côte Ouest de Tahiti. Etroitement liées au marché mondial et à la demande en produits primaires venant des pays occidentaux qui sont en train de réaliser leur révolution capitaliste et industrielle, ces entreprises connaissent parfois des effondrements aussi spectaculaires que leur réussite a été rapide : en 1863, voulant mettre à profit la hausse des cours mondiaux du coton provoquée par la chute de la production aux Etats-Unis qui subissent les ravages de la Guerre de Sécession, Stewart, un presbytérien originaire de l'Ulster, qui, après avoir servi dans l'armée des Indes, s'est livré à la contrebande en Australie, fonde "The Tahiti Cotton and Coffee Plantation Co Ltd". Il obtient l'autorisation de faire venir de Chine mille coolies pour travailler sur ses plantations, jugeant que l'éventuelle main-d'oeuvre autochtone n'est

pas assez efficace. Parmi ces coolies, quelques-uns resteront à Tahiti une fois que l'activité des plantations aura cessé ; ils constitueront les premiers éléments de la colonisation chinoise, qui se renforcera au début du vingtième siècle par l'arrivée de nouvelles familles chinoises, celles-ci d'une origine sociale très différente. En 1873, au moment de la mort de Stewart, son affaire est en pleine décadence (10). Cette époque, c'est aussi celle de John Brander, un Ecossais qui, débarqué à Tahiti en 1851, épouse Titaua Salmon, fille d'une princesse tahitienne appartenant à la famille des chefs de Papara, Arii Taimai et d'un colon, Alexandre Salmon, lequel a joué un rôle de premier plan au moment de l'instauration du protectorat français. (11). Brander se lance dans le commerce de perles et met sur pied des plantations dans l'archipel des Iles-sous-le-Vent et aux Tuamotu (12).

Ces colons, dont nous n'avons cité que quelques noms parmi les plus prestigieux, ne s'implantent pas seulement par le biais de leurs activités agricoles et commerciales ; ils ne constituent pas un îlot en milieu polynésien : des alliances, des mariages se nouent en particulier avec l'ancienne aristocratie tahitienne qui est en décadence ; l'instauration du pouvoir colonial l'a décapitée en lui ôtant les sources politiques et religieuses de son pouvoir (13). Alexandre Salmon, l'un des premiers colons anglais à s'installer à Tahiti, avait épousé la petite-fille de Tati, le grand chef de Papara (14). Les étrangers, éléments actifs de la colonisation animés de projets et d'ambitions économiques radicalement différents de la

(10) O'Reilly et Teissier, pages 435 et 436

(11) O'Reilly et Teissier, pages 416

(12) O'Reilly et Teissier, pages 55 et 56

(13) Newbury.

(14) O'Reilly et Tessier, pages 416

"finalité" de l'ancienne économie d'où n'étaient sans doute pas exclus les échanges mais dont la base était l'autosubsistance, tirent profit de ces alliances avec l'aristocratie locale dont le prestige reste grand ; en quelque sorte, ils y cherchent une "légitimation" et une "légitimité" auprès de la population polynésienne de leurs ambitions ; et ils tentent d'amortir les conflits et les ressentiments que provoqueront, en particulier, les acquisitions foncières qui seront perçues comme des spoliations. Pour les anciens chefs, ces alliances sont un moyen de s'insérer dans un cours nouveau, de tenter de trouver un regain de prestige, puisque les anciennes bases de leur pouvoir ont été détruites par la colonisation, et de conquérir une part du pouvoir des Européens. Dans une interaction complexe, les anciens - les chefs traditionnels - et les nouveaux - les colons - puisent l'un dans l'autre les moyens et les justifications de leur action. Là est en germe une nouvelle classe dominante, une bourgeoisie européenne-tahitienne, ceux qui sont appelés les Afa-Tahiti, les Demi-Tahitiens (15)

A quelques exceptions près, la colonisation française n'a jamais connu l'éclat et le faste de la colonisation anglo-saxonne. Tel Jean Aubry, les premiers colons français sont souvent des marins, des soldats qui se fixent sur place, une fois terminé leur engagement militaire. Jean Aubry ne pourra pas voir se réaliser ses projets ; il meurt en 1876, laissant un seul fils, Ernest (16)

En 1891, tout en ayant repris en main les propriétés de son père, Ernest est aussi un membre actif de la paroisse catholique : il est catéchiste de la mission. En 1918, il est élu conseiller du district de Faavae, dont il

(15) Newbury

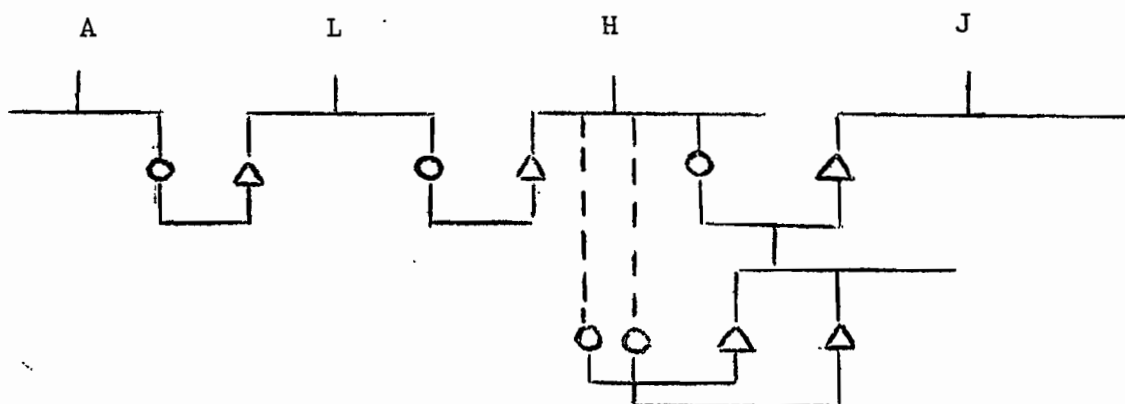
(16) O'Reilly et Teissier, page 19.

devient le tavana en 1934, et il le restera pendant près de vingt-cinq ans, jusqu'à sa mort en 1958 (17).

A la même époque que Jean Aubry, débarque aussi à Tahiti un jeune marin originaire de Cherbourg, Edouard Liais. Une fois libéré, lui aussi décide de rester à Tahiti. William Stewart l'embauche au domaine d'Atimaono comme gérant de plantation. Quelques années plus tard, il se retire à Faaa où il a acheté des terres. Il gère ses propriétés, fait du commerce, mais il occupe aussi des postes importants dans l'administration coloniale : de 1882 à 1884 il est membre du Conseil Colonial, et de 1886 à 1892, membre du Conseil Général, organismes composés d'administrateurs coloniaux civils et militaires, et de colons, qui assurent la gestion de la Colonie (18).

A la suite de ces colons, d'autres s'installent aussi dans le district. Un réseau enchevêtré de mariages, d'intérêts fonciers se noue entre ceux qui arrivent et ceux qui sont déjà en place ; une tendance à l'endogamie se manifeste dans ce milieu, entrecoupée de mariages avec des Polynésiennes.

Schéma des relations matrimoniales entre quelques familles de Faaa, dont celles dont il a été question :



(17) O'Reilly et Teissier, page 19

(18) O'Reilly et Teissier, page 279

Ces nouveaux arrivés qui s'installent dans les districts - même si par ailleurs ils restent en étroite relation avec la bourgeoisie de Papeete - qui épousent des Polynésiennes, qui acquièrent des terres, sont les véritables artisans de la colonisation. Leur implantation n'a pas seulement une portée économique, ils semblent envisager une fixation définitive dans le pays, à la différence de certains aventuriers qui se déplacent facilement, qui changent de terrain d'action au gré des possibilités que leur offrant de nouveaux territoires et partent une fois fortune - ou faillite - faite. La présence de ces colons modifie l'ensemble de la société en provoquant une restructuration des rapports sociaux et en infléchissant la dynamique sociale dans un sens nouveau.

L'implantation foncière

Les achats, les occupations de terres se sont réalisées grâce à des procédures qui ont tenté de masquer ce qui est apparu plus tard - mais trop tard - aux yeux des Polynésiens comme un rapt légalisé, sous couvert d'une législation totalement inconnue des Polynésiens, et en contradiction avec leurs anciennes coutumes où l'idée d'un droit de propriété à l' "occidentale" était totalement inconnue : " Le chef détient un droit de propriété virtuel sur les terres de tous ceux qui lui sont subordonnées, mais il ne peut se permettre de l'exercer pratiquement s'il entend garder son autorité politique. Au contraire le roturier ne se voit reconnaître aucun droit de propriété, mais c'est lui qui profite réellement de la terre qu'il occupe" (19). Un tel système où s'équilibrait le droit éminent du chef et le droit d'usage de ses sujets, assurait la perpétuation de l'ordre social, sans pour cela nier les différences.

Des vieux de Faaa racontent encore des histoires remontant au début du siècle, concernant des terres échangées contre des tonneaux de vin, ou des

(19) Panoff, I, page 253.

abus de confiance par signatures d'actes de vente inavoués. A la mise à profit par les colons d'une confusion entre la "conception indigène" des droits fonciers et la nouvelle législation, correspond la distorsion entre une économie centrée sur l'autosubsistance et une économie orientée vers la production de produits primaires destinés à l'exportation sur le marché mondial ; pour répondre à ces nouvelles exigences, il convenait de mettre en place une législation qui les permette... La nouvelle mise en valeur qu'entreprenaient les colons ne remettait pas seulement en cause les formes de la propriété, mais aussi toutes les anciennes méthodes d'utilisation de l'espace (20) : ils constituent de grandes propriétés pour mettre sur pied une agriculture extensive, perturbant ainsi les bases de l'autosubsistance. Les îles ont été diversement touchées par la formation de grandes propriétés en fonction des possibilités qu'elles offraient pour cette utilisation extensive. A Moorea, c'est surtout la face Nord de l'île qui a été occupée par des colons. Le district de Faavae offrait peu de possibilités pour une agriculture extensive : la plaine côtière n'est guère large, le relief accidenté, et le bord de mer marécageux par endroits. La partie Est du district, Auae, celle qui touche Papeete, a été acquise par la bourgeoisie de Papeete, non dans le but de sa mise en valeur agricole, mais pour en faire une zone résidentielle. C'est surtout l'Ouest du district qui a été touché par les mutations foncières, là où la plaine est un peu plus large et les vallées moins escarpées. Dans le centre du district, zone résidentielle polynésienne, beaucoup de parcelles ont été acquises par les familles de colons, bien que la taille moyenne de ces parcelles soit assez réduite.

Entreprendre une étude détaillée de la structure foncière et de son historique est une rude tâche, d'autant plus que les généalogies sont confuses les partages ont été nombreux et les droits de chacun souvent imprécis. Autre

(20) F. Ravault, ouvrage collectif, Livre I, pages 18 et suivantes ; Livre II, pages 106 à 140.

fait qui complique singulièrement la tâche, il n'est plus possible de saisir les formes de propriété à travers les modes d'utilisation agricole du sol, comme l'a fait François Ravault dans le district rural de Papeari (21), étant donné qu'à Faaa toute agriculture a pratiquement disparu. La structure foncière apparaît plus au travers du développement urbain récent, et le pouvoir qu'y exercent un certain nombre de propriétaires fonciers : héritiers d'anciennes propriétés formées au beau temps de la colonisation agricole, ils ont trouvé dans la spéculation foncière, qui prend diverses formes, un remplacement avantageux aux anciennes productions agricoles qui étaient en plein déclin (spéculation foncière au chapitre suivant).

Le "Patriarche" de Faaa

Le personnage d'Ernest Aubry domine toute l'histoire du district de Faaa pendant la première moitié du vingtième siècle ; cette histoire, bien qu'ayant ses caractères-propres, n'est pas sans ressemblance avec celle des autres districts. E. Aubry appartient à cette génération de familles européennes - polynésiennes qui ont succédé aux premiers colons qui s'étaient installés à Tahiti. Il reprend en main le patrimoine foncier de son père, l'agrandit ; il se situe ainsi dans la continuation de la première génération de colons. Son pouvoir et son prestige trouvent leur assise dans une réussite économique basée sur des productions d'exportation, mais se situent cependant au-delà des objectifs et des ambitions de cette première vague de colons qui arrivaient d'Europe et d'Amérique ; ces mouvements de population étaient liés aux grands bouleversements des sociétés occidentales du dix-neuvième siècle en plein développement capitaliste, et ces changements provoquèrent

(21) François Ravault, ouvrage collectif, Livre II, pages 106 à 140.

d'énormes migrations entraînant vers les terres neuves les plus audacieux et les plus entreprenants, ou encore les plus pauvres.

La génération à laquelle appartient Ernest Aubry est née dans le pays ; elle métissée, rattachée à des familles indigènes par les liens du sang. On ne peut pas dire qu'il y ait eu une intégration de ces éléments étrangers, mais ils ne sont plus extérieurs à cette société : les liens qui les unissent à la population polynésienne sont faits d'ambivalence et de contradictions sous-jacentes. Ces "sang-mêlés", ces Demis, conservent de leurs ascendants les mêmes ambitions de réussite économique ; ils s'affirment résolument modernistes, partisans du progrès par le développement économique, tel qu'il est conçu dans les sociétés occidentales ; ils sont les porteurs de l'idéologie coloniale du dix-neuvième siècle qui associe sans contradiction apparente les contraintes à des motivations humanitaires extrêmement désuètes, où se retrouve pêle-mêle la nécessité du développement économique, la lutte contre ce que l'on appelle communément "la sauvagerie" et le paganisme. Ils sont persuadés que ces sociétés doivent puiser leur modèle dans les sociétés occidentales, dans sa religion et ses valeurs. Certains Demis s'opposeront violemment aux coutumes et aux comportements qu'ils jugeront hérités du passé, et donc rétrogrades ; ce mépris n'a pas encore disparu actuellement et nombre de Demis n'hésitent pas à s'affirmer différents des Polynésiens, ceux qu'ils appellent avec une nuance de mépris dans la voix, les "indigènes" ou - terme encore plus dédaigneux - les ngakwe.

Le gouvernement s'opposa toujours énergiquement à ceux que l'on appelait - et qu'on appelle encore parfois - "les mauvais Français" et aux "menées anti-françaises" dont ils étaient les instigateurs, tels Gauguin et, plus près de nous, Alain Gerbault ; mais il n'ira à l'encontre des projets des colons et des propriétaires fonciers que lorsque les prétentions de ceux-ci dépassèrent

certaines limites et provoquèrent des mécontentements chez les Polynésiens (par exemple, la petite île de Maiao qui fut, vers 1930, entièrement acquise par un Américain) (22). Alors que le souvenir de la lutte d'influence franco-britannique était encore proche, William Stewart ne rencontra aucune entrave à ses projets et reçut même une aide du pouvoir colonial.

Cette bourgeoisie métisse ne peut trouver sa naissance et sa reconnaissance qu'en apparaissant aux yeux du colonisateur lui-même comme un élément actif dans le processus de colonisation ; elle retient presque jusqu'à la caricature, tout ce qui est signe d'"européanité" dans les comportements et les attitudes. Regardons quelques photographies de cette époque : les maisons bourgeoises ne ressemblent en rien à l'ancien fare polynésien, fait de matériaux végétaux, bâti au ras du sol avec ses parois sans ouverture ; la maison "coloniale" avec ses fenêtres, haute sur pilotis s'affirme avec arrogance. Les hommes serrés dans leur costume blanc boutonné jusqu'au cou, la moustache abondante et coiffés d'un chapeau à large bord, les femmes dans leurs longues robes sombres qui montent jusqu'à la naissance du cou et dissimulent leurs bras - un reste, peut-on penser, du puritanisme anglo-saxon importé par les missionnaires - tous semblent déguisés et figés pour une étrange parade ; les déplacements se font en calèche avec cocher... Le contraste est étonnant avec les Polynésiens que nous montrent quelques documents de cette époque : si les femmes ont le corps entièrement habillé, les hommes portent un pagne de tissu noué autour de la taille, tous marchent pieds nus. Les apparences extérieures deviennent un langage, un ensemble de signes où le Demi entend traduire son appartenance au groupe colon, et ainsi se différencier de la masse polynésienne.

Mais cette volonté de ressemblance à ceux qui sont les détenteurs du

(22) Ben Finney

pouvoir colonial, n'est pourtant pas rupture avec les Polynésiens. Bien que descendant -partiellement - de familles polynésiennes qui faisaient souvent partie de l'aristocratie, les Demis ne peuvent prétendre faire reposer leur pouvoir et leur prestige sur les mêmes bases qui se sont effondrées. C'est là que réside l'explication de ce qui n'est qu'une contradiction apparente dans le comportement et l'idéologie demie : le prestige et le pouvoir qu'ils entendent avoir auprès de la masse polynésienne, ils ne peuvent les trouver que dans une assimilation à ceux qui détiennent le pouvoir réel ; ce qui peut être interprété comme le signe d'un refus de ce qui demeure de "polynésien" en eux et d'une volonté abusive de ressemblance aux Popaa, est dans le même temps une tentative de restauration d'un pouvoir qui les légitimera aux yeux des Polynésiens. Là sont déjà en germe et en gestation les problèmes et les contradictions actuels de la société polynésienne. Les comportements observés chez les Demis, souvent qualifiés d'ostentatoires et interprétés comme des "restes archaïques" en contradiction avec les nouveaux comportements en particulier dans le domaine économique, ont une signification qui me semble non archaïque, mais très présente parce qu'étroitement liées aux nouvelles exigences du jeu politique et social.

Le conseil de district

Une note administrative concernant les Institutions de la Polynésie Française, précise que "les districts sont, dans la plupart des cas, de création ancienne. Il n'est pas rare de constater leur existence avant l'arrivée des Européens à Tahiti. Perennisation d'une forme traditionnelle de représentation des intérêts locaux, les districts disposent d'une réglementation récente qui a présidé aux élections de 1963..." (23). Ce que ne précise pas cette note, c'est que ces institutions ont été vidées de leur sens et de leur réalité, dans la mesure où les relations de pouvoir ne se font plus au sein du district ; le pouvoir n'est plus la résultante d'un jeu politique interne et ne détient sa validité que par une reconnaissance venant du haut de la

(23) Note administrative mise à jour en 1965

hiérarchie administrative centrale. Justifier l'institution actuelle qu'est le district en se réfugiant derrière des références pseudo-historiques relève d'une volonté de mystification. Par ailleurs, dans la structure actuelle, le conseil de district n'a aucun pouvoir réel de décision : par exemple en ce qui concerne le budget, il peut seulement donner son avis, la prise des décisions restant d'une part à l'Assemblée Territoriale élue, et aussi à l'administrateur chargé de la circonscription à laquelle appartient le district. Le conseil de district est élu par l'ensemble de la population : le tavana qui lui est élu par le conseil de district, n'a qu'un rôle d'officier d'état-civil, enregistrant les naissances, les mariages et les décès (24).

Mais au sein de cette structure vidée de tout pouvoir réel, s'est développée toute une dynamique des rapports entre population polynésienne et notables demis. Le conseil de district est devenu le lieu où se traduisent les luttes et les influences politiques internes du district. Les Demis s'y livrent à un jeu complexe difficilement compréhensible si le district est considéré dans son aspect d'institution formelle. Le Demi y affirme sa position de leader par sa réussite économique, ses comportements, ses relations avec les autres notables, en particulier religieux. Il se distingue mais en même temps il se présente comme le porte-parole de tous, le défenseur des intérêts généraux. Le conseil de district est aussi un tremplin pour se lancer dans une carrière politique.

L'Eglise Catholique à Faaa

Ernest Aubry a occupé une place de premier plan dans l'Eglise Catholique de Faaa ; il fut catéchiste à la mission durant de nombreuses années.

(24) En 1969, il était question d'étendre le statut communal à l'ensemble du territoire, alors que jusque là il n'y avait que 4 communes, Papeete, instituée en 1890, Uturoa (situé à Raiatea aux Iles-sous-le-Vent) instituée en 1945, et Faaa, et Pirae, les deux plus jeunes communes puisqu'elles datent de 1963.

L'extension du statut communal à l'ensemble du Territoire serait accompagnée d'un redécoupage et d'un regroupement des anciens districts dont beaucoup ont une population réduite. Ce projet serait actuellement en voie de réalisation.

Il prêta à l'Eglise son influence, son prestige, mais aussi son pouvoir de tavana pour faire régner l'ordre moral à Faaa, prohiber la licence sous toutes ses formes, en interdisant, par exemple, toute installation de débit de boissons alcoolisée sur le territoire du district. De là lui vint son surnom de "patriarche".

Dans un Tahiti qui restait depuis le début du dix-neuvième siècle une zone où l'influence protestante était déterminante, il contribua à faire de son district un fief catholique (25). C'est sur ses instances que la mission catholique édifia en 1950 l'Ecole Notre-Dame-des-Anges. "Le patriarche de Faaa, dira sa rubrique néocrologique, était estimé des gens sages du district, redouté des autres ; nul ne lui manqua de respect" (26).

A travers cette trop brève rétrospective, j'ai tenté de rendre compte d'une époque fort longue, puisqu'elle s'étend sur près d'un siècle époque dont l'histoire reste à faire, et qu'il faudrait mener à partir d'un dépouillement des archives existantes. La collecte des documents sur le terrain s'avère difficile ; tant le présent avec tous les changements qu'il a apporté semble avoir submergé ce passé pourtant proche. Ces lacunes me semblent d'autant plus patentées que c'est dans ce passé que l'on discerne ce qui nous permet une connaissance du présent.

(25) D'après le recensement de 1962, Faaa, avec 1719 catholiques et 1232 protestants était le seul parmi les districts de Tahiti à avoir une majorité catholique ; à la même date, dans les Iles-du-Vent, 54,8 % de la population était protestante, contre 28,6 % catholique.

(26) O'Reilly et Teissier, page 19

Chapitre 3 : LA METAMORPHOSE DE FAAA AU COURS DES ANNEES 60

Jusque vers 1960, la bourgeoisie demie, qui a fondé sa puissance et sa richesse sur les terres, domine la vie sociale du district ; la mort du Tavana Aubry en 1958, marque la fin d'une époque.

A partir de cette date, un ensemble d'influences externes au district perturbent la dynamique interne des rapports sociaux et amorcent une mutation. L'ancienne agriculture coloniale est sur le déclin. La structure socio-professionnelle du district commence à se modifier : les anciens agriculteurs-pêcheurs se tournent de plus en plus vers le salariat urbain qui se développe lentement ; ils deviennent dockers, employés des travaux publics, maçons, marins. Faaa est touché par ce processus avant les autres districts et les îles étant donné la proximité de Papeete. L'ouverture du chantier de construction de l'aéroport en 1958 fait appel à une main-d'oeuvre importante de maçons, et de divers

manoeuvres qui est fournie par les anciens ruraux de Faaa et les migrants qui commencent à arriver des archipels pour s'installer à Tahiti et y trouver du travail. La première conséquence en est l'amorce d'une croissance rapide de la population : entre 1956 et 1962, l'accroissement est de 41,1 % et le district passe de 2657 à 3681 habitants (1). Une fois le chantier de l'aéroport terminé, cette tendance se serait-elle bloquée ou confirmée ? On ne peut guère le savoir puisque la création du C.E.P. intervient à cette époque pour confirmer et accélérer le processus antérieur : la population de Faaa est absorbée entièrement par le salariat et le même phénomène se diffuse à l'ensemble de la Polynésie.

En cinq ans, Faaa double sa population (2) ; s'y installent pêle-mêle des migrants ruraux, des cadres moyens et supérieurs appartenant à la bourgeoisie demie, qui, sous la pression de l'urbanisation quittent Papeete pour s'installer dans les zones de la périphérie urbaine, des Français métropolitains en séjour à Tahiti.

Une agriculture résiduelle

En 1969, subsistent à Faaa quelques agriculteurs qui n'ont pas été emportés par la grande vague du salariat ; ils sont là, témoins d'un passé révolu pour la commune. La plupart vivent à l'écart des noyaux urbains et se sont réfugiés dans les vallées et sur les collines, là où les terres n'ont pas encore été trop touchées par l'urbanisation ; chez eux, peu des signes de changement que l'on discerne ailleurs ! Ils sont tous âgés, entre 55 et 65 ans, au centre de Faaa, en retrait de la route de ceinture, sur les premières collines, vivent une dizaine d'agriculteurs. Un seul fait encore du coprah,

(1) Recensements 1956 et 1962

(2) Recensement 1962 et dénombrement 1967

base essentielle de l'ancienne économie agricole ; il fait ce coprah en métayage sur une cocoteraie de montagne d'une superficie de 35 hectares, qui appartient à la Banque de l'Indochine. Les cocoteraies de montagne sont les seules qui subsistent ; sur la plaine côtière, les cocotiers ont été progressivement abattus pour faire place aux maisons et n'en demeurent que quelques uns dont les cocos servent à l'auto-consommation familiale. Cet agriculteur travaille seul sur la cocoteraie, aidé de temps à autre par sa femme et ses enfants, qui vont encore à l'école. Il estime sa production mensuelle à 600 kilogrammes, dont la moitié va au gérant de la terre. A cela s'ajoute un faapu sur une terre familiale indivise où il entretient une plantation de manioc, de tarua, de bananiers et d'ananas, produits qu'il va vendre au marché de Papeete.

Les autres agriculteurs entretiennent seulement un faapu, dont ils vendent aussi la récolte au marché. Depuis la construction de l'aéroport, quelques-uns se sont orientés vers la cultures des fleurs, tiare Tahiti et frangipaniers ; une fois plantés, les arbustes demandent peu d'entretiens. C'est le travail de leur femme d'aller cueillir les fleurs, d'en faire des colliers qu'elles vont ensuite vendre à l'aéroport, à l'arrivée des avions.

Les enfants de ces agriculteurs travaillent tous à Papeete comme manoeuvres ou ouvriers. Ils ne subviennent pas directement à l'entretien de leurs parents, mais sous forme de cadeaux les aident à équiper leur maison : fourneau à gaz, réfrigérateur, radio, etc...

A côté de ce secteur agricole résiduel et sans doute destiné à disparaître au cours des prochaines années, se développe une forme d'agriculture qui prend l'allure d'une spéculation : ce sont les cultures maraîchères vers lesquelles se sont orientés surtout quelques Chinois. Avec l'arrivée des

Français métropolitains, et la formation d'une bourgeoisie urbaine qui délaisse de plus en plus les produits traditionnellement consommés au profit de produits "européens", la demande en légumes frais, tomates, salades, concombres, haricots, etc... a considérablement augmenté. Les producteurs locaux ne suffisent pas à alimenter le marché local, et une grande partie de ces produits est directement importée de Californie et revendue à des prix très élevés. Pour ces raisons, les produits maraîchers locaux peuvent facilement concurrencer les produits américains et être vendus à des prix qui assurent de confortables marges bénéficiaires. Dans ce secteur de la production agricole les Chinois sont passés les maîtres, et occupent une place de premier plan à Tahiti et à Moorea. Très souvent ne possédant pas de terres, ils louent des parcelles de terrains dans le fond des vallées : les éboulis d'origine volcanique sont propices à ces cultures, mais les sols s'épuisent rapidement car les pentes sont raides et cultivées sans aucun aménagement préalable qui permettrait de retenir la terre au moment de la saison des pluies. Lorsque la parcelle est épuisée et incapable de supporter de nouvelles cultures, ils en louent une nouvelle. Etonnant paradoxe : avec de telles techniques culturelles qui rappellent l'agriculture itinérante sur brûlis, ces agriculteurs chinois se livrent à une spéculation.

A l'ouest de la commune de Faaa, dans le quartier Taua habitent une dizaine de familles chinoises dont la moitié sont agriculteurs. Bien qu'ils habitent à Faaa, ils ont loué des parcelles de terre situées à une trentaine de kilomètres dans le district de Papara. Ils ont tous réalisé des investissements importants, en particulier l'achat de véhicules, Jeep ou Land-Rover, qui ont un double usage : se rendre sur la plantation, et transporter les produits jusqu'à Papeete où ils sont vendus. L'un d'entre eux a acheté en 1969, une terre de 29 hectares située dans une vallée de Papara, qu'il a

payée 1.600 000 Francs C.F.P. Pour améliorer leurs rendements, ils font appel à de nouvelles techniques culturales, arrosages intensifs, engrais, cultures sans sol.

Au moment où les jeunes générations chinoises de Papeete entendent mener une vie moins austère que celle de leurs parents, entièrement tournée vers l'épargne et l'accumulation, ces Chinois semblent se maintenir dans la "tradition", et leur vie est orientée vers un effort quotidien. Ils mènent une vie sans faste, qui prend des apparences de pauvreté, au-delà de laquelle se cache une ferme détermination à réussir. Les enfants sont envoyés dans les écoles secondaires de Papeete, et dans certains cas aux Etats-Unis ou en France pour y continuer des études supérieures : un jeune Chinois de ce quartier est étudiant à San Francisco depuis 3 ans, il n'a pas de bourse d'enseignement et ses études sont prises en charge par son père qui est maraîcher.

L'arrivée des migrants ruraux

Papeete est devenue une ville "qui exploite la campagne" (3) et qui puise dans ce réservoir d'hommes pour les besoins de son propre développement mais l'expansion de Papeete n'est que l'épiphénomène d'une autre réalité, où intervient la présence nouvelle du C.E.P. Si le schéma de Ledrut nous permet une définition des grandes lignes qui unissent ville et campagne en Polynésie, il nous faut le préciser.

(3) Ledrut, I, pages 291 à 300 : dans une typologie historique des villes, R. Ledrut distingue la ville qui sert la campagne ("ville des sociétés féodales où la propriété terrienne possède la puissance politique et économique") la ville qui dirige la campagne ("celle des sociétés bourgeoises où le négoce joue un rôle social privilégié"), enfin la ville qui exploite la campagne ("ville des sociétés capitalistes au premier stade de l'industrialisation").

La croissance des villes en Europe et en Amérique est liée au développement du capitalisme et au dépérissement simultané des campagnes au profit de celles-ci ; elle s'est faite sur plusieurs générations par la marginalisation des secteurs les "plus retardataires" du secteur agricole. Dans certains cas, en particulier la France, cette marginalisation a même pu être bloquée temporairement par les gouvernements en pratiquant une politique de soutien artificiel au secteur agricole, qu'ils justifiaient par une idéologie néo-naturaliste de "l'homme à la campagne". Ce fut le cas en France de la politique menée par la Troisième République et inaugurée par Méline.

A Tahiti, le processus est différent, et il ne s'agit pas d'un passage d'une économie agricole à une économie capitaliste. Il n'est pas possible de comprendre tout le processus récent des migrations rurales en se limitant au strict cadre de la Polynésie Française, et le rapport ville-campagne tel qu'il apparaît dans la réalité polynésienne actuelle, s'explique moins par la structure interne du territoire que par les rapports qui lient celui-ci à la France.

La création soudaine à Tahiti d'une base militaire a provoqué une crise qui présente des analogies avec celle qui s'est produite dans les pays occidentaux au moment du développement du capitalisme, mais crise rapide et aigue dont les effets se font ressentir aussitôt, et qui révèle la fragilité ancienne et sous-jacente de l'économie agricole.

Dans une crise de cette ampleur, dont l'impulsion vient d'un élément externe, les motivations et les choix individuels sont des justifications "après-coup" qui tentent de rationaliser l'événement, d'en rendre compte et même de le réinsérer dans un processus connu afin de le rendre moins traumatisant ; mais peuvent-elles suffire à fournir les explications profondes des actions des individus ? Toutes les enquêtes qui se fixent pour

but de saisir les motivations et les raisons de la migration, risquent, parce qu'elles passent au-dessus et/ou au-dessous de la réalité collective et globale d'une société, de n'être que des mystifications idéologiques dont le but conscient ou inconscient est de réduire un phénomène social, une crise dans le cas présent, à des problèmes de psychologie individuelle. Le subi, le non-voulu, l'incompréhensible sont les dimensions du choix et de la vie du migrant. La possibilité - apparente - d'émigrer vers Papeete met encore plus en évidence les contraintes inhérentes aux activités agricoles et au milieu rural, lesquelles apparaissent du même coup comme des raisons et des justifications de réaliser la migration : pour l'agriculteur des Tuamotu qui est enchaîné par un endettement cyclique au commerçant chinois de son île, le départ vers Papeete et le salariat sont la promesse et l'espoir de sortir de ce cycle infernal (4), pour le jeune, c'est le moyen de fuir l'ennui et la monotonie quotidienne des îles, les contraintes imposées par le cadre de vie limité à la vie familiale et aux activités paroissiales ; c'est aussi la possibilité de sortir d'une vie confinée à l'auto-subsistance et l'espoir avec le salariat d'accéder à une autonomie financière, à la vie urbaine, aux sorties, aux objets de consommation. La ville est valorisée par rapport à la vie des îles : la vie du Polynésien proche de la nature, vivant des produits qu'il récolte et des poissons qu'il pêche, n'est plus une réalité ; ce n'est qu'un mythe, encore plus vivant qu'on ne le pense même à Tahiti (5), qui a été produit par les sociétés urbanisées en mal d'exotisme et de retour à la nature. Pour le Polynésien, cette réalité est tout autre ; le monde des îles

(4) Les agriculteurs des Tuamotu vendent le coprah, qui est leur essentielle sinon unique ressource, lorsque le bateau de ramassage passe dans leur île. La fréquence de ce passage est très irrégulière, tous les deux ou trois mois, parfois encore moins souvent. La recette de cette vente retourne intégralement ou presque dans la caisse du Chinois, qui entretemps leur a fait crédit. J'ai rencontré des Polynésiens qui après plusieurs mois et même années de séjour à Tahiti, remboursaient par traites mensuelles les dettes accumulées chez le Chinois.

(5) Il n'est pas rare d'entendre à Papeete des gens dire : "pourquoi ne restent-ils pas dans leurs îles ? Ils ont tout pour y vivre". Ignorent-ils ou feignent-ils d'ignorer que la ville joue un rôle important dans la migration ? Dans la Paix Blanche, Robert Jaulin dit qu'il faudrait "protéger" les Indiens contre eux-mêmes et éviter de les entraîner à une migration vers les villes qui à des conséquences funestes sur leur intégrité culturelle, physique, etc... A Tahiti, il y a longtemps que ce problème ne se pose plus et ne peut plus se poser dans ces termes.

ne vit plus en cercle fermé ; dépendant de la ville sur le plan économique et commercial, il est aussi perméable aux nouveaux modèles urbains qui stimulent les imaginations et les désirs de départ. L'information par la radio, quelques journaux aussi, et surtout par les récits de ceux qui reviennent de temps en temps dans l'île ne manquent pas d'épater ceux qui sont restés et de les inciter indirectement à la migration.

Pour se rassurer devant l'angoisse que provoque la perspective du départ, la rupture qu'il implique et l'inconnu vers lequel il entraîne, on se dit que la migration ne sera que temporaire et provisoire - simplement le temps de réaliser une épargne qui sera au retour affectée à la construction d'une maison, à l'achat d'un moteur-hors-bord, ou à la mise sur pied d'une plantation - et l'on fait ainsi appel à des modèles anciens pour expliquer et désamorcer le caractère ambigu de la décision que l'on va prendre en face d'une situation pourtant nouvelle ; avant 1960, les migrations vers Papeete et Makatea, étaient souvent temporaires ; une fois l'épargne constituée, le travailleur reprenait ses anciennes activités et le salariat n'était pas envisagé comme un état dans lequel on s'installait définitivement.

Pour le migrant, le départ de son île est un départ vers l'inconnu il ne sait pas où il va travailler ; il a en poche l'adresse d'un fetii ou d'un voisin déjà parti travailler à Papeete, chez qui il pourra habiter avant de construire sa propre maison. A Tahiti, l'hospitalité entre fetii, amis ou voisins est un devoir ou plutôt une coutume culturelle à laquelle on se prête avec gentillesse ; et on ne pourrait y manquer sans encourir la réprobation, le mépris et le risque de passer pour un lâdre. Y faillir, c'est humilier celui que l'on reçoit ; avec celui qui vient, il faut être généreux

mais sans ostentation. (6)

Le migrant qui arrive va la plupart du temps habiter chez un de ses parents. Certains quartiers jouent ce rôle de structure d'accueil ; les migrants de Rurutu (Australes) vont souvent, en arrivant à Papeete, habiter à Vaininiore, traditionnel quartier Rurutu ; ceux qui sont originaires des Marquises ont souvent une recommandation de leur curé pour aller habiter dans le quartier de la Mission à Papeete ; en les regroupant ainsi la Mission espère aussi éviter les influences néfastes que la vie urbaine pourrait avoir sur le pratique religieuse, et remplacer le cadre traditionnel de la paroisse.

Mais les arrivées massives qui se sont produites au cours des dernières années, ont provoqué une saturation des anciens quartiers proches du centre-ville et un entassement humain considérable ; dans le quartier de Vaininiore nous avons rencontré un logement de 200 mètres carré regroupant près de 60 personnes. Les anciennes coutumes d'hospitalité perdent leur sens et sont ressenties comme une contrainte : le droit d'en user qui est traditionnellement reconnu, conduit à des abus qui provoquent des tensions, des

(6) Subsistent encore dans le langage usuel quelques expressions qui ont trait à l'hospitalité ; par exemple, un voisin ne peut passer devant chez vous alors que vous êtes en train de manger, sans que vous lui disiez : "Ha mai tamaa" (viens manger), ce à quoi il répond : "Paia roa" ou "Paia maitai" (je suis rassasié-). Pour illustrer cette hospitalité, une petite histoire parmi d'autres : une famille tahitienne de Faaa avait accueilli chez elle une fille de Huahine (Iles-sous-le-Vent) qui travaillait à Tahiti depuis quelques années. Son père toujours agriculteur à Huahine, venant de temps en temps la voir et il invita la famille qui hébergeait sa fille à venir lui rendre visite ; il promettait un accueil chaleureux et généreux. En arrivant à Huahine, ils ne trouvèrent rien de tout cela ; ils furent obligés de se débrouiller pour se loger, se nourrir, etc... Ils se sentirent d'autant plus humiliés qu'ils considérèrent cela comme une injure ; celui qui avait ainsi manqué aux convenances, conscient de cela, ne remit pas non plus les pieds chez eux.

heurts, conséquences de la cohabitation d'un grand nombre de personnes dans un espace restreint. Le séjour chez les fetii ou les amis n'est qu'un relais ; de là on part à la recherche d'un terrain à louer, sur lequel on pourra construire son fare.

Au fur et à mesure que le centre urbain se remplissait, que le terrain devenait plus rare et les locations plus chères, les migrants se sont éloignés du centre en direction de la périphérie, dans les autres communes et districts. On trouve un terrain à louer par hasard, par relation, par un fetii ou un ami qui est déjà installé sur le terrain. Les nouveaux quartiers qui se forment ainsi sont très hétérogènes ; ils se font par accumulation progressive des nouveaux-venus ; ils s'intercalent et se diluent dans l'habitat ancien. Dans le quartier qui correspond au centre de l'ancien district de Faaa, 110 familles sur 174 enquêtées sont étrangères au district et s'y sont implantées depuis un temps plus ou moins long :

- 16 familles se sont implantées dans ce quartier avant 1950
- 9 entre 1950 et 1955
- 15 entre 1956 et 1960
- 12 entre 1961 et 1963
- 45 entre 1964 et 1966
- 13 depuis 1967 (c'était en 1969)

Ces familles sont d'origine diverse :

- 20 sont originaires des districts de Tahiti
- 6 des autres îles de l'archipel du Vent (Moorea essentiellement)
- 5 de l'archipel des Iles-sous-le-Vent
- 3 des Australes

- 24 des Tuamotu-Gambier
- 2 des Marquises
- 12 de Makatea qu'elles ont quitté lors de la fermeture de la C.F.P.O.
- 9 viennent d'ailleurs (familles venant de France, etc...)

Les nouveaux quartiers, ceux de Faaa et d'ailleurs, sont différents des anciens quartiers qui s'étaient formés dans la commune de Papeete et qui s'inscrivaient dans l'espace social de la ville. Ils ont une histoire, celle de leur formation, une existence et une cohésion qui se fonde sur un sentiment d'appartenance au quartier, et une reconnaissance externe de la spécificité de ces quartiers. Prenons le cas du quartier de Vaininiore à Papeete : ce quartier dont la formation remonte à plus de vingt ans, est composé d'originaires de Rurutu ; ils ont conservé certains caractères propres à leur île : langage proche du Tahitien, mais avec quelques particularités ; artisanat du pandanus qui est propre aux Australes. L'occupation du terrain qui est marécageux nécessita un remblayage ; voulant s'assurer la propriété de ce terrain sur lequel ils résidaient, les occupants décidèrent de fonder une coopérative qui collecterait les cotisations de chacun, et l'argent ainsi amassé permettrait l'achat du terrain. L'échec de la coopérative, consécutif à un détournement de fonds, provoqua une intervention de la municipalité de Papeete qui acheta le terrain, non pour en exclure les habitants, mais pour maintenir l'intégrité du quartier et éviter l'expulsion. Cette décision de la municipalité, prise sans doute pour des motifs politiques et électoraux, est le signe de l'existence et du poids de ce quartier dans la commune. Ce quartier a sa vie interne, ses leaders qui sont les porte-paroles auprès de l'administration communale et des partis politiques. Pour écouler les produits d'artisanat qui sont confectionnés par les femmes du quartier, un fare d'exposition-vente a été construit et est entretenu par les habitants du quartier.

Les nouveaux quartiers sont dilués dans l'espace urbain, et ils n'ont aucune existence au sein des communes.

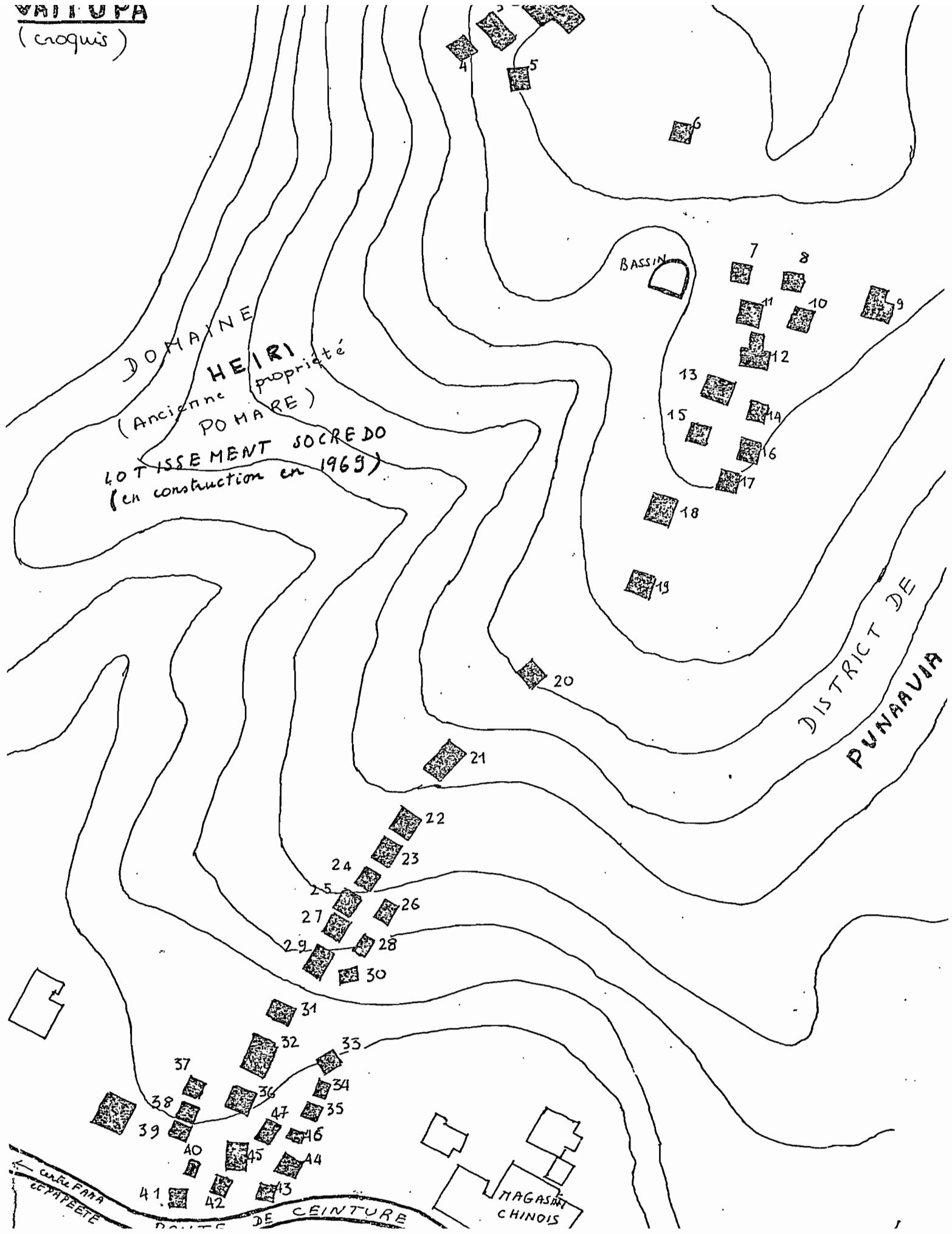
Histoire d'un nouveau quartier : Vaitupa à Faaa

Le quartier de Vaitupa est situé à l'ouest de Faaa, à la limite du district de Puaaia. Les quarante-quatre maisons qui forment Vaitupa sont concentrées en trois noyaux distincts, qui correspondent aux trois parcelles de terre sur lesquelles elles sont implantées (voir carte-croquis du quartier). Dans l'espace ces trois quartiers sont séparés les uns des autres par des zones vides ; les voies d'accès permettant d'accéder à chacun d'eux étant différentes, les rencontres entre les habitants de ces trois îlots sont assez rares.

L'histoire de la formation de ces quartiers et les péripéties qui l'ont accompagnée, ont contribué pour beaucoup à en faire des groupes distincts. Si ce n'est le fait que les habitants de ces trois îlots sont des migrants récents et, que pour cette raison leur situation et leurs problèmes sont assez semblables, rien ne justifierait de considérer Vaitupa comme un ensemble homogène.

Le quartier le plus restreint regroupe 5 maisonnées (le numéro 1 à 5 sur le croquis) ; il est situé sur le rebord d'un petit plateau qui, d'un côté domine la vallée de Piafau, et de l'autre le domaine Heiri, ancienne propriété de la famille royale Pomare qui a été rachetée par la SOCREDO pour y édifier un lotissement de 250 logements "semi-économiques" dont la construction débuta en 1969. C'est en 1965, qu'est venue s'y installer la première famille, qui avait loué cette terre pour 9 ans. Rapidement elle a attiré d'autres fetii auxquels elle a sous-loué une partie de la terre. Depuis son émi-

VAITUPA
(croquis)



gration vers Nouméa au début de 1969, le chef de cette famille, première occupante, a cédé sa maison à sa mère et à son beau-père ; mais malgré ce changement les autres familles sont restées, dans les mêmes conditions que précédemment. Parmi ces quatre familles qui sont toutes originaires de Rurutu, trois ont vécu à Makatea jusqu'en 1965, date à laquelle la fermeture de la C.F.P.O. les a obligées à émigrer vers Papeete. La dernière famille qui est venue en 1961 à Tahiti directement de Rurutu, a d'abord séjourné pendant quelques années à Vaininiore et est venue ici en 1966.

Le deuxième îlot (numéros 7 à 19) est aussi situé sur le plateau, un peu plus en retrait derrière le domaine Heiri. Ce terrain fut longtemps occupé par une seule famille venant de Punaauia, qui y réside encore actuellement. De violentes querelles se déclanchèrent à partir de 1962, époque où plusieurs familles Paumotu, parentes entre elles et originaires de Anaa, s'installent sur la terre en exhibant des titres de propriété prouvant le bien fondé d'une telle occupation. Finalement, après des conflits où la violence verbale fit parfois place aux coups, l'affaire est portée devant la justice qui doit déterminer les droits respectifs des antagonistes.

Le dernier îlot surplombe la route de ceinture et se prolonge sur une ligne de crête ; c'est le plus vaste : vingt six maisonnées. Les familles qui le composent sont originaires principalement de deux groupes d'atolls des Tuamotu, les unes de Raroia-Takume, les autres de Apataki-Kaukura-Arutua ; quelques-unes viennent aussi de Takapoto-Takaroa. Des réseaux de parenté enchevêtrés unissent ces familles entre elles. Les premiers qui se sont installés sur cette terre vers 1955, l'ont fait avec l'accord de la propriétaire qui est parente avec eux et qui habite sur la partie de ce terrain située de l'autre côté de la route de ceinture, en bordure du lagon. Depuis quelques années, un

double conflit est apparu dans le quartier, là encore en relation avec les droits fonciers et l'occupation du sol. Tout d'abord, la propriétaire envisagea l'expulsion de tous les habitants sous prétexte que le quartier "était-sale et mal entretenu", parce que les locataires "devenaient gênants et bruyants", mais aussi parce qu'elle désirait mettre en valeur sa terre en y construisant des maisons qu'elle louerait et qui seraient d'un meilleur rapport que les actuels occupants. Entretemps, un Paumotu originaire de Rangiroa arrivé à Tahiti en 1965, présente des titres de propriété qui, selon lui, lui donneraient des droits sur cette terre. Il entreprend même de signer des baux avec certains locataires déjà sur le terrain, qui se rangent de son côté ; et il a d'autant plus de succès qu'il assure aux locataires qu'ils n'ont aucune crainte à avoir d'être chassés, à un moment où par ailleurs on les menace d'expulsion ; de plus il loue les parcelles à un prix inférieur de moitié à celui pratiqué par son antagoniste. Si la population du quartier fut mêlée à cette histoire, le conflit fut surtout vif entre les deux revendicants sur l'initiative desquels les tribunaux furent saisis de l'affaire, et aussi à la suite de bagarres qui amenèrent des interventions de la gendarmerie.

Ces peapea - histoires - si fréquentes actuellement en milieu urbain, et que l'on pourrait considérer comme autant d'"anecdotes", ont donné aux habitants de ces quartiers le sentiment d'une certaine identité, même si à beaucoup d'égards, ceci s'est fait suivant un processus négatif.

Pour trente-deux maisonnées de Vaitupa sur quarante et une (7) l'habitation actuelle succède à une ou plusieurs où elles ont résidé avant celle-ci.

(7) Les résultats ne portent fréquemment que sur quarante et une maisonnées, trois n'ayant pas pu être enquêtées aussi précisément.

- 19 ont occupé une autre habitation
- 10 " " deux autres habitations
- 3 " " trois " "

ce qui constitue en tout 48 déplacements.

Sur ces 48 habitations occupées antérieurement par 32 familles de Vaitupa,

- 30 étaient en résidence chez des fetii
- 2 chez des mais
- 11 sur des terrains loués
- 5 dans des maisons louées.

Les originaires de Rurutu ont d'abord résidé chez des fetii à Papeete dans le quartier Vaininiore, qu'ils ont quitté lorsqu'ils ont trouvé le terrain où ils habitent maintenant, et que leur a sous-loué un fetii ; malgré celà, ils conservent des relations avec le quartier qu'ils ont quitté et ils y retournent fréquemment. Quant aux Paumotu arrivant de Anaa, ils se sont d'abord installés à Arue sur une terre qui appartenait à la famille d'un homme originaire de Arue qui avait épousé une de leur parente elle aussi résidente à Anaa. Ils sont venus à Vaitupa après avoir fait des recherches sur leurs droits fonciers, et ils préféreraient d'ailleurs quitter Arue où leur présence était seulement tolérée. Malgré les conflits qui ont surgi depuis leur arrivée à Vaitupa, ils sont certains que les droits qu'ils ont affirmé avoir sur la terre où ils résident, sont justifiés, et qu'ils ne devront pas répartir à la recherche d'un nouveau terrain.

Dans le quartier le plus vaste, celui qui domine la route, les premières familles qui sont venues s'y installer l'ont fait avec l'accord de la

propriétaire qui était parente avec eux. Le conflit qui s'est produit par la suite est bien le signe du divorce qui s'accroît au sein même des groupes de fetii, entre ceux qui sont "urbanisés" de longue date, et ceux qui arrivent constituant une charge que l'on voudrait bien voir disparaître, mais contre lesquels on hésite parfois à utiliser des moyens de coercition trop violents, en espérant que leur départ pourra s'arranger à l'amiable. A ce blocage par saturation qui rend inopérante l'hospitalité traditionnelle, se substituent d'autres moyens de se débrouiller. Des formes de solidarité se créent entre migrants, fondées sur les liens de parenté et la communauté d'origine : les Paumotu originaires de Raroia-Takume se sont installés de cette façon dans le quartier ; l'un d'entre eux qui avait obtenu l'accord de la propriétaire a ensuite attiré quelques parents et amis.

Papeete constitue pour la plupart le premier point de chute lorsqu'ils arrivent de leur île, et de là la population des migrants se redistribue dans la zone urbaine. Sur les 32 familles qui ont habité ailleurs avant de venir à Vaitupa,

- 14 ont d'abord habité à Papeete
- 7 à Faavae
- 3 dans d'autres districts
- 8 dans le même quartier même (avant de construire leur propre maison : ils ont habité quelques temps chez des fetii ou des amis qui habitaient déjà dans le quartier).

La population de Vaitupa est dans son ensemble très jeune, fait que l'on peut expliquer pour la raison que ceux qui sont attirés par le milieu urbain sont les individus les plus jeunes ; de leur migration, ils attendent un changement important dans leurs conditions de vie, et ils sont moins

rebutés par le dépaysement qu'ils doivent affronter. 163 personnes sur 289 ont moins de vingt ans. Si les classes adolescentes sont creuses, par contre les classes comprises entre 25 et 40 ans sont plus nombreuses. Il y a aussi quelques vieillards qui habitent le quartier : ils ont suivi leurs enfants dans la migration pour éviter la solitude et le manque de ressources auxquels les aurait exposé le départ de leurs enfants.

Le problème de la terre

Pour construire son fare, le migrant doit rechercher un terrain à louer sur lequel il pourra l'édifier. Avant de s'installer définitivement il peut être amené à changer plusieurs fois de logement au gré des propriétaires des terrains sur lesquels il réside, ou au gré de ceux qui l'hébergent. Dans le quartier du centre de Faaa, 57 familles de migrants sur les 110 qui y résident, ont changé aux moins une fois d'habitation, 10 ont changé 2 fois, 1 trois fois.

Les terrains qui sont loués aux migrants sont non-aménagés, situés le plus souvent dans les zones défavorisées : bord de mer marécageux, zones éloignées et d'accès difficile dans les vallées de Papehaua, de Vaitepaua, de Pi afau ; pour s'y rendre il n'y a souvent qu'un simple chemin de pierre ou de terre qu'inondent les pluies.

Avant d'y installer son fare, le migrant doit au préalable défricher couper les arbres. Si une canalisation d'eau passe à proximité, il pourra faire un branchement pour se ravitailler ; sinon, il lui faudra entreprendre de multiples démarches auprès des services communaux. Certains quartiers tel un petit quartier situé sur les collines derrière la caserne du B.I.M.A.T. ne sont pas approvisionnés et doivent faire des réserves dans des tonneaux,

pour subvenir à leurs besoins. Aucun équipement pour l'écoulement des eaux usées qui suivent la ligne de pente.

Le prix de location des terrains varie en fonction de leur situation par rapport à la route de ceinture, et donc de la difficulté plus ou moins grande pour y accéder. Au centre de Faaa, les loyers mensuels des terrains varient entre 500 et 3 000 Francs C.F.P.

- Loyers à moins de 1000 F : 9
- " de 1000 à 1500 F : 39
- " de 1600 à 2000 F : 17
- " supérieurs à 2000 F : 8

Les baux de location sont la plupart du temps verbaux, ce qui permet au propriétaire d'expulser les locataires sans grands risques.

La spéculation foncière

L'urbanisation rapide a provoqué une demande très forte de terrains, qui elle-même a entraîné une hausse des prix de ces terrains et une spéculation effrénée. Ne dit-on pas que dans certains quartiers du centre de Papeete, le mètre carré de terrain est aussi cher qu'à Paris (8) ? D'après l'étude de Jean Fages, dans la zone urbaine le prix des terrains est de l'ordre de :

- 1000 à 4000⁰ Francs C.F.P. le m2 à Papeete
- 1500 à 2000 " " " à Pirae
- 500 à 1000 " " " à Faaa

(8) Au cours d'une réunion concernant l'étude du programme de rénovation des quartiers insalubres de la zone urbaine, un administrateur disait en 1969, que "vouloir maintenir les habitants de Vaininiore dans ce quartier et en tenter une rénovation, cela équivalait à loger les habitants des bidonvilles de la Région Parisienne sur les Champs-Élysées ! "Il est bien certain que compte tenu du prix du terrain, ce n'est pas en y maintenant ces habitants qu'une opération "rentable" serait possible !

- - 500 à 2 000 Francs C.F.P. le m² dans les districts de la périphérie urbaine (9)

D'après une autre enquête, faite par la SETIL celle-ci, dans les zones d'habitat insalubre, zones mal équipées, d'accès difficile et souvent situées dans le fond des vallées, le prix du terrain est de l'ordre de 1000 Francs le m², et peut aller jusqu'à 2500 Francs (10).

La demande en terrains s'est manifestée de diverses façons ; pour les propriétaires fonciers, c'est une aubaine car la spéculation foncière prend le relais des activités agricoles disparues qui laissaient les terrains à l'abandon. Dans les zones les mieux situées de la commune de Faaa, Auae, les hauts de Pamatai, et quelques autres secteurs dominant l'aéroport, les propriétaires ont entrepris, soit de vendre leur propriété en terrain à bâtir ou de financer eux-mêmes la construction de maisons qu'ils louent ; le plus souvent à des Popaa qui séjournent dans le territoire ; ces maisons sont de très haut standing, généralement entièrement équipées : les loyers qui peuvent varier entre 20 000 et 50000 Francs, laissent espérer un amortissement rapide des fonds engagés dans de telles opérations.

L'achat par des organismes tels que la SOCREDO et la SETIL de grandes parcelles destinées à la construction de lotissements a bloqué une éventuelle spéculation sur ces terrains ; mais sur les autres la spéculation s'accélère. D'anciennes grandes propriétés sont démantelées, vendues en parcelles au fur et à mesure des besoins des propriétaires : on raconte en riant à Faaa l'histoire de ce propriétaire foncier qui appartient à une grande famille demie de Papeete, et qui depuis plus de dix ans vit en vendant ses terres ; c'est à lui qu'appartenait le terrain où se trouve la caserne du B.I.M.A.T. Depuis deux ans, un

(9) Fages, ouvrage collectif, Livre I, page 7.

(10) Rapport Rénovation Urbaine SCET-COOP-SETIL, page 18.

un autre propriétaire de Faaa - qui possède également une grande partie d'un atoll des Tuamotu - a mis sur pied une opération d'un type nouveau : sur un terrain de plusieurs hectares situé sur les collines, il a réalisé les infrastructures - routes, eau, nivellement et aménagement de terrasses destinées à recevoir les constructions - et le terrain va être vendu ainsi en lots prêts à bâtir ; la plus-value donnée au terrain par les aménagements réalisés, lui laisse espérer que ce sera une bonne opération financière.

La forme de spéculation la plus fréquente à Faaa est celle qui se fait sur les terrains non-aménagés qui sont loués aux migrants arrivant des îles, l'aménagement du terrain restant à charge du locataire. Cette spéculation n'est pas seulement le fait de quelques grands propriétaires, mais chacun s'improvise spéculateur et essaie de tirer profit de la situation actuelle. De nombreux petits propriétaires de Faaa, anciens agriculteurs maintenant salariés, divisant la terre où eux-mêmes résident et louent quelques parcelles à des migrants.

Les propriétaires fonciers qui dominaient la société rurale ont certes perdu une partie de leur pouvoir et de l'influence qu'ils exerçaient dans le cadre de ces communautés rurales, mais actuellement la possession de la terre leur permet de contrôler le développement urbain et d'en tirer avantage. Il se constituent en petite caste parasite très influente, parfois bien implantée dans les milieux politiques. Ils ne peuvent que se réjouir de l'anarchie dans laquelle s'est faite l'urbanisation, et contre laquelle les pouvoirs publics ont peu lutté. La rupture avec le passé n'est pas consommée, et qu'ils se transforment en entrepreneurs ou en cadres de l'administration, les anciens propriétaires fonciers exercent encore un pouvoir réel. En 1969, dans le cadre du projet de rénovation des quartiers insalubres, des mesures furent proposées tendant à bloquer la spéculation foncière et assurer aux pouvoirs publics et collectivités locales la maîtrise d'une grande partie

des terrains de la zone urbaine non encore aménagés ; malgré des déclarations verbales où ils affirmaient qu'il fallait s'occuper sérieusement de la situation des migrants ruraux et en particulier améliorer leur condition d'habitat certains élus ne cachèrent pas leur appréhension en face d'un programme qui semblait entamer les prérogatives des propriétaires fonciers.

Les lotissements SETIL et SOCREDO

Avec ses maisons basses toutes semblables, alignées régulièrement le long des voies qui le parcourent, et entourées du même jardin, le lotissement SETIL situé au P.K. 4,500 du côté mer, contraste avec les quartiers polynésiens qui l'entourent ; son ordre et sa régularité lui donnent une allure austère et petite-bourgeoise : chacun s'est ingénié à édifier une clôture et à planter une haie pour délimiter son terrain , éviter une trop grande promiscuité et échapper au regard des voisins. Le lotissement a été créé en 1963 ; il est composé de 27 maisons basses regroupant chacune 2 ou 4 logements ; au total il y a 78 logements, 10 F2, 10 F3, le reste étant en F4. Tous sont en location-vente sur une quinzaine d'années. L'attribution des logements, opérée après examen d'un dossier fournissant en particulier des renseignements sur les revenus, les réservait en fait à une catégorie de population disposant de revenus assez élevés, mais évitait cependant de les céder à des gens qui auraient possédé par ailleurs un terrain ou une autre maison dans la zone urbaine. Les chefs de famille sont d'origine diverse :

- 23 sont nés à Papeete
- 10 dans les districts de Tahiti
- 2 dans les autres îles du Vent (Moorea principalement)
- 19 aux Iles-sous-le-Vent

- 7 aux Tuamotu-Gambier
- 3 aux Marquises
- 14 en dehors du Territoire (ce sont pour la plupart des Français originaires de France installés à Tahiti).

Si la plupart sont d'origine extérieure à Papeete, cependant 63 sur 78 y résidaient au moment où fut formulée la demande de logement. Pour ces familles il s'agit donc d'un deuxième déplacement qui fait suite à une migration ancienne qui les a amené de leur île ou district d'origine à Papeete. C'est une petite bourgeoisie déjà intégrée à l'univers urbain. 35 chefs de famille sont cadres moyens de l'administration ou du secteur privé, 4 sont entrepreneurs (taxi, construction, etc...). 11 sont techniciens ou employés spécialisés, 7 seulement sont manoeuvres.

Le lotissement SOCREDO qui s'étire sur les premières pentes de Pamatai ressemble beaucoup à celui de la SETIL. L'ensemble est cependant moins géométrique, les maisons basses se répartissent au gré de la conformation accidentée du terrain ; mais le contraste est le même avec les quartiers polynésiens qui environnent la cité. Les 110 maisons comprennent 181 logements dont 60 sont en location-vente, les autres étant en location simple. Les prix de location vont de 2200 Francs à 6600 Francs par mois, et varient en fonction du type de location, vente ou simple, de la grandeur du logement et de la situation de la maison. Ces prix de location semblent très bas compte tenu du fait que certains migrants louent des terrains nus plus de 2000 Francs par mois. En fait ces prix ont été établis au moment de la construction du lotissement, vers 1964, et aucun réajustement n'avait été prévu en fonction de l'évolution des salaires et du coût de la vie. Depuis cette époque les prix de location des terrains et des maisons particulières a considérablement augmenté.

Comme au lotissement SETIL, la population est d'origine très diverse, mais urbanisée depuis déjà plusieurs années :

	Lieu de naissance	Lieu habité avant de venir dans le lotissement
Zone urbaine (Papeete, Faaa, Pirae)	77	139
Districts de Tahiti	24	24
Reste Iles-du-Vent	6	1
Tuamotu-Gambier	18	11
Marquises	7	1
Australes	2	1
Autres (France etc...)	16	1

La répartition de l'emploi correspond à celui de la cité SETIL :

- 87 cadres moyens et supérieurs
- 7 entrepreneurs
- 21 emplois spécialisés du bâtiment
- 36 autres emplois spécialisés
- 20 ouvriers et manoeuvres
- 2 ecclésiastiques

Ces transplantés sont étrangers à la commune ; par leur travail, leurs relations, leur mode de vie ils appartiennent à l'univers urbain de Papeete, et ils se différencient de la population polynésienne qui émerge de ses origines rurales. Par eux est en train de naître une nouvelle bourgeoisie

spécifiquement urbaine (voir chapitre suivant).

Avant même la formation de ces cités, des signes de formation de cette nouvelle bourgeoisie se manifestaient ; dès 1960 des cadres de l'administration s'étaient installés à Faaa : ils achetaient une terre et y faisaient construire une maison. Dans la vallée de Papehaua, un petit quartier s'était créé de cette façon.

La création de la commune

A la mort du tavana Aubry en 1958, c'est son fils qui lui succède à la tête de la chefferie. En 1963, l'administration décide d'ériger en commune les deux districts de Faaa et Pirae. Cette décision est motivée par l'accroissement important de population qu'ont connu ces districts au cours des dernières années : en confiant des pouvoirs accrus aux collectivités locales, on assouplit un système de gestion difficile à manipuler du fait de sa centralisation ; c'est aussi dans le but d'augmenter les pouvoirs des élus locaux.

Au moment de la création de ces deux nouvelles communes, il fut question de les joindre à Papeete, ce qui aurait permis une cohérence plus grande dans la gestion de cet ensemble et une réduction des frais de fonctionnement. Mais certains notables s'opposèrent à cette décision qui risquait fort de bouleverser la configuration politique de la commune de Papeete ; devant ces pressions, on se contenta de conserver les anciennes unités administratives en créant deux nouvelles communes. C'est un changement important car il transforme les rapports entre la population et les élus locaux qui deviennent directement responsables de la gestion des affaires communales. Mais une transformation purement formelle de la structure administrative téléguidée d'en haut entraîne-t-elle une modification automatique des anciens rapports qui liaient les notables à la population ? De plus la population de

la commune s'est considérablement modifiée par l'arrivée des migrants ruraux et l'implantation des nouvelles couches de la bourgeoisie urbaine. Raymond Ledrut remarque que, lorsque la mobilité est très forte, les perturbations qu'elle provoque tendent toujours à renforcer dans leur place les anciennes élites : "La mobilité n'est pas source de dynamisme, elle abaisse le niveau de la participation sociale. L'individualisme s'accroît... Partout la stabilité est facteur de puissance sociale au service des notables quels qu'ils soient. (11)

(11) R. Ledrut, II, Chapitre 2.

Chapitre 4 : LES CLASSES MOYENNES : UNE NOUVELLE BOURGEOISIE ?

La métamorphose des années 60 bouleverse le district de Faaa : alors que la population du district se prolétarise peu à peu et est absorbée par le salariat urbain, de nouveaux arrivés s'installent en grand nombre dans la nouvelle commune ; c'est là le résultat d'un processus d'urbanisation qui s'étend en tâche d'huile au-delà de la commune de Papeete. L'émergence au niveau de la commune de Faaa d'une nouvelle bourgeoisie constituée par les classes moyennes se situe au sein de ce processus, et ne peut trouver son explication dans le cadre interne du district de Faaa et dans une transformation de sa structure sociale. Cette bourgeoisie n'est pas secrétée par une modification économique du district qui entraînerait elle-même une transformation de sa structure sociale. Cette bourgeoisie n'est pas secrétée par une modification économique du district qui entraînerait elle-même une transformation des couches sociales et des rapports qui les lient, mais elle vient se greffer artificiellement dans le district et elle en fait éclater le cadre jusque là relativement clos. Ainsi donc la présence et l'étoffement progressif de cette classe moyenne au sein de la commune de Faaa apparaissent comme l'épiphénomène et la manifestation d'une nouvelle réalité sociale qui dépasse

le simple cadre de cette commune, réalité en train de se faire et qui concerne les structures globales de la société polynésienne. Au niveau de la commune de Faavae, les classes moyennes, constituées par des cadres de l'administration et du secteur privé, de techniciens et divers employés, apparaissent en raison du processus d'urbanisation. Cette nouvelle bourgeoisie est de formation urbaine alors que l'ancienne bourgeoisie du début du siècle était d'abord rurale et avait fondé sa puissance sur la richesse foncière.

La compréhension de sa formation et de son émergence nous amène donc à considérer la réalité globale polynésienne pour tenter de comprendre ce qui se passe à Faavae.

Les premiers signes de la formation d'une bourgeoisie urbaine sont anciens : dès les premières décennies du vingtième siècle, les familles de la zone envoient leurs enfants dans les écoles de Papeete - les collèges catholiques et protestants - pour y poursuivre leurs études ; des éléments de la bourgeoisie rurale restent ainsi à Papeete ; ils forment les premiers cadres de l'administration territoriale, deviennent instituteurs, infirmiers ; d'autres aussi se lancent dans le commerce et l'import-export, ou mettent sur pied diverses entreprises. A Moorea, dans le cadre du district d'Afareaitu, j'ai pu observer ce phénomène, qui reste limité aux couches supérieures de la bourgeoisie rurale. Les anciens propriétaires fonciers deviennent absentéistes, et les liens et l'influence qu'ils entretenaient dans leur district d'origine s'amenuisent (1).

Mais ce n'est qu'à partir des années 50 que ces classes moyennes commencent à apparaître dans l'ensemble social comme une catégorie et un groupe distincts de l'ancienne bourgeoisie rurale, bien que les contours en restent flous, et qu'elles émergent d'abord comme une nouvelle catégorie

(1) Ringon, I, page 197

socio-professionnelle.

Avant 1960, quelques noyaux d'habitation regroupant des étrangers au district se constituent à Faaa ; ce sont des fonctionnaires, des employés de police, des enseignants. Leur lieu de travail est à Papeete ; ils ont acheté à Faaa une parcelle de terre sur laquelle ils ont fait construire une maison. Disséminés dans tout le district, ils ont peu d'importance numérique et ne jouent guère un rôle actif dans la vie sociale du district. Leur style de vie est bourgeois-urbain et ils ont tendance à se replier sur eux-mêmes, tout en n'étant pas exclus des circuits d'influence traditionnelle et en gardant des attaches avec les districts ruraux dont la plupart sont originaires.

Cette nouvelle couche qui n'est qu'à l'état embryonnaire trouve son épanouissement à partir de 1962 ; Papeete éclate alors hors de son cadre ancien vers les districts périphériques, et les salariés urbains dont le nombre va croissant s'installent dans ces districts, soit en achetant un terrain et en faisant construire une maison, souvent grâce aux prêts à la construction que consent la SOCREDO, soit en venant habiter dans les nouvelles cités (SETIL et SOCREDO à Faaa).

Cette nouvelle catégorie de salariés, surtout fonctionnaires, cadres et employés divers, évoque par certains traits, ce qu'on a appelé dans les pays occidentaux, à tort ou à raison, les classes moyennes -expression que j'ai reprise ici et que j'emploie ainsi que l'expression "nouvelle bourgeoisie" bien que je sois conscient de l'imprécision de telles expressions. Reprenons brièvement quelques analyses faites sur ce thème.

Dans une étude sur les cols blancs "White Collars", le sociologue américain Wright Mills explique la formation de cette classe moyenne par

une mutation du capitalisme : "le déclin numérique de l'ancien secteur indépendant de la classe moyenne (dans ce secteur, il regroupe les petits entrepreneurs des débuts du capitalisme) est une incidence de la centralisation de la propriété ; l'accroissement numérique des emplois salariés de type nouveau est lié aux mécanismes industriels qui ont donné naissance à ces emplois". La formation de la classe moyenne résulte donc d'abord d'un passage de la propriété à la non-propriété des moyens de production sous l'influence de la concentration capitaliste ; mais dans un deuxième temps, trois tendances permettent l'émergence de cette classe moyenne : l'augmentation de la productivité des machines utilisées dans la fabrication permet une réduction des emplois manuels et une libération de main-d'oeuvre qui est réabsorbée par le développement du secteur de distribution et l'accroissement des fonctions de coordination. Mais si les emplois de bureau, les fonctions techniques tendent à se substituer de plus en plus aux emplois manuels, ce n'est pas pour autant que les rapports fondamentaux de classe et de domination capitaliste sont modifiés (2). Pour Touraine, cette expression de classe moyenne "condamnée et employée par tous" est utilisée à plus ou moins bon escient pour décrire dans les sociétés industrielles une catégorie d'emplois dont l'ampleur s'est renforcée au cours des dernières décades, et regroupe pêle-mêle le fonctionnaire, le cadre moyen, le technicien ; on l'a appelée "moyenne" pour la différencier de la classe "haute", la bourgeoisie capitaliste, et de la classe "basse", le prolétariat. Mais si on retient comme critère déterminant pour définir le terme de classe les rapports de production et la possession ou la non-possession des moyens de production, on se demande où situer la classe moyenne. Appartient-elle encore au prolétariat ou est-elle déjà intégrée au capitalisme ? Dans son emploi courant, il semble que dans la notion de classe deux notions soient confondues, d'une part celle de stratification sociale et celle de classe sociale ; en effet dans son élément descriptif, la classe

(2) W. Mills, chapitres I et 2.

moyenne se réfère à une hiérarchie sociale, hiérarchie des emplois, et à une division sociale du travail qui se traduit par une hiérarchisation inégalitaire des compétences, des revenus qui repose sur l'idée d'un continuum, d'échelles de valeur ; mais si une telle définition renferme l'idée d'inégalité, elle n'implique pas nécessairement celle d'opposition, d'antagonismes. Ces classes moyennes sont parfois appelées "petite bourgeoisie", non pas ici encore par référence à des rapports de production et par conséquent à un rapport de domination, mais à un contenu culturel, à l'adoption d'attitudes et de comportements nouveaux qui sont traditionnellement attribués à la bourgeoisie (3).

A Tahiti, peut-on expliquer la formation de cette classe moyenne comme la résultante d'une transformation structurelle économique ? Les changements économiques qui se sont produits à Tahiti sont très différents de ceux qui se sont produits dans les pays occidentaux, et qui ont entraîné la formation de cette classe moyenne ; si l'ancienne économie coloniale basée sur des productions agricoles est en pleine décadence, ce n'est pas pour faire place à une nouvelle économie de type capitaliste, qui s'accompagne d'un phénomène de concentration, comparable à celui dont parle Mills. Les bases de l'économie ne sont plus assurées par un secteur de production - agricole ou industrielle - mais reposent presque totalement sur les activités induites directement ou indirectement par la création du Centre d'Expérimentation du Pacifique. C'est une situation économique difficilement comparable à une autre, aberrante et déroutante par de nombreux aspects ; une telle situation n'est possible et ne peut se prolonger que dans une étroite relation avec la France et son budget militaire, qui finance les activités du C.E.P. et reste l'inducteur le plus puissant de tout la vie économique locale. Le développement pléthorique d'un secteur tertiaire, secteurs public et priv.

(3) A. Touraine, page 161 et suivantes

n'était possible que dans une telle conjoncture ; ce phénomène qui apparaît comme un déséquilibre superstructurel, une excroissance aberrante, a trouvé un terrain favorable dans cette situation nouvelle qui a résulté de la création du C.E.P. Mais en expliquant la problématique de la formation de cette nouvelle couche sociale à partir de ce phénomène récent, ne risque-t-on pas de ne pas en saisir toutes les dimensions, de ne pas en comprendre les racines, et de reprendre en fin de compte, sous une autre forme, l'analyse de Mills ? En effet si l'on replace la Polynésie Française dans un contexte plus global, celui de la France , ce qui d'un certain point de vue est légitime, puisque les activités du C.E.P. s'incluent dans le budget militaire du Gouvernement Français qui lui-même s'insère dans la masse des activités de l'Etat, en ramenant les déséquilibres que l'on observe à l'échelle de la Polynésie à ce niveau plus global, ne peut-on penser qu'ils sont, somme toute, mineurs, et que la réalité polynésienne nous aveugle ? Le déséquilibre et la disparité sont-ils réellement plus grands que ceux que l'on observe en France même, où il est admis que certaines villes et certaines régions ont une "vocation tertiaire", touristique, militaire ou autre ? De ce point de vue, le "destin" de la Polynésie serait lui aussi tertiaire, actuellement militaire, et peut-être, dans l'avenir, touristique ; une telle perspective, qui n'en est d'ailleurs plus une puisque c'est la réalité présente, ne peut manquer de poser le problème des rapports de dépendance de Tahiti vis à vis de la France, lequel ne peut être envisagé seulement en termes économiques mais aussi politiques ; mais ce problème, dont les aspects actuels sont les plus évidents, tient aussi à l'histoire coloniale de Tahiti, et l'étude de la formation des classes moyennes nous y ramènera.

En effet cette nouvelle couche sociale était déjà en germe avant l'implantation du C.E.P. lui-même "événement" imprévu mais devenu fondamental

dans l'évolution récente, où elle a trouvé les conditions d'un épanouissement rapide et de ce développement qui semble aberrant et pléthorique (4). Mais la naissance de ces classes moyennes se trouve d'abord dans un processus plus ancien dont les racines sont dans la situation coloniale elle-même ; cette nouvelle bourgeoisie dont l'émergence semble liée au développement urbain, phénomène moderne et récent, prend forme à partir de l'ancienne bourgeoisie rurale demie, et de l'idéologie dont elle est porteuse. Au travers de sa formation dans le présent, se dévoilent des contradictions anciennes et la réalité présente des rapports sociaux hérités de l'histoire coloniale. Malgré des apparences qui pourraient la faire comparer à la nouvelle petite bourgeoisie des sociétés occidentales, cette classe moyenne a trouvé les conditions de sa formation dans cette histoire.

Peut-on expliquer et comprendre la formation de cette nouvelle bourgeoisie comme la résultante d'un processus de mobilité sociale ? Certainement, mais le concept de mobilité sociale n'explique rien en lui-même, si on ne comprend pas comment ce processus prend place concrètement dans une société, et en particulier quelles en sont les bases idéologiques conscientes et inconscientes. Sans cet effort de réflexion nécessaire, le concept de mobilité sociale nous conduit à une tautologie, à la constatation d'un état de fait. De même il faut éviter les considérations morales, souvent inavouées mais néanmoins présentes, qui pourraient nous amener à croire que de tels phénomènes impliquent une remise en cause de l'état de fait antérieur dans les sociétés où ils se produisent. Le processus de mobilité sociale est lui-même

(4) L'absence de recensement depuis 1962 ne nous permet pas d'avoir une idée exacte des changements qui sont intervenus dans la structure socio-professionnelle depuis cette date, et de déterminer l'importance de cette nouvelle classe moyenne ; je me réfère surtout à ce que j'ai observé à Faaa et ailleurs ; à partir de celà c'est un essai de compréhension globale que je tente.

surdéterminé par les structures globales de la société et l'idéologie dominante de celle-ci ; il peut être ainsi l'alibi masquant la véritable réalité des rapports sociaux.

En s'implantant, le système colonial détruisait la dynamique interne de la société polynésienne et imposait une intégration progressive des éléments indigènes dans une nouvelle logique sociale, dont les règles étaient d'abord déterminée par le rapport de domination coloniale ; sans cette réalité première il est sans doute vain de tenter de comprendre la situation actuelle. Les formes sociales particulières sont surdéterminées par le système social global, qui, à Tahiti, est une réalité coloniale. "L'unité des formes sociales est l'incarnation d'une certaine image de la totalité, réfractée par l'ensemble du système social" (5).

Ecole et stratégie sociale

Dans la politique coloniale, le but de l'enseignement a toujours été de réaliser une intégration et une assimilation des populations indigènes à la culture française, et en particulier d'imposer la langue française. Cette politique était menée avec d'autant plus de vigueur que le colonisateur avait parfaitement bonne conscience et entourait son action de nobles motivations - apporter la civilisation, etc... (expressions qui peuvent sembler abusives, mais qui, sous une forme ou sous une autre, se retrouvent encore dans le langage actuel) - et que dans la plupart des cas on niait ou/et on méconnaissait la réalité et la vie de la culture en présence. A cet égard à Tahiti, les missionnaires protestants menèrent une politique beaucoup plus astucieuse, et en fin de compte plus efficace que celle des colonisateurs français : si leur but final avait quelque similitude avec celui des colonisateurs, et s'ils espéraient bien imposer une nouvelle religion, modifier des comportements et des coutumes qu'ils jugeaient barbares et immoraux et qu'ils

(5) R. Lourau, introduction.

condamnaient, ils furent cependant les premiers à apprendre la langue tahitienne et à la transcrire alors que c'était une langue orale ; le premier livre tahitien fut la Bible. L'enseignement français ne fit jamais cet effort ; on chercha surtout à imposer la pratique du français dans les faits en semblant nier une réalité première et évidente que cette langue était une langue étrangère. Concrètement les choses se passaient ainsi - imparfait qui est d'ailleurs encore souvent présent - : le petit Tahitien qui arrivait à l'école et ne connaissait absolument pas le français, était cependant considéré comme un petit Français ; on attendait et on exigeait de lui les mêmes efforts ; les méthodes et les programmes étaient à peu près semblables à ceux de la métropole. L'usage de la langue tahitienne était absolument proscrit, et celui qui avait le malheur de s'oublier et d'enfreindre ce règlement encourait diverses punitions ; ces pratiques étaient encore fréquentes voici quelques années et plusieurs jeunes Tahitiens m'ont raconté que les coups de règle, les retenues sanctionnaient ceux qui par inadvertance parlaient leur langue maternelle, et ceci même pendant les récréations. Depuis quelques années les méthodes ont changé, sans doute plus dans les apparences que dans le fond et le contenu même de l'enseignement : un ami instituteur m'avouait, qu'à son avis, les problèmes fondamentaux n'avaient pas été abordés ; avoir remplacé dans les livres de lecture les prénoms français par les prénoms tahitiens Tico et Mareta, avoir substitué le cocotier au tilleul ou au peuplier est dérisoire à côté de l'effort qui aurait du être fait pour définir et mettre en application une méthode d'apprentissage du français destinée aux enfants Tahitiens. De même ont été incluses dans les programmes quelques notions sur l'histoire polynésienne dont on déplore que les Tahitiens la méconnaissent totalement ; mais ne devrait-on pas d'abord s'interroger sur les causes de cette rupture avec leur passé ? Parler aux Polynésiens de la grandeur passée de leur civilisation et de leurs ancêtres navigateurs qui affrontaient l'océan sur des

pirogues suscite chez eux moins d'intérêt que dans les réunions de spécialistes intéressés à la Polynésie. Ces éléments d'histoire apparaissent comme plaqués, sans aucun lien avec la réalité présente et sans aucune possibilité de les rattacher à celle-ci ; ils ne permettront pas aux Polynésiens de renouer avec leur passé et ont plutôt des allures folkloriques.

Le français reste à l'heure actuelle la première langue ; le tahitien, qui dans l'usage courant est parlé par la majorité de la population, n'est toujours pas considéré comme langue d'enseignement. Il occupe une certaine place à la radio, avec cependant un temps de parole plus bref que les émissions en langue française - 2 heures et demi par jour contre 6 heures - mais aucune place à la télévision excepté quelques émissions religieuses du dimanche (6) Le Journal Officiel est bi-lingue, mais les journaux publiés en langue tahitienne font l'objet d'un statut différent des journaux publiés en français et nécessitent une autorisation spéciale pour paraître (7).

Plutôt que de réaliser l'intégration que l'on devait en attendre, cette politique a eu des effets très différents. Si l'on juge les résultats au niveau concret, on s'aperçoit qu'une grande partie de la population polynésienne ne parle pas ou parle très mal le français ; le vocabulaire est pauvre, la syntaxe amochée ou inexistante, les tournures tahitiennes sont reprises dans l'usage du français. Seule la bourgeoisie urbaine, les cadres et les

(6) Radio-Tahiti et Télé-Tahiti sont des stations régionales de l'O.R.T.F. ; Radio-Tahiti émet le matin le matin, à midi et le soir ; Télé-Tahiti, le soir.

(7) En 1968, un conflit opposa à ce sujet l'Administration et la rédaction du journal "Te here Aia", organe du parti de John Tearikā, le "Pupu here Aia" ; le journal paraît habituellement en langue française, et pour paraître en tahitien il dut obtenir cette autorisation spéciale.

enseignants font du français un usage correct et ont la possibilité de s'exprimer dans cette langue sans difficulté et avec précision (8). Mais la cause d'un tel échec ne réside pas seulement dans les méthodes de l'enseignement, et leur inadaptation à un sens plus profond. Paul J.C. Prévost pense que si les Tahitiens "n'ont pas adopté le français comme langue franche, la raison en est double ; tout d'abord au milieu du dix-neuvième siècle, à l'époque où les relations inter-insulaires commençaient à devenir plus faciles et plus fréquentes, les Popaa, les personnes de descendance européenne vivant sur le territoire provenaient de plusieurs pays ; à côté des Français on trouvait des Anglais, des Américains, des Allemands, etc... en effet ce ne fut qu'après la cession de Tahiti à la France, en 1880, que l'élément français devint prépondérant. L'autochtone avait l'embarras du choix. A qui bon apprendre le français si les autres apprennent l'anglais ou l'allemand ? et surtout si on se rend compte que ces langues popaa sont mutuellement beaucoup moins compréhensibles que les diverses langues polynésiennes ; un deuxième facteur, encore plus important, est que le Polynésien trouve que les langues européennes sont difficiles à apprendre. Parler l'anglais ou le français l'oblige à changer sa façon de penser ..." (9). Si j'ai pris soin de transcrire cette longue citation de l'article de Prévost, c'est qu'elle me semble refléter un fonctionnalisme simpliste où les évidences les plus banales et tombant sous le sens se transforment en modèles explicatifs, sans chercher au-delà la cause des faits observés. Prévost semble admettre que c'est simplement par commodité que la langue tahitienne a été conservée et est devenue prééminente aux autres langues polynésiennes, notamment le marquisien et le paumotu. Il est incontestable que le tahitien est devenu la langue véhiculaire entre les différents archipels qui auparavant possédaient leur propre dialecte polynésien, qui présentait dans certains cas, le marquisien par exemple, des différences importantes avec le tahitien. Mais la langue est aussi apparue comme un des seuls points

(8) Le recensement de 1962 indique que sur 47 295 personnes de plus de 15 ans (ensemble P.F.) 23 013 ne parlent que la langue tahitienne.

(9) J.C. Prévost, pages 256 à 260.

de résistance de la culture tahitienne face à la tentative d'intégration française ; ce qui permet d'affirmer celà, c'est que la langue est encore actuellement un élément stratégique dont les Tahitiens se servent pour se jouer du Popaa et pour le confondre. Le fait de parler en tahitien en présence d'un Popaa, même et surtout si l'on parle le français, est un moyen de l'exclure, de lui faire savoir concrètement qu'il est autre, de se moquer de lui sans qu'il en comprenne le sens, et de le rendre confus en attirant sur lui les rires de l'assistance. Certains Popaa considèrent un tel comportement comme une impolitesse et une injure ; ils ont sans doute raison ; mais où est le manque d'humour ? La langue n'est plus seulement un moyen de communication et d'échange, elle permet de se différencier de ceux qui ne la parlent pas et elle joue le rôle d'un code spécifique et particulier à un groupe ethnique et exclut du même coup ceux qui ne le possèdent pas(10). Par contre l'attitude est totalement différente à l'égard du Popaa qui connaît leur langue ; l'effort qu'il a accepté de faire pour l'apprendre lui donne, d'emblée une sympathie et l'introduit dans cette sphère de complicité. Cette démarche dans laquelle le Tahitien se sent reconnu comme différent et, en un sens, préservé dans son intégrité culturelle, attire le respect et l'admiration, tant les Popaa qui résident à Tahiti, même ceux qui sont amenés à avoir des relations fréquentes avec les Tahitiens, prêtent peu d'attention et d'intérêt à l'apprentissage de la langue tahitienne.

Autres signes de la vivacité de cette langue : les mots étrangers-anglais en particulier - ont été intégrés et tahitiannisés. Bien qu'écrite, elle reste d'abord une langue parlée riche en images. Le discours est demeuré un art que pratique non seulement une élite de notables mais aussi la majorité

(10) Au début de ma recherche je pensais volontiers que la langue tahitienne n'avait pas grande importance et que de toutes façons la nécessité du progrès et du développement du territoire exigeaient que le français reste la première langue ; c'est face à tous ces faits que j'ai observé et dont il est question ici, que je me suis rendu compte que mes attitudes n'étaient que le reflet d'un impérialisme culturel.

des individus, et ce avec brio et élégance ; lors des tamaaraa - festins - familiaux, fêtes, baptêmes, mariages, dans les réunions politiques et paroissiales, les taata paari - les hommes mûrs - et les vieux aiment prendre la parole ; l'orateur sensible à son public manie la période avec aisance, tantôt joue avec les mots pour détendre les auditeurs, tantôt prend implicitement à partie quelques personnes présentes, rappelle des souvenirs anciens, prend des voies détournées pour arriver au centre de son propos ; le discours est long, jamais précipité mais plein de chaleur, et l'orateur aime s'attarder presque avec complaisance sur les thèmes qui lui semblent importants.

Par réaction, la langue française est dévalorisée, très peu employée sinon jamais entre Polynésiens ; on utilise aussi parfois dans un sens de dérision quelques courtes phrases françaises stéréotypées. Une fois sortis de l'école primaire, les jeunes ne parlent plus le français si ce n'est lorsque la nécessité d'avoir des relations avec des Popaa les y oblige, par exemple dans le travail. Ne parlent le français que ceux qui vont au-delà de l'enseignement primaire et envisagent d'obtenir un emploi où la connaissance du français est nécessaire.

Dans cette situation de rapports entre les Polynésiens et les Popaa colonisateurs d'où naît un affrontement, un conflit non pas ouvert mais sous-jacent, le maintien de la langue est une réaction de défense et une tentative de préservation d'une intégrité culturelle. Mais si l'agression venant de l'extérieur tente d'être neutralisée par un processus de rejet et de refus dans lequel celui qui est agressé essaie de maintenir sa propre cohérence, la situation concrète n'est pas modifiée pour autant dans la mesure où cette réaction culturelle n'est que parcellaire et ne peut prétendre à elle seule remettre en cause cette situation coloniale. De là surgit une ambivalence, résultant de la prééminence du colonisateur qui s'affirme au

détriment de l'ancien système politique et social malgré les réactions culturelles que peut susciter sa présence. Face à cette situation nouvelle, les attitudes et les comportements se diversifient, s'opposent même : chez les individus s'affrontent en une contradiction quasi-insoluble des tendances ambiguës et opposées ; aux réactions de défense et de rejet s'associent des tentatives d'intégration. Dans ce contexte, l'école apparaît comme le moyen d'accéder à de nouvelles connaissances, d'apprendre une nouvelle langue, celle du colonisateur. En fait l'école devient un point stratégique dans la situation coloniale, et par elle s'induit un processus de mobilité sociale. Elle est détournée - apparemment - de son but qui était de provoquer une acculturation et une assimilation, pour être récupérée par certaines couches sociales dans une double intention, accéder au savoir et au rang du colonisateur et ainsi s'approprier une partie de ce qui fait son prestige et son pouvoir, et en même temps accroître leur propre prestige et obtenir aux yeux de la masse polynésienne une légitimation du rang qu'elles entendent occuper. Les grandes familles demies qui ont d'abord fondé leur pouvoir sur la richesse foncière, n'ont pas pour autant négligé cet aspect : comme nous l'avons dit plus haut, les enfants étaient envoyés dans les écoles de Papeete et beaucoup ont accédé ultérieurement à des postes de l'administration. Dans ces familles se sont recrutés les premiers fonctionnaires qui étaient surtout des instituteurs ; ce détail n'est pas négligeable et n'est pas un effet du hasard, car la promotion était double : outre le fait qu'ils devenaient des cadres intégrés au système colonial, disposant de plus d'une situation stable, c'est à eux qu'était confiée la tâche de dispenser la langue et l'enseignement français ; c'était aussi très habile car ils devenaient eux-mêmes les artisans de la colonisation et c'était bien là le signe tangible qu'ils avaient réussi à pénétrer dans une nouvelle couche sociale et qu'ils participaient au pouvoir des Popaa. Dans ces familles, la langue française est

souvent utilisée de préférence à la langue tahitienne, qui, elle, sert de moyen de communication avec les Tahitiens ; au moment de la scolarité, les enfants issus de ces familles en retirent un avantage considérable et distancent facilement les autres enfants qui n'ont aucune connaissance préalable du français. Un demi, un cadre de l'administration, me disait que ces enfants ne parlaient pas le tahitien, mais que de temps en temps il les envoyait au "district" (11) chez des fetii Tahitiens pour qu'ils l'apprennent : ne pas parler le tahitien les aurait irrémédiablement coupés des petits Polynésiens et n'aurait pas manqué d'attirer sur eux un mépris amusé de la part de ceux-ci.

Si dans les premières décennies de l'implantation coloniale, l'école demeurait un privilège de la bourgeoisie demie, peu à peu s'est produite une diffusion de ces nouveaux comportements culturels. L'école et les diplômes auxquels elle permet d'accéder, C.E.P. et éventuellement B.E.P.C. Brevet élémentaire et Baccalauréat, ne guident plus seulement les aspirations des Demis, mais sont aussi fortement valorisés chez les Polynésiens comme étant des moyens efficaces de promotion individuelle et de réussite sociale, même et surtout si par ailleurs on observe un conflit et une tension permanents entre ce désir d'ascension sociale et une réaction de défense et d'agressivité contre tout ce qui apparaît comme venant des Popaa. Le désir d'envoyer les enfants à l'école et de les voir poursuivre leurs études, qui sont justifiées consciemment par la nécessité de connaître le français, d'accroître son savoir et aussi bien sûr d'en retirer une bonne situation, sont en contradiction avec les attitudes de rejet ; mais ces tendances profondes sont le plus souvent refoulées au profit d'un "principe de réalité", qui devient nécessité d'accepter les règles et le jeu du système social pour s'y promouvoir.

"Actuellement, nous avons besoin des Français parce que nous ne sommes pas capables de gérer nous-mêmes les affaires de notre pays ; pour

(11) district : mot employé dans le langage courant pour les districts de Tahiti, secteur rural, à Papeete, la ville;

celà nous devons étudier et acquérir vos connaissances". Cette phrase souvent entendue dans la bouche des Polynésiens, cache ce refoulement et cette acceptation d'un état de fait. Cette attitude est surtout fréquente dans les classes moyennes, chez les cadres ; le processus de promotion sociale dans lequel ils sont engagés et leur réussite qui s'amorce leur laissent penser que les rapports avec les Popaa se font sur le plan de la raison et d'une prise de conscience commune des mêmes exigences : nécessité de développement du territoire, formation de cadres locaux qui se substitueront peu à peu aux cadres métropolitains ; la réalité sociale n'est plus alors la résultante des rapports qu'entretiennent entre eux les groupes sociaux, mais elle est régie par des principes supérieurs, par ces exigences "à priori" qui s'imposent aux partenaires sociaux. La situation coloniale et son histoire sont niées car la tâche et le but de tous sont de concourir à un résultat profitable pour tous.

Les rapports coloniaux sont rejetés dans une histoire ancienne dès que l'individu entrevoit les possibilités d'une promotion individuelle.

Chez le Polynésien, pour qui la promotion sociale n'est souvent qu'à l'état de rêve, de désir et d'aspiration, qui est balancé entre de faibles chances d'intégration à la classe moyenne et le rejet dans le sous-prolétariat, les ambiguïtés et les contradictions sont plus évidentes. A travers l'école il entrevoit l'espoir d'un changement de sa condition sociale et l'accession à une profession non-manuelle, sinon pour lui car il est trop vieux, du moins pour ses enfants. "Je : voudrais que mon fils soit derrière un bureau, qu'il tienne un crayon. Je ne voudrais pas qu'il ait une vie comme la mienne, travailler de ses mains et être obligé de changer souvent de travail". Dans cette confidence que me faisait Ernest, un de mes amis Tahitiens de Faavae, il

traduisait avec émotion tous les rêves inachevés de sa vie, toutes les contraintes qu'il avait dû subir sans parvenir à les surmonter, et il reportait sur ses fils les espoirs de réussite qu'il n'avait pas été à même de réaliser au cours de sa propre existence. Il est originaire de Faaa ; il travaille d'abord avec son père qui était pêcheur. Pendant son service militaire, il déserte afin de pouvoir continuer à travailler pour nourrir sa femme et ses enfants en bas-âge ; il se réfugie dans la montagne mais il est repris et doit rester plusieurs mois en prison. Il revient à la vie civile, abandonne la pêche et l'agriculture pour devenir salarié à Papeete. Nourrissant des projets pour ses enfants, il envoie l'aîné de ses fils à Papeete poursuivre sa scolarité à l'Ecole des Frères de Ploërmel ; mais il doit vite renoncer à ses projets car son fils préfère l'école buissonnière. Reportant ses espérances sur son deuxième fils, il lui fait continuer l'école primaire au-delà de quatorze ans afin qu'il obtienne le Certificat d'Etudes Primaires ; c'est à seize ans qu'il décroche enfin l'examen, après plusieurs échecs - ce diplôme est la gloire de la famille ; fixé dans un cadre, il est accroché au mur de la salle de séjour et lors de ma première visite dans cette famille, on me le montra avec beaucoup de fierté -. Quelle ne fut la déception d'Ernest lorsqu'il se rendit compte que ce diplôme était dérisoire et dépourvu de toute valeur puisqu'il ne permettait même pas à son fils de trouver "l'emploi derrière un bureau" dont il avait rêvé, et qu'il dut finalement s'embaucher comme manoeuvre au service municipal de ramassage des ordures ménagères !

Une autre histoire individuelle : Robert Iotefa est issu d'un curieux mélange de races ; il a des ancêtres polynésiens, indiens et popaa. Il me reçoit avec moins de réserve que je n'en observe habituellement, lors de ma première visite ; il parle un français très correct, et même avec une certaine recherche dans son vocabulaire. Il est ouvert et semble flatté que

je vienne le trouver ; sa mère était institutrice et celà aurait dû lui permettre de continuer ses études, mais il préférait gratter la "guiguite" (la guitare). Il le regrette maintenant et il reproche souvent à sa mère de ne pas l'avoir incité à continuer ; ses anciens camarades de classe occupent maintenant de bonnes places dans l'administration alors que lui n'est qu'ouvrier. Mais il ne s'est pas laissé abattre pour autant : il part en France et y reste quatre ans ; là-bas, il apprend le métier de chaudronnier. Il suit aussi des cours de radio par correspondance et monte lui-même des récepteurs. Revenu au Fenua - au pays - il part travailler à Makatea, comme radio. Maintenant il veut suivre des cours de navigation et envisagerait même de partir sur un bateau. A l'époque où la vanille était d'un bon rapport il est parti à Moorea la cultiver sur une terre familiale. Mais pour ses propres enfants, il envisage une vie plus rangée et il voudrait qu'ils poursuivent leurs études ; pour l'aîné, il souhaiterait qu'il devienne comptable. Lui-même étudie et lit beaucoup : il a été abonné à "Selection du Reader Digest" et à "Mécanique Populaire". Dans le quartier, on ne l'aime pas beaucoup, et pour dire de lui qu'il est prétentieux, on emploie cette petite phrase : "il se croit" !

Parmi les raisons évoquées pour expliquer les causes de certaines migrations de l'archipel des Tuamotu en direction de Tahiti, l'école est de l'avis de ces migrants eux-mêmes, la motivation principale de l'abandon de leur île. La cause en est-elle simplement dans le fait que l'organisation de l'enseignement souffre dans cet archipel de l'éloignement et la dispersion des îles, et aussi de la faible importance de la population de chacune d'entre elles - faits qui obligent à créer des établissements, tels que les C.E.G. simplement dans certaines îles - ? En effet la présence permanente de Popaa

les missionnaires catholiques - Français - et mormons et sanitos (12) - américains - personnages très proches de la population, a pu être aussi un puissant stimulant qui n'existait pas dans les îles à dominante protestante, où les pasteurs sont tous polynésiens, souvent issus des couches populaires, et ne parlent pas, dans beaucoup de cas, le français ; la fonction de pasteur ne situe pas l'individu qui l'assume en dehors de son groupe d'origine, même si sa fonction religieuse lui confère un rang et une autorité remarquables dans le district (13). Dans les îles catholiques ou mormonnes, le missionnaire est souvent un étranger, un Popaa, et même s'il parle la langue tahitienne, sa place et les rapports qu'il entretient avec les Polynésiens, ne sont pas sans référence avec les relations Popaa - Tahitien telles qu'elles sont vécues dans l'ensemble du système social. Ceci ne veut pas dire que le missionnaire incite explicitement les Polynésiens à cette migration pour envoyer leurs enfants à l'école, mais inconsciemment il est porteur de tous les modèles popaa qui se répercutent inévitablement dans le milieu de son action ; il devient ainsi un agent d'acculturation, car au-delà ou en-deça du rapport religieux, le missionnaire reste Popaa et à travers lui se posent le problème de la situation coloniale et les attitudes ambivalentes qu'elle détermine.

Mais ce désir d'envoyer les enfants dans les écoles de Papeete et de les voir ainsi augmenter leurs chances d'"une montée sociale" ne repose-t-il pas sur une représentation collective qui devient un mythe ? L'école

(12) Sanito : mot tahitiannisé à partir du mot saint ; ce mot désigne l'Eglise Réformée de Jésus-Christ et des Saints des Derniers Jours, branche dissidente de l'Eglise Mormonne, Eglise de Jésus-Christ et des Saints des Derniers jours ; Cette branche dissidente fut fondée par Joseph Smith ; ces deux Eglises ont pris naissance aux Etats-Unis au cours du 19^{ème} siècle.

(13) d'après le recensement de 1962, sont à prédominance protestante, l'archipel des Iles-du-Vent (54,8 %), les Iles-sous-le-Vent (79,7 %), et les Australes (82 %) ; à prédominance catholique, les Tuamotu-Gambier (66 %) et les Marquises (89 %). La population est dans sa quasi-totalité christianisée. Ces prédominances géographiques de telle ou telle religion sont héritées des débuts de l'évangélisation, à l'époque où les missionnaires arrivant firent de ces zones "leur chasse gardée". Nous avons vu plus haut (chapitre 2) à quels conflits une telle situation aboutit.

valorisée en elle-même devient le moyen quasi-magique et infaillible de réaliser le changement de condition auquel on aspire ; et cette valorisation naît de l'impuissance où se trouvent les individus et un groupe social face au pouvoir des Popaa. Entre l'expérience concrète de sa vie, de ses relations au monde et aux autres, et la présence d'un système social qu'il ne comprend pas dans sa logique, l'individu tente de réintroduire une cohérence en cherchant les moyens de s'y promouvoir.

Le système colonial a sans doute réussi sa politique là où il s'y attendait le moins.

Ces migrations, dans certains cas, ont été suivies de réussites exceptionnelles ; la famille Rahi est arrivée à Faæ vers 1950, en provenance des Tuamotu où elle possédait des cocoteraies ; la plus grande partie de la famille a abandonné l'atoll. L'un des fils est maintenant instituteur et il a épousé une fille issue d'une grande famille demie de Faæ ; son frère est chef mécanicien sur un bateau et a travaillé plusieurs années en Europe.

Modifications de la politique coloniale.

En 1947, une manifestation populaire dont le leader est Pouvanaa a Copa, qui vient de fonder le Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes (R.D.P.T.) force la main de l'administration coloniale et parvient à empêcher le débarquement de quelques fonctionnaires métropolitains nommés en poste dans le Territoire ; la raison de la manifestation était que les postes que devaient occuper ces fonctionnaires pouvaient fort bien l'être par des fonctionnaires Polynésiens. Devant la détermination de ce mouvement populaire, le Gouverneur cède. C'était là une des revendications essentielles du mouvement pouvaniste, qui réclamait la formation de cadres locaux, et un

accès facilité et élargi de la fonction publique aux Polynésiens. Soucieux d'éviter que ce mouvement de contestation qui entendait aussi remettre en cause le problème foncier et d'une façon plus globale la situation coloniale, ne prenne trop d'ampleur, le Gouvernement entreprend de modifier sa politique le statut des fonctionnaires locaux est précisé et les possibilités d'y accéder sont élargies (14). La réorientation de la politique coloniale a sans doute contribué à débloquer temporairement une situation politique qui risquait de se détériorer et de déboucher sur de graves conflits ; on peut cependant penser que le train avait été pris un peu tard, puisque ce changement de politique n'empêcha pas le mouvement pouvaniste de se renforcer, mouvement dont le projet politique allait au-delà de simples réformes et portait en germe, même si le contenu en était imprécis, une contestation globale du système colonial. L'échec du mouvement, dont les raisons sont très complexes, ne remet pas en cause sa force qui reposait sur une adhésion populaire aux thèmes de ses revendications.

La mise en place en 1957 de la "Loi-Cadre" apporta une réforme importante dans l'organisation politique et administrative du Territoire : l'ancienne Assemblée représentative instituée en 1945 était remplacée par l'Assemblée Territoriale qui se voyait attribué des pouvoirs nouveaux, concernant notamment la fonction publique locale, la fiscalité, l'hygiène, l'organisation de l'enseignement... etc. Cette assemblée élue au suffrage universel désigne au scrutin secret le Conseil de Gouvernement qui gère les affaires publiques territoriales sous la présidence du Gouverneur, chef du Territoire qui conserve malgré tout des pouvoirs importants, et peut éventuellement opposer son veto à l'application des décisions de l'Assemblée Territoriale .(15)

(14) M. Panoff, II

(15) Renseignements extraits de "la Polynésie Française", Notes et Etudes Documentaires, Mai 1961. Dans ce numéro également, une historique de l'évolution du statut du Territoire depuis 1880.

Vingt ans après les événements de 1947, la mise en place de cette nouvelle politique a entraîné d'importants changements dans la composition du corps des fonctionnaires. Bien que nous ne disposions pas de documents précis et chiffrés à ce sujet, il est facile de constater qu'une grande partie des fonctionnaires est originaire du Territoire ; subsistent encore des fonctionnaires métropolitains dans les hauts postes, et dans des services spécialisés, enseignement, santé, travaux publics, etc... On peut prévoir que même à ces postes le remplacement continuera progressivement, si l'on tient compte du fait que le nombre de jeunes Tahitiens poursuivant des études supérieures en France ou aux Etats-Unis va croissant.

En 1968, un décret fixant les conditions d'application d'une loi du 11 juillet 1966 (16), apporte une nouvelle modification importante au statut des fonctionnaires locaux : elle permet l'intégration des fonctionnaires appartenant au cadre territorial, jusque là cadre particulier à la Polynésie Française, à la fonction publique métropolitaine. On laisse libre choix aux intéressés, mais presque tous les fonctionnaires sollicitèrent cette intégration qui présentait de nombreux avantages tant sur le plan des conditions de l'emploi que pour une revalorisation des salaires ; ce dernier aspect fut souvent celui auquel furent les plus sensibles les intéressés et aussi la population : vu l'effet rétroactif du décret, certains fonctionnaires touchèrent des rappels de plusieurs centaines de milliers de Francs Pacifique. Certains virent dans une telle décision une manoeuvre habile du Gouvernement Français pour se concilier le groupe des fonctionnaires à une époque où par ailleurs l'insatisfaction causée par la présence du C.E.P. allait croissante et où les revendications autonomistes revenaient au premier plan de la vie politique locale.

(16) Loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'Administration de la Polynésie Française. Décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de cette loi.

Dans l'esprit de beaucoup, cette mesure apparut comme une faveur faite aux fonctionnaires et ne fit que renforcer le prestige de leur condition et exciter l'envie de le devenir.

Les classes moyennes à Faaa

C'est donc par le processus d'extension de Papeete et l'urbanisation des communes et districts périphériques que les classes moyennes font leur apparition à Faaa ; leur implantation se fait parallèlement à celle des migrants ruraux qui affluent à partir des années 60. La configuration sociale de la commune se trouve bouleversée en même temps que le chiffre de population double en quelques années.

Les deux noyaux principaux où se concentrent les classes moyennes sont les deux lotissements SETIL et SOCREDO.

En 1965, dans la cité SETIL, la structure de l'emploi était la suivante :

- 4 commerçants et artisans
- 35 cadres supérieurs et moyens du secteur public et du secteur privé.
- 7 travailleurs spécialisés du bâtiment et des transports
- 23 ouvriers et manoeuvres ayant une qualification
- 9 manoeuvres, en particulier des femmes de ménage

A la cité SOCREDO à la même époque la répartition était la suivante :

- 7 commerçants
- 96 cadres supérieurs et moyens (public et privé)

- 21 travailleurs spécialisés du bâtiment et des transports
- 36 ouvriers qualifiés
- 20 manoeuvres
- 2 indéterminés (17)

En 1969, d'après une enquête que j'ai effectuée personnellement, sur 162 personnes actives (les résultats ne concernent que 140 maisonnées, les autres n'ayant pu être contactées pour diverses raisons), on compte une trentaine de manoeuvres, femmes principalement ; les autres emplois se répartissent ainsi :

	Hommes	Femmes
- emplois spécialisés (techniciens radio, élec. mécanique)	22	
- emplois de bureau secteur privé	5	11
- cadres secteur privé	20	6
- employés de l'administration territoriale	38	18
- entrepreneurs	7	
- cadres religieux	2	
TOTAL	94	35

Ces lotissements, bien que créés artificiellement, présentent une certaine homogénéité dans les couches sociales qu'elles regroupent ; la

(17) Données d'après dossiers SOCREDO et SETIL.

façon dont furent attribués les logements y a sans doute contribué : le niveau de solvabilité des familles joua un rôle important dans la mesure où les organismes promoteurs voulaient s'assurer une rentrée régulière de l'argent des loyers.

Rapprochons la structure socio-professionnelle de celle d'un autre quartier étudié à Faa, le centre de l'ancien district : sur 299 emplois recensés dans ce quartier, on ne compte qu'une quarantaine d'emplois spécialisés (cadres et employés - privé et public), les autres étant des ouvriers et des manoeuvres ; c'est bien là le signe que ces lotissements constituent des îlots regroupant ces nouvelles couches de la moyenne bourgeoisie.

Les moyens de la promotion

Beaucoup parmi les habitants du lotissement SOCREDO ne sont pas originaires de la zone urbaine (voir chapitre précédent) ; ils viennent des districts ruraux et des autres archipels ; dans leur promotion, l'école a joué un rôle essentiel ; le niveau d'étude atteint par les adultes au cours de leur scolarité est le suivant :

	Hommes	Femmes
En dessous du C.E.P.	8	16
Niveau C.E.P.	59	72
Niveau B.E.P.C.	24	16
Niveau B.E.	21	11
Niveau Bac	16	4
Niveau supérieur	1	
(indéterminés	14	7)

L'histoire de ce jeune, né en 1942 à Rurutu dans l'archipel des Australes, est celle de beaucoup ; mais chez lui les déterminations "à réussir" sont plus grandes que chez d'autres. Il a d'abord passé son C.E.P. puis il a fait une demande en vue d'obtenir un poste d'instituteur suppléant : pour faire face aux besoins très grands en instituteurs, des jeunes qui avaient rarement un niveau scolaire supérieur à celui du C.E.P. étaient recrutés, suivaient un stage de formation de quelques mois, et étaient ensuite envoyés en poste, la plupart du temps dans des îles éloignées. En passant, on peut s'interroger sur les motivations, les causes et les conséquences d'une telle politique : sans mettre en cause la bonne volonté des titulaires de ces postes, la qualité de leur enseignement devait souffrir du faible niveau de leurs connaissances générales et pédagogiques. Ahiti ne reste instituteur suppléant que pendant quelques années : " La vraie raison, c'est que je n'avais pas d'avenir en restant instituteur suppléant, étant donné que je ne suis pas titulaire du B.E. ; or dans la Santé - il travaille maintenant au Service de santé et a obtenu un diplôme d'infirmier - j'ai pu avoir de nouveau la chance d'étudier, chose que je n'ai nullement eu la chance d'avoir en étant à la disposition de mes parents". Chez lui le désir d'apprendre a toujours été grand : "Quand à l'âge de seize ans et demi, je m'étais engagé dans l'enseignement au titre d'instituteur suppléant, en service dans les îles perdues, je m'étais procuré beaucoup de livres par lesquels j'ai pu acquérir d'autres connaissances qui ont fait ma réussite dans la société ou je vis aujourd'hui ... Je pense rester dans mon emploi actuel mais pas à titre de simple infirmier, parce qu'à mon avis, c'est plutôt le rôle d'une femme d'exécuter les ordres du médecin, de faire des piqûres ou de donner des comprimés. L'homme doit respecter son titre".

La mobilité de l'emploi est très faible dans la cité SOCREDO : entre

1965 et 1969, une dizaine de personnes ont changé de travail ; quelques-unes ont quitté le secteur privé pour entrer dans l'administration où les salaires sont supérieurs. Le directeur de la SOCREDO me parlait des difficultés qu'il rencontrait pour embaucher des jeunes dans ses services, car la plupart préféreraient rentrer dans l'administration quand ils en avaient la possibilité ; il ajoutait que l'administration était difficilement concurrençable sur le plan des salaires.

Les métiers de prestige

L'instituteur a occupé pendant longtemps une place de premier plan. Le prestige dont il était entouré est à mettre en relation avec ce rôle stratégique que joue l'école dans la situation coloniale. Bien que Polynésien ou Demi-Polynésien, il avait réussi à accéder à un poste de l'administration et au monde Popaa. Dans sa réussite chacun projetait ses propres désirs de promotion sociale ; il n'était pas en marge de la vie du district, mais c'était lui que l'on venait trouver pour obtenir quelque renseignement ; dans un contexte complètement différent, l'instituteur a tenu dans les districts une place comparable à celle qu'avaient dans les villages de France les instituteurs, au temps de la Troisième République. On les respectait et souvent leur carrière se déroulait dans le même district. A Moorea, j'ai observé ce phénomène dans le district d'Afareaitu : le chef Mataitai, qui était issu de l'ancienne aristocratie tahitienne - il était le fils faaamu (adoptif) du roi Pomare V - était un important propriétaire foncier ; pendant longtemps, il fut le tavana et l'instituteur du district (18). Ce cas est assez exceptionnel, car en lui se résume toute une histoire, celle du passage de l'ancienne société à la société coloniale : les rangs, les rôles et les statuts se chevauchent, parfois se confondent et se renforcent les uns les autres.

(18) Ringon, I, page 198.

Plusieurs hommes politiques actuels sont passés par cette filière : ce sont d'anciens instituteurs. Au gré des changements successifs de poste, ils ont parcouru les différentes îles jusque dans les archipels les plus éloignés ; là ils ont mené la même vie que les Polynésiens : contact irremplaçable qui les a rendu conscients des réalités concrètes et très proches de la population polynésienne. De cette expérience, ils ont gardé des réseaux de relation qui constituent une sorte de "clientèle", et qui leur ont été très utiles ultérieurement, dans leur carrière politique.

Les jeunes instituteurs rechignent actuellement à occuper des postes éloignés de Tahiti ; la perspective de partir sur un îlot des Tuamotu ne les enchante guère : cela signifie que pendant de longs mois, pratiquement toute la durée de l'année scolaire, ils devront mener la vie frugale et monotone de l'atoll, loin des plaisirs de la ville qui les attire par dessus tout. Quelques-uns, très peu à vrai dire, aiment retrouver ce style de vie calme, loin de l'agitation de Papeete, partager la vie des habitants de l'atoll, s'occuper à la pêche ; ils peuvent aussi faire des économies et amasser l'argent qui leur servira à construire une maison. Mais beaucoup répugnent à partir, tel le cas de Ahiti évoqué plus haut, et préfèrent abandonner surtout lorsqu'ils ne sont pas titularisés et que leur situation future n'est guère assurée. Au prestige et aux avantages d'une place dans l'administration, on veut de plus en plus associer les plaisirs de la vie urbaine.

Conjointement à la valorisation du secteur administratif, les métiers non-manuels sont plus prisés que les métiers manuels. La réflexion d'un Tahitien que je rapportais plus haut - il souhaitait que son fils

"travaille derrière un bureau" - traduit bien cet état d'esprit ; le manuel souffre d'un véritable complexe d'infériorité à l'égard de ceux qu'il considère non certes pas comme des "intellectuels" mais plutôt des bureau-crates, parce que cet état de choses lui apparaît non pas comme le résultat d'une situation sociale concrète qui trouve son origine dans des conditions diverses, famille, école, etc... mais parce qu'il pense que sa situation résulte de capacités intellectuelles moindres. "Les Tahitiens ne sont pas très intelligents, ni très courageux" ; cette réflexion faite par des Tahitiens eux-mêmes est la preuve d'un certain fatalisme, d'autant plus aigu qu'ils entrevoient peu de possibilités de sortir de leur condition présente. Un tel complexe d'infériorité se rencontre parfois dans certaines couches sociales françaises, les paysans entre autres, mais à Tahiti s'y ajoute une nouvelle dimension, celle de la situation coloniale ; outre les différences sociales, les termes de comparaison s'établissent aussi dans un contexte pluri-ethnique.

Un petit fait personnel pour illustrer ces réactions : mes interlocuteurs étaient parfois agressifs parce que j'étais Popaa ; mais une fois qu'ils me connaissaient, il leur arrivait de manifester à mon égard une certaine admiration, toujours discrète, mais peut-être d'autant plus grande qu'ils comprenaient mal le sens de mon travail et son but final ; mon crayon, mon papier, et les questions inhabituelles que je posais créaient autour de moi un certain mystère et un respect qui ne faisaient que s'accroître lorsqu'ils apprenaient mon salaire, que je n'avouais, je dois le dire, qu'avec gêne et réticence, devinant d'avance la différence entre le leur et le mien ! (19)

(19) Une telle remarque peut sembler hors de propos ; la honte n'est certes pas un sentiment qui remplace l'analyse ; mais les situations concrètes n'en sont moins souvent riches d'enseignement : ne pas les refuser ni tenter de les justifier plus ou moins honnêtement, mais au contraire en tirer les conclusions qui s'imposent peut provoquer certaines prises de conscience !

Un double problème

Les clivages apparents s'accroissent entre les classes moyennes qui bénéficient de revenus relativement élevés, et les couches ouvrières et prolétaires (voir consommation chapitre 7). Ces classes moyennes accèdent à un mode de vie bourgeois - urbain qui est copié sur celui de la haute bourgeoisie demie et popaa ; ceci est sensible au niveau de la consommation et des comportements quotidiens. La compétition pour le prestige devient individuelle et chacun s'ingénie à accéder à la strata sociale supérieure ; il en résulte un éclatement de la vie sociale, dont les signes les plus évidents sont le repli sur soi, sur la vie et les activités familiales, et par contre la disparition des anciennes activités collectives. Les lotissements SETIL et SOCREDO sont des îlots dans la commune, coupés du reste de la population, et qui n'ont même aucune existence propre si ce n'est dans le fait qu'elles présentent une homogénéité de condition sociale.

Mais l'étude de la formation de cette classe moyenne nous entraîne vers un problème plus global. Elle remet en lumière la situation coloniale, mais sous un jour nouveau. Cette nouvelle bourgeoisie a trouvé les possibilités de son émergence dans l'affrontement sous-jacent entre colonisateurs et colonisés, comme le montre le rôle qu'a joué l'école en temps que moyen stratégique de promotion. Dès que le problème colonial ne s'est plus posé en terme global, il s'est trouvé dissous dans les mirages de la promotion individuelle, "Si un acteur individuel ou collectif ne met en avant qu'un principe d'identité, c'est à dire la défense de ses intérêts, sans se situer par rapport à un adversaire et sans poser la légitimité sociale de son action, il ne constitue qu'un groupe de pression et son action est limitée". (20)

(20) Touraine, page 161.

Chapitre 5 : VERS LA FORMATION D'UN PROLETARIAT

La plupart des Polynésiens qui sont actuellement ouvriers et manoeuvres ont été auparavant agriculteurs-pêcheurs ; leur condition et leur vie ont subi un bouleversement important : le cadre de vie s'est modifié par le passage du petit district rural ou de l'île à la ville ; leur travail aussi est tout autre : ils sont salariés, dépendent d'un patron, et sont astreints - du moins théoriquement - à des horaires de travail réguliers. Tout cela est banalité et ne différencie guère le Polynésien d'un autre migrant rural, mais il s'agit pourtant d'un changement de taille dans la vie d'un Polynésien ; évitons de tomber dans le mythe du Polynésien vivant près de la nature suivant ses désirs, et tendant le bras pour cueillir une banane sans avoir le moindre effort

à fournir. Le rythme de vie était différent, avec des périodes de travaux pénibles, le coprah par exemple. La vie se limitait au cadre villageois où les réunions de la paroisse étaient au centre de la vie.

Le Polynésien qui arrive en milieu urbain n'a aucune qualification professionnelle, et ne sait ni quel travail il va trouver, ni comment il va partir à la recherche de cet emploi.

Dans le quartier qui correspond au centre de l'ancien district de Faavae, quartier largement peuplé de migrants - 110 maisonnées sur 174 - on compte 299 personnes qui travaillent ; 212, soit plus des deux tiers occupent des emplois de manoeuvres et d'ouvriers (I), alors que dans la cité SOCREDO, à peine le quart des travailleurs occupent de tels emplois. A Vaitupa, le petit quartier de migrants situé à l'ouest de la commune, sur 82 personnes actives, 60 sont journaliers, manoeuvres et ouvriers. Ces travailleurs sont employés dans les entreprises les plus diverses, avec cependant une prédominance dans les secteurs qui sont en pleine expansion depuis quelques années, surtout la construction. Parallèlement à l'implantation de grandes entreprises métropolitaines (Dumez-Citra, Grands Travaux de l'Est, Société des Dragages) qui ont recruté bon nombre de manoeuvres pour les grands chantiers, les petites et moyennes entreprises locales fournissent aussi du travail.

Les 212 travailleurs salariés du quartier du centre de Faavae se répartissent ainsi suivant les secteurs où ils sont employés :

(1) J'aurai souvent l'occasion d'utiliser les mots manoeuvres et ouvriers ; en réalité la distinction est minime et floue ; se considère comme ouvrier celui qui occupe un emploi depuis un certain temps et a acquis sur le tas une formation rudimentaire du métier ; les salaires sont aussi un peu plus élevés que ceux des manoeuvres.

	Hommes	Femmes
Personnel de service	9	35
Transport	14	
Employés du C.E.P. et du C.E.A.	20	1
Employés dans divers services administratifs et municipaux de Faaa et Papeete.	41	1
Commerce et artisanat	30	6
Construction (maçonnerie et charpente)	56	
TOTAL	170	42

A Vaitupa, la répartition se fait ainsi :

	Hommes	Femmes
Personnel de service	1	11
Transport	5	
C.E.P. - C.E.A.	3	
Divers services administratifs	5	
Entreprises diverses	9	
Construction	27	

(Les 11 femmes sont employées soit chez quelques particuliers, soit surtout dans des hôtels de Punaauia, Faaa et Papeete.)

A la recherche du travail

A son arrivée en ville, le migrant ne sait quel travail il va trouver, ni comment il va le trouver. Au début de la création du C.E.P. quand débutèrent sur les atolls de Hao, de Fangataufa et Moruroa les grands chantiers pour la réalisation des infrastructures, les entreprises recrutèrent directement dans divers archipels des travailleurs ; un contrat de durée déterminée était signé, le voyage et le logement sur place étaient directement pris en charge par les entreprises. Les hommes partaient seuls laissant leur famille dans l'île.

Quand il débarque à Tahiti avec toute sa famille, le migrant plonge dans l'inconnu. Comme pour le logement (voir chapitre 3), c'est par l'intermédiaire de ses fetii, de ses amis, de ses connaissances qu'il cherche du travail (2). Des petits circuits d'entraide se créent spontanément entre familles pour trouver du travail. Par ouï-dire on apprend qu'il y a la possibilité de s'embaucher à tel endroit ; parfois même celui qui a donné l'adresse de l'employeur accompagne celui qui cherche ; il l'aidera à se présenter et à remplir la feuille d'embauche. Souvent lorsqu'un membre de la famille a trouvé une place, il entraîne à sa suite parents et voisins. Pour faire face à l'isolement, des petits groupes ou plus exactement des relations d'entraide apparaissent dans les familles et les quartiers. A Vaitupa deux circuits d'embauche se sont constitués de

(2) Pour remédier à "l'anarchie" qui accompagne les migrations et éviter les problèmes sociaux qui naissent de cette situation en milieu urbain, un hebdomadaire de Papeete "Tahiti-regard" - journal lancé à grand renfort de publicité et qui voulait devenir un peu "l'Express" de Tahiti, mais qui mourut quelques mois après son début de parution - avait émis une solution qu'il n'était pas loin de considérer comme la panacée : imposer aux migrants la nécessité d'avoir un contrat de travail pour être admis à Tahiti, avec retour dans l'île d'origine, une fois celui-ci terminé... Dans un tel contrôle à l'immigration, il y a d'étranges relents de ségrégationisme, peut-être aussi la peur de voir un jour ces migrants devenir "dangereux". (Tahiti-Regard n° 38 - 4 juillet 1969).

cette façon : à la suite d'un jeune qui avait trouvé du travail dans une entreprise de Papeete, quatre autres personnes de la famille, des oncles et des cousins, se sont fait embaucher. Par ailleurs, cinq hommes se sont embauchés chez un électricien, parce qu'ils sont parents avec la femme de celui-ci.

Celui qui cherche du travail ne s'adresse jamais à un organisme institué, tel que l'Office de la main d'oeuvre, dont beaucoup ignorent d'ailleurs complètement l'existence et les activités ; même s'ils le connaissent, beaucoup hésitent à y venir, ils ont peur de l'anonymat, certains aussi par méfiance d'un organisme abstrait qui leur semble une antenne popaa. Le défilé des travailleurs qui viennent à l'Office de la main d'oeuvre est un spectacle où s'exprime tout le malaise de ces individus qui se sentent dans un univers sinon hostile, du moins étranger ; certains ont mis leurs beaux habits et ils attendent d'être introduits, gauches dans leur corps et mal à l'aise de façon évidente. Un jour, j'accompagnai dans ce service un jeune Tahitien : il était incapable de parler, et je dus m'exprimer à sa place et formuler sa demande. Il sembla accepter la place que lui proposait ; mais j'appris quelques jours après, qu'il ne s'était pas rendu à ce travail. Pas plus les travailleurs ne sont touchés par les petites annonces qui sont publiées dans les quotidiens, vu qu'ils ne lisent aucun de ces journaux.

Un autre moyen de se débrouiller pour trouver du travail, c'est de contacter quelque personnage bien placé, un Demi que l'on connaît, et de lui demander d'intercéder pour que l'on puisse trouver un emploi. Un "clientélisme" nouveau, qu'entretiennent d'ailleurs savamment certains personnages, prend le relais des relations qui unissaient en milieu rural le Polynésien au Demi et aux notables ; dans un contexte différent, la

ville, des formes de rapports anciens se maintiennent et permettent de faire aux problèmes nouveaux. Par ce biais, les notables peuvent retrouver une partie de leur prestige qui tendait à se diluer dans l'univers urbain. A Faava, certaines personnes accusent la municipalité de maintenir une équipe pléthorique de travailleurs municipaux, ce qui aurait pour conséquence de gréver lourdement le budget communal ; elles ajoutent que c'est dans un but politique que cette équipe de travailleurs est maintenue sur pied.

La recherche du travail met en évidence un aspect essentiel de l'expérience sociale du migrant, et de la rupture que provoque dans celle-ci son arrivée dans l'univers urbain ; l'expérience de l'autre est d'abord individuelle et personnelle ; cela ne signifie pas que les rapports soient égalitaires, car il peut être nécessaire de se concilier quelque personnage "important". Cette forme de relation est à la fois sécurisante parce qu'elle maintient le connu au milieu de l'anonymat, mais aussi mystifiante parce qu'elle s'interdit de déceler des antagonismes sociaux au-delà de ces relations individuelles.

La mobilité dans le travail

On assure, souvent avec beaucoup de sérieux, que le Polynésien est un être instable, changeant et sans souci du lendemain ; comment dans une telle affirmation démêler ce qui peut relever de l'ethnocentrisme et d'une façon purement "occidentale" de juger de la stabilité et de son contraire, et ce qui serait déterminé par une "instabilité" propre à la culture polynésienne ? La littérature exotique a consacré de longs chapitres à ce problème sans toutefois donner d'interprétation de ce phénomène, si ce n'est qu'il semblait admis une fois pour toutes qu'il s'inscrivait dans

la "nature polynésienne". On s'en amusait plus qu'on ne le blâmait, et il faisait partie intégrante de toute la mythologie qui entoure le Polynésien. Limitons nous ici à quelques aspects de ce phénomène, concernant en particulier le travail, tout en étant conscient que nous ne faisons que l'effleurer, et qu'il faudrait en chercher les racines plus loin, en le considérant en relation avec la parenté, la terre et la résidence. Au sujet de l'instabilité dans le travail, posons nous une question, sans toutefois pouvoir y fournir de réponse définitive : l'instabilité dans le travail est-elle un phénomène "moderne", est-elle un "dérèglement" lié à ce passage difficile du rural à l'urbain ? On pourrait alors la comparer à ce que l'on observe dans de nombreux autres pays qui connaissent des changements identiques. Ou faut-il en chercher les causes ailleurs, dans un trait culturel polynésien ?

Actuellement on déplore ce phénomène - sans pour cela en chercher la cause - en arguant qu'il constitue un frein au développement économique, que le progrès exige un effort continu et poursuivi - les entrepreneurs déplorent l'instabilité de leurs travailleurs, les départs fréquents après quelques jours de travail, l'absentéisme au travail en particulier le lundi matin - dans certaines entreprises, il toucherait jusqu'à 40 % de l'effectif des travailleurs - les maîtresses de maison se plaignent des changements "d'humeur" de leur bonne. Autre phénomène plus étonnant : un entrepreneur m'a dit avoir en caisse plusieurs millions de salaires non-versés ; les travailleurs à qui cette somme est due, ont quitté subitement leur travail sans venir toucher leur paye.

L'instabilité dans le travail touche une grande partie des ouvriers et manoeuvres.

Dans le quartier du centre de Faaa, au moment de l'enquête, le temps depuis lequel les salariés occupaient leur emploi était le suivant :

46	occupaient	leur	emploi	depuis	une	durée	inférieure	à	6	mois
50	"	"	"	"	"	"	comprise	entre	6	mois et 1 an
41	"	"	"	"	"	"	"	"	13	" et 2 ans
38	"	"	"	"	"	"	"	"	25	" et 5 ans
26	"	"	"	"	"	"	supérieure	à	5	ans.

(11 indéterminés)

L'instabilité semble encore plus grande dans le quartier de Vaitupa :

Sur 60 salariés

22	occupaient	leur	emploi	depuis	une	durée	inférieure	à	6	mois
6	"	"	"	"	"	"	comprise	entre	6	mois et 1 an
3	"	"	"	"	"	"	"	"	15	mois et 2 ans
4	"	"	"	"	"	"	"	"	25	" et 5 ans
6	"	"	"	"	"	"	supérieure	à	5	ans

12 sont travailleurs journaliers et n'ont donc pas d'emploi fixe.

Une enquête effectuée par la SETIL dans un certain nombre de quartiers urbains où habitent surtout des migrants (Tuterai Tane à Pirae, et Vaininiore à Papeete), confirme les faits observés à Faa ; elle concerne 2257 emplois (3).

(3) Rapport Rénovation Urbaine, SCET - COOP, SETIL, page 50.

durée inférieure à 6 mois	407	18 %
" de 3 mois à 6 mois	474	21 %
" de 7 mois à 9 mois	541	24 %
" de 10 mois à 12 mois	361	16 %
" de 13 mois à 18 mois	181	8 %
" de 19 mois à 24 mois	158	7 %
" de 25 mois à 36 mois	88	4 %
+ de 36 mois	47	2 %

Il ne faut pas accorder à ces chiffres plus d'importance qu'ils n'en ont ; ils ont saisi la réalité à un moment donné, et à la fin de mon enquête, tout me porte à croire qu'ils étaient déjà remis en cause, tant la mobilité est grande ; ces chiffres n'ont fait que photographier la réalité à un moment donné, mais en instantané.

La durée des emplois occupés antérieurement à l'emploi actuel, met en évidence le fait que ceux-ci sont souvent de courte durée, en raison des changements fréquents ; dans le quartier du centre de Faaa, 221 emplois ont été occupés pendant la durée suivante :

50 pendant moins de 6 mois

43 entre 6 mois et 1 an

44 " 1 an et 2 ans

84 plus de 2 ans

A Vaitupa :

31 moins de 6 mois

26 entre 6 mois et 1 an

19 entre 13 mois et 2 ans

20 plus de 2 ans

Toujours à Vaitupa, quartier de migrants, depuis leur arrivée en milieu urbain,

45 travailleurs ont changé au moins 1 fois de travail sur ces 45,

14 n'ont changé qu'une fois

16 ont changé 2 fois

15 ont changé 3 fois

Les travailleurs qui ont réussi à se faire embaucher dans le secteur des services publics ont une stabilité plus grande que les autres : les porteurs de bagages de l'aéroport, conservent leur emploi ; parmi les 14 porteurs - rencontrés en cours d'enquête - 10 le sont depuis plus de 5 ans ; certains parmi eux ont été embauchés en 1961, lors de l'ouverture de l'aéroport. Les salaires qu'ils touchent ne sont pourtant pas supérieurs à ceux des autres ouvriers et manoeuvres.

Cette longue énumération de chiffres, quelque peu fastidieuse, nous donne une image plus précise de l'instabilité du travailleur polynésien, mais elle ne nous apprend rien de bien nouveau et cette réalité est aisément saisissable pour qui vit au contact de la vie quotidienne polynésienne. En outre, dans certains aspects, ce phénomène n'est pas spécifique à Tahiti, et Georges Balandier faisait, il y a vingt ans, des observations identiques à propos

du salariat dans les Brazzaville Noires (4). Il aurait été possible d'établir diverses corrélations entre les données numériques, par exemple entre la durée d'implantation à Tahiti, la qualification professionnelle et l'instabilité dans le travail ; mais celà nous aurait-il d'avantage éclairé sur le phénomène en lui-même ? Là où par les chiffres nous croyons saisir la réalité sociale, ne la dissolvons-nous pas et ne la réduisons - nous pas à une dissection qui en trahit la globalité et l'originalité ? Considérer le comportement du Polynésien qui change souvent de travail, comme une forme d'instabilité, n'est-ce pas sous-entendre que la stabilité est la référence suivant laquelle nous étudions ce comportement ? Il ne s'agit pas de jouer sur les mots ; mais implicitement nous introduisons une norme de la réalité sociale, et nos cadres de pensée sont ceux de la société dans laquelle nous vivons. En fonction de la fréquence d'apparition des phénomènes, nous décidons de leur "normalité" ou de leur "anormalité". Et conséquence plus grave, nous faisons le jeu d'une sociologie techno-bureaucratique : pour en revenir au problème qui nous intéresse ici, l'instabilité des travailleurs, il est certainement possible de définir des solutions permettant de la réduire et de rétablir une normalité : on pourrait, par exemple, augmenter la formation professionnelle des travailleurs (encore qu'il ne soit pas sûr que ces mesures provoquent le résultat que l'on en attend). L'analyse qui dissèque risque de nous amener à des simplifications abusives, alors que l'essentiel n'a pas été cerné.

Dans ces conditions, comment mener à bien notre étude ? Les problèmes que rencontre le travailleur Polynésien dans la recherche du travail, et l'instabilité dans ce travail s'insèrent dans une crise dont les dimensions sont multiples et qui concerne aussi bien la société dans sa totalité que l'individu dans sa vie quotidienne. Cette crise n'est pas

(4) Balandier, chapitre 3.

seulement dûe aux changements économiques des dernières années, elle est la manifestation d'une mutation en train de s'opérer dans cette société, mais dont nous pouvons difficilement définir les orientations futures ; le C.E.P. qui est lui-même à l'origine de cette métamorphose, est un phénomène aléatoire et sa remise en cause peut entraîner de nouveaux bouleversements imprévisibles. Nous évoquions plus haut ce qui s'est produit dans l'île de Bora-Bora au cours de la dernière guerre mondiale, mais un tel exemple est-il de quelque utilité pour comprendre le présent ?

Le rural toujours présent ?

Les quartiers urbains n'ont guère l'allure d'une ville ; dès que l'on quitte la route de ceinture, des petits sentiers caillouteux qui courent à travers une végétation toujours exubérante, nous conduisent aux petits fare qui sont dispersés sans ordre apparent au gré de la configuration du terrain. Mais ce n'est pas seulement dans les apparences que la ruralité demeure. Certains migrants envisagent un retour dans leur île, bien qu'ils ne sachent pas concrètement comment un tel retour pourrait s'opérer. Ce désir de repartir est d'autant plus vif qu'ils ont des difficultés à s'intégrer à la vie urbaine, à trouver du travail et que celui-ci ne leur apporte aucune satisfaction sinon celle de subsister ; ils souffrent de l'isolement et des inégalités de richesse de plus en plus évidentes. Coincés entre un passé qu'ils voulaient fuir en partant vers le milieu urbain, et un présent qui ne répond pas aux attentes qu'ils y mettaient, les migrants souffrent cruellement de leur situation.

L'arrivée en milieu urbain perturbe les relations familiales : le chef de famille perd une part de son autorité et de son prestige, d'autant

plus que sa situation est aléatoire, son travail intermittent et les entrées d'argent souvent incertaines ; le samedi soir, certains dépensent une partie de leur salaire avec quelques amis devant une caisse de bière. Ceci envenime les relations conjugales et la maîtresse de maison doit faire face seule aux problèmes familiaux, elle doit assurer l'entretien des enfants et, dans certains cas, effectuer quelques travaux pour augmenter les ressources du ménage.

Si des formes de solidarité se créent entre familles, le travailleur migrant ne rencontre souvent qu'indifférence et mépris de la part de ceux qui ont réussi à surmonter les problèmes qu'il doit affronter. Les chômeurs sont considérés comme des paresseux qui ne veulent pas travailler mais vivre aux dépens des autres. Une petite scène surprise un soir dans la rue qui traduit sinon des clivages, du moins des différences d'attitudes en fonction de l'intégration au salariat et à la vie urbaine : j'étais sorti à Papeete avec des amis Tahitiens de Faaa ; nous étions dans une salle de billard quand un de mes amis accourt, en me disant qu'il venait de surprendre un jeune Tahitien en train de voler dans ma voiture ; ceux qui l'avaient pris la main dans le sac avaient entrepris de lui faire subir un sérieux passage à tabac, en attendant l'arrivée des mutoi - agents de police - auxquels ils avaient aussitôt téléphoné. Je m'interpose et au milieu des coups, le jeune arrive à dire qu'il est chômeur ; je pensais que de tels arguments calmeraient la fureur de ses "justiciers" mais ils produisirent l'effet contraire ; selon eux il n'était qu'un paresseux, et sa situation il en était le seul responsable. Cette réaction est ambiguë, ceci en raison de ma présence, mais dans son ambiguïté elle-même sa signification n'est que plus évidente : ce qu'ils récusait ce n'était pas seulement le vol, mais la situation marginale de ce jeune qui ne travaillait pas, et ils

entendaient bien me démontrer qu'ils étaient autres, et dissiper dans mon esprit de Popaa les assimilations "abusives" entre leur situation et celle de ce jeune ; et j'étais là impuissant, et presque honteux d'avoir pris la défense d'une cause qu'ils ne comprenaient pas et qui, en tout cas, n'était pas la leur.

Un combat douteux

Dans les milieux les plus urbanisés et les plus intégrés au salariat, si le travailleur n'envisage guère la possibilité d'améliorer sa condition, il reporte ses espoirs sur ses enfants qu'ils espèrent voir continuer l'école et accéder à un poste de fonctionnaire, à cet "emploi derrière un bureau".

Le syndicalisme est peu implanté sinon dans les secteurs salariés anciens tels que les dockers, et chez les cadres moyens, hôtellerie, P.T.T., etc... mais il ne dépasse pas les revendications parcellaires spécifiques à ces secteurs ; l'influence chrétienne évidente chez certains syndicalistes les rend méfiants à l'égard de toute idéologie qui pourrait donner aux revendications une allure politique. De plus le combat politique est le plus souvent centré sur le thème de l'autonomie, et le sort des travailleurs apparaît comme secondaire ou plus exactement dépendant de cet autre combat ; ceci est certainement justifié, mais permet aussi d'éviter de poser le problème de prolétariat en formation dont la cause "risque" de se révéler un jour différente de celle qui est au centre du combat politique actuel.

Chapitre 6 : ARTISANAT, PETITS ENTREPRENEURS ET COMMERÇANTS

En marge du travail salarié qui concerne la plus grande partie des personnes actives, le milieu urbain provoque l'éclosion d'une multitude de petites entreprises, de petites activités indépendantes qui assurent les services les plus variés. C'est un secteur d'activité très hétérogène : ce peut être aussi bien le travailleur à la recherche d'expédients pour subsister, la mère de famille qui fait des travaux de couture et apporte ainsi un complément au salaire de son mari, que le petit entrepreneur de construction qui emploie quelques salariés. Pour certains qui sont marginaux au salariat, c'est un moyen de se débrouiller et de subsister ; pour d'autres qui ne peuvent prétendre s'intégrer à la classe moyenne en de-

venant cadre moyen, la petite entreprise c'est la possibilité entrevue d'accéder un jour à cette bourgeoisie.

Certaines activités sur lesquelles se fondent ces entreprises, sont entièrement nouvelles et répondent à une demande de services nouveaux ; d'autres sont anciennes, mais se transforment ou retrouvent une vigueur nouvelle. Mais toutes sont pratiquement "clandestines", non pas que ceux qui exercent ces activités le font sans être déclarés ou sans avoir patente, mais les circuits par lesquels ils travaillent sont marginaux ; ils obtiennent leur travail par relation, par connaissances ; aucun n'a un nom sur la place et n'a pignon sur rue.

L'artisanat néo-polynésien

L'arrivée d'un grand nombre de Popaa dans le Territoire et le développement du tourisme ont provoqué un regain d'activité dans les métiers d'art polynésien. La recherche des objets exotiques, des "curios" qui ne sont souvent que de pâles copies abâtardies de ce qu'étaient les anciens objets d'art polynésien, a incité quelques Polynésiens dans ces activités. Dans son roman "J'ai perdu Tahiti", la romancière Tahitienne Ina Moorea met en scène un marchand de "curios" marquisiens qui importe d'Allemagne les objets qu'il vend ! Légende ou vérité ?

Actuellement cet artisanat néo-polynésien est en pleine expansion et est promis à un bel avenir avec le développement du tourisme. Dans un rapport destiné à la sous-commission du Sixième Plan pour le tourisme, Henri Bouvier, qui a lui-même beaucoup fait pour l'art polynésien et s'est exercé avec succès dans les techniques les plus diverses, soulignait que l'art polynésien actuel n'est que le résultat d'une transformation et d'une

dégradation d'un art traditionnel qui n'était pas perçu en tant qu'art : "l'art ne se distinguait pas de l'artisanat, tous deux participaient étroitement à la vie religieuse et matérielle du groupe humain... L'arrivée des Européens, l'irruption de leurs idées, de leurs croyances, de leurs techniques dans l'univers mental et matériel des Polynésiens devaient rapidement bouleverser le comportement esthétique de ces derniers. Bien avant de perdre les croyances ancestrales, les insulaires comprirent l'intérêt que leurs objets usuels et surtout ceux qui étaient gravés et sculptés suscitaient chez les visiteurs dans les échanges qu'ils faisaient avec eux.... Et très tôt la fabrication de curios commença".

En fait d'art, la production actuelle n'est très souvent qu'une dégradation, une imitation infidèle des arts anciens, liée au développement commercial et touristique, à l'engouement que suscite un exotisme de pacotille.

A Vaitupa, quatre ateliers de travail de la nacre se sont créés au cours des dernières années ; ceux qui les ont mis sur pied ont d'abord travaillé comme salariés chez d'autres artisans avant de se mettre à leur propre compte. L'installation d'un tel atelier exige un équipement relativement coûteux : un moteur électrique pour actionner diverses meules grâce auxquelles on dégage la nacre de sa gangue et on la polit, et des pointes électriques pour finalement la graver. L'un de ces artisans a bénéficié d'un prêt de la SOCREDO pour acheter cet équipement. Les nacres que travaillent ces artisans sont pêchées aux Tuamotu et collectées par des commerçants, surtout Chinois, qui les revendent à ceux-ci. Le travail de la nacre est délicat et, selon Henri Bouvier, est dans la plupart des cas mal effectué ; les nacres sont rayées, la courbe naturelle de la nacre est

brisée par les coups de meule et les couleurs naturelles mal mises en relief. Une fois qu'elles ont été polies, elles sont revendues comme telles, soit à des particuliers qui viennent les acheter directement chez les artisans, soit à des marchands de "curios" de Papeete. Parfois elles sont débitées pour faire des colliers, des pendentifs, des bracelets et des boucles d'oreille. Certains artisans les gravent de motifs naturalistes d'inspiration polynésienne ; elles représentent des paysages polynésiens, un cocotier, un petit fare ou encore une tête de vahine stylisée portant fleur sur l'oreille ; l'imagerie occidentale de mauvais goût dont s'inspirent ces motifs témoigne bien de la clientèle qu'elle cherche à toucher. Ce qui est plus étonnant, c'est que cette imagerie soit reprise par les Polynésiens eux-mêmes ; ces images sont-elles le signe d'un "retour" à Tahiti de toute la mythologie qu'ont élaborée les sociétés occidentales sur la réalité polynésienne ? Les Polynésiens chercheraient alors à se conformer et à répondre à ce que l'on attend d'eux. En tout cas les stéréotypes auxquels répondent les motifs qui ornent ces nacres empêchent d'y voir une forme de création artistique.

S'ils écoulaient eux-mêmes une partie de leur production, celle-ci est minime, et la plus grande part finit dans les magasins de Papeete et dans les hôtels, qui prélèvent des marges bénéficiaires qui vont jusqu'à doubler le prix auquel l'artisan a vendu son objet. Et ce commerce n'est qu'à l'état embryonnaire et risque de prospérer dans les années à venir grâce au développement du tourisme qui amènera de nouveaux clients.

Pour ces artisans, avoir monté un atelier c'est d'abord échapper au salariat et bénéficier d'une indépendance que celui-ci ne leur permettrait

pas. Ce n'est pas le cas d'une Tahitienne de Vaitupa, épouse d'un Popaa, qui a monté un atelier de nacre et de coquillages grâce auquel elle entend faire de bonnes affaires ; pour exécuter les commandes qu'elle sous-traite avec des commerçants de Papeete, elle emploie les travailleurs journaliers du quartier voisin et elle confie à quelques femmes du travail à domicile.

Une ancienne coutume polynésienne était d'accueillir ceux qui arrivaient avec des chants et des colliers de fleurs ; on passait au cou des nouveaux arrivés des colliers parfumés fait de tiara-Tahiti et de tipanie. Charmante et agréable coutume, signe de l'hospitalité polynésienne, elle s'est conservée. Jusqu'en 1969, le syndicat d'initiative organisait même un service d'accueil à l'aéroport de Faaa : la vahine de service passait un collier de fleurs à chaque passager qui débarquait de l'avion, pendant qu'un petit orchestre Paumotu chantait quelque vieille mélodie du folklore Paumotu. On a supprimé ce service à cause des frais trop élevés que cela entraînait. La coutume n'en subsiste pas moins, et aux arrivées et départs d'avions, parents et amis viennent couronner ceux qui partent ou arrivent ; ils s'approvisionnent en colliers de fleurs et de coquillages (1) auprès des vendeuses de colliers qui sont installées sous le grand fare édifié à leur usage en style néo-polynésien, situé sur l'esplanade de l'aéroport. Ces vendeuses, une trentaine, sont des Polynésiennes qui habitent Faaa. Elles confectionnent elles-mêmes les colliers qu'elles viennent vendre à l'aéroport. Pour les colliers de fleurs, elles cultivent quelques arbustes qui leur fournissent les fleurs nécessaires, ou encore elles achètent ces fleurs à des agriculteurs qui possèdent des plantations d'arbustes.

(1) A l'arrivée des avions, on offre des colliers de fleurs, et pour le départ des colliers de coquillages, ceux de fleurs étant interdits par mesure de protection phytosanitaire.

Pour faire les colliers de coquillages, elles s'approvisionnent auprès de commerçants, surtout chinois, qui achètent ces coquillages dans les îles des Tuamotu ; à Tahiti, les coquillages sont devenus rares et la plupart de ceux qui sont utilisés dans la confection des colliers sont en provenance des Tuamotu. Le travail des coquillages, bien qu'assez simple, est long et exige beaucoup de patience : il faut d'abord les percer au moyen d'une alêne, tâche délicate car il faut éviter de briser le coquillage qui est souvent fragile ; ensuite les enfiler dans un fil de nylon suivant des motifs et des dessins plus ou moins compliqués. Là aussi depuis quelques années, le mauvais goût accompagne et côtoie la finesse et l'originalité dans les réalisations : dans certains colliers, les couleurs naturelles des coquillages sont recouvertes d'une couche de peinture phosphorescente rouge, verte ou jaune. Les femmes confectionnent ces colliers parallèlement à leurs activités ménagères ; pour celles qui vivent seules, c'est là leur revenu essentiel ; pour les autres, c'est un complément au salaire du mari. Mais le revenu que procure ces activités est faible, guère plus de 5000 Francs par mois pour un travail long et minutieux. Les différences entre les prix auxquels elles vendent ces colliers et ceux que pratiquent les commerçants de Papeete, laissent penser que là encore ceux-ci réalisent de bonnes affaires. Mais la femme préfère ce travail à un autre, car elle le mène à sa guise et il lui laisse le temps de s'occuper de son foyer. A Vaitupa, cinq femmes font des colliers de coquillages : elles sont originaires des Tuamotu, et avant de venir à Tahiti, elles vendaient les colliers à des commerçants Chinois de passage, qui eux-mêmes les recédaient à des magasins de "curios" de Papeete. A Tahiti, elles tombent directement sous la coupe de ces magasins qu'elles approvisionnent.

A Tahiti, les femmes de l'archipel des Australes continuent à

pratiquer des formes d'artisanat caractéristiques de ces îles. Elles sont expertes dans la confection du tifaifai, pour lequel elles ont acquis une réputation inégalée. Le tifaifai reste un art populaire et on l'utilise comme dessus-de-lit- ornemental. Les techniques sont diverses : le tifaifai pu, sorte de patchwork, est constitué de chutes de tissu cousues les unes aux autres qui sont ensuite rapportées sur un drap de couleur ; la juxtaposition de ces petits bouts de tissus multicolores forme "une mosaïque aux effets kaléïdoscopiques". Le tifaifai tapu est fait de grands motifs floraux - par exemple fleur de tiare-Tahiti ou animaux stylisés et découpés dans une seule pièce de tissu ; suivant la même technique que pour le tifaifai pu, ces motifs sont ensuite appliqués et cousus sur une pièce de tissu monochrome contrastant avec le tissu des motifs. Aux Australes, les femmes se retrouvaient et travaillaient ensemble ; le fruit de leur travail était parfois destiné à la paroisse protestante et l'argent que rapportait la vente de ces tifaifai servait à l'entretien de celle-ci. (2) En milieu, urbain, en dehors de ceux qui sont confectionnés pour l'usage familial, ils tendent de plus en plus à être commercialisés, mais par rapport à la masse de travail qu'ils exigent, ils sont vendus bon marché : trois ou quatre mille Francs pour un travail de plusieurs semaines. Les femmes des Australes travaillent aussi le pandanus avec lequel elles font des chapeaux, des dessous-de-plat, des nattes, des sacs à main ; ces objets sont souvent directement commercialisés par le Fare Maohi, magasin d'exposition-vente situé dans le quartier Rurutu de Papeete et crée par les originaires des Australes eux-mêmes ; ils assurent ainsi la vente de leurs produits sans devoir passer par les commerçants de la place ; les jours de congé scolaire,

(2) O' Reilly

les enfants du quartier Rurutu parcourent les rues de Papeete, chargés de chapeaux et de sacs à main qu'ils proposent aux passants. Le pandanus était un matériau accessible à tous et les objets que l'on confectionnait avec étaient utilisés dans la vie quotidienne ; maintenant ils connaissent une grande vogue et sont recherchés par les Popaa, tout en restant en usage en milieu polynésien.

Ces diverses formes d'artisanat que les Polynésiens pratiquent depuis longtemps, moins dans un but commercial que pour leur propre usage, étaient accessibles à tous ; les matériaux de base ne manquaient pas et la réalisation, même si certains faisaient preuve d'une plus grande habileté, n'exigeait pas de connaissances particulières. Tout un chacun les pratiquait suivant ses besoins. Avec le développement urbain, l'extension du salariat et la division de plus en plus accentuée du travail, certains se consacrent à ces activités qui leur donne un statut d'artisan libre. Mais peu à peu ils risquent de se trouver insérés dans un système de production intégré et rationalisé qu'entraînera le développement du tourisme, et dont le contrôle leur échappera. Dans la grande "parade" touristique qui se prépare, les Polynésiens ne sont-ils pas destinés à devenir des éléments du décor ? Le projet, qui avait été mis sur pied il y a quelques années, de création d'un centre d'artisanat polynésien laissait prévoir une telle évolution ; dans ce centre, qu'un conseiller de l'Assemblée Territoriale avait surnommé avec humour le "Barnum", devaient figurer des Polynésiens qui auraient pratiqué les diverses activités artisanales traditionnelles, et qui auraient été exhibés au défilé des touristes ébahis. Ce projet a été repoussé ; mais il y a de fortes chances qu'il réapparaisse sous une autre forme, mis en place par les initiatives touristiques privées. Il est certain que

dans "l'image de marque" de Tahiti que veulent imposer les promoteurs touristiques, le folklorique et le néo- et/ou pseudo-traditionnel joueront un rôle de premier plan.

Les musiciens

Il y a à Faaa quelques musiciens qui jouent dans de petits orchestres, qui sont employés dans des hôtels ou des boîtes de nuit.

Le musicien est un personnage très populaire à Tahiti, mais ce n'est pas pour autant qu'il se prend pour une vedette ; d'ailleurs s'il voulait cabotiner, il serait vite remis en place. Sa popularité tient d'abord au fait qu'à Tahiti tout le monde aime la musique et que chacun est un peu musicien et gratte la guitare et le ukulele (3) au cours des bringues. Mais elle vient aussi du fait que le musicien professionnel représente une forme de promotion sociale accessible à tous et directement intelligible ; pour devenir musicien, il n'est pas nécessaire d'avoir acquis des connaissances particulières ou encore de jouer sur des circuits d'influence. Autre fait non négligeable, le musicien travaille peu, il est libre pendant la journée, et beaucoup, sans doute, aimeraient faire ce travail qui est habituellement le loisir de tous.

A Vaitupa habite Mapu, un musicien qui a joué dans différents orchestres et a même enregistré plusieurs disques.

(3) Ukulele : petit instrument à 4 ou 6 cordes, dont la caisse de résonance est constituée par un demi-coco vide ou un morceau de bois évidé sur lequel est tendu une peau.

Les petits entrepreneurs

L'accroissement de la demande en services a suscité un foisonnement de petites entreprises polynésiennes, électriciens, mécaniciens, charpentiers et maçons. Bien que travaillant dans des secteurs d'activités nouveaux qui, jusque là, étaient surtout le fait de Popaa et de Demis, ces petits entrepreneurs restent dans des circuits "traditionnels" ; ils font des petits chantiers pour des parents, des amis ou des voisins, guère au-delà de leur commune. François Tihoti qui est charpentier n'a rien de l'entrepreneur "moderne et compétitif" : il construit des fare pour les polynésiens ; son outillage est rudimentaire, et comme il ne dispose d'aucun capital, il n'achète pas les matériaux nécessaires à ses chantiers : celui qui lui commande la construction d'une fare, achète lui-même tout ce qui est nécessaire à son édification, planches, bois, tôles, etc... Beaucoup de Polynésiens préfèrent s'adresser à ces petits entrepreneurs, car ils évitent ainsi l'anonymat des rapports qu'ils devraient entretenir avec un inconnu.

Certains se sont lancés dans de telles entreprises pour échapper au salariat et aussi dans l'espoir d'en retirer des revenus plus élevés. Philippe Naumi est entrepreneur de construction ; il habite à la cité SOCREDO. C'est en France qu'il a appris le métier de carreleur, lorsqu'il a fait son service militaire à Fontenay-le-Comte en 1965-1966. A son retour, il est entré comme salarié dans une entreprise de Papeete qu'il a bientôt quittée pour une autre, car son salaire était insuffisant. Depuis 1968, il s'est mis à son propre compte : il fait des petits chantiers, mais il reconnaît que c'est difficile : "Il est trop difficile de trouver des constructions à faire. Je ne sais pas si je resterai longtemps dans ce travail. Si ça continue, tant mieux ! Sinon je recher-

cherai un emploi car le métier d'entrepreneur est trop difficile !" Ses revenus mensuels ne sont guère supérieurs à 20 000 Francs, pratiquement ce qu'il gagnerait en étant salarié.

Au-delà de leurs espoirs, certains voient la dimension de leur entreprise s'accroître rapidement. Ils sont obligés de s'initier à des techniques nouvelles, de s'équiper avec du matériel plus complexe, d'acquérir des rudiments de comptabilité et d'apprendre à faire des devis pour d'éventuels chantiers. Edmond Tamu a vingt deux ans ; il est électricien. Son père voulait en faire un cadre de l'administration, il l'envoya dans une école de Papeete, mais il dut renoncer à ses ambitions car son fils ne montrait guère de disposition pour les études. Il commença à travailler chez un entrepreneur auprès duquel il apprit les rudiments du métier sur le tas. A 18 ans, il décide de monter sa propre affaire ; il achète une vieille 2cv pour ses déplacements ; depuis il l'a changée pour une camionnette neuve Volkswagen. Maintenant il obtient des chantiers importants, à la mairie de Papeete, à Moorea où il a réalisé l'électrification d'un ensemble de bungalows construits par un hôtel. Il a acquis du matériel complexe dont il ne connaît d'ailleurs pas le fonctionnement : à travers ces instruments qu'il acquiert, mais dont il ne peut se servir faute de connaissances, ne veut-il pas apparaître comme un entrepreneur dynamique ? Il a décidé de se plonger dans les livres pour accroître ses connaissances empiriques, et éventuellement de suivre des cours. En même temps que son entreprise croissait, il a élargi le cercle de ses relations sociales ; il conserve cependant des petits chantiers dans son milieu d'origine et dans son quartier.

Par leurs aspirations, leur mode de vie et leurs comportements,

les petits entrepreneurs, tel Edmond, tendent à s'assimiler à la petite bourgeoisie urbaine, dans laquelle ils peuvent se promouvoir hors du circuit "habituel" par le biais de leur réussite professionnelle.

Les commerçants chinois

Il y a à Faaa une quinzaine de magasins d'alimentation qui sont tous, sauf un, essaimés le long de la route centrale. Tous excepté un, sont tenus par des Chinois. Il y a aussi deux buvettes qui débitent les bières locales, "Hinano" et "Manuia", et du vin rouge importé d'Algérie, tenues elles par des Tahitiens.

Quelques-uns parmi ces magasins ont gardé l'allure de ceux que l'on trouve dans les îles et les districts ; entièrement contruits en bois, ils n'ont aucun étalage ni vitrine, ils sont mal éclairés, sans aucune recherche d'agencement et de commodité pour aguicher le client. S'y entassent dans le plus grand désordre boîtes de conserve, punu pata-beurre en boîte - puaatoro - corneed beef - saucisses en boîte, sucreries diverses, objets usuels de quincaillerie ; dans un coin, il y a toujours un réfrigérateur qui permet de maintenir des boissons fraîches que viennent consommer sur place les habitants du quartier et les hommes qui travaillent à proximité ; certains ne débitent que des jus de fruit, d'autres ont aussi une licence de vente de bière. Ces magasins sont surtout fréquentés par les Polynésiens et on y trouve les produits que ceux-ci consomment, surtout de conserves, mais guère de produits frais, viandes ou légumes ; depuis quelques années l'alimentation se diversifie quelque peu par l'apparition de viandes congelées, surtout des poulets, importées d'Australie et de Nouvelle-

Zélande. Les magasins sont toujours très animés : on peut y aller vingt fois par jour, chaque fois que l'on a besoin de quelque chose ; les enfants viennent acheter quelque sucrerie ; les femmes bavardent sur le pas de la porte en se racontant les dernières histoires du quartier ; les jeunes s'asseyent devant le magasin et restent là de longues heures en buvant un jus de fruit ou une bière, ils chantent ou ils taquinent les filles qui passent à proximité, en riant bruyamment de leurs propres plaisanteries. A Faavae où il n'y a aucun lieu de réunion, aucun café où se retrouver pour boire et parler, les magasins jouent le rôle de ces lieux de rencontres absents.

Dans le magasin chinois, c'est là aussi que se déroule quotidiennement le mini-drame des relations Tahitien-Chinois : le Tahitien entre en interpellant le Chinois : "Tinito !" - tous les Chinois s'appellent Tinito ; on les appelle rarement par leur nom ou leur prénom - il lui lance quelques plaisanteries aigre-douces, lui demande, sans aucune formule de politesse, ce qui veut, en jetant négligamment son argent sur le comptoir, et repart avec le même air de supériorité. Tel est le petit psychodrame quotidien par lequel le Tahitien défoule toute l'agressivité qu'il éprouve à l'égard du Chinois, dont il sait qu'il dépend totalement, puisque la majorité des circuits commerciaux, gros et détail, sont contrôlés par les Chinois (4). Derrière son comptoir, le Chinois reste impassible, essuyant placidement tous les quolibets que l'on peut faire sur son dos ; le mépris que le Tahitien affecte à l'égard de l'argent - et par là même aussi envers le Chinois - ne semble pas le toucher ; de toutes façons, il sait que cet argent finit dans ses caisses.

(4) Un exemple d'injure, relativement douce et banale, adressée au Chinois : "Tinito Pohe" (Chinois crevé).

Depuis que la côte Ouest s'urbanise et que la population se diversifie par l'arrivée des Popaa, les anciens magasins se transforment et se modernisent, de nouveaux apparaissent. Ces magasins ne visent plus tant la traditionnelle clientèle polynésienne que les nouvelles classes moyennes et la bourgeoisie Popaa et Demi qui habitent dans la commune et dans les districts de Punaauia et Paea ; bien situés en bordure de route, ils essaient d'attirer cette éventuelle clientèle qui transite tous les jours entre le lieu de travail à Papeete et la résidence dans les districts. Au vieux magasin fait place le magasin moderne très clair, aux étalages bien disposés et le plus souvent agencés en libre-service. Le choix très diversifié des produits qu'offrent ces magasins montre aussi à quelle clientèle ils s'adressent : on y trouve toutes sortes de produits frais, viandes et légumes locaux et importés, et même des produits de "luxe" ; alcools, vins fins en bouteille importés de France. Leur principale clientèle est Popaa et Demi ; ces clients ont un compte et règlent leurs achats mensuellement.

En dehors des magasins d'alimentation, il n'y a à Faaa aucun magasin spécialisé, vêtements, quincaillerie, etc... La Banque de l'Indochine a ouvert en 1970 une agence. C'est là un des signes évidents que Faaa ne fait qu'émerger de sa ruralité, mais a aussi tendance à devenir une banlieue. Papeete reste le centre commercial où l'on se rend facilement pour divers achats ; la variété des services y est plus grande. On ne peut pas prévoir que les services offerts à Faaa iront en augmentant et en se diversifiant, car Papeete est là tout proche et on peut y aller facilement. Ceci joue non seulement pour Faaa mais aussi pour les districts de Tahiti plus éloignés. Faaa est en train de devenir une banlieue résidentielle dont la vie et l'activité sont étroitement et de plus en plus liées à celles de Papeete.

Chapitre 7 : LA CONSOMMATION, REALITE ET ILLUSIONS

"Dans la consommation, les biens n'ont en soi rien d'aliénant, mais le choix conditionné et l'idéologie qui les enrobe déterminent l'aliénation de leurs acheteurs". (R. Vaneigem)

Les signes d'un développement fabuleux et rapide de la consommation sont partout présents à Tahiti : multiples objets, services et biens matériels de toutes sortes qui touchent à des degrés divers toutes les couches sociales et ethniques. Cette profusion qui se manifeste jusque dans les îles les plus éloignées de Tahiti, sous des aspects parfois insolites et anachroniques (1), est considérée par beaucoup comme un changement profond ;

(1) Un petit exemple de cet insolite, qui n'a nulle prétention de démonstration quelle ne fut un jour ma surprise dans un atoll des Tuamotu situé à près de six cent kilomètres de Tahiti, d'entendre dans un fare une jeune Polynésienne qui écoutait sur son électrophone les derniers succès parisiens de Sheila et d'Adamo. A Tahiti, on penserait peut-être qu'il n'y a là de surprenant que ma propre surprise !

on est tenté d'y voir l'entrée de Tahiti dans le monde moderne, sinon en profondeur du moins dans les apparences, même si l'on oublie pas que cette manne est une retombée directe ou indirecte de l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique.

Pour certains qui ont gardé, même s'ils refusent de l'avouer, l'image d'une Polynésie mythique où des "bons sauvages" auraient vécu proches de la "nature" avec des "besoins naturels", c'est là une corruption et l'introduction de besoins artificiels qui envahissent la vie quotidienne et détruisent cette "poésie", qui était sans doute plus un fruit de leur imagination qu'un reflet de la réalité. Une telle façon de voir cette réalité présente n'est pas seulement le fait de quelques rêveurs impénitents, elle est aussi exprimée sous une autre forme par les milieux catholiques et protestants qui craignent que le rigorisme moral qu'ils avaient tenté d'instaurer ne se dissolve dans cette profusion d'objets qu'ils qualifient de matérialisme. Un haut responsable de l'Eglise Catholique me disait que "les Tahitiens sont de grands enfants qui sont en train d'être corrompus par la civilisation !".

Pour d'autres qui assimilent facilement, trop peut-être, le développement de la consommation au progrès en général, c'est là le signe d'une adaptation rapide, d'un changement des mentalités et d'une libération de l'individu, dont le sens global ne peut être remis en cause, même si on observe des désajustements partiels et des différences dans les niveaux de consommation ; ce phénomène de la consommation, ils le relient à un progrès général des sociétés, et sa conséquence ne peut être en définitive qu'un bonheur accru des individus ; il s'agit d'une idéologie du bonheur assez simpliste, mais pourtant très répandue dans les sociétés occidentales.

Pour un bilan de la consommation

Une enquête de budgets familiaux, effectuée par la SEDES au cours des années 1967 - 1968 nous permet de faire un bilan précis de la consommation en Polynésie Française (2), encore qu'il soit "regrettable" que les résultats de cette enquête ne concernent que la population "non-expatriée", la population "expatriée", à savoir les fonctionnaires, militaires et autres métropolitains en séjour à Tahiti ayant été considérés "hors champ d'étude" (3). Si cette exclusion "hors champ d'étude" des "expatriés" est justifiable sur le plan méthodologique - diverses complications qui auraient pu en découler dans le déroulement de l'enquête - elle ne l'est absolument pas sur le plan scientifique et c'est une image tronquée de la réalité que nous obtenons. Ces expatriés, dont le nombre exact n'est d'ailleurs pas connu, ont de façon évidente une part importante dans la consommation, démesurée même, est-on en droit de penser, par rapport à leur importance numérique ; la prolongation de l'enquête sur cette partie de la population aurait permis de connaître plus précisément les écarts et les clivages qui se produisent au niveau de la consommation ; mais n'est-ce pas là la cause du rejet "hors champ d'étude" de ces expatriés ?

La masse monétaire s'est accrue de 53 % entre 1963 et 1964, et de 44 % entre 1964 et 1965. Parallèlement à cette croissance s'est produite une flambée des prix, surtout dans certains secteurs, tels que celui du logement.

Dans le même laps de temps le salariat se développait, et sur la

(2) Les résultats donnés dans ce paragraphe sont extraits du Tome I - Rapport Général, de cette enquête publiée en décembre 1968.

(3) Cette enquête a été faite sur un échantillon tiré au sort qui comprenait 239 ménages du milieu urbain et 285 du milieu rural. Je n'ai rapporté ici que les résultats concernant le milieu urbain, milieu dans lequel s'effectuait ma propre enquête. J'ai donné quelques chiffres sur le milieu rural quand la comparaison pouvait être utile. Les références paginales indiquées entre parenthèses renvoient au Rapport.

masse globale des revenus perçus par les familles qui constituaient l'échantillon de l'enquête à Tahiti, 64,6 % sont d'origine salariale.

Structure des revenus suivant la circonscription (page 121)

	Salaires	Revenus Professionnels variables	Autres
Tahiti Urbain	66,3 %	21,5 %	12,2 %
Tahiti Rural	59,2 %	29,0 %	11,8 %
ENSEMBLE	64,6 %	23,3 %	12,1 %

Dans l'archipel où les revenus salariaux sont les moins importants, les Marquises, ils représentent cependant 43,1 % des ressources des ménages ; autant dire l'importance du salariat jusque dans les archipels les plus éloignés de la zone urbaine.

Les revenus sont très différents suivant les groupes ethniques ; ils varient du simple au double :

REVENUS MENSUELS SELON L'ETHNIE DU CHEF DE MENAGE (secteur urbain)
page 124

Ethnies	Par ménage budgétaire	Par personne	Par actif
Polynésien	29 724 F	4 973	15 708
Demi	46 152	10 033	25 387
Européen fixé	50 117	13 363	31 653
Chinois	59 784	9 051	23 665
ENSEMBLE	39 174	6 886	19 897

Les salaires mensuels varient de façon comparable suivant les ethnies : (page 124)

Polynésien	:	14 330
Chinois	:	17 620
Demi	:	21 390
Européen fixé	:	35 780
SALAIRE MOYEN	:	16 990

Les différences en fonction de la catégorie socio-professionnelle (C.S.P.) du chef de ménage sont importantes : (page 131)

MONTANT MENSUEL EN FRANCS SUIVANT LA C.S.P. DU CHEF DE MENAGE

C.S.P. du chef de ménage	Par ménage budgétaire	Par personne	Par actif
Cadres Supérieurs et moyens	74 771	13 085	34 298
Employés et ouvriers secteur public	36 725	7 265	19 096
Employés du secteur privé	33 868	6 402	17 157
Ouvriers du secteur privé	26 855	4 425	15 468
Personnel de service	18 485	3 825	10 083
SOUS-TOTAL SALARIES	31 799	5 743	17 025

Employeurs et professions libérales	119 410	17 612	41 606
Artisans et indépendants du commerce	52 105	7 603	20 720
SOUS-TOTAL NON-SALARIES	63 565	9 400	24 953
Inactifs	46 467	10 561	23 190
ENSEMBLE	39 174	6 886	19 897

Après cette analyse des revenus, de leur provenance, et leur répartition suivant les ethnies et les catégories socio-professionnelles, le rapport examine la structure des dépenses :

REPARTITION COMPAREE EN % SELON LA TRANCHE DE DEPENSES MENSUELLES DU MENAGE
(page 168)

	Moins de 10 000	10 000 à 19 000	20 000 à 34 999	35 000 à 49 999	50 000 à 74 999	75 000 à 99 999	100 000 et +	Ensemble 100 %.
REPARTITION								
des ménages	13 %	29 %	34 %	10 %	7 %	4 %	3 %	"
des personnes	11 %	29 %	33 %	11 %	7 %	5 %	4 %	"
des actifs	9 %	27 %	32 %	13 %	9 %	5 %	5 %	"
des U.C. (4)	10 %	29 %	33 %	11 %	8 %	5 %	4 %	"
DE LA DEPENSE GLOBALE	3 %	14 %	30 %	14 %	13 %	12 %	14 %	"

Ce tableau rend bien compte des inégalités qui se produisent dans

(4) U.C. : unité de consommation ; la détermination des coefficients d'unité de consommation est basée à la fois sur le sexe, et sur l'âge de chaque personne : 1,0 pour les hommes de 15 à 59 ans ; 0,8 pour les femmes de 15 à 59 ans ; 0,8 pour les hommes et femmes de plus de 59 ans ; 0,5 pour les enfants de moins de 15 ans.

la répartition mensuelle des dépenses : pour les deux catégories de dépense intermédiaire - celles comprises entre 20 000 et 49 999 - le pourcentage de la dépense globale qu'elles occupent correspond sensiblement à la place réelle qu'elles occupent dans l'échantillon : ceux qui se situent dans la tranche de dépense de 20 000 à 34 999 Francs (34 % des ménages, 33 % des personnes, 32 % des actifs et 33 % des Unités de consommation) représentent 30 % de la dépense globale ; ceux de la tranche de 35 000 à 49 999 (10 % des ménages, 11 % des personnes, 13 % des actifs, et 11 % des Unités de consommation) représentent 14 % de la dépense globale.

Mais pour les tranches qui sont inférieures ou supérieures à celles-ci, le pourcentage qu'elles occupent dans la dépense globale varie en sens inverse de l'importance réelle qu'elles occupent dans l'échantillon: les deux tranches qui dépensent moins de 20 000 Francs par mois, n'ont droit qu'à 17 % de la dépense globale, alors qu'elles regroupent en totalité 42 % des ménages, 40 % des personnes, 36 % des actifs et 39 % des unités de consommation. A l'inverse, les tranches de dépense supérieure à 50 000 Francs bénéficient de 39 % de la dépense totale, tout en ne représentant réellement que 14 % des ménages, 16 % des personnes, 19 % des actifs et 17 % des unités de consommation.

Pour les seuls salariés urbains (page 171), les écarts sont du même ordre de grandeur ; ceux qui dépensent moins de 20 000 Francs par mois, à savoir 46 % des ménages, ne se partagent que 22 % de la dépense totale ; par contre les 11 % de familles qui dépensent plus de 50 000 Francs représentent 30 % de la dépense globale.

La dépense moyenne mensuelle par personne s'étale de 1 600 Francs pour les ménages dépensant moins de 10 000 Francs par mois, à 17 300 Francs pour ceux qui dépensent plus de 100 000 Francs (moyenne : 5 300 Francs) (page 173).

On constate aussi une relation inverse entre le nombre d'actifs

de la famille et le pourcentage que ces mêmes familles occupent dans la structure générale de la dépense : (page 179)

Taille des ménages	1 personne	2 et 3	4 et 5	6 à 9	10 et +	Ensemble
Répartition de ces ménages dans l'échantillon.	4 %	20 %	30 %	35 %	11 %	100 %
des personnes	1 %	9 %	23 %	46 %	21 %	100 %
des actifs	2 %	14 %	25 %	37 %	22 %	100 %
DE LA DEPENSE GLOBALE	2 %	18 %	30 %	37 %	13 %	100 %

Pour les ménages qui sont composés de 5 personnes et moins, le pourcentage qu'ils occupent dans la dépense est supérieur à celui du nombre d'actifs qu'ils regroupent (41 % des actifs et 50 % de la dépense) mais les ménages de plus de 10 personnes n'ont que 13 % de la dépense globale alors qu'ils regroupent 22 % des actifs. L'auteur du rapport ajoute : "on pouvait s'attendre à ce que le pourcentage de la dépense globale soit en liaison beaucoup plus étroite avec le pourcentage d'actifs. Parmi les hypothèses susceptibles d'expliquer cette apparente anomalie, il en est une... qui consiste à penser qu'il existe une sous-estimation systématique de certains postes de dépense dans les ménages où le nombre d'actifs est élevé". Mais l'auteur aurait sans doute dû faire intervenir un autre facteur d'explication pour comprendre ce qu'il appelle une "anomalie" et n'en est une qu'en apparence, me semble-t-il. En effet on peut estimer, sans grand risque d'erreur, que parmi les familles qui comprennent le plus grand

nombre de personnes beaucoup sont polynésiennes - avec de plus un grand nombre d'enfants - (5), par ailleurs bien que dans ces familles polynésiennes le nombre d'actifs soit supérieur à celui des autres familles, ce sont les Polynésiens qui ont les revenus les plus faibles ; il en résulte que c'est aussi là que les dépenses sont les plus faibles malgré le grand nombre d'actifs. Une enquête menée par la SETIL sur les quartiers polynésiens de Papeete, Faaa et Pirae révèle que 60 % des familles de ces quartiers comprennent entre 5 et 15 personnes ; mais le salaire moyen versé au salarié de ces mêmes quartiers est mensuellement de 13 838 Francs (Chiffre SEDES : 14 330). (6)

L'auteur du rapport continue plus loin : "La dépense par ménage croît régulièrement au fur et à mesure que la taille du ménage augmente, cependant que la dépense par personne diminue elle aussi régulièrement mais de façon plus rapide. La dépense par personne décroît de 1 à 4 environ, cependant que la dépense par ménage augmente de 1 à 2 environ". L'auteur conclut "à une sous-estimation des dépenses des ménages de taille élevée". La réponse là encore me semble être autre : si la dépense du ménage croît en fonction de la taille de celui-ci, c'est dû à un grand nombre d'actifs ; mais ce n'est pas pour autant que la dépense par tête croît, car même si les actifs sont nombreux, les salaires sont bas, ce qui réduit d'autant la dépense par personne ; par contre dans les familles plus réduites, des salaires élevés compensent le faible nombre d'actifs :

(5) Le rapport montre que la taille des ménages en milieu urbain varie ainsi suivant l'ethnie (page 57) : Européen fixé : 3,75 avec 1,08 enfant de moins de 15 ans ; Demi : 4,60 avec 1,73 enfant ; Polynésien : 5,98 avec 2,76 enfants ; Chinois : 6,61 avec 2,50 enfants. Pour démontrer ce que j'énonce ici, il aurait fallu mettre en jeu l'ethnie et la provenance des revenus (salarial ou autres). En effet, par exemple, les ménages chinois, qui ont la taille la plus élevée, sont ici amalgamés avec les ménages polynésiens qui eux aussi ont une taille élevée ; mais en réalité les ressources de ces ménages varient autant par leur provenance (commerce pour les Chinois, et salariat pour les Polynésiens) que par leur importance (moyenne par ménage budgétaire, Chinois : 59 784 ; Polynésien : 29 724).

(6) Rapport Rénovation urbaine SCET-COOP, SETIL, 1969.

la dépense mensuelle par personne varie de 3 700 pour les ménages de plus de 10 personnes, à 17 000 pour les ménages d'une personne.

Les ménages qui disposent mensuellement de moins de 35 000 Francs (57 % de la totalité de l'échantillon) n'ont que 28 % du revenu global et 37 % de la dépense : (page 183)

COMPARAISON REVENUS-DEPENSES

Revenu	moins de 35 000	plus de 75 000
% des ménages	57 %	12 %
% du revenu global	28 %	37 %
% de la dépense totale	37 %	29 %

Les différences sont grandes : proportionnellement à leur place dans l'échantillon, ceux qui gagnent plus de 75 000 Francs par mois dépensent presque quatre fois plus que ceux qui gagnent moins de 35 000 Francs.

Les différences sont sensibles aussi en fonction des groupes ethniques : (p.187)

	Polynésiens	Demis	Chinois	Européens fixés
Répartition des ménages	57 %	21 %	17 %	5 %
des personnes	60 %	16 %	20 %	4 %
de la dépense globale	42 %	25 %	24 %	9 %

Les dépenses mensuelles par ménage sont les suivantes (page 188)

- 22 300 Francs pour les Polynésiens
- 37 400 " " " Demis
- 43 300 " " " Européens fixés
- 43 600 " " " Chinois

La dépense mensuelle par Polynésien est de 3 700 Francs alors qu'elle est de 11 500 pour l'Européen fixé.

Parallèlement, la dépense par personne varie de 3 300 Francs dans les familles dont le chef de ménage est personnel de service, à 11 600 dans celles dont il est cadre.

VARIATIONS SUIVANT LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DU CHEF DE MENAGE

	Cadres	Employés et ouvriers du secteur public	Employés du secteur privé	Ouvriers du secteur privé	Personnel de service
% de ménages	4 %	14 %	17 %	32 %	5 %
% des personnes	2 %	13 %	16 %	34 %	5 %
% de la dépense totale	7 %	14 %	16 %	23 %	3 %

(page 193)

Cette enquête nous fournit aussi de nombreux renseignements précis sur la structure de la dépense, en fonction des critères ethniques, socio-professionnel, tranche de revenu mensuel ; retenons quelques éléments d'un de ces tableaux en le simplifiant quelque peu. (page 225)

DEPENSES MENSUELLES SUIVANT L'ETHNIE

	POLYNESIEN		DEMI		CHINOIS		EUROPEN FIXE	
Alimentation	1 837,3	49,2 %	3 030,6	37,3 %	2 844,6	43,4 %	4 298,3	37,4 %
Habillement	269,1	7,2 %	587,5	7,2 %	211,7	3,2 %	684,9	6,0 %
Habitation	636,2	17,0 %	1 719,4	21,2 %	1 060,9	16,2 %	3 104,7	27,0 %
Hygiène et soins	98,6	2,7 %	178,7	2,2 %	209,4	3,2 %	248,0	2,2 %
Transport	322,2	8,6 %	1 016,4	12,5 %	1 003,6	15,3 %	2 377,9	20,7 %
Culture et loisirs	213,2	5,7 %	469,2	5,8 %	469,3	7,2 %	611,5	5,3 %
TOTAL	3 376,6	90,4 %	7 001,8	86,2 %	5 799,5	88,5 %	11 325,3	98,6 %

(Ces dépenses sont indiquées par personne ; les totaux en bas de colonnes ne donnent pas 100 % car il y a des dépenses que je n'ai pas retenu).

L'analyse d'un tel tableau est délicate ; on peut constater, phénomène fréquent, que lorsque la masse globale s'accroît, la répartition de celle-ci suivant les différents chapitres se modifie ; c'est le cas de l'alimentation qui chez les Polynésiens recouvre presque la moitié des dépenses alors que chez les Européens elles représentent seulement un peu plus du tiers. Si une comparaison des dépenses des divers groupes ethniques est révélatrice des clivages, il est aussi nécessaire d'examiner la structure interne des dépenses de chaque groupe ethnique : comparer la masse globale des dépenses alimentaires des Polynésiens et des Européens n'a aucun sens si on n'examine pas au préalable les composantes de cette

alimentation - je dois préciser à ce sujet, que bien que je n'ai pas rapporté dans le tableau la structure de l'alimentation, l'enquête fait une étude minutieuse et détaillée sur les pratiques alimentaires de chaque groupe ethnique - mais nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

Quelques indications sur les salaires et la consommation à Faaa

Le manoeuvre, sans aucune connaissance d'un métier, débute avec un salaire horaire de 50 à 60 Francs ; son salaire mensuel n'est guère supérieur à 15 000 Francs. Un maçon gagne environ 15 000 Francs par mois. Les chauffeurs de camion atteignent les 20 000 Francs mensuels. Les femmes, qui occupent les emplois les moins qualifiés, serveuses ou femme de ménage, touchent un salaire mensuel qui varie entre 8 et 12 000 Francs.

Les revenus par maisonnée, dans le quartier du centre de Faaa, varient ainsi :

- 15 000 Francs et moins	42
- de 16 à 25 000	54
- de 26 à 35 000	20
- de 36 à 50 000	12
- de 50 à 60 000	7
- de 60 à 100 000	12
- + de 100 000	2
- indéterminés	25
- TOTAL	174

A Vaitupa, la dispersion des revenus est moindre. Les revenus globaux par maisonnée s'établissent ainsi :

- - de 10 000 F par mois	:	3
- de 10 à 14 999 F	:	1
- de 15 à 19 999 F	:	5
- de 20 à 24 999 F	:	10
- de 25 à 29 999 F	:	8
- de 30 à 34 999 F	:	4
- de 35 à 39 999 F	:	1
- + de 40 000 F	:	8

Le revenu moyen par maisonnée est de l'ordre de 30 000 F, le revenu moyen par habitant étant de 4 342 F.

Ce revenu mensuel qui peut sembler relativement élevé ne provient pas du fait que les salaires sont élevés :

	H	F
- 10 000 F et moins	4	8
- 11 à 15 000	1	3
- 16 à 20 000	18	
- + de 20	6	

Mais il provient du fait que le nombre de personnes qui travaillent est élevé ; le nombre est en moyenne supérieur à 2 par maisonnée. Même dans le cas des 8 maisonnées dont le revenu global est supérieur à 40 000 F, ce chiffre est obtenu par un grand nombre de personnes ac-

tives. Dans ces 8 maisonnées qui regroupent 75 personnes, on compte 30 travailleurs qui gagnent en moyenne 16 000 F par mois, chiffre peu supérieur à la moyenne du quartier qui est de 13 529 F.

A la cité SOCREDO, les revenus des ménages sont dans l'ensemble supérieurs à ceux des autres quartiers :

- moins de 10 000	: 2
- 11 à 20 000	: 22
- 21 à 30 000	: 30
- 31 à 40 000	: 24
- 41 à 50 000	: 28
- + de 50 000	: 10

(indéterminés, artisans, etc... : 25)

L'équipement des ménages se fait rapidement depuis quelques années, surtout dans deux directions : les maisons s'équipent et se modernisent grâce à divers appareils électro-ménagers et équipements de loisir (télévision, radio, électrophone) ; par ailleurs le nombre de véhicules motorisés s'accroît rapidement : pour Tahiti, le nombre de voitures immatriculées (par privé) est passé d'environ 2 600 en 1960 à plus de 7 000 en 1965 ; en 1968, il atteignait près de 15 000 véhicules ; en 5 ans le parc automobile a plus que doublé (7).

(7) Fages (ouvrage collectif) Livre I, figure 5.

EQUIPEMENT A FAAA EN 1969

	Centre Faaa (174 mais.)	SOCREDO (135)	Vaitupa (41)
Primus (petit réchaud à pétrole)	63	3	26
Cuisinière (gaz ou pétrole)	111	133	15
Machine à laver	33	84	1
Réfrigérateur	74	127	14
Machine à coudre	(?)	46	15
Radio	143	85	24
Electrophone	(?)	43	4
Télévision	48	98	6
Scooters	62	75	8
Automobiles	74	112	12

Ces quelques chiffres mettent bien en évidence les différences qui existent entre ces quartiers.

x x
x

Toutes ces données chiffrées, dont la lecture est à vrai dire fastidieuse mais que j'ai pris soin de rapporter parce qu'elles permettent de donner de la réalité polynésienne actuelle une image moins floue, que nous apprenent-elles ? Elles mettent en évidence diverses formes d'inégalité, les clivages les plus importants se situant entre les différentes catégories

socio-professionnelles, et entre les groupes ethniques, les uns recoupant les autres. Mais il nous faut bien reconnaître aussi que la lecture de ces résultats ne manque pas d'être décevante : elles ne nous apprennent rien de nouveau, elles ne permettent pas de saisir des faits que nous n'ayons déjà saisi intuitivement et empiriquement au contact de la réalité quotidienne polynésienne ; il ne faut certes pas attendre de telles enquêtes qu'elles nous apportent la "révélation" et les considérer comme un outil magique ; par ailleurs on peut montrer quelque scepticisme à l'égard de ce que j'appelle l'intuition et l'empirique qui peuvent nous jouer de mauvais tours. Mais allons plus loin : les évidences elles-mêmes que font apparaître les chiffres ne sont-elles pas fausses et illusoires ? La consommation est mesurée statiquement comme un signe du développement économique ; le niveau de consommation devient ainsi la mesure que l'on applique à tous les individus de la société et suivant laquelle on détermine d'une façon statique et figée la position de chacun au sein de cette société. C'est à propos de telles analyses que Jean Baudrillard déplore "toujours l'absence d'une théorie de la consommation qui puisse restituer les données quantitatives à une logique des significations. Ce n'est pas ici les coefficients de validité qui sont en cause, c'est la rupture épistémologique qui fait passer d'une définition de la consommation en terme de bilan calorique, énergétique, en termes de structure de dépenses et de budgets familiaux - définition sécurisante qui permet de rationaliser la consommation comme fonction dérivée de la productivité, et d'indexer de faciles conclusions idéologiques sur la valeur nominale des chiffres - à une définition en terme de structure sociale, en terme de calcul de signes et de différences, où la "consommation" de biens matériels signifie un certain rapport au groupe, un certain rapport à la culture, où à la positivité des chiffres peut être totalement ambivalente, bref où la consommation

ne prend son sens que dans la relation structurale avec tous les autres comportements sociaux. Nous disons donc honnêtement que les relations chiffrées n'emportent jamais le sens" (8). Baudrillard tente de briser le cercle des chiffres et de démystifier la consommation comme résultante d'un processus "naturel" de croissance. Pour cela il rejette d'abord l'idée fréquemment reconnue suivant laquelle les différences qui apparaissent au niveau de la consommation ne sont que des dysfonctions : "Nous ne dirons plus avec les euphoristes "La croissance produit de l'abondance, donc de l'égalité", nous ne prendrons pas non plus la vue extrême inverse "la croissance est productrice d'inégalité". Renversant le faux problème : la croissance est-elle égalitaire ou inégalitaire ? nous dirons que c'est la croissance elle-même qui est fonction de l'inégalité. C'est la nécessité pour l'ordre social inégalitaire, pour la structure sociale de privilège de se maintenir qui produit et reproduit la croissance comme son élément stratégique" (9).

Les bases d'une nouvelle analyse

Le développement de la consommation ne se fait pas en fonction d'un système de besoins qui seraient donnés une fois pour toutes et qui seraient immuables : "C'est non pas que les besoins sont le fruit du système mais que le système des besoins est le produit du système de production Ceci est tout différent. Par système de besoins, nous entendons que les besoins ne sont pas produits un par un, en relation aux objets respectifs, mais sont produits comme force consommatrice, comme disponibilité globale dans le cadre plus générale des forces productives"... "Dans le système de consommation, la jouissance n'apparaît plus du tout comme finalité, comme fin rationnelle, mais comme rationalisation individuelle d'un processus dont les fins sont ailleurs... On jouit pour soi mais

(8) Baudrillard, I, page 37.

(9) J. Baudrillard, I, page 37.

quand on consomme, on ne le fait jamais seul (c'est l'illusion du consommateur, soigneusement entretenue par tout le discours idéologique sur la consommation) on entre dans un système généralisé d'échanges et de production de valeurs codées, où en dépit d'eux-mêmes tous les consommateurs sont impliqués réciproquement... A un système bio-fonctionnel et bio-économique des biens et des produits (niveau biologique du besoin et de la subsistance) vient se substituer un système sociologique de signes (niveau propre de la consommation). Et la fonction fondamentale de la circulation réglée d'objets et de biens est la même que pour les femmes et les mots : assurer un certain type de communication'' (10)

La critique de Baudrillard est radicale : le développement de la consommation est dépendant d'un système de besoins qui est lui-même déterminé par le système social. Il n'est pas question de remettre en cause le bien-être que peuvent procurer les objets de consommation, car le vrai problème ne se situe pas à ce niveau. Mais à l'inverse, il n'est pas plus justifié de prétendre que la diffusion des objets de consommation se fait dans le sens d'un développement généralisé dont la direction et le sens seraient uniques et immuables, étant donné qu'elle est liée au système social. Le fétichisme de la marchandise n'existe pas seulement dans le passage de la valeur d'usage à la valeur d'échange, il se manifeste aussi dans la relation elle-même que les individus entretiennent avec cette marchandise, qui au-delà de sa stricte valeur d'usage est réinvestie par le groupe social dans le cadre des rapports sociaux, et chargée d'un sens autre que celui de la pure utilité ; la marchandise n'est pas neutre et n'existe pas en soi, et ce n'est pas seulement dans sa production qu'elle est sous-tendue par l'ensemble des rapports sociaux, mais aussi dans son utilisation.

(10) J. Baudrillard, I, pages 123 et 124.

Archaisme et modernisme : vrai ou faux problème ?

Le développement de la consommation en milieu polynésien ne manque pas de paradoxes ; alors que les besoins considérés habituellement comme élémentaires et essentiels à la vie sont peu ou mal satisfaits, alors que beaucoup de logements sont exigus et en mauvais état (11), alors que l'alimentation n'est certes pas insuffisante mais pauvre et mal équilibrée (12), les familles sont souvent équipées de réfrigérateurs, de télévisions et d'automobiles, etc... En outre l'utilisation qui est faite de ces équipements ne correspond pas aux possibilités qu'ils offrent : on utilise plus volontiers pour faire la cuisine le petit réchaud "primus" que le superbe fourneau à gaz ou au pétrole ; le réfrigérateur bien placé en évidence au regard de ceux qui entrent dans la maison ne sert pratiquement à rien ; il permet d'obtenir des glaçons pour rafraîchir la boisson, on garde aussi un pichet d'eau fraîche mais pratiquement aucune nourriture, ce qui s'explique par le fait que la base de l'alimentation polynésienne est constituée d'aliments non-périssables surtout des conserves et du pain, et aussi parce que chez les Polynésiens on achète ce dont on a besoin au jour le jour et on ne fait jamais de provisions pour une longue durée. L'achat de tels équipements est en contradiction avec les "services" qu'ils sont sensés fournir.

Dans certaines maisons construites récemment et dont les propriétaires ont bénéficié d'un prêt à la construction, la salle d'eau et les w.c. - dont l'installation était nécessaire pour l'obtention du prêt - ne sont pas utilisés, et on continue à se servir du fare pape et du fare iti qui se trouvent dans le jardin derrière la maison

(11) Rapport Rénovation Urbaine, SCET-COOP, SETIL

(12) Quelques signes évidents d'une malnutrition : l'obésité qui frappe beaucoup d'adultes, résultat sans doute d'une sur-consommation de féculents ; la carie dentaire précoce qui touche la plupart des Tahitiens.

Le goût du clinquant, du tape-à-l'oeil se manifeste partout : dans les fare, la télévision, le combiné radio-stéréophonie sont bien placés en évidence, de préférence là où l'on reçoit les visiteurs. Dans les classes moyennes on accorde beaucoup d'importance à la voiture : les grosses automobiles ont beaucoup de succès, Peugeot 404, B.M.W, Ford Taunus, etc... on les achète neuves quitte à les payer par mensualités, lesquelles absorbent alors une part importante du revenu mensuel. Si la voiture est un moyen de se montrer, le ludique rejoint toujours le prestigieux dans la puissance dominée mais toujours dangereuse (13) - la preuve en est le grand nombre d'accidents à Tahiti -. Pour le Polynésien, la voiture est aussi instrument de participation sociale : on la choisit de préférence grande - camionnette Peugeot 403 ou 404 aménagée avec des bancs à la manière d'un truck - ; parents, amis et voisins s'y entassent avec guitares et caisses de bière et l'on part faire le tour de l'île en chantant (14) ; on pic-nique, on s'arrête chez des amis ou des fetii.

Les objets de pacotille ont beaucoup de succès : aguiché par une publicité qu'un voisin a découpée dans un journal, on commande d'un seul coup trois montres à Besançon, qui ne marchent plus au bout de quelques semaines et qu'on délaisse alors. On s'achète une tondeuse à gazon à moteur bien que ce ne soit guère une nécessité quand la pelouse ne fait que quelques mètres carré.

La télévision a connu un succès prodigieux ; alors que Télée-Tahiti n'émet que depuis quelques années - 1965 ou 66 - à Faaa dans les trois quartiers où j'ai fait mon étude, il y avait en 1969 plus de 150 récepteurs. Elle n'émet que quelques heures par jour, uniquement le soir ; il n'y a aucun programme en langue tahitienne, sauf les émissions religieuses du dimanche, et excepté les bulletins d'information, beaucoup d'émissions ont

(13) Baudrillard, II, pages 94 à 99.

(14) A Tahiti le tour de l'île dominical est devenu une quasi-institution, encore qu'il soit réservé à ceux qui ont des véhicules...

été au préalable réalisées en France. Malgré celà elle a beaucoup de succès, même dans les milieux populaires où l'on comprend peu le français ; plus que le contenu immédiat de l'émission, dont le sens est parfois fort éloigné de la réalité tahitienne, c'est l'image qui semble exercer une fascination sur les esprits ; les scènes de bagarre, extraites aussi bien des bandes d'actualité - guerre du Viet-nam par exemple - que de films, déclenchent les cris et les encouragements des spectateurs qui s'identifient volontiers aux acteurs réels ; les scènes amoureuses déchainent rires et plaisanteries, réactions ambiguës qui manifestent une vive curiosité pour ce qui se passe sur l'écran, mais qui sont aussi -peut-être- une réaction de défense contre la transgression, dans l'image vue, d'un tabou qui imprègne dans la réalité les relations amoureuses (voir chapitre suivant). Dans les quartiers, ceux qui ont un récepteur invitent les voisins à venir et c'est l'occasion de se retrouver. Pour quelques-uns, c'est aussi un moyen de faire de petites affaires : on demande aux spectateurs une "redevance" de un ou deux tara (15).

L'achat de ces équipements frappe lourdement les budgets ; beaucoup d'achats sont faits à crédit (à la cité SOCREDO, 39 cuisinières sur 133, 32 machines à laver sur 84, 47 récepteurs de télévision sur 98, 40 scooters sur 75, 70 automobiles sur 112 ont été achetés à crédit). Le cas de Hina, jeune serveuse dans un hôtel de tourisme, est fréquent dans beaucoup de familles : son salaire mensuel varie entre 15 et 20 000 Francs, mais elle doit verser mensuellement une traite de 10 000 Francs, pour payer une Fiat 124 achetée à crédit ; c'est aussi le cas d'un autre jeune, serveur dans un restaurant, qui a acheté une B.M.W 2000.

(15) Tara : désigne la pièce de 5 Francs C.F.P. (mot tahitien dérivé du mot dollar).

"On revient ainsi, avec le crédit, à une situation proprement féodale, celle d'une fraction du travail due à l'avance au seigneur, au travail asservi. Pourtant, à la différence du système féodal, le nôtre joue sur une complicité : le consommateur moderne intègre et assume spontanément cette contrainte sans fin : acheter afin que la société continue de produire, afin qu'il puisse continuer de travailler afin de pouvoir payer ce qu'il a acheté" (16).

Beaucoup, parmi les classes bourgeoises et les Popaa, considèrent que de tels comportements sont le signe évident d'un manque de discernement ; on voit dans de tels achats des signes d'ostentation et d'une mise en valeur excessive sans relation avec les moyens réels et objectifs des acheteurs ; ces comportements seraient aussi le signe d'une mentalité "archaïque" qui nécessiterait une "éducation du consommateur". Mais de tels schémas d'explication ne se fondent-ils pas sur la rationalité du système social présent ? Il est exact que de tels comportements se situent en rupture avec cette rationalité dominante, mais leur signification n'en repose pas moins sur la situation présente et non sur des "restes" d'une mentalité archaïque. En achetant au-delà de ses possibilités réelles d'achat, l'individu se situe - inconsciemment - en dehors de la logique sociale de son statut, logique qui exigerait qu'il s'y conforme. Il y a là un refus des normes sociales et l'individu refuse d'observer la règle du jeu de la compétition sociale. C'est ainsi une tentative pour surmonter une situation concrète. L'objet perd son sens fonctionnel et n'est pas acquis en fonction de son utilité directe, il devient le signe d'un autre statut ; mais il n'est que cela et c'est bien là que l'on peut dire que de tels comportements sont "aberrants et illusoires", car le signe se détache du sens. Le surpas-

(16) Baudrillard, II, page 224.

sement du statut présent par ces signes est dérisoire car il ne remet pas en cause, et même masque les fondements réels des différences de statut social et au-delà les clivages sociaux. La société devient une "société du spectacle" où chacun se donne à voir aux autres.

Sous le signe de la consommation se déroule une gigantesque compétition sociale qui rejoint cette course au prestige social, dont il a été question plus haut à propos de l'école et qui trouve son origine et sa dynamique actuelle dans les rapports coloniaux. La lutte de prestige née de l'affrontement sous-jacent qui opposait les Popaa, véritables détenteurs du pouvoir politique et autre, à la bourgeoisie métisse qui elle aussi entendait jouer un rôle, se prolonge en une compétition fantôme où les objets deviennent des signes du statut de chacun. C'est dans les classes moyennes, classes montantes en mal d'être reconnue dans la position sociale à laquelle elles aspirent, que cette accumulation qui tourna à la caricature. Les hauts salaires dont elles disposent leur permettent de jouer à plein ce jeu et de bénéficier d'un avantage sur les classes populaires.

Les couches sociales qui sont "en haut", la haute bourgeoisie Popaa, affectent un certain détachement et manifestent volontiers du mépris pour les couches intermédiaires qui éprouvent le besoin de s'affirmer d'une façon évidente et visible de tous. Dans les couches supérieures, les signes du statut se manifestent avec plus de discrétion, et même avec recherche et élégance ; là où d'autres éprouvent le besoin de se distinguer par le tape-à-l'oeil, on se sur-distingue par le banal et commun : il est de bon ton de rire du fonctionnaire Polynésien qui roule dans une grosse voiture, alors que soi-même on roule en 2 CV ou en 4L et que l'on pense - semblant de rationalisation pour justifier son propre comportement et l'opposer à celui de l'autre qui serait irrationnel - que ces voitures sont beaucoup plus adaptées à

Tahiti. La distinction se fait aussi dans la recherche d'un certain style de vie, vie quasi vacancière avec fare en style néo-polynésien situé au bord du lagon de préférence, loisirs de la mer, bateau, ski nautique, pêche en haute mer, etc... on sort au restaurant et on se reçoit beaucoup entre amis. Ce style de vie apparaît directement calqué sur celui que l'on observe dans les pays occidentaux avec un retour à une vie "néo-naturelle" pendant les week-end et les vacances : maison de campagne dans le style rustique où l'on mène une vie qui se veut simple et où l'on reçoit ses amis.

La maison

L'ancienne habitation polynésienne (17) était entièrement construite en matériaux végétaux ; les pilotis de bois qui l'isolaient du sol la préservaient de l'humidité pendant la saison des pluies ; les parois étaient faites de feuilles de cocotier tressées ou de bambou éclaté également tressé ; la toiture faite aussi en feuilles de cocotier ou de pandanus protégeait de la pluie et assurait une bonne fraîcheur contre la chaleur. La durée de ces matériaux était assez courte - un toit en niau (feuille de cocotier) ne durait guère plus de trois ans, et en pandanus 6 ans - ; mais les matériaux étaient à la portée de tous, il suffisait d'aller les collecter dans les vallées. Pour faciliter la réparation des toits des fare, travail long puisqu'il fallait au préalable assembler les feuilles de pandanus en les fixant au moyen de petites baguettes, des taiete, sortes de coopératives regroupant les habitants du village, s'étaient créées sous l'égide des groupements paroissiaux et se mettaient au service de celui qui voulait refaire le toit de son fare ;

(17) Quand je parle de l'ancienne habitation polynésienne, il s'agit des fare que l'on rencontre encore dans les districts ruraux de Tahiti et dans les autres îles, fare qui se font de plus en plus rares et sont remplacés par la maison en ciment et en tôle.

dans le village d'Afareaitu à Moorea, la taiete a cessé de fonctionner vers 1960 : elle n'avait plus de raison d'exister car la tôle remplaçait de plus en plus le pandanus.

La construction de ces fare avec des matériaux végétaux était basée sur une utilisation judicieuse de ce qu'offrait l'environnement. L'habitation était constituée de plusieurs fare, chacun étant destiné à une usage précis, fare tutu (cuisine), fare tamaaraa (salle à manger) fare taoto (chambre à coucher), fare pape (douche), fare iti (w.c.)

L'abandon de ces anciens matériaux ne résulte pas du passage à une nouvelle fonctionnalité ; ceux qui sont utilisés maintenant, le ciment et la tôle, sont certes plus solides et d'une durée plus longue, mais ils n'assurent pas la fraîcheur des anciennes habitations. Les anciens matériaux deviennent de plus en plus rares ; si en milieu rural on peut encore facilement les trouver, en ville ce n'est guère facile, et les acheter est hors de question car ils sont devenus très chers, étant très recherchés pour la construction d'hôtels et de maisons particulières en style néo-polynésien. Mais là n'est pas seulement la cause de leur disparition, car même en milieu rural, là où les habitants pourraient se procurer le bambou et le pandanus en allant les collecter dans les vallées et sur les collines, on préfère de plus en plus le fare-tima - la maison en dur -. Dans une telle modification s'entre-mêlent et se confondent un changement culturel - adopter des matériaux "modernes" - et aussi une détermination économique ; les ruraux qui vont collecter le pandanus préfèrent, plutôt que de s'en servir pour leur propre maison, le préparer et le vendre pour la construction des hôtels et des maisons particulières ; à Afareaitu, plusieurs vieux qui n'étaient plus capables de faire l'agriculture trouvaient dans cet artisanat quelques ressources

leur permettant de subsister.

Dans la zone urbaine, ceux qui ont le plus d'argent, soit qu'ils possèdent un terrain soit qu'ils aient le moyen d'en acheter un grâce à leur fortune ou en faisant un prêt, se font construire une maison en dur ; les plus pauvres, les migrants qui louent un terrain, font eux-mêmes leur fare avec des matériaux d'importation, bois, "pinex" et tôle.

L'agencement de la maison se modifie ; aux fare séparés se substitue la maison d'un seul bloc ; l'utilisation et l'occupation de la maison répondent à de nouveaux modèles culturels. Dans les maisons polynésiennes, une salle, copiée sur la salle de séjour des maisons européennes, est destinée à recevoir les gens qui ne viennent pas habituellement : "cela ferait honte de recevoir un Popaa ou un demi dans la cuisine" (18). La décoration de cette pièce manifeste une certaine recherche ; elle est équipée de fauteuils en toile ou en skai ; dans une petite vitrine sont exposés des coquillages, des colliers, quelques objets en verroterie ; aux murs sont accrochés les portraits jaunis des ancêtres de la famille, le diplôme du fils qui a obtenu le C.E.P., quelques images pieuses d'un style saint-sulpicien fabriquées au Japon et qui sont en vente dans les bazars de Papeete, ou encore des photos de vedettes de cinéma découpées dans des journaux. Cette pièce est bien entretenue et réservée exclusivement aux visiteurs contrairement à la salle de séjour des maisons bourgeoises qui est utilisée quotidiennement (19).

(19) Quoiqu'ayant un usage différent, cette pièce joue dans la maison rôle comparable à celui qu'a encore la "salle à manger" dans les couches populaires françaises, salle dont on ne se sert qu'en de rares occasions.

(18) C'est un fait que j'ai pu constater plusieurs fois ; la première fois que l'on me recevait, on me faisait entrer dans cette pièce en évitant de me montrer la cuisine ; ce n'est que lorsqu'une certaine familiarité s'instaurait dans nos rapports que l'on me "permettait" d'entrer dans la cuisine.

Dans les classes moyennes et la haute bourgeoisie, l'occupation de la maison tend à se conformer au modèle popaa ; on vit dans la salle de séjour meublée en style européen ; les meubles sont de mauvais goût, les peintures criardes, des rouges, des jaunes... Dans la maison se cristallisent les rêves et les aspirations de chacun, lesquels ne sont pas seulement liés au désir du repliement sur soi au sein de l'univers familial, mais sont aussi aux yeux des autres le signe d'un statut social : une femme de Faaa, épouse d'un notable, qui me recevait dans son vieux fare polynésien délabré, prit le soin de me préciser aussitôt qu'elle possédait une belle maison en dur équipée de tout le confort ménager... mais qu'elle la louait à des Popaa. La plupart des familles qui habitent au lotissement SOCREDO auraient préféré, si elles en avaient eu les moyens, se faire construire leur propre maison ; certains n'ont pas abandonné ce projet.

Dans la bourgeoisie popaa et demie, le bon goût s'affirme par le retour au néo-archaïque polynésien, qui a d'abord été remis en valeur par quelques hôteliers. C'est un attrait comparable à celui qu'éprouvent les classes bourgeoises françaises pour la ferme avec vieilles poutres apparentes. Bien qu'en style archaïque, la maison est dotée de tout le confort domestique et l'on s'ingénie à traiter les matériaux pour en augmenter la durée, mais les apparences restent "naturelles". Cette remise en valeur du passé par de tels signes est en même temps caricaturale et négation de ce passé qu'elle prétend ressusciter ; c'est ce que Roland Barthes appelle une architecture "mythique" : tout ce qui justifiait la maison polynésienne, une technologie, un mode d'utilisation des matériaux qu'offrait l'environnement, tout cela est disparu ; la preuve en est bien dans le fait que les matériaux qui la

constituaient, et qui étaient des matériaux de "pauvres" qu'il n'était pas nécessaire d'acheter, sont devenus maintenant très chers. Ce goût de l'ancien devient un signe culturel parmi d'autres et un moyen de sur-distinguer des autres couches sociales : " Cette coexistence équivoque du moderne fonctionnel et du décor ancien n'apparaît évidemment qu'à un certain stade de développement économique, de production industrielle et de saturation pratique de l'environnement. Les couches sociales moins favorisées (paysans, ouvriers), les "primitifs" n'ont que faire du vieux et aspirent au fonctionnel. Pourtant les deux démarches ont quelques rapports : quand le "sauvage" se précipite sur une montre ou un stylo, simplement parce que c'est un objet occidental, nous éprouvons là une espèce d'absurdité comique : il ne donne pas à l'objet son sens, il se l'approprie voracement : relation infantile et phantasme de puissance. L'objet n'a plus de fonction, il a une vertu, c'est un signe. Mais n'est-ce pas le même processus d'acculturation impulsive et d'appropriation magique qui pousse les civilisés vers les bois du XVIème ou les icônes ? (20)

Faut-il suivre Baudrillard dans son analyse, ou voir comme Edgar Morin dans ce retour à l'archaïque et dans cette nostalgie d'une vie rustique et "naturelle", le signe de nouvelles aspirations collectives qui, malgré les aspects illusoire et mythiques qu'elles portent en elles, peuvent être annonciatrices de changements ? (21)

L'alimentation

En milieu urbain, l'alimentation polynésienne est essentiellement constituée de produits d'importation ; les conserves de toutes sortes y occupent une place de première importance et remplacent les produits

(20) Baudrillard, II, page 116

(21) E. Morin, II, pages 111 et 198.

locaux - poissons et fruits - dont le prix a considérablement augmenté par suite de l'accroissement de la demande, mais aussi à cause des pratiques économiques malthusiennes de ce que René Dumont appelle une "maffia" : "Je me suis par la suite aperçu que les chiffres ci-dessus (prix d'un certain nombre de produits locaux, fruits, tubercules, relevés au marché municipal de Papeete) correspondaient au prix maximum fixé par arrêté municipal. Ce prix maximum a été tout de suite considéré comme normal, en dessous duquel on cherche à ne jamais descendre. Cet objectif est parfois même atteint par des pratiques malthusiennes réduisant volontairement les apports pour maintenir le cours... Soulignons les prix très élevés de tous les légumes, et de la majorité des fruits, surtout des oranges ; et des tubercules, qui étaient autrefois l'aliment du pauvre, et sont maintenant beaucoup plus chers que la farine, le pain ou le riz d'importation. Les mets locaux, recherchés le dimanche, constituent désormais un luxe..." (22)

L'abandon des aliments traditionnels, semble donc résulter de leur cherté, mais on doit constater que même en milieu rural, là où les possibilités d'autoconsommation sont plus grandes, les produits importés occupent une grande place.

TABEAU EXTRAIT DE L'ENQUETE SEDES (page 217)

	Tahiti urbain	Tahiti rural
Produits à base de céréales	5,0 %	9,1 %
Tubercules	2,0 %	2,0 %
Légumes frais	2,9 %	1,6 %
Fruits	1,8 %	0,8 %

Viandes	12,5 %	8,8 %
Risssons	5,4 %	5,2 %
Oléagineux	1,2 %	1,3 %
Conservees	3,0 %	4,9 %
Autres produits	4,5 %	5,4 %
Boissons	5,6 %	5,4 %

(le pourcentage total n'est pas égal à cent parce que ce tableau est extrait d'un tableau qui comportait des dépenses autres.)

On pourrait penser que le fait que ces chiffres concernent la totalité de l'échantillon, bourgeoisie popaa, demie et chinoise y compris, modifient la réalité ; mais si l'on compare la consommation du Polynésien vivant en milieu urbain à celle de Tahiti rural, on s'aperçoit que dans ce dernier les produits importés ont une grande place :

	Polynésien urbain	Tahiti rural
Produits à base de céréales	6,6 %	9,1 %
Tubercules et féculents	3,4 %	2,0 %
Légumes frais	2,1 %	1,6 %
Fruits	2,2 %	0,8 %
Viandes, volailles, produits laitiers	10,7 %	8,8 %
Poissons	7,0 %	5,2 %
Oléagineux	1,8 %	1,3 %
Conservees	4,2 %	4,9 %
Autres produits	5,2 %	5,4 %
Boissons	6,0 %	5,4 %

Evidemment ces données sont difficilement comparables, car elles ne tiennent compte que des dépenses monétaires, les non-monétaires, essentiellement l'auto-consommation, n'y étant pas incluses, alors que c'est en milieu rural qu'elles sont les plus importantes ; sur certains chapitres, les tubercules et le poisson, les quantités auto-consommées sont supérieures à celles qui sont achetées :

DEPENSES ANNUELLES PAR TÊTE, MONÉTAIRES ET NON-MONÉTAIRES

POUR L'ENSEMBLE DE LA POLYNÉSIE (pages 203 et 215)

	Monétaires	Autoconsommation
Produits à base de céréales	2 922	-
Tubercules	803	1 250
Légumes frais	962	239
Fruits	574	691
Viandes, produits laitiers	4 495	373
Poissons	2 991	1 569
Oléagineux	514	272
Conserves	1 556	10
Autres produits	1 977	4
Boissons	2 359	21
<u>TOTAL ALIMENTATION</u>	<u>18 253</u>	<u>4 429</u>

Pour donner une idée plus précise de l'auto-consommation en secteur rural, prenons quelques données : aux Tuamotu-Gambier, dans les dépenses globales (monétaires et non) l'alimentation représente 61,4 % alors que la place de l'alimentation dans les dépenses uniquement monétaires est de 51,8 %. Aux Marquises, part de l'alimentation dans les dépenses globales : 71,6 % ; part dans les dépenses monétaires : 56,7 %. Aux Australes, part de l'alimentation dans les dépenses globales : 82,4 % ; part dans les dépenses monétaires : 56,4 %. (Rapport SEDES, pages 213 et 217) Mais par ailleurs notons l'importance des produits importés dans ces mêmes archipels : les produits à base de céréales représentent dans la masse globale des dépenses 14,5 % aux Tuamotu-Gambier et aux Australes (23).

La destruction des anciennes bases de l'auto-consommation ne semble donc pas seulement liée au salariat et à la cherté des produits traditionnels puisqu'on en trouve déjà la marque profonde jusque dans les îles les plus éloignées de Tahiti. Comment expliquer la formation de ces nouvelles habitudes alimentaires ? On peut penser qu'il s'agit d'une dégradation des anciennes pratiques alimentaires liée à la décadence générale de l'ancienne culture polynésienne, décadence qui s'est manifestée à tous les niveaux. La friandise que manifestent les Polynésiens à l'égard de conserves telles que le corned-beef - le corned-beef Ellaby importé d'Australie ou de Nouvelle-Zélande a même eu l'honneur d'être mis en chanson - prend l'allure d'une pratique culturelle propre aux Polynésiens, de tels aliments étant par ailleurs considérés par les couches plus aisées comme des aliments communs. Ces pratiques alimentaires ont été intégrées dans les comportements

(23) Je n'ai rapporté que quelques données assez succinctes, alors que le Rapport SEDES donne de multiples tableaux dont la lecture est souvent difficile et où l'essentiel n'est pas évident. L'analyse de telles données est complexe, car il ne faut pas seulement différencier milieu rural et milieu urbain, mais il faudrait aussi tenir compte de la structure des revenus, de leur importance etc.

populaires : il faut voir les interminables discussions qui se font sur la qualité respective des différentes marques de corned-beef . Le pain et le sucre occupent aussi une grande place dans l'alimentation polynésienne ; dans beaucoup de familles, le pain beurré trempé dans le café très sucré constitue l'essentiel du petit déjeuner et du dîner.

Temps de fête et de réjouissance, le tamaaraa, le festin tahitien, n'est plus guère pratiqué dans les couches populaires, et même jamais dans beaucoup de familles vivant en milieu urbain. Le tamaaraa se pratiquait lors des fêtes, matahiti-api (nouvel an), baptêmes, mariages. Le tamaaraa offert par les notables en quelques occasions annuelles était un moyen de renforcer la cohésion de la communauté villageoise et leur propre prestige, en invitant la population à participer à un semblant de redistribution de richesses. Le tamaaraa est centré autour du petit cochon de lait cuit dans le himaa (24) avec une grande variété de fruits et légumes , bananes, taro, umara, tarua. La préparation en est longue et met à contribution toute la famille, les voisins et les amis.

Dans les classes bourgeoises le tamaaraa est devenu une pratique fréquente ; les réunions d'amis, les réceptions officielles, les circuits touristiques sont couronnés par le tamaaraa ; c'est là un signe de bon goût et d'une certaine recherche. A travers le tamaaraa ce sont des valeurs culturelles qui sont consommées, valeurs centrées sur un retour à l'archaïque, l'originel devenant signe d'originalité et de sur-différenciation sociale ; une telle pratique s'intègre à tout un ensemble de comportements

(24) Le himaa se fait ainsi : on creuse un trou dans la terre ; dans ce trou on fait chauffer des pierres volcaniques prises dans le lit des rivières, porreuses pour qu'elles absorbent la chaleur. Quand les pierres ont été bien chauffées, on dépose dessus le cochon dans son entier avec les fruits et les légumes. On referme le tout avec des feuilles de bananier, des sacs et de la terre. Les aliments cuisent ainsi à l'étouffée durant plusieurs heures. Le himaa est antérieur à la colonisation.

dont il a été question plus haut à propos de la maison. On consomme le tamaaraa comme la potée paysanne. Ceci est d'autant plus remarquable que les aliments consommés dans le tamaaraa sont souvent médiocrement appréciés, ils sont lourds, gras, riches en féculents, et sont très différents des aliments consommés habituellement, fruits frais, viandes grillées. Le tamaaraa est un entr'acte, il est aussi signe de participation à la "polynésianité" ; pendant quelques heures on devient soi-même Polynésien, on mange avec ses doigts, etc... Le spectacle d'un contingent de touristes Américains dégustant le tamaaraa ressemble à une triste mascarade!(25).

Dans les classes moyennes de Faaa apparaît la consommation de produits importés, viande fraîche, fruits, qui était jusque là surtout le fait des Popaa. La distinction va même jusque dans le choix du magasin ; on abandonne le "Chinois" du quartier pour aller s'approvisionner une ou deux fois par semaine dans les grands magasins de Papeete - Aline ou Fanao -

(25) Une autre pratique actuelle que je n'hésite pas à qualifier de "participation à la polynésianité", quoique très différente et s'inspirant d'une ancienne coutume polynésienne : le nom de mariage. Cette coutume, dont on peut penser que dans l'ancienne culture polynésienne elle marquait le passage d'un stade de la vie à un autre, avait été reprise par les missionnaires et pasteurs. Lorsqu'un mariage avait (et a) lieu, un nouveau nom était donné aux époux, soit par le pasteur soit par un membre de la famille. Cette pratique est encore habituelle, et à Faaa en milieu urbain, j'ai pu constater que des jeunes mariés depuis quelques années, étaient nommés sous ce nom, par exemple Amaru Tane pour le mari et Amaru Vahine pour son épouse ; dans certains districts, les vieux sont encore actuellement connus sous ce nom et on ignore le nom d'état-civil. Lorsqu'un mariage demi ou entre un Popaa et une Tahitienne est célébré, très cérémonieusement un nom de mariage est donné aux nouveaux époux, mais ceci n'a plus grand sens dans la mesure où ce nom n'est pas utilisé, contrairement à ce qui se passe encore en milieu polynésien ; seule reste la coutume que l'on se doit de pratiquer le jour du mariage.

ou dans quelques petites boutiques réputées ou l'on dispose d'un compte mensuel. On continue cependant à aller au marché de Papeete où l'on achète des produits locaux et du poisson.

Une consommation de haut prestige à Tahiti : l'art

On dit souvent à Tahiti qu'on craint de laisser échapper un nouveau Gauguin. "La vraie admiration est historique" disait Renan ; c'est sans doute vrai pour Gauguin qui ne connut guère la gloire de son vivant et mourut dans la misère aux Marquises et méprisé : ses attaques contre l'administration coloniale l'avaient rangé dans ceux qu'on appelait "les mauvais Français". La postérité a réparé cette injure : le lycée de Papeete porte son nom et un musée lui est consacré.

De nombreux peintres se sont installés à Tahiti depuis le début du siècle. Les expositions connaissent beaucoup de succès, et le "tout Tahiti" Popaa et demi s'y retrouve. Au gré des engouements et des vagues, on s'arrache la production de tel ou tel artiste qui trouve là un succès et aussi une réussite financière qu'il aurait difficilement pu espérer en Europe ou aux Etats-Unis. Il ne s'agit pas de mettre en cause les qualités de ses artistes, encore qu'une production artistique ne soit guère séparable des conditions de son écoulement, et qu'il est évident que certains de ces artistes misent de plus en plus sur les touristes Américains, qu'on dit "bourrés de dollars", auxquels ils vendent, parfois et sous couvert d'exotisme, des chef d'oeuvre de mauvais goût. Mais l'exposition et l'achat de ces peintures n'ont rien à voir avec l'art ou plutôt ils nous renseignent sur l'un des aspects importants de cet art : c'est une pratique propre à un certain groupe social disposant de revenus très élevés et qui, au moyen de ceux-ci, s'affirme ainsi comme une élite cultivée, l'argent devenant du même coup le moyen essentiel de la culture.

Le jeu

Dans la vie du Polynésien le jeu occupe une grande place ; mais ce phénomène n'est souvent pas pris au sérieux, étant considéré comme une donnée "naturelle" chez le Polynésien ; c'est un élément du folklore local. "En lui-même le jeu n'est pas pris au sérieux... Le jeu est rejeté à la périphérie de la vie, il ne disparaît pas complètement, mais acquiert le caractère d'un passe-temps occasionnel, d'une pause récréative" (26). Le Polynésien aime les jeux les plus divers, pétanque, bingo, cartes, foot-ball, boxe, loteries et jeux d'argent, combats de coqs, etc...

Le jeu et l'argent

L'argent a un rôle fondamental dans le jeu et il s'y réintroduit toujours, surtout sous forme de paris, que ce soit dans les jeux de petit groupe ou dans les jeux collectifs : pari sur une équipe de foot-ball, pari sur un coq, pari sur un boxeur. Les paris se font le plus souvent d'individu à individu en dehors de toute organisation ; excepté pendant les Fêtes du Juillet les jeux d'argent sont théoriquement interdits. Ces paris ne sont pas des pratiques récentes et on raconte encore de fameuses histoires sur l'époque où certains gagnaient des fortunes fantastiques en spéculant sur les cours de la vanille, mais n'hésitaient pas à les relancer dans le jeu quitte à les perdre.

Si l'espoir de gagner de l'argent est présent au coeur du jeu, ce n'est pourtant pas un calcul économique qui semble en être la base, car y est présent aussi le risque qui s'accompagne de l'éventualité de perdre. Le pari apparaît donc comme un acte "anti-économique" ; certains jeunes travailleurs jouent le samedi la paye de la semaine ; et c'est donc un acte contraire au principe de la réalité sociale qui voudrait que l'in-

(26) E. Fink, page 9.

individu fasse un minimum de prévision dans l'organisation matérielle de sa vie. Le jeu est l'instant présent et la négation de l'avenir ; mais il est aussi la négation du passé dans la mesure où celui qui joue ne tient nullement compte dans cet acte, du temps de travail et de l'effort qui lui ont été nécessaires pour accumuler cet argent qu'il met si facilement en jeu. Le pari est négation au profit de l'instant, au profit d'une sensation violente et fugace qui s'évanouit aussitôt.

Mais le pari est aussi la négation des rapports traditionnellement instaurés par l'argent entre les hommes, et qui reposent sur l'échange de travail et de marchandises. Le rapport dans le pari est égalitaire et un pari se respecte même si on le perd. L'argent n'est plus le salaire perçu en échange d'une quantité de travail, et il ne sert même plus à obtenir une marchandise : il est nié dans son rôle traditionnel, dans sa valeur reconnue et dans les rapports qu'il établit entre les hommes. Le pari s'affirme comme mépris de l'argent, mépris d'autant plus fort qu'en même temps qu'on le nie ainsi, s'établit entre les parieurs un rapport nouveau qui se veut égalitaire parce que dépendant de l'engagement que chacun a pris et sous-entendant que chacun est égal devant la chance et le hasard. L'espace d'un instant, les rapports d'inégalité qui peuvent exister dans la vie quotidienne sont niés et dépassés.

Ceci rejoint le mépris que les Tahitiens affichent à l'égard de l'argent : pas de pourboire à Tahiti ; l'argent que l'on jette négligemment sur le comptoir du Chinois ; l'hospitalité que l'on offre largement et sans compter aux amis que l'on reçoit.

L'attitude à l'égard de l'argent semble cependant se modifier actuellement ; un phénomène jusque là inconnu à Tahiti, est en train de naître en milieu urbain : la mendicité que pratiquent quelques adultes et de nombreux enfants qui errent dans les rues de Papeete et viennent demander aux passants, surtout Popaa, un ou deux tara. Elle est en contradiction avec la "fierté" que montre habituellement le Polynésien qui ne s'abaisserait pas à demander de l'argent. N'est-ce pas là le signe de la formation d'une couche sous-prolétaire qui vit en dehors du salariat d'expédients, de rapines et de mendicité ?

L'affrontement physique dans le jeu.

A l'argent est souvent associé l'affrontement physique dans le jeu. L'affrontement peut être direct dans des jeux tels que le foot-ball ; mais le pari sur l'un des adversaires, dans la boxe par exemple, permet aux spectateurs eux-même de simuler l'affrontement en s'identifiant à l'acteur réel sur lequel ils ont misé.

Dans les matches de boxe du ring du Fautaua s'actualisent toutes les dimensions du jeu : un extraordinaire dévouement d'agressivité maintenue toutefois dans les limites du ludique ; le match de boxe est vécu comme affrontement à la fois simulé et réel, se concrétisant dans le combat de deux hommes, dans les signes de leur lutte, dans la façon dont ils accusent les coups, dans le sang qui coule, signes qui soulèvent la foule et suscitent son enthousiasme ou sa réprobation ; mais aussi affrontement imaginaire, ludique et spectaculaire, vécu par l'intermédiaire de l'identification aux acteurs réels. Le "noble art", patronné par plusieurs notables de Papeete sous prétexte que le sport est une saine activité, comporte tous les signes d'une dérision, d'un impossible combat et d'une ridicule parodie qui frôlent l'hystérie, et où chacun gesticule à la recherche d'un dévouement.

Le boxeur est aussi le porteur d'un modèle de réussite sociale un peu comparable à celle du musicien ; cette réussite est d'autant plus prisée dans les milieux populaires qu'elle est marginale et se fait en dehors des circuits habituels de la réussite sociale, en dehors de l'école et du fonctionariat. La réussite du boxeur qui est au bout de ses poings est directement intelligible à tous, et aussi éventuellement à la portée de tous.

J'eus l'occasion d'assister au "Moderne", un cinéma de Papeete fréquenté exclusivement par des Tahitiens, à la projection d'un film de William Klein sur Cassius Clay, "Cassius the Great" ; le public se pressait aux portes attiré, semblait-il, par la perspective de voir sur le ring ce prestigieux boxeur. En fait le film ne comportait aucune séquence de boxe, mais insistait surtout sur les problèmes du Black Power aux Etats-Unis ; le public ne cacha pas son désapointement.

La bringue (27)

La bringue est aussi un aspect du jeu. La bringue, ce sont les chants au son des guitares et des ukulele, la bière qui coule à flots, une certaine ambiance où les effets de l'alcool se mêlent aux chants, aux rires, aux plaisanteries et aux jeux de mots. Rien d'une soirée organisée, du moins en milieu polynésien, on se retrouve devant une caisse de bière avec les voisins et les amis, on s'assied dehors si le temps le permet. C'est l'ivresse collective ; chacun chante, joue d'un instrument, certains improvisent des accompagnements en grattant une bouteille avec le dos d'une fourchette ; il ne s'agit pas d'un spectacle que quelques-uns donnent aux autres, et chacun participe à sa façon. Rituellement on reprend en chœur les vieilles mélodies qui se mêlent aux succès du jour : elles racontent des histoires d'amour dont le récit et les sentiments qu'il exprime, ne sont guère différents de ceux de la chansonnette française ; il y a aussi des chansons qui racontent quelque événement local -le naufrage d'un bateau- ou célèbrent avec humour quelque "célébrité" locale -chanson à la gloire de la bière Hinano ou du corned-beef Ellaby-. Parfois un tamure incite quelques participants à se lever et à danser : par des frottements et des contorsions des corps exagérés, ils accentuent jusqu'à la caricature le caractère érotique de cette danse, ce qui déclenche les rires et les plaisanteries. Contrairement au jeu d'argent où sont exacerbées les passions, dans la bringue elles sont anesthésiées, surmontées dans la chaleur collective et dans l'évasion de l'alcool. Mais au milieu de cette "paix" peut naître le drame. L'alcool peut réveiller les passions et rendre les hommes violents sous un prétexte anodin.

(27) Je n'utilise pas ce mot par goût de l'image, mais parce qu'il est passé dans le langage courant des Polynésiens.

La consommation de bière est aussi devenue un rite d'amitié. Refuser de boire, c'est refuser l'hospitalité, refuser la libation collective et se mettre en dehors du groupe. Boire, c'est aussi faire montre d'une certaine virilité et celui qui boit du jus de fruit au cours d'une bringue attire sur lui les sourires amusés.

Cette consommation effrénée de bière où quelques-uns noient une partie de leur salaire (28) frôle le nihilisme. Les notables religieux, les autorités administratives s'inquiètent chaque année de cette consommation d'alcool et de ses effets. Mais les admonestations des pasteurs ne parviennent pas à enrayer ce fléau social ; l'institution de la Croix Bleue n'a que des effets limités (29).

Les jeux de mots (30)

Je n'en dirai que peu de choses, bien qu'il y ait là un phénomène sur lequel personne n'a jamais fixé son attention. On n'attache habituellement aucune importance au jeu de mots si ce n'est pour en rire -ce qui est parfaitement normal puisque c'est là son but-, mais on le considère aussi trop souvent comme faisant partie de la "nature" joueuse et insouciante du Polynésien.

(28) L'enquête SEDES estime la consommation annuelle de bière à Tahiti à 1.500.000 bouteilles (dont 1.240.000 pour la zone urbaine) soit environ 23.300 hectolitres. En zone urbaine, la consommation de bière représente 1,4% des dépenses totales, 3,2% des dépenses d'alimentation, 25% du poste Boissons.

(29) La Croix Bleue est une institution de l'Eglise Protestante ; celui qui accepte de signer la Croix Bleue s'engage moralement devant les autorités religieuses et la communauté à ne plus consommer d'alcool sous quelque forme que ce soit. Celui qui s'engage tient ; mais la durée pour laquelle il a signé une fois terminée, il se remet parfois à boire avec autant de vigueur qu'auparavant.

(30) Ce paragraphe s'inclut assez mal dans ce chapitre ; mais parlant du jeu et de ses diverses formes, c'est la raison pour laquelle je l'ai inséré ici.

Le jeu de mots est toujours présent sur toutes les lèvres, prêt à jaillir et à faire rire les présents. En face du Popaà (voir plus haut), il est une parade commode et un moyen de rire à ses dépens, plaisanterie d'autant plus "agaçante" qu'on ne la comprend pas et que seuls les rires moqueurs nous parviennent.

Le jeu de mots tourne le plus souvent autour des "affaires" du sexe, et là, la langue tahitienne se révèle d'une fertilité surprenante et peut-être inégalée. C'est pour le moins étonnant lorsque l'on connaît la lutte acharnée que les pasteurs et les missionnaires ont menée contre la "licence sexuelle". Mais précisément n'était-ce pas là un moyen habile de les contourner ; et ceci était d'autant plus facile que de nombreux mots tahitiens, qui ont une orthographe identique, peuvent recouvrir des sens très différents en fonction d'une légère nuance de prononciation.

Dans un article écrit en juillet 1970 dans le Monde, Claude Roy montre, entre autres, les ressources d'humour dont font preuve les Tchécoslovaques dans la situation d'occupation où ils sont, humour qui s'exerce le plus souvent aux dépens des occupants.

Ce n'est là qu'une analogie mais dans des situations qui ne sont pas comparables, n'y a-t-il pas des moyens identiques de défense culturelle à l'égard d'une intrusion étrangère, et ne doit-on pas prendre le jeu de mots au sérieux ?

Le Tiurai, pseudo-fête ? (31)

Avec le Matahiti-Api, le Tiurai est un des grands moments de réjouissance à Tahiti. Quelle est l'origine de cette fête ? Si elle coïncide officiellement avec la commémoration de la prise de la Bastille, on peut penser que ce n'est là qu'une "récupération" (32) d'une fête populaire beaucoup plus ancienne, que le puritanisme anglo-saxon des missionnaires n'a pas réussi à l'arracher à la vie collective. Autre possibilité d'explication de son apparition : pour éviter les

(31) Tiurai : mot tahitien désignant le mois de juillet : mais avant de désigner ce mois de l'année, le Tiurai, c'est pour les tahitiens la fête qui se déroule au cours de ce mois.

(32) La fête commence par un acte d'allégeance : les groupes de danse en more (pagne de fibre végétale) se rendent à la résidence du Gouverneur pour lui offrir des présents en nature (fruits, animaux etc...); c'est le signe du début des festivités.

débordements continuels qui ne devaient pas manquer de surgir en réaction contre la nouvelle morale que tentaient d'instaurer les colonisateurs, cet entr'acte annuel de défoulement aurait été autorisé, tout en gardant une allure noble puisqu'il coïncidait avec la commémoration de la Fête Nationale.

Depuis quelques années on parle de la supprimer ou d'y interdire la consommation d'alcool ; mais rien n'a été fait, peut-être par crainte du mécontentement qu'une telle mesure ne manquerait pas de provoquer, bien que cette fête ait perdu son caractère d'antan et que la durée en diminue chaque année ; il y a une dizaine d'années, elle commençait début juillet et ne se terminait guère avant le 10 août.

La fête commence par une immense parade : le défilé du 14 juillet. Depuis que le C.E.P. est installé, les effectifs militaires au défilé sont importants. Mais ensuite viennent toutes les associations de jeunes existantes à Tahiti, sportives et religieuses ; chacun a sorti ses effectifs au grand complet pour en imposer aux spectateurs qui se pressent par milliers. Mais la bonne humeur est de rigueur, et des rangs des spectateurs on interpelle au passage ceux que l'on connaît dans le défilé. Les couleurs sont chatoyantes et la joie est dans tous les yeux car la fête commence.

Cette fête, c'est d'abord le jeu sous toutes ses formes : jeux-concours dotés de prix, où chacun peut mettre en évidence sa force physique, son adresse -courses de porteurs de fruits, cassage du coprah, courses de pirogues, lancers de javelots, etc...-, montrer son élégance et sa finesse -concours de danses polynésiennes où s'affrontent cependant de moins en moins de groupes amateurs venus des districts et des îles, mais de plus en plus les groupes de danse professionnels qui pendant l'année travaillent dans les hôtels de tourisme-. Mais il y a aussi la fête populaire avec tout un ensemble de "baraques" où l'on joue aux loteries les plus variées, où l'on peut danser, boire, chanter et manger.

Dans le jeu, l'alcool, les aventures sexuelles et les bagarres se déroule ce défoulement collectif qui dure des nuits entières.

Mais depuis quelques années l'animation de la fête diminue ; les gens y dépensent moins d'argent. L'accroissement de la population urbaine et les loisirs plus fréquents qu'offrent la ville en sont sans doute la cause. Auparavant quand les gens vivaient dans le district et dans les îles, la venue à Papeete pour le Tiurai était une rupture et elle permettait un défoulement qui n'encourait pas les reproches du pasteur et des notables.

Le jeu, normalité ou pathologie ?

"Les vainqueurs ne croient pas au hasard" écrit Nietzsche. "Les vaincus," ajoute Georges Auclair, tous ceux qui dépossédés du droit de déterminer librement leur existence, subissent la vie plus qu'ils ne la font, non seulement croient au hasard, expression de la contingence de leur condition, mais ne pensent souvent et n'agissent qu'en fonction du système de signification dont il est une des pièces maîtresses... Fait notable : les jeux sont surtout en faveur chez les peuples les plus pauvres : au Brésil, le jogo de Bocho (ou jeu des animaux) loterie semi-clandestine, considérée par tous comme répréhensible et entachée de péché, à laquelle jouent néanmoins soixante dix pour cent des habitants du pays, "absorbe une part importante du peu d'argent dont disposent les couches inférieures de la population", trente pour cent environ du revenu du joueur moyen, écrit Roger Caillois. Ce serait une longue tâche que d'énumérer tous les comportements qui, tels le jeu mais de moindre conséquence, ont pour ressort l'espoir et la conviction infantile qu'il n'est pas impossible d'influencer les puissances du Fatum..." (33)

Avec les espoirs inavoués qu'il nourrit, avec la participation collective -illusoire aussi peut-être- qu'il crée en mettant en relief le temps du jeu et de la fête comme des temps forts de l'existence, le jeu maintient une illusion qui est aussi entretenue implicitement par le mythe du Tahitien insouciant et joueur. Et il y a une tendance généralisée à ne voir qu'un jeu dans la vie, dans les problèmes politiques que l'on croit désamorcer en leur donnant une allure vaudevillesque.

Les protestations contre le jeu et l'alcool ne sont que des jugements moraux et ne peuvent guère changer la réalité des choses. Les moyens de sortir de cette infantilisation et de cette authenticité auxquelles à la limite conduit le jeu, sont certainement ailleurs.

(33) G. Auclair, pages 243 et 244

Chapitre 8 : POPAA FARANI ET TAATA TAHITI

De l'avis de beaucoup de Tahitiens, les Français sont devenus trop nombreux à Tahiti au cours des dernières années ; depuis la création du C.E.P., ils affluent par milliers (1). Nul ne sait combien il y en a, mais beaucoup s'accordent pour penser qu'il y en a trop : les plus virulents ne voudraient plus en voir un ; les autres admettent que Tahiti a encore besoin de la France "tant que le pays n'est pas capable de se suffire à lui-même", mais ils ressentent la présence de ces nombreux Français comme une gêne ; et si Tahiti a encore besoin de la France, la Polynésie avait-elle besoin du C.E.P. ?

La création du C.E.P. a amené de nombreux militaires (légionnaires et marins), des cadres techniques aussi (le C.E.A. par exemple) ; beaucoup arrivent accompagnés de leur famille. De leur côté les différents services administratifs ont renforcé leurs effectifs, les entreprises métropolitaines ont

(1) Un cadre de l'administration eut un jour, en 1969, la curiosité de se livrer à un petit calcul ; prenant les statistiques des compagnies aériennes depuis l'implantation du C.E.P., il compara les chiffres d'entrées et de sorties du Territoire ; cela l'amena à la conclusion que séjournaient à cette époque dans le Territoire plus de 10 000 métropolitains, chiffre important compte tenu du fait que la population totale de la Polynésie Française est de 100 000 ha. ; le recensement fait en 1971 devrait nous donner des renseignements plus précis.

amené leurs cadres. Ces Français sont dans le Territoire pour une durée variable qui peut aller jusqu'à trois ans dans le cas des fonctionnaires, parfois même plus s'ils obtiennent un renouvellement de séjour.

Au moment où ont lieu les tirs atomiques -de mai-juin jusqu'à août-septembre-, cet effectif permanent s'augmente de la présence de quelques milliers de marins ; en effet les tirs atomiques exigent la mise en place d'une importante infrastructure temporaire ; par exemple, plusieurs bateaux militaires sont affectés à la surveillance de la zone de tirs. Une foule de marins en goquette descendent de ces bateaux, ils envahissent les magasins, les bars, draguent quelques filles dans les boîtes de nuit. Le temps est loin où les arrivées de la "Jeanne" (2) rassemblaient sur le quai de Papeete la population de la ville et même des districts ; même si l'on attendait personne au bateau, on venait par curiosité. Les arrivées de bateaux, relativement rares, étaient un événement à l'époque où des vols aériens quotidiens ne reliaient pas Tahiti au reste du Monde. De plus la "Royale" qui joua un grand rôle dans l'histoire coloniale de Tahiti bénéficiait d'un prestige que ne pouvaient guère lui contester les autres armes. Le marin savait qu'une vahine qu'il ne connaissait pas l'attendait ; cela lui permettait d'agrémenter son séjour à Tahiti, d'en rapporter le souvenir de l'Eden retrouvé et tant espéré après de longs jours de mer. La vahine le voyait partir sans tristesse ; il reviendrait peut-être, mais qu'importe, un autre bateau arriverait dans quelques temps. Elle gardait de son marin un souvenir d'autant meilleur qu'il n'avait pas hésité à lui faire quelques cadeaux et qu'il s'était laissé entraîner dans quelque gigantesque bringue tahitienne.

Une telle façon de raconter les choses n'est peut-être pas conforme à la réalité, mais c'est pourtant ainsi que les Tahitiens voient souvent ce passé révolu.

Le peuple le plus gentil de la terre

Les premiers voyageurs furent enthousiasmés ; le récit que fit Bougainville de son voyage à la "Nouvelle Cythère" connut un succès prodigieux

(2) La Jeanne d'Arc, bateau-école de la Marine Nationale ; dans le périple qu'il effectue autour du monde, une escale se fait à Tahiti.

en France. A cette époque, le XVIIIème siècle, les philosophes s'interrogeaient sur la nature des sociétés ; l'opposition nature-société était au coeur du débat. "Rousseau ne postule pas l'état de nature comme idéal ou comme projet politique, mais comme système de référence de la réflexion sur l'origine de l'inégalité, c'est-à-dire de la structure du système social" (3). Les témoignages que les navigateurs rapportent de leurs voyages, tels que Bougainville, alimentent le débat. Diderot fait montre d'un certain scepticisme à l'égard de l'enthousiasme que manifeste Bougainville, non pas qu'il soupçonne ce dernier d'avoir enjolivé la réalité polynésienne, mais par crainte que le contact entre les civilisations européennes et ces sociétés nouvellement découvertes ne soit funeste pour ces dernières ; s'inspirant habilement d'un petit fait qu'il avait relevé dans le récit de Bougainville -ce dernier note que tout au cours de son séjour à Tahiti un vieillard, qui semblait avoir un grand prestige, resta à l'écart et manifesta une méfiance à l'égard de ces navigateurs inconnus qui débarquaient-, Diderot écrit son "Supplément au voyage de Bougainville" ; il y fait preuve d'une étonnante intuition, qui est presque une prémonition, quand il fait dire à ce vieillard : "Pleurez, malheureux Taïtiens ! Pleurez, mais que ce soit de l'arrivée et non du départ de ces hommes ambitieux et méchants : un jour vous les connaîtrez mieux. Un jour ils reviendront, le morceau de bois (un crucifix) que vous voyez attaché à la ceinture de celui-ci dans une main, et le fer qui pend au côté de celui-là dans une autre, vous enchaîner, vous égorger, ou vous assujettir à leurs étonnantes extravagances et à leurs vices ; un jour vous servirez sous eux, aussi corrompus, aussi vils, aussi malheureux qu'eux..."(4). Tahiti était-il donc ce paradis sur terre comme le laissaient entendre les récits des voyageurs ? Le but de Diderot n'était pas de juger de loin si cela était concevable ou non ; en fait ce qu'il réclamait, c'était le "droit à la différence" pour toutes les civilisations, et il prévoyait, avec une intuition qui peut encore nous surprendre aujourd'hui, les bouleversements culturels et politiques que connaîtraient ces pays au contact de la civilisation blanche.

Au XIXe siècle, sous la plume de quelques écrivains, Loti en particulier, la réalité polynésienne va devenir un mythe : de cette réalité, ils ne

(3) R. Lourau, page 36

(4) Diderot, pages 255 et 256

retiennent que quelques éléments, une nature qui n'a pas infligé à l'homme les servitudes qu'il connaît sous d'autres cieux, la gentillesse et l'hospitalité des habitants, la beauté des femmes. Ces caractéristiques et ces comportements détachés de tout leur contexte historique et culturel vont constituer le coeur du mythe polynésien ; alors que la colonisation missionnaire et militaire bat son plein, le mythe, au lieu d'opérer la valorisation qu'il croit, va contribuer à tuer cette civilisation en la réduisant à n'être qu'un objet exotique fixé.

Au début du XXème siècle, Segalen fut fasciné par ce pays dont il dira : "Pendant deux ans en Polynésie, j'ai mal dormi de joie. J'ai eu des réveils à pleurer d'ivresse du jour qui montait... J'ai senti l'allégresse couler dans mes muscles" ; mais le roman qu'il en rapportera, "Les Immémoriaux", roman construit à partir d'une vaste documentation puisée dans les récits des voyageurs et des missionnaires, sera un cri de désespoir sur cette civilisation en train de mourir. Quelques décennies plus tard Alain Gerbault reprendra ces thèmes dans ces ouvrages et partira violemment en guerre contre les pratiques de l'administration coloniale.

Malgré tout celà, malgré les changements intervenus depuis la colonisation, la littérature -une certaine littérature- actuelle continue à accréditer le mythe polynésien (5). Mêlant des considérations qui se veulent basées sur une étude empirique de la psychologie à des anecdotes qui ne varient guère d'un livre à l'autre, des écrivains tels que Chégaray et Loursin contribuent à maintenir une certaine image de ce pays et de ses habitants : le Tahitien est nonchalant, insouciant du lendemain; il est changeant et oublieux dans ses amitiés, il est même futile. Notre but n'est pas ici de cerner ce qu'on pourrait appeler "la personnalité de base polynésienne". Mais ce n'est pas non plus le but de cette littérature : ces caractéristiques attribuées au Polynésien, qui dans les pays occidentaux passeraient facilement pour des défauts impardonnables, sont au contraire

(5) Il est étonnant de constater que dans la littérature "scientifique" écrite sur la Polynésie, les auteurs ne parlent jamais de ce fameux mythe polynésien ; n'existerait-il pas ? ou serait-il considéré comme non-sérieux donc non digne d'être examiné et craindrait-on de faire soi-même non-sérieux si on osait en parler ? La rupture est totale entre cette littérature et l'autre, celle qui ne se gêne pas pour en parler et qui fait son succès sur une exploitation systématique de ces vieux thèmes même lorsqu'elle prétend en montrer la fausseté et les détruire. Il me semble qu'il serait pourtant intéressant de faire l'histoire de ce mythe, d'en analyser le contenu actuel tant dans les pays occidentaux qu'à Tahiti même et de voir quelles attitudes il détermine.

regardées par ces écrivains avec une tendresse un peu supérieure et sont attribuées à une permanence à travers le temps de la "nature polynésienne". De là on débouche sur l'exotique, et l'autre, séparé de toute culture et histoire, devient, par rapport à nous, autre et différent, et n'en est que plus attrayant, plus "exotique" (6).

Le but d'une telle littérature est avant tout de faire rêver les Européens pris dans les contraintes de la vie urbaine et de leur fournir à bon marché un exotisme qui les incite au rêve et à l'oubli de leur vie monotone et médiocre ; de ce point de vue, on peut croire que les spectacles de "Connaissance du Monde" ont encore un bel avenir devant eux !

Mais les stéréotypes que colporte cette littérature sont-ils seulement à "usage externe" ? ne sont-ils pas eux-mêmes un produit de la colonisation ? En accréditant l'idée que le Tahitien a toujours été cet être insouciant et aimable, ils concourent à faire croire qu'à Tahiti rien n'est sérieux, rien n'est grave. Tout est tourné en rire et en dérision, et si un individu s'avise de sortir de l'ornière des stéréotypes auxquels il doit répondre, il est incompris et ridiculisé. Certaines versions de l'histoire tahitienne concernant le mouvement pouvaniste laissent penser cela : plutôt que d'en comprendre les causes profondes, on a tiré argument des contradictions qui animaient le mouvement pour tourner cette épisode de la vie politique tahitienne en une aventure digne de Clochemerle.

Relégué dans une configuration psychologique liée à sa "nature", le Tahitien est en quelque sorte obligé de se conformer dans ses attitudes et ses comportements à cette image que l'on attend de lui ; elle le confine dans un fatalisme, et les Tahitiens disent parfois d'eux-mêmes : "le Tahitien n'est pas très courageux, ni tellement intelligent, etc..." La réussite des Français qu'ils voient à Tahiti opposée à leur propre difficulté à se promouvoir dans leur société, ils en trouvent la cause dans ce qu'ils sont et non dans une analyse des rapports

(6) Parmi ces livres, citons celui de Loursin, Tahiti (Editions du Seuil), celui de Chégaray (Ma Polynésie). Les illustrations même de ces livres répondent à certains stéréotypes : la photo de base polynésienne doit comprendre le cocotier, la vahine vêtue d'un pareu ou dénudée, le fare polynésien en palme de cocotier.

Dans un livre publié en 1971 "Lumières sur Tahiti", M. Grimald, ancien gouverneur de la Polynésie au cours de la dernière décennie, même s'il fait montre d'une grande sympathie pour les Polynésiens, reprend tous ces vieux thèmes éculés concernant la psychologie polynésienne. On aurait pu s'attendre à autre chose de la part d'un homme qui durant plusieurs années a été au contact de la réalité polynésienne.

qui les lient à ces Français. C'est là aussi une façon de conjurer ce qu'ils subissent.

Les Français qui arrivent à Tahiti actuellement ont vite fait de reprendre tous ces stéréotypes, alors qu'ils n'ont qu'une connaissance superficielle du milieu polynésien : le Tahitien est gentil, mais on déplore son manque d'ardeur au travail, son intempérance ; les entrepreneurs déplorent l'absentéisme au travail et les maîtresses de maison déplorent que leur bonne soit trop souvent fiu (7) ou disparaisse subitement sans donner d'explication ; mais toutes ces bonnes histoires n'ont pas fini d'animer les conversations des popaa et de les faire rire.

Cependant depuis quelques années une petite inquiétude pointe en milieu français : on s'inquiète d'actes de violence, vols, viols et autres délits qui deviennent de plus en plus fréquents, et certains Popaa, surtout les jeunes militaires, ne cachent plus à l'égard des Tahitiens une agressivité et une hostilité avec une nuance de racisme : le "Taïpouette", terme employé pour désigner d'une façon méprisante le Tahitien, c'est ce qu'ailleurs on appellerait un "bougnoûle". Le beau mythe d'antan se dévoile et ce qui était aimable qualité devient défaut : le Tahitien n'est plus cet être qui vit au jour le jour, il est paresseux ; s'il ne réussit pas, c'est qu'il ne le désire pas, et de plus il dépense son argent à boire ou en dépenses inutiles... Enfin, tout ceci n'est pas très nouveau et se manifeste d'une façon comparable dans d'autres pays à l'égard de certains groupes ethniques.

La présence de nombreux Français fait éclater au grand jour les antagonismes ; mais leur source est-elle seulement dans le présent ?

"E mea haama", la honte

"Cela fait honte". Beaucoup de choses font honte dans la vie d'un Polynésien : on a honte et on s'excuse de recevoir quelqu'un dans sa maison si on juge qu'elle n'est pas belle ; on a honte de sortir avec des vêtements qui ne sont pas très propres. Si l'on reçoit un Popaa à déjeuner, on préparera quelque mets européen, on mettra des fourchettes et on ne mangera avec ses doigts que si

(7) fiu : petit mot tahitien intraduisible, indique qu'on en a "marre" de quelqu'un, d'un travail...

on est très familier avec lui. Les femmes surtout ont honte devant le Popaa ; de moins en moins en milieu urbain, mais dans les districts et les îles, les jeunes filles s'enfuient en riant en voyant arriver le Popaa et recouvrent en hâte leur corps si elles sont en soutien-gorge ; certains ironisent -un peu facilement- sur une telle attitude qu'ils considèrent comme une fausse pudeur en contradiction avec la liberté sexuelle que l'on prête aisément à la femme polynésienne. Cette honte du corps ne provient-elle pas des tabous que les missionnaires ont tenté d'imposer en luttant contre les anciennes pratiques sexuelles polynésiennes ? "Alors leurs yeux à tous deux s'ouvrirent et ils connurent qu'ils étaient nus" (La Genèse).

Cette honte diffuse qui imprègne les rapports et qui peut se camoufler derrière la fanfaronnade, ne provient-elle pas d'un sentiment de différence, d'une comparaison que l'on établit entre l'autre et soi, d'où naissent l'impossibilité de s'assumer soi-même et ce comportement "inauthentique" qu'est la honte. Une telle attitude n'est pas propre au Polynésien ; même hors d'un contexte pluri-ethnique, on peut constater que les gens issus de milieux populaires se sentent souvent mal à l'aise en présence de personnes qui ne sont pas de leur milieu social et modifient leur comportement en fonction de cela.

Un vieux ressentiment anti-administratif

L'un des thèmes majeurs du mouvement pouvaniste était une attaque contre l'administration coloniale. Jusqu'à cette époque, les préoccupations majeures de l'administration se situaient souvent à Papeete : les révolutions de cabinet (8) qui se sont produites pendant la deuxième guerre mondiale ont laissé à de nombreux Tahitiens l'impression que les administrateurs se souciaient plus de leur propre maintien en place que des affaires et de la gestion du pays. L'administration est encore souvent perçue comme une sinécure pour fonctionnaires disposant d'avantages appréciables.

Les vieux Tahitiens racontent avec humour d'anciennes coutumes coloniales ; au début du siècle, on aurait envoyé en Polynésie de préférence des fonctionnaires célibataires ou non-accompagnés de leurs épouses de façon à favoriser

(8) Panoff, II

les métissages ; fondées ou non sur des faits objectifs, de telles histoires circulent encore, et même si elles sont sans fondement elles traduisent bien un certain état d'esprit.

Aux yeux de nombreux Polynésiens, l'administration est porteuse de tous les maux ; toute initiative venant d'elle apparaît comme suspecte et ses décisions sont perçues comme coercitives : dans beaucoup d'îles, le visage de l'administration, c'est encore celui du chef de poste, personnage tout puissant aux multiples fonctions (gendarme, délégué direct de l'administrateur de la circonscription, etc...) qui détient de pouvoir réel dans l'île. Dans les quartiers urbains ce visage est à multiple facettes : c'est aussi bien celui de l'assistante sociale en qui on a une confiance absolue et dont on attend une aide, que celui d'un représentant du service d'hygiène qui passe périodiquement pour exiger avec autorité que les installations sanitaires de la maison soient améliorées sous peine d'expulsion ou de destruction de la maison.

Si l'administration essaie de se présenter comme garante des intérêts de tous, elle n'y parvient pas et elle apparaît comme l'instrument d'un pouvoir et d'une politique dont on ne perçoit souvent pas le sens.

Cette contradiction est clairement apparue lorsqu'elle a du faire face au mouvement autonomiste et on lui attribue la responsabilité directe d'un certain nombre "d'opérations" destinée à contrer ce mouvement.

Vraies ou fausses, et même si elles sont invérifiables à partir de faits objectifs, de telles rumeurs circulent toujours et elles permettent de donner une allure objective à ce ressentiment anti-administratif.

La lumière reste à faire sur ce qu'a été la réalité concrète de la colonisation ; ce serait un long travail critique à mener à partir des documents et aussi des attitudes présentes des Polynésiens à l'égard du pouvoir colonial. Ce qui m'importait plus ici, c'était de traduire certaines de ces attitudes telles que je les ai ressenties au cours de ma recherche, et qui sont déterminées par la situation coloniale, dont l'administration reste le visage concret.

Mais ces attitudes sont incapables de se dépasser elles-mêmes et sont imprégnées d'une ambiguïté permanente dont nous parlions plus haut à propos de l'école : chez beaucoup de Polynésiens, le désir de faire une carrière dans l'administration coexiste avec ce ressentiment anti-administratif.

L'évolution récente

Jusqu'à la création du C.E.P., les Français métropolitains étaient peu nombreux, cadres de l'administration, enseignants, personnel de santé, etc... Bien que vivant suivant un style de vie différent de celui des Polynésiens et menant une existence autonome -les minorités coloniales ont toujours eu tendance à se regrouper-, en raison de leur faible importance numérique ils étaient connus ; les relations étaient plus faciles, on riait des comportements de certains Popaa que l'on jugeait bizarres, on racontait d'un district à l'autre les aventures amoureuses d'un autre pour s'en amuser ; si celui qui était visé savait en rire, les choses n'étaient pas tragiques. Le Popaa se mêlait volontiers aux bringues tahitiennes et s'il savait se montrer généreux, s'il faisait participer les autres à son aisance, s'il savait rire des plaisanteries que l'on faisait sur son compte, il était admis, on le trouvait "gentil". De tels rapports étaient sans doute épidermiques ; ils impliquaient de la part du Popaa qu'il se prêle à un jeu sans grand risque pour lui et qui ne remettait pas en cause la distance réelle qui le séparait des Polynésiens, ni la position qu'il occupait dans le système colonial ; à la rigueur quelque sanction administrative pouvait le frapper s'il défrayait trop la chronique des scandales et si la dérision qui le touchait risquait de rejaillir sur le corps auquel il appartenait.

Dans la plaisanterie, les Polynésiens trouvaient sans doute un dérivatif à une agressivité refoulée.

Les Popaa de plus en plus nombreux sont devenus une masse anonyme. La colonie française mène sa vie autonome, celle d'une minorité favorisée bénéficiant d'un très haut niveau de vie. Pour beaucoup, vivre à Tahiti c'est mener un style de vie très supérieur à celui qu'ils auraient s'ils travaillaient en France. C'est aussi vivre dans un cadre avec des possibilités d'activités et de loisirs qui dans les sociétés urbanisées sont liées au temps des vacances. Là ils n'ont pas les contraintes de la vie urbaine, et ils ont la possibilité permanente de revenir à une vie néo-naturelle, désir de plus en plus présent dans les sociétés occidentales et qui précipite périodiquement les habitants des villes vers les campagnes à la recherche de cette autre vie. Chacun habite une maison individuelle, rêve impossible dans les villes d'Europe, maison où ils disposent du maximum de confort, entourée d'un jardin fleuri toute l'année, avec à proximité l'Océan et ses multiples possibilités de loisir. On reçoit et on sort beaucoup.

L'espace urbain, les services se restructurent en fonction de cette minorité. Depuis l'arrivée des Français, les promoteurs immobiliers ont réalisé de bonnes affaires en quelques années ; les zones géographiques les plus agréables, en particulier le bord de mer des districts de Punaauia et Paea, sont de plus en plus envahie par des constructions nouvelles destinées aux Français en séjour à Tahiti ou encore à la bourgeoisie demie qui aspire à mener le même style de vie. De 1962 à 1967, dans le district de Punaauia, la population originaire de France est passée de 9,1% à 20%, et dans le district de Paea de 1,5% à 5,8% (9). Excepté dans le quartier d'Auaé, l'implantation de maisons destinées aux Popaa a peu touché le bord de mer à Faaa, à cause de la présence de la piste d'aviation et de l'insalubrité du terrain.

Au cours des dernières années, le centre-ville de Papeete s'est profondément remodelé, et ceci semble lié directement à la présence accrue de Français à Tahiti : les boutiques de mode, locale ou parisienne, les magasins spécialisés en photographie, en appareils électroniques (radio, magnétophones, etc...), les épiceries achalandées en produits importés, les restaurants de haut standing se multiplient et remplacent de plus en plus les antiques boutiques chinoises ; quelques magasins à grande surface en libre-service se sont montés. Les bureaux d'assurances, d'import-export, les agences touristiques et autres activités du secteur tertiaire prennent de plus en plus d'importance dans ce centre-ville. Le déplacement prévu du Marché Municipal de Papeete, situé au coeur de cette zone, ne fera qu'accélérer cette modification sociologique du centre-ville et va tuer un quartier d'intense activité, un lieu de rencontre surtout fréquenté par les Polynésiens.

C'est une ségrégation spatiale, implicite et subtile qui est en train de s'instaurer, liée surtout au pouvoir de l'argent et à une utilisation "rentable" des sols. Par le biais du développement de ces services qui visent une clientèle bien précise disposant de hauts revenus, l'utilisation de l'espace urbain se trouve de fait réservée à cette minorité. Mais les racines en sont encore plus profondes et se trouvent dans les comportements culturels ; en se modifiant les anciens lieux ne perdent pas seulement leur ancienne fonction, mais

(9) Fages, ouvrage collectif, Livre II ; page 151

la façon dont s'y déroulaient les échanges humains, les relations s'en trouvent elles aussi perturbées. Certains lieux restent très mêlangés, quelques cafés, certaines boîtes de nuit, mais dans d'autres la coupure est beaucoup plus sensible et se fait seulement suivant le critère de l'argent ; il est bien évident que certains visent d'abord une clientèle fortunée ; mais ces clivages recoupent les groupes ethniques, et la fréquentation de certains établissements, en particulier des boîtes de nuit, était fortement déconseillée aux Popaa s'ils voulaient en sortir indemmes.

Ces quelques remarques, faites à partir d'une observation de la vie quotidienne restent, il est vrai, impressionnistes et demanderaient qu'on s'y intéresse plus longuement ; car au niveau de la quotidienneté transparaissent les rapports qui unissent entre eux les hommes au sein d'une société.

Trois cas de Popaa installés à Tahiti.

Les Popaa qui sont installés à Tahiti l'ont fait pour des raisons très diverses ; à travers ces trois cas, je ne pense pas donner un échantillon qui les représenterait tous, mais fournir quelques indications qui sont une approche de compréhension de leur situation dans ce territoire.

Roger S... est un Popaa implanté de fraîche date à Tahiti ; originaire de Provence, il est venu à Tahiti vers 1964 envoyé par une entreprise métropolitaine pour divers chantiers. Il est ouvrier-peintre et il a décidé de rester une fois son contrat terminé. Il vit avec une femme originaire des Australes ; il habite avec elle à Faaa dans un quartier polynésien et la vie qu'il mène est celle des gens qui l'entourent. Même si on l'appelle toujours "Popaa", il est admis dans le quartier et aucune marque d'hostilité n'est manifestée à son égard. Cependant il s'ennuie un peu à Tahiti et en 1968, il est reparti passer Noël en France. Bien qu'étant proche des Polynésiens par sa condition d'ouvrier, il est pour cela considéré comme un petit Popaa ; de son côté ses rapports avec les voisins sont limités, il ne parle pas le tahitien et n'a pas tenté de l'apprendre bien que sa femme parle peu le français.

Pierre P... exerce une profession libérale à laquelle il consacre seulement la moitié de son temps ; cela lui permet de vivre aisément et sans grandes obligations ; c'est ce qui a déterminé sa décision de s'installer à Tahiti. Il a épousé une Polynésienne ; il vit sur une terre familiale de sa femme, où habitent

aussi divers fetii de celle-ci. Il semble entretenir de bons rapports avec ce voisinage, marqués cependant par une certaine indifférence ; s'il n'éprouve aucune agressivité à l'égard des Polynésiens, il n'en a pas moins repris tous les stéréotypes habituels et il estime que ses rapports avec eux ne peuvent être que superficiels et sans grand intérêt.

Paul S... est arrivé en Polynésie depuis plus de dix ans ; il a d'abord été instituteur dans un archipel éloigné et il a épousé une femme de cette île. Par la suite il est venu à Tahiti et il est maintenant cadre dans l'administration. Il parle bien la langue tahitienne et ses relations avec les Polynésiens en sont facilitées, mais dans le quartier où il habite les conflits avec les voisins Tahitiens n'en sont pas moins fréquents. Il leur reproche de boire, de faire la bringue, et somme toute de "ne pas être intéressants", il pense qu'il faut les éduquer pour modifier leur comportements et leur donner une autre façon de vivre ; dans le cadre religieux où il milite, il s'y emploie activement, mais il agit ainsi parce que c'"est utile", alors que par ailleurs il ne s'estime pas lié aux Polynésiens par des attaches et des affinités profondes. Chez lui s'affrontent de multiples contradictions qu'il refuse ; son implantation à Tahiti n'a pas été, comme pour beaucoup, une solution de facilité et n'était pas motivée par la perspective de faire de bonnes affaires ; il a accompli un effort remarquable en apprenant la langue tahitienne et il s'intéresse de près aux affaires locales conscient de certains problèmes qui n'effleurent pas les autres Popaa ; malgré celà et à cause de celà, il semble irrité par certains comportements polynésiens, et même s'il refuse de l'admettre, il penserait presque que les stéréotypes que colportent d'autres, sont justifiés. C'est grâce à sa religion qu'il parvient à surmonter ses contradictions : en elle il trouve les justifications humanitaires et religieuses de son action.

Popaa et/ou sociologue (10)

"L'important n'est donc pas encore de remonter à la racine des choses,
mais le monde étant ce qu'il est, de savoir comme s'y conduire"
(L'homme révolté - Albert Camus)

(10) Ceci n'est qu'une esquisse ; je ne prétends pas poser le problème de la situation du sociologue par rapport à son milieu de travail, dans toutes ses dimensions ; ces quelques réflexions surgies au cours de mon enquête peuvent sembler simplistes à d'aucuns. Autre question : n'y a-t-il pas des risques de tomber dans l'exhibitionisme naïf ?

J'ai esquissé dans l'introduction les grandes lignes de ma situation de sociologue Popaa travaillant en milieu polynésien, mais il me semble intéressant d'y revenir dans le cadre de ce chapitre.

Bien qu'ayant prétention de faire oeuvre scientifique, il m'était impossible dans le cadre de ce travail de séparer mon statut de chercheur, de ma situation réelle de Popaa et de mon appartenance à ce groupe. J'étais en porte à faux continuellement et toute relation avec les Polynésiens était déjà elle-même question et remise en cause. Tenter, pour éviter ces questions "embarrassantes", de justifier aux yeux de mes interlocuteurs ma tâche par la "nécessité de la connaissance" n'aurait même pas relevé du cynisme, l'humour polynésien m'ayant vite fait comprendre que mes prétentions étaient exagérées. La tentation était forte parfois -trop forte peut-être pour ne pas y résister- de donner à ce travail des justifications que j'appellerais "humanitaires", mieux connaître les problèmes des Polynésiens et autres arguments de la même source ; mais cela créait toutes sortes d'ambiguités : le mépris ou la méfiance pour quelque chose qui apparaissait comme téléguidé d'en-haut, ou des situations tragiques où l'on reportait sur moi des espoirs injustifiés. Tout cela n'était que ruse ; mais alors que faire et comment vivre de cette situation angoissante ?

Autre problème : les techniques habituelles d'enquête me semblaient désuètes ; les questionnaires pré-programmés, refuge facile, tournaient à la routine et mon interlocuteur cherchait à s'en débarrasser le plus rapidement possible. Au hasard des rencontres et de conversations inattendues, des relations se nouèrent ici et là. J'ai souvent plus appris et découvert en acceptant de boire une bière ou de partager un repas, en écoutant la guitare et en organisant de petites sorties avec ceux que je rencontrais. Là les langues se déliaient et la situation n'était plus "d'enquête". Est-il prétentieux ou naïf de dire que ce furent là des moments privilégiés dans leur spontanéité ?

Mais tout ceci ne résolvait que superficiellement l'ambiguïté fondamentale de ma position. Le doute devenait plus grand ; entre mes amis Polynésiens et moi se nouaient des rapports différents, hors des normes habituelles, marginaux. Mais ceci ne modifiait en rien mon appartenance objective au groupe Popaa, et je devenais un écran supplémentaire, car j'étais en contradiction avec ce qu'ils avaient toujours pensé des Popaa, tout en ne l'étant pas. L'amitié devenait mystification. Était-ce de ma part masochisme ou honnêteté, illusion ou autosatisfaction de tenter de les entraîner vers une critique radicale de cette situation ?

Une telle problématique était-elle justifiée ou ne résultait-elle que d'un déplacement au niveau de ma recherche de ma propre subjectivité ? Je ne saurais le dire ; mais je pense que l'enquête sociologique est une expérience totale et qu'elle est questionnante pour le chercheur lui-même et pour sa position sociale. Et Edgar Morin ne dit-il pas que "les chemins de l'objectivité passent par l'aveu de la subjectivité de l'auteur."

Le problème des Taurearea (II)

C'est chez les jeunes que se manifeste le plus clairement l'agressivité à l'égard des Popaa. Les heurts violents entre jeunes sont le signe de cette hostilité : agressions surtout à la sortie des dancings, vols, injures. Toutefois, ces manifestations de violence ne sont pas toujours destinées aux Popaa. Au cours des dix dernières années, la délinquance juvénile s'est accrue dans des proportions considérables. Le nombre de dossiers ouverts concernant des cas de délinquance de mineurs est passé de 67 en 1960 à 109 en 1968, avec le chiffre record de 190 en 1966 (12). Ces chiffres sousestiment certainement la réalité puisqu'ils ne concernent que les délits dont les auteurs ont été identifiés. La plupart de ces délits sont des vols simples et des vols par effraction ; les autres sont des coups et blessures volontaires ou involontaires. Une petite note administrative accompagnant des statistiques précise que les facteurs qui provoquent la délinquance sont les mauvaises conditions d'habitat, l'alcoolisme des parents, l'absentéisme scolaire. Dans une telle énumération qu'y-a-t-il que nous ne sachions déjà ? D'un pays à l'autre, les conditions ou plutôt les circonstances qui entourent l'émergence de la délinquance juvénile ne varient guère. Un peu plus loin, la note précise : "les mauvaises conditions d'habitat, l'alcoolisme des parents ont pour conséquence directe l'inadaptation de l'enfance... Le mineur vivant dans une

(11) Taurearea : jeune adolescent

(12) Note sur la délinquance juvénile, Service des Affaires Sociales.

telle ambiance, face à tout ce que la vie moderne peut lui offrir n'hésitera pas à se procurer tous les biens matériels que les possibilités financières de ses parents ne peuvent lui offrir : cinéma ; vélomoteurs, vêtements neufs, montres, appareils de photos ou autres..." Dans ces conditions, la réaction de l'adolescent surgirait d'un nihilisme, inconscient mais vécu, et d'un refus violent de cette société qui se traduirait par des actes qui sont en contradiction avec les normes et les valeurs dominantes de la société, qui elle-même n'est plus capable d'en assurer la reproduction au niveau des individus. "Autrefois, poursuit cette note, l'enfant occupait ses loisirs à la pêche, à la natation, au bricolage. Il se virilisait à la vie libre. Actuellement, bien des enfants des quartiers populeux errent dans les rues, fréquentent assidument le cinéma, couchant n'importe où, mangeant selon leur fantaisie. Ils recherchent au sein d'une bande l'autorité et la discipline qu'il n'ont pas chez eux". En rendant responsable de cette crise de l'adolescence l'éclosion de la structure familiale, l'auteur ne tente-t-il pas de désamorcer la crise en elle-même en la ramenant à un cadre connu ? La famille a subi rudement le contrecoup de l'urbanisation ; le père a perdu la place qu'il y occupait ; il doit faire face à de multiples problèmes ; il est souvent absent. Etant devenu salarié, il ne transmet plus à ses enfants ses connaissances concernant les activités traditionnelles, agriculture, pêche. Malgré cela l'adolescence tahitienne ne fut jamais un "apprentissage forcé" de l'état adulte ; c'était le temps du jeu, de l'amour, du chant et de la danse - le mot lui-même qui désigne le temps de la jeunesse, taurearea, ne signifie-t-il pas temps de réjouissance ? -. Les garçons se réunissaient entre eux pour chanter, plaisanter pendant des nuits entières loin du village, dans quelque fare abandonné, sur la plage ou dans les vallées. Malgré les interdits missionnaires les expériences sexuelles se faisaient tôt et les parents fermaient les yeux. Les filles se mêlaient rarement aux garçons dans leurs équipées nocturnes ; les premières rencontres avec un garçon se faisaient furtivement, à l'insu

des autres (13). Une fois ce temps de l'adolescence passé, le garçon se stabilisait soit en se mariant, soit plus souvent en fixant son choix sur une femme avec laquelle il vivait en concubinage.

En face de problèmes actuels de la jeunesse, ne faut-il pas admettre l'existence d'une crise spécifique liée à la société elle-même plutôt que de tenter de se sécuriser soi-même en l'expliquant par telle ou telle cause ? "Or la jeunesse de l'homme est précisément le moment de l'existence où les conflits du développement atteignent un degré particulièrement aigu : c'est là le terrain d'une sensibilité particulière aux contradictions qui travaillent le monde moderne. Cette sensibilité se manifeste d'ailleurs au moment où l'adhésion "adulte" au monde n'est pas encore effectuée. C'est la conjoncture particulièrement favorable à l'éclatement vers l'extérieur d'une expérience vécue de la réalité sociale. La manifestation qui traduit cette réaction est d'autant plus directe que la société n'a pas encore les moyens de tenir (par les salaires, les crédits, les nécessités de la vie adulte) les jeunes. Là est le sens de la déviance des jeunes révoltés" (14).

Depuis l'arrivée d'un grand nombre de Français, les problèmes sexuels des jeunes Tahitiens se posent d'une façon nouvelle ; dans une lettre envoyée en 1969 à un journal local, un jeune Tahitien de 23 ans énonçait clairement ce problème tel qu'il se pose : "J'ai appris dans les trois journaux quotidiens qu'il y a encore deux autres viols (ou tentative) en ces jours ci. Et si l'on remonte le temps, tout le monde se souvient encore de cette série de viols commis il y a quelques mois. Evidemment, nul n'a besoin d'être prophète pour en conclure que les jeunes Tahitiens (et vieux aussi, la preuve) souffrent du manque ou de l'insuffisance de rapports sexuels. Depuis la venue des techniciens, ingénieurs

(13) Phénomène paradoxal et en contradiction avec la liberté verbale tahitienne sur tout ce qui concerne les affaires sexuelles, les rapports entre garçons et filles sont toujours empreints extérieurement d'une grande pudeur : jamais un garçon et une fille ne s'embrassent publiquement ni ne se tiennent par le cou. Ceci peut être lié à certains comportements culturels polynésiens, l'amour n'ayant pas nécessairement besoin de ces signes extérieurs pour lier deux personnes ; ce peut être aussi une conséquence du puritanisme missionnaire.

(14) G. Lapassade, pages 194 et 195.

du C.E.P., la vie sexuelle de beaucoup de jeunes Tahitiens est irrégulière, insuffisante, voir même réduite à quelques rapports sexuels par an (j'en connais parmi ceux-ci) suivant la valeur esthétique, la séduction... de chacun. Il est à remarquer que les jeunes de la classe ouvrière sont en général défavorisés sur le plan de la conquête féminine..." (15)

Les Popaa, surtout les jeunes marins et militaires qui débarquent, se posent en concurrents. Ceux qui sont engagés dans l'armée ont des revenus très supérieurs à ceux des jeunes Tahitiens, et ils peuvent sortir, avoir une voiture ; et les jeunes Tahitiennes ne sont pas insensibles aux petits cadeaux et à la vie qu'elles pourraient mener avec un jeune Popaa. De plus, certaines affichent une préférence pour les Popaa. C'est le cas d'une jeune femme Tahitienne de Faaa : "elle a vécu pendant trois ans avec un Tahitien dont elle a eu une fille ; mais depuis quelques années, elle ne fréquente plus que les "militaires de la base" ; elle n'a que mépris pour les Tahitiens qu'elle qualifie de Kaina (en France, on pourrait dire le "péquenaud") ; elle leur reproche de boire, de dépenser leur argent au jeu et d'être parfois violents. Avec un Français elle est plus libre, elle peut aller voir ses amies, vivre sans travailler ; mais avec un Tahitien elle devrait rester à la maison et s'occuper de ses enfants. Mais elle a peur des Tahitiens et lorsqu'elle sort le soir dans les boîtes avec ses amis Français, elle préfère éviter celles où l'on rencontre des Tahitiens qui pourraient provoquer la bagarre en la voyant avec des Farani".

Les jeunes Polynésiens sentent très bien que certaines femmes de leur race les repoussent, mais ils ne modifient pas leurs comportements en fonction de ce qu'elles pourraient attendre d'eux ; ils n'essaient pas de singer le Popaa pour "récupérer leurs femmes". Les jeunes sont d'autant plus sensibles à ce problème que "l'échange des femmes" se fait à sens unique et qu'il n'est guère possible sinon impensable de sortir avec une femme Popaa ; derrière ces exclusions sexuelles, une forme de racisme subtile ne se dessine-t-elle pas ? "Je préfère les femmes Popaa, me disait un jeune Tahitien ; je les trouve plus belles que les Tahitiennes ; j'aime leur

peau et leurs cheveux clairs, mais je ne peux pas en avoir. - Pourquoi ? -
.... (silence)."

Autre signe de l'acuité des problèmes sexuels chez les jeunes : toutes les injures qui sont adressées aux Français sont à caractère sexuel : Titoi Farani ("branleur de Français", avec un sens plus fort et plus littéral, que cette expression peut avoir en français où son emploi courant lui a ôté une partie de sa force) ; Taioro Farani : le taioro est celui qui n'est pas circoncis (16). La circoncision était liée - peut être - à des épreuves d'initiation qui marquaient l'adolescence et le passage à l'état d'adulte, mais à ma connaissance les récits de voyageurs ne fournissent aucun renseignement sur ce sujet. Un adulte de Faavae m'a raconté que sa circoncision avait été décidée par son père alors qu'il avait douze ans ; elle se faisait au moment où l'enfant devenait pubère. Un tamaaraa avait marqué cette opération qui était importante pour lui. En effet pour l'adolescent, elle marque la possibilité du début de ses activités sexuelles ; celui qui aurait des relations sexuelles avec une femme, sans être au préalable circoncis, subirait les sarcasmes et les moqueries de cette femme et aussi de l'entourage auquel elle s'empresserait d'aller raconter cette petite histoire. Actuellement ce sont les adolescents qui prennent souvent eux-mêmes la décision de se faire circoncire, sans consulter leur père. C'est un adulte qui procède à cette petite opération ou de plus en plus ils vont à l'hôpital de Papeete. La circoncision est une pratique qui se fait même en milieu demi, et un Demi, cadre de l'administration, me disait avoir fait circoncire ses propres enfants pour que les autres petits Tahitiens ne se moquent pas d'eux.

En traitant le Popaa de taioro, le jeune Tahitien entend le différencier de lui et ainsi le rejeter, avec l'espoir inconscient que l'affirmation de cette différence permettra de maintenir une cohésion à son groupe culturel et racial. En posant le Popaa comme taioro - non-circoncis -, c'est tenter de l'exclure, mais par l'affirmation de cette différence culturelle il tente aussi d'empêcher les femmes de son groupe d'avoir des

(16) En fait il ne s'agit pas réellement d'une circoncision mais plutôt d'une superincision ; il n'y a pas ablation du prépuce mais celui-ci est seulement fendu sur le dessus de la verge et il retombe de chaque côté du gland formant un bourrelet de chair lorsque la cicatrisation est achevée. C'est une pratique antérieure à la colonisation.

relations sexuelles avec un taioro. Cette pratique culturelle ancienne devient un moyen de pression ; sous le poids d'un évènement extérieur - les Français -, sa fonction interne à la culture polynésienne, qui était de marquer sur le plan sexuel le passage à l'état adulte, disparaît ou plutôt se transforme pour devenir un moyen de résistance face à une agression qui constitue une menace pour l'intégrité du groupe. Mais en réalité son impact est faible, et ceci n'empêche pas les femmes de rechercher les Popaa, et il y a même là un attrait supplémentaire à leur curiosité.

La femme polynésienne

La femme polynésienne n'est souvent que vahine ; mais il s'agit là d'un "vol de langage", car dans la langue tahitienne, ce mot désigne la femme par rapport à l'homme, tane, ou accolé à un nom propre, il désigne Madame une telle. Mais ce mot a pris une autre signification, ou plus exactement dans les pays occidentaux la vahine ce n'est pas n'importe quelle femme, c'est la Polynésienne et la vahine est un des éléments essentiels du mythe de la Polynésie.

Ce thème est repris inlassablement et régulièrement par les livres et les journaux : par exemple en 1969, un hebdomadaire parisien à grand tirage consacrait plusieurs pages d'un numéro à un reportage sur la Polynésie ; de quoi y était-il question ? Pas du tout des changements qui bouleversent actuellement le pays depuis l'implantation du C.E.P. ; la première photo montrait une vahine vêtue d'un pareu noué sur le poitrine et couronnée de fleurs, se dirigeant sur une pirogue à balancier vers un voilier rappelant les bateaux de l'ancien temps, et le commentaire disait "comme au temps de Bougainville, une vahine est venue vers notre bateau pour nous accueillir et nous couronner de fleurs". Il s'agit bien sûr d'une littérature destinée au public français sur lequel le mythe garde toute sa force, et l'exactitude des faits qu'on lui présente est secondaire par rapport au contenu.

"Le propre du mythe, dit Roland Barthes, est de transformer le sens en forme ; autrement dit, le mythe est toujours un vol de langage" (17).

(17) R. Barthes, pages 193 et suivantes.

De la femme polynésienne, le mythe ne retient qu'un certain nombre de caractéristiques grâce auxquelles il élabore sa propre substance en leur conférant un sens qui est sien. Niant les rapports sociaux et ethniques, les situations concrètes, niant implicitement toute référence à l'histoire ou à la culture, - "le mythe, dit encore Roland Barthes, prive l'objet dont il parle de toute Histoire. En lui l'histoire s'évapore... Ou mieux il ne peut que venir de l'éternité : de tout temps il était fait pour l'homme bourgeois, de tout temps, l'Espagne du Guide Bleu était faite pour le touriste, de tout temps, les "primitifs" ont préparé leur danse en vue d'une réjouissance exotique" - le mythe érige la femme polynésienne en "bel animal" (Loursin) ; ceci est remarquable même au niveau du langage : que de fois n'a-t-on comparé sa chevelure à une crinière ! on détaille les parties de son corps, sa peau ambrée, sa démarche ; elle est désintégrée en "une série selon son corps". Par son corps, elle devient objet exotique ; la "liberté" sexuelle qu'on lui attribue, n'est pas la résultante de comportements culturels différents de ceux des occidentaux, elle n'est même pas le fruit d'une libération qu'elle aurait acquise, elle s'inscrit "dans sa nature faite de primitivité", "dans le tréfonds de son inconscient réservé à Eros, le Tahitien a bien gardé la mentalité primitive" (Loursin). Bel objet d'étude en vérité pour les psychanalystes ! Bel objet primitif, la femme Polynésienne ne peut pas aimer comme nous occidentaux, ce qui la détermine c'est son sexe, non pas comme un élément trouble à la façon dont on pourrait le dire pour une Européenne, mais naturel.

Cette description ne serait-elle qu'un exercice de style ?

Le mythe n'est-il pas toujours présent secrètement au coeur de chaque Popaa qui arrive à Tahiti ? On peut se le demander en voyant la déception de beaucoup en face d'une réalité différente du mythe ; pourquoi mettre tant d'acharnement à dénigrer ? Ce mythe qu'elle n'avait pas créé se retourne contre elle : elle ne devient que futile, inintéressante mais intéressée, piètre amoureuse. Loursin arrive même à démontrer que la femme polynésienne a toujours été vénale ; armé d'une puissante logique, il prouve que les Tahitiennes qui se donnaient aux premiers navigateurs, souvent en échange

d'un simple clou, n'étaient pas aussi innocentes que ces simples exigences pourraient le laisser penser ; en réalité, toujours selon Loursin, elles auraient agi pour le compte de leur "tane-proxénète" auquel elles pouvaient ainsi procurer des clous dont il faisait des hameçons ! (18).

Mais par l'exotisme, l'autre devient objet, spectacle et "relégué aux confins de l'humanité", il n'attende plus à la sécurité du chez soi. Il est négation des différences culturelles ou autres et des remises en cause qu'elles pourraient faire naître.

C'est, peut-on penser, au nom de ce mythe que la femme polynésienne a eu dans le processus de colonisation une influence majeure, malgré le rôle dans lequel semblait la confiner ce mythe. Les premiers colons, les aventuriers qui se sont installés à Tahiti ont épousé des Polynésiennes ; les plus prestigieux d'entre eux choisissaient leur femme dans l'ancienne aristocratie ; ce n'était pas déchoir et c'était une manoeuvre habile pour s'insérer dans les réseaux d'influence locale. Le concubinage connu et connaît encore beaucoup de succès et il n'encourt pas la réprobation sociale qu'il connaît encore dans les pays occidentaux. Jouant sur cette pratique locale qui est restée très vivante malgré les admonestations des pasteurs, beaucoup de Popaa prennent vahine ; c'est presque une formalité qu'on "se doit" d'accomplir. Malgré et grâce au mythe qui l'entourait, la Polynésienne prit conscience des possibilités qui s'offraient à elle. Alors que la colonisation bouleversait le pays, détruisait l'ancienne culture et les anciennes sources du pouvoir et du prestige, et que réussir dans cette nouvelle société impliquait de se plier au colonisateur et de se prêter à son jeu, la Polynésienne avait des possibilités rapides d'ascension sociale, en dehors de tout le nouveau jeu politique et social, et ceci grâce à l'union avec un Popaa. Certaines surent en profiter et c'est peut-être là la cause de ce qu'on appelle sa vénalité. Connaissant son pouvoir sur le Popaa et les possibilités qu'offre celui-ci, pourquoi n'exigerait-elle pas de lui ces cadeaux que sont les robes, les bijoux, le scooter et même l'automobile ? Par le biais de ce qui semblait la confiner dans une situation archaïque, ce

mythe qui l'entourait, la femme polynésienne est devenue un agent de changement et d'acculturation. Malgré toute l'agressivité que l'on manifeste à l'égard des Popaa, ils sont recherchés pour le concubinage et le mariage ; c'est l'assurance d'une situation stable et d'un prestige aux yeux des Polynésiens eux-mêmes. Un souvenir personnel : il m'est arrivé plusieurs fois de recevoir des incitations des Polynésiens à épouser leur fille, désir qui coexistait avec un fort ressentiment à l'égard de Popaa. Mais cette contradiction est la même que celle que nous avons rencontrée en permanence et qui incite les Polynésiens "à jouer sur deux plans". C'est là aussi que se trouve la cause de l'agressivité virulente que manifestent certaines femmes à l'égard des Popaa : elle traduit chez elles un conflit entre l'appartenance à leur groupe social et ethnique, et l'attrait qu'elles peuvent ressentir pour les Popaa.

L'union avec les Popaa a donné à la Polynésienne des avantages sur les hommes, qui provoquent chez eux un ressentiment, parce qu'en même temps qu'ils voyaient leurs femmes leur échapper, ils s'apercevaient qu'elles avaient des possibilités d'ascension sociale supérieures aux leurs. La Tahitienne qui vit en milieu popaa en adopte certains comportements et elle affiche parfois un certain mépris pour les hommes de sa race ; eux de leur côté n'épargnent pas leurs sarcasmes à celles qui veulent "faire la Popaa".

Un cas marginal ?

Fareata est une jeune Polynésienne qui habite dans un quartier de migrants à Faavae ; elle vit avec son tane, un jeune Tahitien qui est ouvrier ; leur maison ressemble à celles des voisins : un petit fare aux parois en pinex, monté sur pilotis.

Elle avait connu, il y a quelques années, un Français ; elle était devenue sa vahine et lorsqu'il était parti en France, elle l'avait suivi à Lyon ; elle était devenue ouvrière dans une usine de textiles, où elle a travaillé durant plusieurs années. Mais le comportement de son tane s'est

beaucoup modifié une fois arrivé en France. Alors elle a décidé de revenir à Tahiti ; elle pense qu'elle ne revivra jamais avec un Français, elle préfère être avec son ami Tahitien.

Le travail de la femme

La vie de la femme était traditionnellement centrée sur la maison et les activités familiales. Elle était au centre du cycle de la vie : lorsqu'elle accouchait, le placenta était enterré dans le sol de la maison, sur la terre familiale, autre élément fondamental dans la culture polynésienne puisque la résidence jouait un rôle primordial dans les groupes de descendance. Le cycle de la vie commençait sur la terre familiale et s'y achevait : le placenta était enterré dans le sol de la maison, et les tombes familiales dans les districts et les îles sont encore situées auprès du fare. On raconte qu'il y a quelques années certaines femmes refusaient d'aller accoucher à l'hôpital.

La maternité lui conférait son rang et son prestige dans la famille. Les mama-ruau - grands-mères - sont respectées et écoutées ; c'est à elles qu'est souvent confié le premier enfant d'un jeune couple ; le petit-fils est adopté - faaamu - (19) par ses grands-parents, parce que, dit-on, la jeune mère n'est pas encore très capable de s'occuper de ses enfants. Les nombreuses maternités, situation fréquente dans les familles polynésiennes, ne sont pas considérées par la femme comme une charge, mais comme un signe de fécondité, encore qu'en milieu urbain la présence de plusieurs enfants rendent la tâche de la femme plus lourde. Les femmes auxquelles j'ai pu parler d'un éventuel contrôle des naissances s'y montrent indifférentes sinon hostiles et pensent que leur mari ne l'accepterait pas ; l'homme qui ne peut pas avoir d'enfants (dans le langage imagé des Tahitiens, on compare son liquide séminal à de l'eau) est plutôt sujet à plaisanteries.

La vie urbaine modifie la vie de la femme et elle devient souvent le centre de la cellule familiale et doit faire face seule aux carences du rôle

(19) Faaamu : ancienne pratique d'adoption polynésienne qui reste très vivante en milieu urbain, j'ai obtenu peu d'information sur elle ; aux Tuamotu, dans un secteur moins touché par les changements actuels, grâce à de longues recherches, Paul Ottino a mis en évidence ses divers aspects et les règles sociologiques auxquelles elle obéit.

paternel. Elle peut aussi prendre une part active aux revenus familiaux en travaillant à domicile - travaux dont il a été question plus haut -, ou en allant travailler à l'extérieur comme salariée. La plupart ont des emplois de serveuses dans les hôtels et restaurants et de fermes de ménage chez des Popaa, bien que beaucoup de maris n'aiment guère voir leur femme partir ainsi, par peur d'être trompés ou de la voir un jour quitter le domicile conjugal. A Vaitupa, les 11 femmes qui sont salariées, occupent ces emplois pour des salaires bas, guère plus de 10 000 Francs par mois. Méconnaissantes de leurs droits sociaux, elles sont souvent à la merci de leurs employeurs, surtout lorsqu'elles travaillent chez un particulier ; c'est le cas d'une jeune Tahitienne qui avait trouvé un emploi de femme de ménage chez un officier du C.E.P. : au bout de quelques jours il la renvoie non qu'il soit mécontent de ses services ; mais entre-temps il s'était aperçu qu'elle était enceinte et il se serait vu dans l'obligation de lui accorder un congé de maternité et de la réembaucher ensuite pendant ce congé, il n'aurait eu personne à son service et il lui était difficile d'embaucher quelqu'un d'autre étant dans l'obligation de reprendre la première. Elle n'avait aucun recours possible, étant donné qu'elle n'occupait cet emploi que depuis quelques jours.

Les jeunes filles de la petite bourgeoisie, celles qui ont réussi à faire quelques études, travaillent de plus en plus : emplois de bureau, secrétariat, etc...; à la cité SOCREDO, sur 208 personnes actives, il y a 63 femmes ; 25 ont un emploi non qualifié (serveuses), 11 sont employées de bureau dans le privé, 6 cadres dans le privé, et 18 employées dans les services territoriaux (principalement l'enseignement). Par l'indépendance financière qu'elles acquièrent ainsi elles mènent une existence plus libre : elles sortent souvent, s'habillent dans les magasins de mode de Papeete, cessent de oindre leurs cheveux avec le monoi (20) comme le font encore les femmes arrivant du milieu rural. En travaillant elles dépassent le statut de la vahine qui maintenait la femme dans une passivité gentille ; mais c'est seulement réservé à celles qui sortent d'un milieu bourgeois et ont accès à des emplois qualifiés.

(20) monoi : huile préparée avec le coprah et parfumée avec des fleurs de tiare Tahiti séchées ; les femmes oignent leur chevelure avec cette huile qui dégage un parfum fort et tenace, presque écoeurant.

Chapitre 9 : L'IMPOSSIBLE INTEGRATION URBAINE

Dans ces grands bouleversements que connaît la Polynésie depuis quelques années, la commune de Faaa parvient-elle à apparaître comme un ensemble cohérent, à trouver un visage qui lui est propre .? Les problèmes que nous avons évoqués, perçus à travers Faaa, réfractent une réalité plus globale et plus vaste qui est celle de la Polynésie, et ils nous obligent à sortir de ce cadre. On pourrait dire de cette commune et de la réalité que nous y percevons ce que Sartre dit de l'individu : "Totalisé et par là même universalisé par son époque, il la retotalise en se reproduisant en elle comme singularité".

Mais au-delà de son existence formelle et institutionnalisée, marquée spatialement par le territoire communal , quelle est la "singularité" de Faaa, existe-t-elle ou est-elle en train d'émerger ? La cohésion de l'ancien district a été balayée par les changements récents. L'influence tentaculaire de Papeete se manifeste dans la vie de la commune et la réduit à n'être qu'une banlieue résidentielle. Faaa se disperse dans l'espace tout au long de ses cinq kilomètres et sa structure spatiale est

déterminée directement par la présence toute proche de la capitale ; la pauvreté des services publics et privés en témoigne. Papeete est aussi le centre de travail ; à Faaa même il y a peu d'emplois et la plupart des salariés travaillent en dehors de la commune ; prenons un exemple : à la cité SOCREDO, sur 209 personnes qui travaillent, 152 ont leur lieu de travail à Papeete, 10 à Pirae, 14 dans d'autres districts, et 30 seulement à Faaa ; dans les autres quartiers les proportions sont semblables ; à Faaa les seules possibilités d'emplois sont dans les services municipaux et à l'aéroport. Cette mobilité quotidienne des travailleurs en direction de leur lieu de travail ne favorise pas la vie collective, encore que l'on ne puisse nullement comparer Faaa aux villes qui se forment dans la périphérie des grandes agglomérations urbaines et qui vivent complètement en marge du centre avec des problèmes aigus de relation avec celui-ci. Les distances sont courtes à Tahiti, les déplacements faciles et les embouteillages encore limités. Je ne reviendrai pas sur l'absence de lieux de réunion "informels", café, place ; il en a déjà été question plus haut ; la proximité de Papeete et la possibilité d'y aller contribue à maintenir cette carence.

Mais le manque de cohérence apparent met en évidence un phénomène beaucoup plus profond qui est celui de la disparité sociale de la commune et de la fragmentation spatiale des couches sociales et ethniques qui tendent à mener leurs vies autonomes, repliées sur elles-mêmes. Les clivages visibles au niveau spatial sont la traduction vivante de coupures beaucoup plus profondes, difficilement surmontables. Des conflits éclatent parfois entre les quartiers de composition sociale différente qui se touchent dans l'espace. Le lotissement SOCREDO est environné par des quartiers de migrants ruraux Polynésiens, et la cohabitation ne va pas sans heurts et sans conflits, parfois sous les prétextes les plus anodins. Certains locataires de la cité se plaignent de ce que les gens des autres quartiers la traversent ; les enfants des quartiers voisins viennent jouer dans la cité et sur la route : on les accuse de casser les fleurs, de rayer la peinture des voitures ; l'accusation se reporte aussitôt sur les parents de ces enfants auxquels on reproche de ne pas s'en occuper et de laisser faire ce qu'ils veulent ; ces enfants qui "trainent" sont aussi un "mauvais exemple" pour les enfants de la cité. Un habitant de la cité souhaitait

même qu'une clôture soit installée pour empêcher celà. Ces griefs rejoignent ceux que l'on fait habituellement au Polynésien. Mais dans la cité elle-même les peapea (1) ne manquent pas : petites haines entre les Popaa qui habitent dans la cité et certaines familles polynésiennes, histoires de chiens qui rôdent, soupçons d'infidélité conjugale, tapages nocturnes, Certains prennent les choses avec philosophie et essaient d'arranger les conflits : "La cause des disputes, c'est surtout les amusements avec les tapages nocturnes, mais jamais avec nous. Celà ne veut pas dire que nous les supportons ; mais nous gardons simplement notre calme en vue de rester toujours amis avec nos prochains sans distinction". Interrogés sur la création d'une éventuelle association de locataires de la cité, beaucoup ont manifesté peu d'intérêt pour une telle initiative, ou se sont cantonnés dans des problèmes mineurs dont pourrait s'occuper une telle association, élargissement de la route, distribution d'eau, parkings pour les voitures ; quelques-uns furent enthousiasmés par une telle idée sans toutefois cacher un certain pessimisme sur ces chances de réussite ; les femmes auraient été intéressées par la création d'une crèche pour enfants, ceci principalement parce que beaucoup travaillent.

Les aspirations que traduisent ces souhaits sont celles de la classe moyenne.

Histoire d'une association de locataires

Au début de l'année 1965, une association est créée entre les co-propriétaires du lotissement de la SETIL, cité en location - vente édiifiée deux ans auparavant. Le but de cette association était le suivant : "défendre les intérêts des co-propriétaires, les représenter auprès du syndicat du co-propriétaires du lotissement (organisme auquel tous ceux qui étaient dans la cité appartenaient de fait, et destiné à gérer les affaires du lotissement conjointement à la SETIL), aider à secourir les familles dans le besoin et développer le sens de la coopération et de la communauté". La cotisation annuelle, indexée sur le coût de la vie, était modique, 200 Francs.

Dès le mois de juin de la même année, une bagarre a lieu entre la femme d'un Popaa et un Demi, tous deux résidant à la cité. Entretemps surgit un

(1) peapea : histoire, conflit, ennui, "aita peapea" : pas d'histoire, ça va bien.

différent entre le syndicat et l'association, certains membres de celle-ci accusant celui-là de s'ingérer dans des affaires qui ne le concernent pas.

En novembre, nouveau conflit, et un locataire Popaa, par ailleurs président de l'association, formule auprès du Gouverneur du Territoire une demande d'enquête sur quelques locataires qu'il accuse "de menées anti-françaises". Le conflit va en s'aggravant et le président de l'association fait en février 1966 un "constat de carence" et demande au Gouverneur de dissoudre l'association. Mais deux mois plus tard, certains membres de l'association se réunissent pour proclamer la déchéance du précédent bureau et en élire un nouveau. Les fondateurs de ce nouveau bureau étaient recrutés parmi ceux qui avaient subi les accusations du précédent président. Pendant quelques temps les deux bureaux coexistent, chacun contestant la représentativité de l'autre.

Puis les conflits semblent s'apaiser, mais ressurgissent au milieu de 1967 ; le motif semble en être une accusation contre le président qui aurait consenti à certains membres de l'association des prêts non-justifiés. Mais comme antérieurement, le débat tourne vite à une opposition pro - ou anti - Popaa, sur laquelle se greffent des différents politiques, les uns accusant les autres de transformer la cité en un centre de propagande politique favorable à l'autonomie.

Dans l'histoire, quelque peu simplifiée, de cette association qui au départ se fixait des objectifs "neutres", très vite surgit un conflit qui ne semble concerner nullement les questions qu'elle s'était proposée d'examiner, et qui tourne à une double opposition, Popaa-Polynésiens, et pro-autonomistes - anti-autonomistes. Justifié ou non, ce conflit revient à ce problème essentiel et par la suite ne s'en écarte guère ; les jeux semblent faits et les antagonismes ont surgi au grand jour. "La crise, dit Edgar Morin, est un révélateur signifiant de réalités (systèmes et processus) latents et souterrains...", elle est aussi "un révélateur signifiant de réalités conflictuelles qui jouent un rôle vital et mortel au sein des sociétés..." (2)

(2) E. Morin, I, page 227.

Aussi limité soit-il, le cas de cette association nous fournit la preuve que les problèmes globaux d'une société se réfractent à tous les niveaux de la réalité sociale.

La vie d'un quartier de migrants : Vaitupa

Les querelles qui ont marqué la vie du quartier de Vaitupa (au sujet des droits fonciers et de l'occupation du sol - chapitre 3) et qui duraient toujours en 1969, ont accru la solidarité entre tous les habitants du quartier ; si des liens anciens existaient déjà entre eux, communauté d'origine et liens de parenté, ceux-ci prennent une forme nouvelle et le quartier prend conscience de sa réalité à travers le conflit vécu qui en renforce la cohésion vis à vis d'une agression externe qui pourrait conduire à une expulsion et à une destruction du quartier. Mais la menace reste présente et certains lassés par tant d'histoires envisageraient même de quitter le quartier. Au-delà des réactions qu'ils ont pu avoir et qui les ont mené jusqu'à la violence - en octobre 1969, le mari de la propriétaire qui avait osé s'aventurer dans le quartier pour demander à quelques musiciens d'être un peu moins bruyants, en repartit avec quelques plaies et bosses -, ils se sentent désarmés devant tout ce qui pèse sur eux et devant les incertitudes qui planent sur leur existence. Si certains anciens quartiers de Papeete sont reconnus par les autorités administratives et les partis politiques, qui en tiennent compte pour leurs prises de décision, ceci tient au fait que ces quartiers sont plus anciens, ont une histoire liée à celle de la commune, qu'ils ont pu s'intégrer à la vie de la cité et y jouer un rôle en tant que groupe de pression. Mais ceci n'est pas le cas des nouveaux quartiers de migrants qui sont disséminés dans l'espace urbain, ont une importance numérique assez faible - chaque quartier étant pris séparément -, et sont exclus des circuits traditionnels qui unissent les notables à la population ; ceci ne veut pas dire que ces notables ne tiennent pas compte de ces quartiers qui constituent un groupe important dans l'ensemble urbain, et dont la faveur peut être utile, sur le plan électoral par exemple. Ces nouveaux quartiers constituent plutôt une masse de manoeuvre

qui a peu de pouvoir. "Lorsque la mobilité de la croissance, dit Raymond Ledrut, touche différemment les divers groupes sociaux de la population active, elle a des effets particuliers sur l'intégration collective. L'enracinement dans la collectivité locale donne aux groupes les plus stables un rôle et un pouvoir considérables dans les affaires publiques..."

Les habitants de Vaitupa participent peu à la vie urbaine ; une fois fini le travail, on rentre dans le quartier. Le dimanche matin, plusieurs familles vont au marché de Papeete pour acheter les aliments du repas de midi, un peu de poisson et des fruits et légumes que l'on prépare à la façon tahitienne ; pour un jour, on abandonne les conserves. Au marché, au hasard des rencontres on retrouve quelques fetii ou des originaires de l'île d'où l'on vient ; le marché est toujours très animé.

Le dimanche est aussi l'occasion d'une sortie importante, le culte. Les habitants de Vaitupa appartiennent à différentes églises, en fonction de leur origine géographique : ceux de Rurutu sont protestants, ceux d'Anaa et Raroia-Takume catholiques, ceux d'Apataki-Kaukura-Arutua sanitos. Suivant les groupes la pratique religieuse est plus ou moins active : alors que les catholiques originaires de Anaa sont très fervents et que certains d'entre eux sont même des militants d'action catholique actifs, ceux de Raroia assistent plus irrégulièrement à la messe du dimanche. Quelques disputes ont lieu dans le quartier entre catholiques et sanitos, ces derniers accusant les autres de se livrer à des bringues et des beuveries qui gênent les habitants et qui constituent un mauvais exemple pour leurs propres enfants. (3)

La vie des habitants de Vaitupa se déroule surtout dans le quartier ; les achats quotidiens se font dans les deux magasins qui sont au bord de la route de ceinture à proximité du quartier. Les familles ont tendance à vivre sur elles-mêmes et les anciennes formes d'entraide qui existaient dans le milieu rural ont disparu. Si des relations de parenté et de communauté d'origine ont permis à ce quartier de se constituer, au niveau de la vie quotidienne ces relations ne s'actualisent plus dans un ensemble de

(3) La religion sanito interdit à ses membres de consommer de l'alcool, interdit que tous ne respectent d'ailleurs pas.

de comportements qui les liaient entre elles en milieu rural. Chaque famille constitue une cellule autonome et la nécessité pour chacune d'acheter les produits de consommation courant interdit les échanges entre maisonnières parentes ou amies : "Pourquoi, me disait une femme du quartier, donnerais-je aux autres puisque je dois tout acheter". Cependant lorsqu'une famille est dans le besoin, les autres lui apportent leur aide par des dons de nourriture. Par contre les petits services sont parfois monnayés : un tel emmène chaque matin les enfants du quartier à l'école, et pour celà il exige chaque semaine 100 Francs par enfant. Un autre accepte d'emmener chaque jeudi soir, contre une redevance, ceux qui désirent aller au cinéma "Drive-in" d'Arue.

La vie de quartier suscite quelques jeux collectifs : les hommes jouent à la pétanque et font aussi parfois quelques bringues ce qui n'est pas sans provoquer de heurts. Quelques femmes se réunissent pour jouer aux cartes. Le dimanche après-midi, tout le quartier se retrouve sur un terrain vague voisin pour organiser une partie de foot-ball. Le soir, ceux qui possèdent un récepteur de télévision invitent parfois les voisins. Les originaires de l'île de Anaa sont de fins tireurs au javelot, et en 1969 ce sont eux qui ont enlevé tous les premiers prix du concours de javelot aux fêtes du Juillet.

Dans ce quartier qui est marginal au sein de la cité est en train de naître ce qu'Oscar Lewis appelle "une culture de pauvreté", ou plus exactement les conditions pour qu'elle apparaisse semblent présentes et réunies, et c'est en fonction d'éléments exogènes qu'elle pourra ou non se renforcer. Comment Oscar Lewis décrit-il cette culture de pauvreté ? "Elle implique la transmission d'un mode de vie de génération en génération. La pauvreté n'est pas seulement un état de privation, mais elle présente également un côté positif dans la mesure où elle est douée d'une structure d'un système de rationalisation et d'auto-défense". (4) Quels en sont les signes ? Il y a une lutte constante pour la vie, contre le chômage et le sous-emploi ; les habitants de ces quartiers ne font pas de prévision

(4) O. Lewis, introduction.

pour l'avenir et ils manifestent une résignation et un fatalisme en face de ce qui leur arrive ; ils restent en marge de la vie communale et ne connaissent pas les problèmes de leur société. Ils semblent exclus du processus de mobilité sociale qui touche les autres couches de la société et ils n'envisagent guère une possibilité de réussite sociale pour leurs enfants par le biais de l'école, comme c'est le cas de couches de salariés qui sont plus intégrées à la vie urbaine et au monde du salariat.

Ces tendances qui se font jour s'emplifieront pour secréter finalement cette culture de pauvreté, si aucune issue ne se présente, que ce soit par des possibilités individuelles de promotion ou par une contestation politique.

Les Eglises à Faaa

L'église catholique fut longtemps dominante dans le district de Faaa, ceci grâce à l'influence du tavana Aubry qui était lui-même un catholique fervent et actif. Depuis que Faaa subit un processus d'urbanisation rapide, cette prééminence est-elle remise en cause ? En l'absence de statistiques concernant l'ensemble de la commune, il est difficile de l'affirmer. Cependant dans les quartiers étudiés, on assiste à une diversification ; dans le quartier du centre de l'ancien district de Faaa, la répartition des familles suivant leur appartenance religieuse se fait ainsi (5) :

Protestants	87
Catholiques	76
Sanitos	6
Mormons	1
Témoins de Jéhovah	1

(Chinois sans religion chrétienne 2)

A la cité SOCREDO, la diversification est aussi très grande :

(5) Pour le quartier du centre de Faaa, j'ai tenu compte de la religion du chef de famille ; pour la cité SOCREDO, j'ai indiqué les ménages "inter-religion" ceci ne signifie pas que dans le quartier du centre de Faaa, ceux-ci n'existent pas ; c'est dû à l'imprécision des renseignements recueillis.

Catholiques	38		
Protestants	33		
Sanitos	9		
Adventistes	3		
Mormons	1		
Témoins de Jéhovah	1		
Ménages mixtes	32	- catholique. -protestant	21
		" -sanito	4
		" adventiste	3
		- protestant -sanito	1
		" -adventiste	1
		" -mormon	1
		- sanito -adventiste	1

A Vaitupa, comme nous l'avons vu plus haut, l'appartenance religieuse se répartit entre catholiques, protestants et sanitos.

La pratique religieuse est très variable dans toutes les couches de la population et ne se réduit très souvent qu'à l'assistance à l'office du dimanche. L'éclatement de l'ancien district rural en raison de l'urbanisation, la diversification des couches sociales entraînent une destruction des anciennes paroisses et leur interdit de tenir la place qu'elles ont eu dans le passé ; elles ont perdu leur pouvoir, et la contrainte qu'elles exerçaient est remise en cause par la ville où les individus échappent au contrôle d'un groupe restreint comme l'était la communauté rurale. Dans ces communautés la paroisse n'était pas seulement un groupe religieux ; mais elle était au centre de la vie sociale et économique du groupe : sous son couvert s'étaient créés des pupu-groupes de travail collectif et d'entraide -, des taiete, telles que celle d'Afareaitu pour l'entretien des toits des fare. Mais dans la vie urbaine, lorsque l'individu doit faire face à la recherche du travail, au chômage, quelle aide l'église peut-elle lui apporter ? L'activité religieuse se réduit à une pratique et le groupe social ne peut plus prétendre fonder sa cohésion et rassembler les individus sur la base de la paroisse.

Dans les églises, pour faire face à cette perte d'influence, des

tendances novatrices se font jour : dans l'église protestante où la pratique religieuse était jusque là centrée sur la lecture de la bible et les chants, dans le cadre des ui api (6) des amorces de discussion se font sur des thèmes entièrement nouveaux, tels que "le chrétien dans le monde moderne" ; mais ces réunions qui visent à réintégrer le chrétien dans le monde moderne et à le rendre actif là où il est, atteignent-elles leur but ? J'eus l'occasion d'assister à une réunion de ce genre dans le cadre des ui api ; le thème en était la nécessité de l'information pour le chrétien. Le cadre restait très "traditionnel" : autour d'une table étaient assis quelques notables et responsables religieux, les assistants dont beaucoup étaient des ruraux venant des districts étaient assis sur le sol vêtus de leurs beaux habits comme pour l'office du dimanche. L'exposé fort long était fait en français par un pasteur Popaa et traduit simultanément en tahitien ; à l'agitation et au bruit qui allèrent en s'amplifiant dans la salle on pouvait juger que l'attention déclinait. L'exposé aurait pu être fait dans des termes identiques dans n'importe quelle ville de France, et il n'était nullement en prise sur la réalité polynésienne ; l'orateur ne fit, par exemple, nullement allusion au problème linguistique, pourtant essentiel à Tahiti et difficilement évitable au cours d'un exposé qui prétendait traiter de l'information et des moyens concrets de s'informer. Conseiller aux assistants, qui étaient essentiellement des Polynésiens ruraux parlant et lisant peu le français, d'aller dans les librairies de Papeete, "Le Sagittaire" ou autre, pour y acheter des livres - comme le fit l'orateur - était dérisoire si l'on tient compte du fait que ces librairies font partie sociologiquement de ce qu'on pourrait appeler l'univers urbain Popaa ! De plus l'instauration d'un dialogue au cours de telles réunions nécessitera que soient remises en cause les anciennes pratiques qui maintenaient l'individu dans une certaine passivité et sous la haute autorité du pasteur.

De son côté l'église sanito multiplie les réunions en petits groupes ; si une partie est réservée à la prière et à la lecture des textes sacrés, là aussi on aborde des thèmes nouveaux ; mais ce sont surtout des Demis qui prennent part à de tels débats qui restent souvent fort loin de la réalité

(6) Ui api : groupement qui réunit au sein de l'église protestante des jeunes, et même des adultes, pour assurer leur formation chrétienne.

locale.

L'église catholique reste influente à Faaa ; elle dispose de deux écoles - l'école Notre-Dame des Anges et un collège technique nouvellement construit et tenu par les Frères de Ploërmel - qui regroupent plusieurs centaines d'enfants et d'adolescents. L'association des parents d'élèves de l'Ecole Notre-Dame est animée notamment par des Popaa et des Demis de Papeete.

Depuis quelques années s'est constitué un groupe de catholiques plus actifs, "la Légion de Marie" ; ils tentent de ramener les tièdes à une pratique religieuse plus assidue ; ils font du porte à porte et consacrent leur temps libre, samedi et dimanche, à aller de fare en fare pour parler avec ceux qui acceptent (7). A Vaitupa plusieurs catholiques font partie de ce groupement ; l'un d'entre eux a opéré en quelques années une "conversion" spectaculaire ; jusque là c'était un alcoolique invétéré, mêlé à de nombreuses histoires de bagarre. Maintenant sa vie est rangée et il consacre une grande part de son temps à la Légion de Marie.

Malgré les tendances novatrices et modernistes qui apparaissent dans les églises et auxquelles elles sont poussées par les événements, elles semblent parfois mener "des combats d'arrière garde". Les pasteurs luttent toujours farouchement contre le concubinage, lequel à Tahiti n'est pourtant pas nécessairement un signe "de mauvaise vie" ; il y a des couples non-mariés qui ont plusieurs dizaines d'années de vie commune (8). C'est un spectacle surprenant de voir le défilé de plusieurs couples constitués par des gens d'âge mûr qui ont revêtu leurs plus beaux habits - les femmes étant en robe blanche longue - pour passer devant le maire et le pasteur ; derrière suivent les nombreux enfants de ces couples. Patiemment le pasteur a réussi à les convaincre d'accomplir cette formalité.

(7) Il m'a été donné d'assister un jour à cette scène étonnante : un membre de la légion de Marie, un ouvrier Polynésien de Vaitupa, avait entrecroisé dans un fare une discussion sur Dieu ; il parlait de la nécessité de croire en Dieu qui est le créateur du monde, et pour convaincre son interlocuteur de l'existence de Dieu, il reprenait l'explication par la "causalité" : "Pour qu'un cocotier pousse il faut que tu plantes un coco ; mais cette noix de coco a été elle-même produite par un cocotier ; comment expliques-tu l'apparition de la première noix de coco ou du premier cocotier sur terre ? Ce ne peut être que par Dieu !"

(8) Le concubinage est important à Tahiti ; le recensement de 1962 indique que le nombre de célibataires (juridiquement parlant) parmi les personnes qui ont plus de 20 ans est de 46 % pour les hommes et de 39 % pour les femmes, alors qu'en France les pourcentages sont respectivement de 20 % et 14 %. Pour ma part, je pense qu'il s'agit là encore d'une résistance culturelle héritée de l'ancienne culture polynésienne et que n'ont pas réussi à arracher les missionnaires. Ce que j'énonce est une hypothèse qui demanderait à être étudiée plus en détail.

Les pasteurs et les curés s'opposent encore souvent au mariage inter-religieux.

En 1969 se produisit à Faaa un incident qui provoqua une vigoureuse réaction de l'église catholique : une femme s'aperçut en se rendant sur la tombe de son père que celle-ci avait été ouverte et qu'on avait glissé dedans des oursins et des olothuries ! S'étant renseignée et apprenant ainsi qu'on avait vu roder autour de la tombe son propre beau-frère, elle porta plainte contre lui pour violation de sépulture. Le "coupable" avoua aussitôt, et invité à expliquer les raisons de son acte, il dit qu'il était malade, qu'il souffrait des jambes et était allé consulter le tahua (9) qui lui avait révélé que la cause de son mal c'était le tupapau (10) de son beau-père ; pour neutraliser cet esprit maléfique, il lui suffisait d'aller pêcher dans le lagon quelques oursins et des olothuries et de les glisser dans la tombe du mort ; c'est ce qu'il fit un soir en compagnie du tahua. Beaucoup se gaussèrent de cette histoire de "fou" qui fit les gros titres de la presse locale. De vieux Tahitiens m'apprirent que c'était autrefois une pratique fréquente faisant partie des anciennes coutumes polynésiennes, et qu'elle permettait de se débarrasser des ennuis que les morts peuvent nous causer. Cette histoire se produisit quelques temps avant la Fête des Morts du 2 Novembre ; à Faaa cette fête revêt un faste particulier : la veille du 2, au soir du premier novembre, toutes les familles catholiques se réunissent au cimetière ; chacun s'est muni de bougies qu'il fixe sur la tombe familiale et le cimetière se trouve ainsi illuminé par des milliers de flammes. Cette cérémonie s'accompagne d'un sermon du curé ; ce soir là, devant une foule importante, le curé s'en prit violemment aux pratiques des tahua qu'il traita de charlatans, et à ces croyances contraires aux croyances chrétiennes. On se serait cru revenu aux temps que décrit Ségalen dans "les Immémoriaux".

A propos de ces pratiques magiques et du recours au tahua, signalons qu'elles sont encore fréquentes en milieu urbain. Au cours de ma recherche, j'avais même formulé l'hypothèse qu'il pouvait y en avoir une recrudescence

(9) Tahua : c'est à la fois un "sorcier" et un guérisseur ; il peut soigner par des pratiques magiques ou encore préparer avec des plantes des raau Tahiti, médicaments tahitiens (par opposition aux raau popaa, médicaments que l'on achète chez le pharmacien).

(10) Tupapau : fantôme, revenant. La croyance en ceux-ci reste vive à Tahiti ; elle demanderait à être étudiée en détail.

en milieu urbain, liée à une pathologie sociale, causée par la migration du milieu rural à la ville, qui provoque l'apparition de mécanismes régulateurs destinés à faire face à cette situation nouvelle traumatisante ; c'est là un phénomène fréquent dans les villes africaines. Je n'ai pas été à même de vérifier une telle hypothèse. Ce qui est certain c'est que le recours au tahua est encore fréquent, non seulement chez des Polynésiens arrivant des îles mais aussi chez les gens urbanisés de longue date. Le cas de Robert M. en est la preuve ; il est le fils d'une institutrice ; lui-même a vécu en France pendant quatre ans, il était ouvrier aux chantiers maritimes de la Seyne. Il s'exprime correctement en Français, lit plusieurs journaux en langue française et des revues spécialisées en mécanique et en électricité - faits assez rares pour être signalés - . En 1969 la femme avec laquelle il vivait décide de le quitter ; les scènes violentes se succédaient et elle finit par repartir chez sa mère avec ses enfants en bas-âge. Quelques-temps après il se sent mal et est pris de douleurs dans le ventre. Il pense que ces maux viennent de la mère de son ancienne femme, qui a jeté de mauvais sorts sur lui, et il décide, pour trouver un remède, d'aller en consultation chez le tahua. Un mois plus tard il a retrouvé son entrain habituel et sa femme a même décidé de revenir habiter avec lui.

Prises entre un passé où elles étaient toute puissantes et un présent qui remet en cause ce passé, les églises oscillent entre des positions rétrogrades et/ou novatrices.

La commune de Faaa

La commune de Faaa a été créée au moment où le processus d'urbanisation s'est amorcé ; sa création répondait au double souci d'alléger un système de gestion lourd à manier, et de permettre à la population d'accéder à de nouvelles responsabilités.

Avec un budget assez faible, la première municipalité dut faire face à de lourdes charges : il fallait mettre en place un ensemble de services municipaux et l'urbanisation de la commune posait de graves problèmes. Le

service de distribution d'eau se révélait insuffisant et souffrait de carences qui ne manquèrent pas de provoquer les récriminations de ceux qui avaient à en souffrir. Suivant une technique observée aux Iles Hawai par le maire de la commune, trois bassins furent aménagés sur les collines destinés à recueillir l'eau de pluie et alimentés par des captages des sources faits dans la montagne. En 1969, l'adduction d'eau à Faaa, s'était considérablement améliorée.

Il fallut mettre sur pied un service de ramassage d'ordures, jusque là inexistant, et difficile à organiser du fait que l'accès à de nombreux quartiers était impossible pour des véhicules lourds.

Les problèmes de voirie aussi étaient énormes : la seule route goudronnée était pratiquement la route centrale ; pour faciliter l'accès aux nouveaux quartiers qui étaient en train de se constituer dans les vallées, il fallait transformer les anciens chemins de vallée et les sentiers de terre en voies praticables à la circulation. En 1969, plusieurs quartiers commençaient à être desservis correctement.

Un dispensaire a été construit en 1968-69 sur un terrain acheté par la commune. Etaient également envisagés sur ce terrain la construction d'une nouvelle mairie pour remplacer la vieille école transformée qui faisait jusque là office de mairie, et l'agencement d'un parc avec un terrain de sport.

La municipalité avait décidé de participer activement à un programme élaboré au niveau de l'ensemble urbain pour tenter d'améliorer la situation des migrants ruraux ; l'achat de divers terrains destinés à loger les migrants a été envisagé et est passé à un début de réalisation (11). Mais l'avancement de ce programme risque d'être entravé, sinon à Faaa, au niveau de l'ensemble urbain, par l'action d'un certain nombre de notables influents qui regardaient avec méfiance des projets qui visaient à enrayer la spéculation foncière en bloquant le prix des terrains et en accordant un droit de préemption aux organismes publics et aux collectivités locales.

Malgré le considérable effort qu'elle a fourni et la résolution dont elle a fait preuve face à ces multiples problèmes, les critiques ne sont pas

(11) Rapport Rénovation Urbaine, SCET-COOP, SETIL

épargnées à la municipalité ; on se plaint de la distribution de l'eau, du ramassage des ordures...

On accuse parfois, non seulement à Faaa mais aussi à Papeete, la municipalité de favoriser l'installation des migrants ruraux sur le territoire communal, "parce qu'ils constitueraient une masse facilement manœuvrable sur le plan politique", et en échange "la municipalité fermerait les yeux sur les conditions dans lesquelles ils s'installent et serait coulante sur l'application des règlements sanitaires, etc..." Mais une telle accusation ne frise-t-elle pas la mauvaise foi dans la mesure où elle rend pratiquement responsable la municipalité des conditions de vie des migrants ? N'est-ce pas méconnaître, sciemment ou non, que ce problème déborde de beaucoup le cadre de cette commune ?

Mais souvent ce ne sont que prétextes qui cachent une opposition à la ligne politique qu'a adoptée depuis quelques années le maire de Faaa, Francis Sanford. Si certains comparent la gestion municipale de Faaa à celle de l'autre commune qui a été créée en même temps, Pirae, comme le fait cet habitant de la cité SOCREDO - "Je ne connais pas tellement les conseillers municipaux. Mais d'après ce que je remarque dans cette commune, il semble que les modifications marchent à très petits pas par rapport à ce qui se passe dans la belle commune de Pirae. D'ailleurs il est normal qu'ils avancent vite et très bien, avec un maire très énergique et soucieux de la vie de la société dont il est responsable...! Par contre ici, ce sont plutôt des réunions politiques qui se répètent souvent !" -, c'est pour critiquer l'orientation pro-autonomiste du député-maire et la mettre en opposition avec la ligne politique du maire de Pirae, Gaston Flosse.

Avec la création de la commune, c'est à un renouvellement des élites que l'on a assisté et qui est dû à la formation de la nouvelle bourgeoisie. Le député-maire lui-même est un exemple de cette nouvelle génération de notables ; il a suivi le "cursus honorum" de beaucoup d'hommes politiques de sa génération ; il a été instituteur jusque dans les îles les plus éloignées ; il a participé à la deuxième guerre mondiale au côté des troupes américaines.

Il est retourné ensuite dans l'administration qu'il a quittée pour devenir maire de Faaa et se lancer dans une carrière politique qui s'est révélée rapide et brillante. En mars 1967 il est élu député de la Polynésie Française, et en septembre de la même année, son parti politique, le Te Ea Api (la voie nouvelle)) qui ne s'était encore jamais présenté aux élections de l'Assemblée Territoriale, devient le premier parti à l'Assemblée par le nombre des sièges occupés. Faisant alliance avec le Te Here Aia, (la chère Patrie), le parti de John Teariki, lui-même ancien député qui avait été battu par F. Sanford aux élections législatives de mars, les deux partis constituent à l'Assemblée Territoriale une majorité dont l'un des thèmes essentiels de revendication est l'instauration de l'autonomie du Territoire.

Le prestige dont le maire bénéficie au niveau de sa commune ne doit pas faire oublier que l'on y retrouve les clivages qui marquent l'ensemble de la société. Les relations personnelles sont encore très puissantes en milieu urbain et maintiennent une forme de "clientélisme" où des rapports en apparence basés sur la confiance cachent des antagonismes sous-jacents.

Les nouveaux urbanisés, pour qui de tels rapports présentent un aspect sécurisant, sont d'autre part sensibles à des objectifs politiques, dont on leur promet qu'ils apporteront des changements considérables dans leur vie et les sortiront de leur condition présente, sans que pour autant ils opèrent une véritable prise de conscience politique et accèdent à une responsabilité au niveau communal et à celui de leur société.

Chapitre 10 : UNE DOUBLE CONTRADICTION

Les problèmes politiques dont nous venons de parler à propos de la commune de Faavae nous conduisent au coeur d'une question fondamentale pour la Polynésie actuelle : la question politique.

En effet, si la présence du système colonial obligeait les individus à réorienter leur stratégie pour se promouvoir dans la nouvelle société qui prenait forme, les différentes couches de la populations furent concernées à des degrés divers par le processus de mobilité sociale qui s'ensuivit, et ceci en raison d'un ensemble de facteurs très divers, rang dans l'ancienne société polynésienne, union avec des Popa'a-colons, dynamisme dans la nouvelle économie coloniale, possibilité d'accéder au secteur tertiaire et au fonctionnariat grâce à l'école. Au sein même de la société polynésienne touchée par le phénomène global de la colonisation se produit une diversification qui conduit à la formation de nouvelles strates sociales, précisément en fonction des possibilités de chacun d'adopter et de s'adapter à une nouvelle stratégie sociale.

De ce processus de promotion sociale naissent donc conjointement des possibilités de s'intégrer à la société coloniale, mais aussi un éclatement de la société colonisée en diverses couches sociales. Cette contradiction se traduit par la naissance d'un mouvement politique, qui surgit précisément dans les couches sociales qui ont le plus de raisons de contester la présence coloniale. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, en 1947, le Gouverneur est obligé de s'incliner devant une manifestation populaire, dont il a été question plus haut, et dont l'un des principaux instigateurs est un Polynésien, Pouvanaa a Oopa, un ancien de la guerre 14-18 et qui exerce le métier de charpentier. Il fonde le R.D.P.T. ; l'histoire de ce mouvement politique reste à faire et ce n'est pas ici que nous la ferons. Rappelons en quelques traits en empruntant ces lignes à Michel Panoff : "Sans propagande spectaculaire, diffusé seulement de bouche à oreille, le long de circuits que les Européens n'imaginaient pas (visite de parents, solidarité entre natifs d'une même île émigrés à Papeete, tournée et réunions de pasteurs indigènes, etc...) le programme de ce qui deviendrait le premier parti authentiquement tahitien allait bientôt être connu des archipels les plus éloignés. Amélioration du niveau de vie de la population rurale, réforme du régime foncier, large accès à la fonction publique territoriale, tels étaient les principaux objectifs proposés à un électorat qui devait choisir Pouvanaa comme député en 1951 avec plus de 70 % des suffrages... Le premier succès électoral du R.D.P.T. devait se répéter constamment jusqu'à la présente législature (cet article fut écrit en 1965), ni les rivalités intérieures du parti, ni les erreurs politiques de son leader, ni les efforts de ses adversaires, ni même le procès de 1959 ne réussissant à le priver de son siège à la Chambre des Députés. Mais l'année 1958 fut marquée de cuisants échecs qui traduisaient un reflux indiscutable. Ouverte par une lutte violente entre Pouvanaa et son jeune et ambitieux lieutenant, J.B. Céran - jérusalémy, la crise qui divisait l'appareil directeur du parti désorienta profondément les militants et, par les surenchères démagogiques grâce auxquelles chaque tendance espérait l'emporter sur l'autre, facilita la contre offensive de l'U.N.R. locale en lui permettant d'user de la baguette magique du patriotisme. En effet dotée par la loi-cadre d'une Assemblée Territoriale et d'un conseil de gouvernement reflétant les préférences politiques des électeurs, la Polynésie était passée sous "la dictature de démagues anti-Français". Devenu "premier ministre" de l'exécutif territorial,

Pouvanaa réclamait une autonomie accrue et rêvait d'une protection américaine. Ses initiatives en matière fiscale et ses critiques contre le régime foncier inquiétaient bien autrement les puissances économiques et, plus généralement toute la bourgeoisie de Papeete. Rien de plus facile donc pour ses adversaires que l'utilisation de ces deux menaces fondues en une seule. Sous l'impulsion d'un émissaire parisien des Républicains Sociaux, l'Union Tahitienne Démocratique (U.T.D.) qui allait bientôt s'affilier à l'U.N.R., mobilisa tous les hommes de coeur qui ne voulaient pas séparer leur destin de celui de la mère-patrie. Et justement Cérant-Jérusalémy, qui fit volte-face quelques mois après, poussait le pays aux abîmes en préconisant la création d'une république tahitienne dans le cadre de l'Union Française. Le péril était imminent en cette période qui fut aussi troublée qu'elle pouvait l'être en France à l'approche du 13 mai. Le redressement n'était pourtant plus très éloigné. 30 avril 1958 : grave défaite pour Pouvanaa qui devant les menaces d'émeutiers et les sollicitations du Gouverneur, doit retirer son projet d'impôt sur le revenu. 28 septembre : par 65 % des voix la Polynésie se prononce pour le maintien du statut de Territoire d'Outre-Mer : Pouvanaa qui, abandonné de la plupart de ses amis, a appelé la population à répondre "non" au référendum, est mis pour la première fois en minorité par les électeurs. Sa condamnation comme incendiaire survenant un peu plus tard ne pourra manquer de le discréditer définitivement, concluent tous ceux qui ont suivi "le procès du siècle". Cette prévision ne s'est pas parfaitement réalisée, une forte proportion de Tahitiens se refusant à croire à la culpabilité de leur "Père" (Metua) pour adopter au contraire l'hypothèse étrange d'une machination politique". (1). Condamné et exilé en France, Pouvanaa fut libéré après quelques années de détention, mais assigné à résidence en France. Grâcié en 1968 par le Général De Gaulle, il revint à Tahiti à la fin de la même année. A l'aéroport de Faaa, plusieurs milliers de Tahitiens, se souvenant, vinrent lui faire un accueil émouvant et plein de chaleur; sa voiture était noyée sous les fleurs.

Si au départ le mouvement était né dans les couches populaires, des Demis appartenant à la bourgeoisie urbaine et foncière ne tardèrent pas à le rejoindre et à y occuper des places importantes, entrevoyant les possibilités

(1) Panoff, II.

qu'il offrait. C'était là une suite des événements, sinon prévisible, du moins répondant à une certaine logique. Les Demis tout en jouant le jeu de la colonisation et le mettant à profit, aspiraient à augmenter leur pouvoir, et ce mouvement populaire leur en fournissait la possibilité. Mieux armés intellectuellement, plus conscients de leurs intérêts que la masse polynésienne pouvait l'être des siens propres, et mieux à même de les formuler à travers un programme politique, ils récupèrent le mouvement de masse. En admettant que l'on aboutisse pas à une issue violente et à une rupture, et qu'une dialectique nouvelle - revendications - discussions - concessions - s'instaure avec le pouvoir colonial qui décide de lâcher du lest, certains profits pourront être retirés de ces changements dans les rapports coloniaux. C'est ce qui se produisit lorsque les portes de l'administration locale s'ouvrirent plus largement aux originaires du pays.

Afa-Tahiti et Taata Tahiti

Lorsqu'au cours d'une conversation avec un Demi, on utilise ce mot "Demi", beaucoup n'hésitent pas à nous reprendre : "A Tahiti, il n'y a pas de Demi, ou plutôt tous les habitants le sont puisque tous sont métissés de Popaa à des degrés divers". Ce raisonnement est en soi d'une logique parfaite si l'on s'en tient au critère racial et il est bien certain, encore que ce soit difficile à prouver, que les Polynésiens "purs" sont très rares : le faible chiffre de population atteint à la fin du XIX^{ème} siècle, et les séjours dans les îles de Popaa qui se mariaient ou vivaient en concubinage avec des Polynésiennes permettent de penser que le métissage fut important.

Mais user du critère racial pour tenter de réduire la différence Demi-Polynésien, ne peut guère relever que d'un système de justification idéologique qui refuse de poser la question centrale en la détournant vers un problème secondaire ; ce n'en est que plus révélateur de certaines attitudes.

Et pourtant même au niveau purement racial, un certain nombre de faits, que je me bornerai à rapporter, posent question, même s'il est

difficile de les séparer d'un ensemble d'attitudes et de façons de penser qui sont propres aux différentes couches sociales (2).

A Tahiti on ne distingue pas les couleurs de peau comme on peut le faire aux Antilles ; mais les Polynésiennes manifestent un intérêt particulier pour les enfants dont la peau claire, et on dit souvent même que certaines aiment avoir un enfant d'un Popaa, bien qu'elles ne soient pas mariées avec lui, uniquement parce que cet enfant aura la peau claire.

Il est fréquent de distinguer l'originaire des Tuamotu, le Paumotu, en disant qu'il est plus ereere - noir - que le Tahitien.

Une petite anecdote relevée à Faaa qui montre un autre aspect de ce problème : un jeune Polynésien fréquentait une fille appartenant à une famille de la petite bourgeoisie demie ; il désirait l'épouser, mais les deux familles s'opposaient à ce mariage : "Pourquoi les parents de la fille ne voulaient-ils pas que tu l'épouses ? - Tu comprends, je suis un pauvre Tahitien, et ma peau est un peu ereere".

Cela ne signifie nullement qu'il y ait un racisme latent, mais cette valorisation de la peau blanche ne s'inclut-elle pas dans un ensemble de rapports, ceux de la colonisation, où la race blanche est apparue comme la plus forte puisqu'elle était capable d'imposer sa domination aux autres ?

Mais les clivages les plus importants ne sont pas là ; ils viennent de ce qu'à été l'histoire coloniale depuis plus de cent ans, et de la diversification qu'elle a introduit dans la société polynésienne. Michel Panoff retient trois éléments pour définir ces clivages : "différences économiques", "inégaie participation à l'idéal dominant", et "idéologies distinctes" (3). Panoff parle même de classes sociales "en voie de structuration" ; mais il me paraît difficile d'adopter une telle façon de voir les choses qui semble sous-entendre que le processus de formation de deux classes

(2) Je pense qu'en lisant cela, certains à Tahiti m'accuseront de voir des problèmes là où il n'y en a pas, tant ceux qui vivent à Tahiti sont portés à penser que rien n'y est comme ailleurs ! Je me borne à rapporter quelques faits que tout un chacun a pu observer. Il serait certainement nécessaire d'étayer tout cela par des études sur les attitudes et l'idéologie propre à chaque groupe social et ethnique.

(3) Panoff, I, introduction.

sociales serait la résultante d'une dynamique interne à la société polynésienne ; en effet dans l'impulsion de celle-ci, le système colonial a joué et joue un rôle prépondérant, et la contradiction interne à la société polynésienne va de pair avec une contradiction plus globale, celle qui existe entre société coloniale et société colonisée, entre la France et la Polynésie.

Le renouveau du mouvement autonomiste

Après l'échec de Pouvanaa en 1958, le mouvement autonomiste connaît une éclipse et la disparition du Matua laisse éclater au grand jour les contradictions internes du mouvement et les ambitions de certains.

En 1967, à l'occasion des élections pour la formation de la nouvelle Assemblée Territoriale, alors que le C.E.P. est installé depuis quatre ans dans le Territoire et que le pays semble y trouver une prospérité jamais connue, le mouvement autonomiste revient en force et les deux partis, le "Te Ea Api" de Francis Sanford et le "Te Here Aia" de John Teariki, ancien dauphin de Pouvanaa, formant coalition après des divergences de départ, obtiennent la majorité absolue dans la nouvelle Assemblée.

En 1968 aux élections législatives qui suivent le Mouvement de Mai-Juin, lequel n'a suscité aucune réaction locale, Francis Sanford est réélu député avec John Teariki comme suppléant.

En 1969, pour le référendum d'avril portant sur la régionalisation, la Polynésie Française est le seul parmi les Territoires d'Outre-Mer à avoir une majorité de "non" : 15181 non contre 13584 oui. Le mois suivant, après le départ du Général De Gaulle, les élections présidentielles donnent en Polynésie une majorité à Alain Poher, candidat sur lequel les partis autonomistes avaient porté leur choix et qui s'était engagé, au cas où il serait élu, à accorder au Territoire son autonomie.

Ce n'est pas ici que nous retracerons l'évolution et les péripéties des rapports entre le Gouverneur et l'Assemblée Territoriale depuis 1967. Signalons seulement que deux missions ont été envoyées en France

par l'Assemblée Territoriale, l'une en avril 1968, l'autre en Décembre 1970, avec pour mission d'engager avec le Gouvernement Français des pourparlers destinés à aboutir à l'obtention de l'"autonomie interne" du Territoire dans le cadre de la République Française. D'autre part a été élaboré un projet de statuts nouveaux, précisant quels seraient, dans le cadre de cette autonomie, les pouvoirs respectifs du Gouvernement Français, et ceux du gouvernement et des élus locaux.

Malgré la détermination dont fait preuve la majorité autonomiste, le Gouvernement Français ne semble pas avoir jusqu'à maintenant pris en considération ces revendications. En Juillet 1970, le ministre des Armées, Michel Debré, en visite en Polynésie pour assister à des expériences de tirs nucléaires, déclarait à Télé-Tahiti à la suite de débats, parfois houleux, avec les conseillers de l'Assemblée Territoriale : "J'ai pu constater que le caractère français de la Polynésie ne fait de doute pour personne et je n'ai pas besoin de vous dire que j'en ai été très heureux. La France n'impose pas sa souveraineté. La souveraineté française est une souveraineté qui s'exprime par des hommes et des femmes qui souhaitent être citoyens et citoyennes français" (4).

Outre ces revendications, les élus locaux appartenant à la majorité autonomiste s'opposent à la présence en Polynésie du centre d'expérimentation nucléaire et demandent la cessation immédiate du programme de tirs atomiques qui pourraient avoir des conséquences funestes sur la vie et l'avenir biologique des populations. Là encore leur souhait n'a eu aucune suite.

C'est, peut-on penser, l'obligation de disposer d'un champ de tirs pour mettre au point l'armement nucléaire, qui détermine l'attitude du Gouvernement Français face à ces revendications politiques et autres. Après qu'en sera-t-il ? C'est là une question fondamentale pour la Polynésie qui pose des problèmes à la fois économiques et politiques.

Le mouvement autonomiste bénéficie d'une réelle popularité auprès de la population polynésienne, d'autant plus qu'à travers ces revendications beaucoup entrevoient une possibilité de changements de leur condition présente. Mais ceci ne doit pas nous faire oublier qu'il existe une forte minorité qui reste attachée au maintien du statut actuel pour

(4) M. Debré, propos extraits du Journal "Te Here Aia".

diverses raisons, économiques, politiques et sentimentales. Il est certain aussi que cette union qui se fait autour du renouveau autonomiste contribue et semble parfois destinée à maintenir cachés les antagonismes sous-jacents internes à la société polynésienne qui ne manqueraient sans doute pas de faire surface si le Gouvernement Français mettait un terme à son refus actuel.

Conclusion : LES INCERTITUDES DE L'AVENIR .

Cette étude sur Faaa nous a conduit à des considérations globales sur les problèmes présents de la Polynésie et ceux-ci débouchent cruellement sur les incertitudes de l'avenir, qui concernent Faaa au même titre que l'ensemble du Territoire.

Une donnée inéluctable : la démographie

Je reprendrai simplement quelques données exposées par Claude Robineau dans le travail collectif ORSTOM sur Tahiti et Moorea. "En 1967 la population du Territoire est de 98 315 habitants. 43,1 % ont moins de 15 ans. Cela correspond à un taux théorique naturel d'accroissement considérable. Le taux net annuel moyen obtenu par comparaison avec le recensement de l'INSEE de 1962 est de 3,2 %, mais il est délicat de comparer deux données obtenues selon des méthodes et des organismes différents (les résultats de 1967 sont dûs à un dénombrement fait localement). Déjà Jean Fages avait été amené à faire des réserves sur les résultats de certains recensements pour la période 1946-1962. Soulignons que pour

cette période l'accroissement moyen annuel a été de 3,5 % incluant les effets d'un "fort courant d'émigration vers la Nouvelle Calédonie" (1) durant la période 1951-1956. Soulignons aussi que pour notre période 1962-1967 un fait inverse a joué ; l'installation de résidents métropolitains consécutive à l'implantation du C.E.P. à partir de 1963-1964.

Lors du recensement de 1956, des taux de mortalité et de natalité avaient été calculés qui faisaient apparaître un accroissement naturel d'environ 3,3 %. J. Fages rappelle aussi les résultats obtenus à partir de l'état-civil pour la période 1959-1962 selon lesquels le mouvement naturel de la population avait un taux d'accroissement annuel moyen de 3,3 %. Les chiffres obtenus par le Service de Statistiques pour la période 1962-1967 ont été (moyennes annuelles) - taux de natalité : 45,5 %.

- taux de mortalité: 10,5 %.

soit un accroissement annuel moyen de 3,5 %. Quelle valeur peut-on accorder à ce chiffre ? Notons d'abord qu'il confirme un accroissement annuel actuel supérieur à 3 % qui signifie un doublement de population en 20 ans..." (2).

On imagine aisément les problèmes que va poser d'ici peu une telle poussée démographique : nécessité de créer de nouveaux emplois, extension croissante de la zone urbaine, logements, équipements collectifs, etc... Certains conseillers de l'Assemblée Territoriale se sont penchés sur cette question et ils étaient d'avis que soit mis en place un programme d'informations auprès de la population sur ce problème, pour inciter à une limitation des naissances. Entretemps se constituaient deux groupements d'informations sur les problèmes de planning familial et de limitation des naissances. Les autorités catholiques n'ont pas caché leur hostilité à l'égard de tels projets. D'autre part le résultat d'une telle action ne pourra se faire ressentir que dans un temps assez éloigné car il nécessite un changement des anciennes attitudes mentales et culturelles.

(1) Note que j'inclus à ce texte, non-dûe à Cl. Robineau : depuis 1967-68 un courant d'émigration reprend en direction de la Nouvelle-Calédonie où l'industrie du nickel se développe rapidement. Selon diverses informations les Tahitiens émigrés s'adapteraient bien et tendraient à former une couche sociale intermédiaire entre les Blancs et la population mélanésienne autochtone.

(2) Cl. Robineau, Livre II, ouvrage collectif, page 2 et 3.

Le "problème" chinois

Il a été fort peu question de la minorité chinoise, dans la mesure où elle ne concernait qu'indirectement la commune de Faaa. Elle comprend environ 10 % de la population (3). Mais c'est entre ses mains que se concentre la majeure partie du commerce aussi bien au niveau de l'importation qu'à celui du détail jusque dans la moindre des îles.

Des signes de changement sont notables dans cette communauté et elle sort de l'isolement dans lequel elle est longtemps restée. Les mariages inter-ethniques sont fréquents, mais correspondent-ils à une réelle intégration ? On constate que ceux qui sont issus de telles unions sont réabsorbés soit du côté tahitien soit du côté chinois.

Mais le pouvoir économique chinois demeure, et phénomène nouveau, les jeunes accèdent de plus en plus à des postes du secteur tertiaire et à des responsabilités dans l'administration.

L'agressivité dont font toujours preuve à leur égard les Tahitiens est là pour nous montrer que ce problème n'est pas résolu.

La relève économique

L'éventuelle cessation des activités du C.E.P.; même si elle est souhaitée par beaucoup, ne manque de poser de graves problèmes pour la survie d'une économie qui en dépend largement. Cette incertitude contribue aussi à bloquer les problèmes politiques, et certains n'hésitent pas à enfermer les partisans de l'autonomie dans une logique absurde : la France ou le chaos ? Alors que la plupart des leaders du mouvement sont conscients de la situation.

Mais depuis quelques années, on parle beaucoup de tourisme et certains disent qu'il est "la deuxième chance" de la Polynésie, après le C.E.P.

(3) Le recensement de 1962 indiquait 9544 Chinois (répartis en 5681 de nationalité chinoise, 937 naturalisés Français, 2929 Français de naissance). Le dénombrement de 1967 indiquait que pour l'ensemble du Territoire, les Chinois de souche (Français ou non) représentaient 10,7 %.

Le tourisme et l'étrange retour du vieux mythe (4)

Symbole sans doute voulu : sur le front de mer de Papeete, là où il n'y a pas encore si longtemps se trouvaient les anciens locaux qui abritaient l'Assemblée Territoriale et des hangars en tôle rouge qui servaient au stockage des marchandises, se dresse maintenant la Maison du Tourisme, un édifice où les formes nouvelles s'allient au matériau néo-ancien ; le front de mer lui-même a été dégagé, et l'esplanade est magnifique, agrémentée d'une fontaine, d'arbres et de fleurs.

Le tourisme est à l'ordre du jour depuis que l'on veut en faire une des activités essentielles du Territoire ; un Office de Développement du Tourisme a été créé pour s'occuper de ces questions. On examine beaucoup les statistiques ; on fait des prévisions ; on analyse les facteurs favorables et défavorables ; on se rend en visite chez les voisins, en particulier Hawaï, pour voir ce qu'ils font dans ce domaine. Des sondages sont faits auprès des agences touristiques américaines pour savoir si la Polynésie les intéresse et comment éventuellement les y intéresser, car c'est aux Etats-Unis qu'une clientèle peut se recruter, l'Europe étant trop éloignée et les voyages actuellement trop coûteux. On s'inquiète de la préservation et de la mise en valeur des sites ; la beauté des îles polynésiennes, de leur relief accidenté, de leur végétation tropicale, de leurs lagons dont les couleurs vont du vert opalin au bleu dense, tout cela devient "capital touristique" !

En 1967 sont venus en Polynésie 23 574 touristes ; en 1968, 28 402 ; en 1969 on en prévoyait 38 000 ; en 1970 environ 70 000 ; et pour 1975 entre 240 et 260 000. Autant dire que la croissance prévue était rapide, puisqu'en moins de dix ans le nombre de touristes attendus doit plus que décupler.

Dans le même temps, le nombre d'emplois, aussi bien dans l'hôtellerie que dans les secteurs annexes (transports, agences de voyages, curios, groupes de danse), qui était de 2070 en 1969 devrait passer à plus

(4) Les chiffres cités dans ce paragraphe sont extraits d'un document préparatoire au 6ème Plan, élaboré en 1969 par l'Office de Développement du Tourisme.

de 8500 en 1975.

Les hôtels construits jusqu'en 1968 étaient de taille relativement restreinte ; en 1968 on comptait 669 chambres à Tahiti et 316 dans les autres îles. On en prévoyait pour 1970, 919 à Tahiti et 475 dans les autres îles ; et pour 1975, 2832 à Tahiti et 2480 dans les îles. Entretemps en effet le tourisme ne doit pas se limiter seulement à Tahiti, mais aussi toucher les autres archipels, notamment celui des Iles-sous-le-Vent, où des pistes d'aviation sont construites qui permettront une liaison rapide avec Tahiti, point d'arrivée des touristes, d'où ils se redistribueront dans les îles.

Le programme de construction de grands hôtels a commencé en 1968 avec l'hôtel Taharaa, financé en partie par la compagnie aérienne américaine PANAM ; ingénieusement construit sur le flanc d'une falaise qui surplombe le Pacifique, à quelques kilomètres de Papeete sur la côte Est, il regroupe environ 200 chambres. Le deuxième grand hôtel à voir le jour fut l'hôtel Maeva, situé dans le district de Punaauia, financé par la compagnie des Chargeurs Réunis (U.T.A.). Il ouvrit en juin 1969 et sa capacité d'accueil est équivalente à celle du Tahaara. Le Club Méditerranée est depuis longtemps installé en Polynésie ; en 1968 il augmente les capacités de son village situé à Moorea, qui comprend alors près de 170 bungalows édifiés en style néo-polynésien. Entretemps il ouvre un nouveau village aux Iles-sous-le-Vent à Bora-Bora, et nourrit des projets d'extension dans cet archipel.

Mais si l'on veut accueillir les nouveaux touristes, il faut aussi leur offrir des loisirs qui soient susceptibles de les attirer et de les retenir, car on constate que le tourisme à Tahiti est surtout un tourisme de passage : Tahiti est une escale incluse dans un circuit qui conduit les touristes aux Samoa, aux Fidji, à Hawaï, etc... Autre inconvénient de Tahiti, le coût de la vie est très élevé qui fait rechigner beaucoup et les incite à écourter leur étape. Début d'un programme d'équipement de loisirs, un golf financé par un banquier parisien est agencé dans la belle plaine d'Atimaono, là où cent ans auparavant William Stewart

mettait sur pied ses plantations de canne à sucre et de coton.

Pour faire face au manque de capitaux locaux ou plutôt de financement local, on fait appel aux étrangers et on leur offre des facilités. C'est ce que montre les quelques exemples donnés ci-dessus. On se félicite des nombreux investissements prévus, mais n'est-il pas à craindre qu'un jour prochain la Polynésie ne se retrouve pieds et poings liés sous la coupe d'une poignée de capitalistes qui auront d'autant plus de pouvoir que le tourisme sera la principale activité du Territoire ?

Le tourisme n'a jusqu'ici suscité que peu d'intérêt chez les Polynésiens. Quelques groupes de danse professionnels fonctionnent régulièrement d'une façon autonome, se produisant à la demande dans les hôtels et les réceptions ; mais la rationalisation du tourisme qui va aller s'accroissant risque de les mettre sous la dépendance des hôtels et des agences touristiques. La danse, activité ludique mêlée d'érotisme, sera réduite au rang d'activité salariée. Les emplois offerts par le tourisme attire peu les Polynésiens jusqu'à maintenant, et l'école de formation touristique ouverte depuis quelques années connaît des difficultés de recrutement. Les règlements intérieurs des nouveaux hôtels, qui sont stricts et qui visent à établir un service de haute qualité, s'accommodent mal de la fantaisie et l'absence de servilité propres aux Tahitiens. Plusieurs jeunes de Faavae qui étaient entrés à l'Hotel Maeva, l'ont quitté au bout de quelques semaines. On veut faire prendre conscience aux Polynésiens de la nécessité du tourisme pour leur pays et les inciter à faire bonne figure au touriste qui débarque à la recherche d'un exotisme de pacotille. Y réussira-t-on ?

En effet dans la promotion touristique de Tahiti, on compte beaucoup sur le vieux mythe de la Polynésie, dont les conditions semblent réunies pour qu'il renaisse dans les sociétés occidentales à la recherche d'un néo- et pseudo-naturalisme. Et ceci pose le problème des relations qui, à partir du tourisme, vont se développer entre les Polynésiens et ceux qui vont venir chez eux à la recherche d'une évasion qu'ils seront sensés leur fournir. Quelles relations peuvent s'instaurer entre ces hommes à la recherche de cette évasion et qui "continuent de tenir, avec l'obstination de l'impuissance, aux labels de l'aventure, de la primitivité et des terres

vierges", comme le dit H.M. Enzensberger, et d'autres hommes dont la source de revenu sera de fournir ces mythes aux premiers ? (5)

En s'inspirant de ces thèmes de "retour à la nature", de "vie libérée des contraintes quotidiennes", le Club Méditerranée a créé un style qui n'est pas prêt d'être oublié et qui va dans le sens actuel des aspirations des sociétés occidentales urbanisées. "Entre le phantasme total des îles païennes et le pique-nique collectif au pareo, il n'y a sans doute rien de commun. Mais leur conjonction magique sous le signe de l'organisation assure au Club une éternité de clients" (6).

En 1969, j'ai pu lire dans le hall de l'hôtel Maeva une affiche rédigée ainsi : "Cette après-midi, Camera-show : Tahitien grim pant au cocotier - décortilage d'une noix de coco - comment danser le tamure - comment nouer le pareu. Le tout pour 500 Francs C.F.P.". Tous les signes de la "primitivité" que recherche le touriste se trouvent bien réunis dans ce texte. Une seule question : le Polynésien est-il destiné à devenir ce "primitif" du XXème siècle qui, pour vivre, devra "faire le guignol" devant des touristes armés de caméra ? Mais là nous sommes renvoyés bien au-delà de Tahiti, puisque l'impulsion d'un tel phénomène vient des sociétés occidentales.

Henri Bouvier concluait ainsi quelques réflexions qu'il faisait dans le cadre de la sous-commission du tourisme, préparatoire au 6ème Plan : "L'industrie touristique doit se développer en Polynésie Française, pour le plus grand bien du plus grand nombre possible de Polynésiens, et non en priorité au bénéfice d'investisseurs extérieurs au Territoire... Par ailleurs la nécessité de développer notre économie ne doit pas nous faire accepter des bouleversements sociaux qui aboutiront à l'opposé de ce que nous recherchons. Le relèvement du niveau de vie de nos populations doit se manifester sur tous les plans et non pas seulement sur le plan financier. L'argent n'est qu'un moyen, et il ne doit pas être un but. La Polynésie Française doit pouvoir se développer sans perdre son caractère

(5) H.M. Enzensberger, page 164.

(6) J. Baudrillard, I, page 234.

et ses raisons de vivre. Et c'est dans la mesure où elle restera fidèle à elle-même qu'elle continuera d'attirer les visiteurs" (7).

Malgré la clairvoyance dont fait preuve ce texte, l'avenir n'est pas pour autant assuré, dans la mesure où la Polynésie n'est pas seule en jeu. L'histoire qu'elle connaît depuis 200 ans est là pour nous le rappeler.

(7) H. Bouvier, note rédigée dans le cadre de la sous-commission Tourisme préparatoire au 6ème Plan, 1969.

OUVRAGES CITES

- AUCLAIR (Georges) - 1970 - Le Mana Quotidien, structure et fonction de la chronique des faits divers ; Edit. Anthropos, Paris.
- BALANDIER (Georges) - 1955 - Les Brazzaville Noires ; Institut d'Etudes Politiques, Paris.
- BARTHES (Roland) - 1970 - Mythologies ; coll. Points, Edit. du Seuil, Paris.
- BAUDRILLARD (Jean) - I- 1970 - La société de consommation, ses mythes, ses structures ; coll. Le Point de la Question, Denoël, Paris.
-II- 1968 - Le système des objets ; coll. Les Essais, N.R.F. Gallimard, Paris.
- BOUGAINVILLE (Louis-Antoine) - Voyage autour du monde ; coll. 10/18, U.G.E. Paris.
- DIDEROT (Denis) - 1964 - Ecrits philosophiques ; coll. Libertés, J.J. Pauvert, Paris.
- ENZENSBERGER (Hans Magnus) - 1965 - Culture ou mise en condition ? ; Dossiers des Lettres Nouvelles, Julliard, Paris.
- FAGES (Jean), RAVAUULT (François), RINGON (Gérard), ROBINEAU (Claude) - 1970 - Tahiti et Moorea, études sur la société, l'économie et l'utilisation de l'espace, (ouvrage collectif), Livres I et II ; Travaux et Documents de l'ORSTOM, n° 4, Paris.
- FINK (Eugen) - 1970 - Le jeu comme symbole du monde ; coll. Arguments, Edit. de Minuit, Paris.
- FINNEY (B.R.) - 1965 - Polynésian Peasants and Prolétarians Socio-economic Change among the Tahitian or French Polynésia ; Polynésian Society Reprints Series, n°9, Wellington.
- GRIMALD (A.) - 1970 - Lumières sur Tahiti ; Paris
- JAULIN (Robert) - 1970 - La paix blanche ; coll. Combats, Edit. du Seuil, Paris.

- LAPASSADE (Georges) - 1969 - L'entrée dans la vie ; coll. Arguments, Edit. de Minuit, Paris.
- LEDRUT (Raymond) - I - 1970 la croissance urbaine, facteur de mutations, in Sociologie des mutations sous la direction de Georges Balandier, Edit. Anthropos, Paris
 - II- 1968 Sociologie urbaine ; collec. Le Sociologue, PUF. Paris.
- LEWIS (Oscar) - 1963 - Les enfants de Sanchez, N.R.F. Gallimard, Paris.
- LOURAU (René) - 1970 - L'analyse institutionnelle ; coll. Arguments, Edit. de Minuit, Paris.
- LOURSIN (Jean-Marie) - 1957 - Tahiti ; coll. Petite Planète, Edit du Seuil Paris.
- MILLS (Wright C.) - 1966 - Les cols blancs ; coll. Les Textes à l'appui, F. Maspéro, Paris.
- MOOREA (Ina) - 1971 - J'ai perdu Tahiti ; roman ; Edit. E. Marescot, Paris.
- MORIN (Edgar) - I - 1969 - Principes d'une sociologie du présent, in La rumeur d'Orléans ; coll. l'histoire immédiate, Edit. du Seuil, Paris.
 - II - 1970 - Journal de Californie ; Edit. du Seuil, Paris.
- MORRISSON (James) - 1966 - Journal du second maître à bord de la Bounty ; édit. de la Société des Océanistes, Musée de l'Homme, Paris.
- NEWBURY (Colin) - 1966 - aspects of cultural change in French Polynésie, the déclin of the Aarii ; Journal of Polynesian Society, Vol. LXXVI n° 1, Wellington.
- O'REILLY (Patrick) - 1959 - Note sur les Tifaifai tahitiens, in Journal de la Société des Océanistes, n° 15 ; Musée de l'Homme, Paris.
- O'REILLY (Patrick) et TEISSIER (Raoul)
 - I - 1962 - Tahitiens ; Publications de la Société des Océanistes, Musée de l'Homme, Paris.
 - II - 1966 - Tahitiens, supplément, Publications de la Société des Océanistes, Musée de l'Homme, Paris.

- PANOFF (Michel) - I - 1970 - La terre et l'organisation sociale en Polynésie, Bibliothèque Scientifique, Payot, Paris.
 - II - 1965 - Tahiti et le mythe de l'indépendance, in Les Temps Modernes, N° 225, 20 ème année, Février 1965, Paris.
- PREVOST (J.C.) - 1970 - L'expansion de la zone d'influence de la langue tahitienne, in Journal de la Société des Océanistes, N° 28, Tome XXVI, sept. 1970, Musée de l'homme Paris.
- RINGON (Gérard) - I - 1970 - Mutations et changements sociaux dans un village de Polynésie Française, district d'Afareaitu, Moorea ; in Journal de la Société des Océanistes, n° 28, Tome XXVI, sept. 70, Musée de l'Homme, Paris
 - II - Vaitupa, étude d'un quartier de migrants ruraux en milieu urbain, in Rénovation Urbaine, Agglomération de Papeete ; 1969, Territoire de la Polynésie Française, SCET-COOP, SETIL.
- SEGALEN (Victor) - 1966 - Les Immémoriaux ; coll. 10/18, U.G.E. Paris.
- TOURAINE (Alain) - 1965 - Sociologie de l'action ; Edit. du Seuil, Paris.

DOCUMENTS DIVERS CONCERNANT LA POLYNÉSIE

- Recensement Général de la Polynésie Française, décembre 1956 ; Service de Statistiques chargé des Relations et de la Coopération avec les Etats d'Outre-Mer, Paris.
- Recensement Général de la Population de Polynésie Française effectué le 9 novembre 1962 ; INSEE, Paris.
- Dénombrement de la Population de la Polynésie Française effectué en 1967 ; Service des Affaires administratives de la P.F. Papeete, Tahiti.
- La Polynésie Française, Notes et Etudes Documentaires ; n° 2776, 5 mai 1961 ; la Documentation Française, Paris.
- Note sur les Institutions, l'Organisation Politique et Administrative de la P.F. mise à jour le 18 août 1965, Service des Affaires administratives de la P.F. Papeete, Tahiti.
- Textes relatifs à l'intégration dans la Fonction Publique métropolitaine, Corps d'Etat pour l'Administration de la P.F. Imprimerie Officielle, Papeete, Tahiti. 1968.
- Les budgets familiaux en P.F. 1967-1968 ; Tome I, Rapport Général ; Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer - Territoire de la P.F. S.E.D.E.S. Paris.
- Rénovation Urbaine, Agglomération de Papeete ; Territoire de la P.F. SCET-COOP SETIL, Papeete, Tahiti. 1969.
- Recherches en vue de l'élaboration d'un plan de développement de l'agriculture de la P.F. demandées par l'Assemblée Territoriale ; René Dumont, professeur à l'Institut National Agronomique (Paris) 1970.
- Document Général sur le Tourisme en P.F. élaboré par l'Office de Développement du Tourisme, dans le cadre de la sous-commission du Tourisme préparatoire au 6ème Plan, 1969, Tahiti.
- Quelques réflexions sur le développement du tourisme en P.F. par Henri Bouvier, conseiller à l'Assemblée Territoriale de P.F. dans le cadre de la sous-commission du tourisme préparatoire au 6ème Plan, 1969, Tahiti.

- Note d'Henri Bouvier sur le développement des activités artisanales et artistiques dans le cadre de l'évolution du tourisme en P.F. sous-commission du tourisme préparatoire au 6ème Plan, 1969, Tahiti.
- Note sur la délinquance juvénile ne P.F. document destiné à la sous-commission des Affaires Sociales pour la préparation du 6ème Plan, 1969, Tahiti.
- Te Here Aia, n° 78-79, mensuel, organe de défense des droits de l'homme, des libertés démocratiques et des intérêts des populations de la P.F. Papeete, Tahiti, 1970.
- Journal de Tahiti, n° du 8 décembre 1969, Papeete, Tahiti.
- Tahiti-Regard, hebdomadaire, n° 38, 4 Juillet 1969, Papeete, Tahiti.

